Guide Arts et Spectacles

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — Nº 14186 — 5 F — JEUDI 6 SEPTEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Tout en cherchant à entretenir l'incertitude sur le sort des otages occidentaux

L'Irak plaide sa cause à Moscou avant le sommet Bush-Gorbatchev

Quatre jours avant la rencontre d'Helsinki entre les présidents George Bush et Mikhaïl Gorbatchev, qui sera, dimanche 9 septembre, largement consacrée à la crise du Golfe, le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, s'est rendu mercredi 5 septembre à Moscou pour une « brève visite de travail » au cours de laquelle il devait être reçu par M. Gorbatchev. Le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, s'est déclaré « très satisfait » de l'attitude de la France après un entretien mardi à Paris avec M. Roland Dumas, le ministre des affaires étrangères.

Bagdad, qui a laissé sortir mardi près de trois cents otages, s'est dit prêt à affréter des avions de la compagnie nationale irakienne pour évacuer les femmes et les enfants étrangers encore retenus. M. Saddam Hussein devait s'adresser mercredi, à 19 heures GMT (17 heures, heure française) « au grand peuple irakien et à tous les musulmans. »

« Le Koweït, oui, mais à quel prix ? »

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Sur les murs du ministère de l'information, la carte flambant neuve de l'Irak a déjà intégré la dix-neuvième province, le Koweït. Là-dessus tous les Irakiens sont d'accord, le Koweït est partie intégrante de l'Irak. *« C'est un fait historique qui ne se discute même pas. »*

C'est sur les moyens de rectifier cette *« erreur ou faute commise par les Britanniques »* que l'unanimité se rompt. Le prix déjà payé et celui à venir effraient nombre d'Irakiens qui, sans pouvoir bien sûr le dire publiquement, s'interrogent avec angoisse sur les conséquences de cette nouvelle aventure militaire avant d'en déplorer les effets immédiats. Les risques d'une guerre généralisée, chimique ou même nucléaire, comme on le craint ici de la part d'Israël, reviennent dans toutes les conversations, et chacun envisage déjà le pire.

Après huit ans d'une guerre meurtrière contre l'Iran et d'une trêve au bénéfice encore mince, en particulier sur le plan économique, les Irakiens ne se réjouissent pas d'une situation qui, comme le dit l'un d'eux, *« compromet une nouvelle fois l'avenir ». « Le Koweït, oui,* affirme ainsi un homme d'affaires, *mais pas à ce prix et maintenant. Tous les moyens politiques auraient dû être tentés avant. Nous aurions pu provoquer un soulèvement populaire, un coup d'Etat contre la famille Al Sabah, n'importe quoi mais pas cette invasion brutale qui nous replonge dans la guerre. »* Absente de Bagdad, qui conserve son aspect habituel – à l'exception des entraînements publics de l'armée populaire, en fin d'après-midi, et des camps de réfugiés dans certains quartiers, – la guerre refait surface dans la vie quotidienne avec la remobilisation, les privations, les difficultés économiques.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite page 6

Lire également

Confusion en URSS

M. BUSH ne saurait reprocher à M. Gorbatchev, lorsqu'il le rencontrera dimanche 9 septembre à Helsinki, son refus d'agir militairement dans la crise du Golfe. Quelles que soient les raisons avancées, il est clair que la situation intérieure de l'URSS lui interdit plus que jamais tout activisme autre que diplomatique.

Aux signes concrets du délabrement de l'économie, tels que la pénurie de pain à Moscou, fait pendant, sur le plan politique, l'impression d'une grande confusion. Les observateurs ont déjà du mal à s'y reconnaître dans les nombreuses commissions plus ou moins concurrentes qui ont « planché » ces dernières semaines sur les plans de réforme économique. A plus forte raison les économistes soviétiques eux-mêmes et les dirigeants politiques, qui défendent chacun leur projet : face à M. Eltsine, qui a décidé de faire voter en tout état de cause son propre plan par le Parlement de Russie et exige la mise au rancart de celui du gouvernement de M. Ryjkov, M. Gorbatchev tente encore de concilier les deux camps. Et si le président soviétique penche pour les progressistes, il n'en maintient pas moins à son poste M. Ryjkov, dont M. Eltsine demande sur tous les tons la démission.

LA confusion est encore plus grave, s'il se peut, dans le domaine national. La direction centrale ayant laissé passer l'occasion qui se présentait au début de la perestroïka de modifier en profondeur la Constitution, la rédaction du nouveau « pacte fédéral » annoncé se révèle pratiquement impossible aujourd'hui, presque toutes les républiques ayant déjà proclamé une « souveraineté » qui se distingue parfois fort peu de l'indépendance pure et simple.

Du coup, les plus « fédéralistes » se rebellent contre un gouvernement central qui ne répond plus à leur attente : estimant que l'impuissance de Moscou laisse sa république « seule » face aux « extrémistes » arméniens, le président de l'Azerbaïdjan, M. Moutalibov, se proclame « en droit de choisir de nouvelles voies pour préserver sa sécurité », y compris par la recherche de « partenaires » à l'étranger. Quant à la Moldavie, son Parlement vient tout simplement de voter la « suspension » de l'obligation du service militaire dans l'armée rouge et d'approuver la création d'une armée nationale...

IL y a, certes, quelques signes positifs. Après la défaite de M. Ligatchev en juillet, le camp conservateur est en plein désarroi, comme le montre la nouvelle phase du congrès du PC de Russie, pâle « remake » du grand assaut des apparatchiks lors de la première phase en juin. Des notions comme celles de pluralisme politique et de « passage au marché » sont maintenant des vérités d'évidence. Enfin l'action de M. Eltsine, devenue déterminante, devrait désormais jouer dans le bon sens.

Contraint à une alliance difficile avec ce dernier, M. Gorbatchev est bien sûr condamné à perdre pas mal de son autorité présidentielle. Mais c'est le prix à payer pour tenter de sortir du chaos.

Lire nos informations page 7



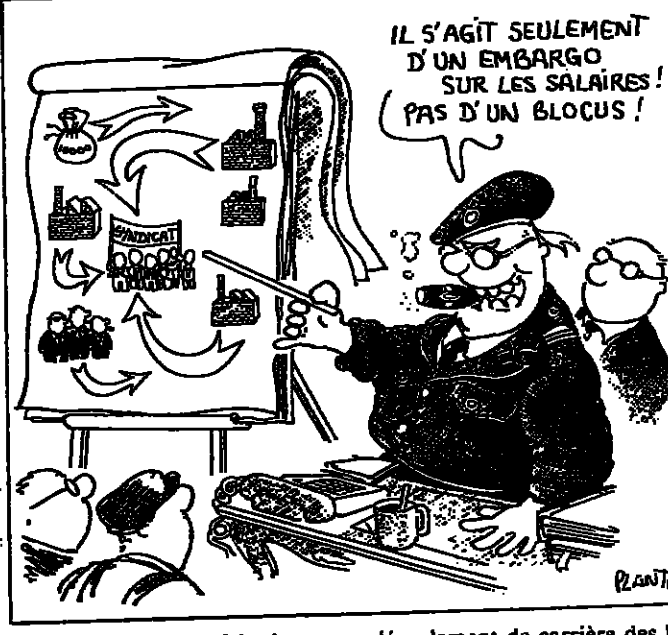
Les sacrifices de la rentrée

Les syndicats refusent une politique de rigueur qui ne porterait que sur les salaires

La rentrée sociale 1990 devait être celle du partage de la croissance et de la réduction des inégalités. La crise du Golfe a brusquement changé la donne : c'est en définitive la *« juste répartition des efforts »* qui domine les débats. En position offensive sur le dossier des salaires avant l'été, les syndicats doivent aujourd'hui s'efforcer de limiter les dégâts.

Si l'on ne peut encore estimer avec précision les conséquences de la détérioration de la situation internationale, force est de constater que celle-ci intervient alors que la croissance mondiale donne des signes d'essoufflement. En France, la croissance ne devrait pas dépasser 2,6 % cette année alors que les prévisionnistes tablaient sur une progression de 3 %.

Le gouvernement souhaite donc préserver l'avenir en soutenant l'effort d'investissement des entreprises, en préservant l'emploi, mais aussi en limitant les risques de hausse des prix, notamment par les salaires. Quant au CNPF – qui n'a pas accueilli avec un enthousiasme particulier la *« nouvelle étape sociale »* annoncée au printemps par le premier ministre – il s'est empressé de réclamer *« une politique de rigueur en matière de dépenses publiques et de salaires »*. Les syndicats ont immédiatement senti le danger. Selon eux, les entreprises ont les moyens de *« digérer »* le renchérissement du prix du brut et *« l'austérité »*. Pour eux, la *« rigueur »* ne saurait être à l'ordre du jour.



Elaboré en juin sous la pression du gouvernement, l'accord de principe visant à améliorer le déroulement de carrière des bas salaires est-il compromis ? Le CNPF assure qu'il respectera ses engagements, mais considère que la nouvelle donne économique devra être prise en compte dans les négociations de branche.

JEAN-MICHEL NORMAND

Lire la suite page 27 - section D

ÉDUCATION

Nouvelles filières pour les prépas

Treize millions d'élèves et plus de six cent mille enseignants vont reprendre le chemin de l'école d'ici au 10 septembre. Il n'y aurait pas de rentrée scolaire digne de ce nom sans réforme à l'horizon. Celle des lycées et du baccalauréat devrait être la grande affaire de l'année.

En attendant, les classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs réfléchissent à leur avenir. Diversification des concours, remodelage des programmes et allègement des horaires pourraient conduire à une profonde rénovation de ces filières prestigieuses.

Lire pages 11 à 13 section B

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $.

TRAIT LIBRE

Développement

Les pays pauvres dans l'ornière

par François-Xavier Verschave

L'ACTUALITÉ nous le rappelle brutalement : les contrastes excessifs entre richesse et pauvreté ne sont pas seulement source de mauvaise conscience passagère : ils préparent des séismes politiques, où « tous les coups sont permis », dans un monde où déjà le simple droit de vivre est bafoué. Cette année encore selon l'UNICEF, 35 000 enfants meurent chaque jour des conséquences de l'extrême misère. Ce « génocide silencieux » n'a pas de tribunal, et il ne faut pas s'étonner si se dressent de vrais ou faux justiciers.

Dans ce contexte, la deuxième conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés (PMA), que la France accueille à Paris en ce début septembre, mériterait d'être autre chose qu'une figure imposée. Or son impréparation manifeste, le désintérêt de nombreux Etats riches et l'absence d'illusion des PMA ont de fortes chances de réduire cette conférence à un exercice de style, d'habillage, de non-décisions.

A Paris déjà en 1981, la première conférence sur les PMA, pourtant chargée d'espoir, avait inauguré la « décennie perdue » du développement. Son « nouveau programme substantiel d'action » (NPSA) devait porter la croissance des PMA à 7,2 % par an, avec une aide des pays industrialisés égale à 0,15 % de leur PIB.

Au lieu de cela, leur croissance annuelle par habitant a été négative (en Afrique subsaharienne, – 2,5 % par an d'un revenu déjà très faible). Les indicateurs de la situation alimentaire, sociale, sanitaire et éducative se sont dégradés – ce qui a signifié la condamnation à mort de millions de personnes chaque année, et l'enfoncement de plusieurs centaines de millions d'êtres humains dans des conditions de vie infra-humaines.

Un foisonnement d'initiatives

Certes, le déficit de l'aide (0,09 % en moyenne, au lieu du 0,15 % promis) a eu son rôle négatif. Mais toutes les analyses sur la crise des pays les plus pauvres, africains notamment, montrent que leur non-développement correspond à une double inefficacité de l'« aide » :

1) Elle est conçue et gérée comme devant améliorer les flux globaux, financiers et commerciaux, des pays considérés, comme si – à l'instar de ce qui se passe dans les pays développés – ces flux irriguaient une constellation d'agents économiques. Or le nombre d'agents branchés sur ces flux « modernes » est très réduit (les dirigeants, l'administration, quelques intermédiaires), et ils ne sont ni les plus motivés, ni les mieux placés pour les faire fructifier dans leur propre pays. La logique et la mécanique macro-économiques et financières fonctionnent mal dans ces pays, et c'est pourquoi les thérapies qui s'y réfèrent, tel l'« ajustement structurel », sont si peu opérantes. De surcroît, les PMA pèsent trop peu dans l'établissement des prix et des règles du jeu du commerce et de la finance internationaux pour n'être pas, à ce jeu, systématiquement désavantagés.

2) Les acteurs non gouvernementaux du Nord et du Sud, notamment, ont démontré qu'il existait dans les villages et les quartiers urbains un foisonnement d'initiatives de développement réel, capables de résoudre les problèmes cruciaux de la survie, d'amorcer le « premier développement » et d'ébaucher un marché intérieur. Mais les canaux de l'aide, tels d'énormes collecteurs démunis de réseaux secondaires, n'atteignent pas, ou marginalement, ces acteurs efficaces et économes du développement local : ils ne permettent pas de diffuser et généraliser les pôles d'appui humain, technique et financier qui démultiplieraient les réussites de ces initiatives.

Mesquinerie et clientélisme

Toutes les mesures, certes parfois utiles et indispensables, qui vont être examinées en matière de commerce, de crédit, voire d'éducation, de santé ou d'environnement, devraient se référer à la possibilité de faire émerger des dynamiques de développement local dans chaque terroir, district ou quartier. Sans ce pilier du développement participatif et territorial, les beaux principes et les promesses financières camouflent la prolongation d'une conduite d'échec.

Or la deuxième conférence sur les PMA, en ne prévoyant pas une mobilisation de moyens apte à sortir de l'ornière les pays les plus pauvres, se prépare à entériner le pronostic pessimiste d'une nouvelle « décennie perdue ».

Déjà insuffisant dans sa méthode et ses ressources, le NPSA de 1981 n'a pas été vraiment appliqué : la conférence n'ayant pas assuré une véritable organisation de la coopération des Etats participants, chacun (ou presque) y est allé de sa mesquinerie financière et de son clientélisme.

Certes, l'échec trop évident des années 80 conduit à reconnaître, dans les textes préparatoires à la conférence de 1990, la nécessité d'impliquer les populations, les femmes, les ONG, de favoriser le développement local et de recourir au « partenariat » (prononcé comme une formule magique plutôt que comme une règle d'efficacité). Mais ces beaux principes ne sont assortis d'aucun instrument de promotion, d'application, de contrôle. Il serait pourtant facile d'en susciter un, associant au moins les Etats du Nord et du Sud qui le voudraient, avec l'adhésion – déjà amorcée – de leurs sociétés civiles.

Symptôme de cette réticence à prendre les moyens de l'efficacité, la position du gouvernement français, hôte de la conférence et plutôt favorable *a priori* au développement du tiers-monde : il ne cesse de différer la mise à l'ordre du jour de l'Assemblée d'une proposition de loi, pourtant officiellement soutenue par plus de 80 % des députés, et qui affecterait une part significative de l'aide publique au développement (15 % de celle-ci, soit un millième du PIB, 6 milliards de francs par an) selon un dispositif garantissant son affectation aux acteurs du développement territorial des pays les plus pauvres. Or la France joue encore un rôle leader en ce domaine, qu'il s'agisse de faire avancer les choses, ou de les ensabler.

Le conservatisme peu clairvoyant des Etats du Nord, la division et la faiblesse stratégique des PMA, retardent la mise en place des instruments d'une coopération internationale efficace, d'un « contrat de génération » pour la réduction pacifique de l'excès d'inégalités entre le Nord et le Sud. Cette mise en place ne sera pas toujours possible : à trop attendre, on finira par faire le lit des mouvements les plus extrémistes, qui ne rêveront que d'assassiner les messagers de paix et les artisans du développement.

Bref, faute de se donner les moyens d'agir, la deuxième conférence sur les PMA a toutes chances d'être, dramatiquement, une magnifique occasion perdue.

► François-Xavier Verschave est secrétaire général de Survie 90.

Bonheurs

La dette

par Albert Memmi

UN père, qui n'avait jamais réussi à convaincre sa fille de l'amour qu'il lui portait, en trouva un jour l'occasion. La jeune femme venait d'accoucher ; naturellement, le bébé devint pour elle le centre du monde.

– Tu vois maintenant, lui dit son père, combien je t'aime.

Sauf exception notable, l'amour parental est évident et absolu. Les enfants sont servis en premier et du meilleur. Le refus actuel de l'enfant vient aussi de cette servitude. L'économie, le logement, les amitiés, les loisirs, tout devient fonction de l'enfant.

Ce qui laisse perplexe, c'est la raison d'un tel attachement. Pourquoi sacrifions-nous, allègrement, nos aises, notre argent, et jusqu'à nos vies ? Pourquoi faisons-nous des enfants ?

On a tout dit : nous procréons pour perpétuer l'espèce, par devoir, moral ou religieux, par calcul, pour nous rassurer, par étourderie ou emportement.

Dans une affaire si complexe, tout y contribue ; mais le centre, à partir de quoi tout s'ordonne, est l'enfant lui-même. Nous faisons des enfants parce que nous avons besoin d'eux ; nous avons besoin d'eux parce qu'ils ont besoin de nous.

Nous donnons tout aux enfants : la vie, la subsistance, la protection, la tendresse, et cela ne s'arrête jamais. Mais leur donnant tout, nous devenons la source de tout.

Ce lien qui, en amont, fait de nous un fils, en aval un père, est indéfectible. Rien ne peut faire que nous ne soyons né d'une telle femme, rien que nous ne soyons le géniteur de telle fille. Un penseur juif, Rambam, voulant suggérer à son fils l'objective nécessité de cette chaîne, lui écrit : *« Tu n'es pas seulement mon fils, tu es le petit-fils de mon père. »*

Qui paye ses dettes retrouve la paix de l'âme. Nous faisons des enfants pour honorer notre dette envers nos parents. Mais elle est insolvable, nous ne pouvons que la transmettre.

Quels qu'en soient le sens et le prix, on doit s'émerveiller de l'inépuisable surabondance de cet amour. Il fut le premier et reste le fondement de tous les autres.

COURRIER

Mussolini en Ethiopie

A propos de l'affaire irako-koweïtienne, on a parlé de Munich, mais je crois plus juste de rappeler l'« aventure » mussolinienne.

Dans l'Italie du début des années 30, la crise mondiale a des effets extrêmement graves pour son économie. Mussolini, qui n'envisage les relations internationales qu'en termes de domination, s'engage dans la conquête de l'Ethiopie pour donner à « son » peuple l'image d'une nation toujours et encore victorieuse.

La Société des nations (ancêtre de l'ONU) condamna par un embargo le 18 novembre 1935 cette agression colonialiste. Le 4 juillet 1936, la SDN votait la suspension des sanctions, grande victoire de Mussolini. Huit mois à peine...

Qu'en sera-t-il en avril 1991 de l'embargo onusien au sujet de l'agression irakienne?

PIERRE CHALIER
Montbrison

Saddam Hussein ou les intégristes

Sommes-nous prêts à faire la guerre pour un émir dont la plupart des Français ignoraient l'existence jusqu'à ces jours derniers ? Par quel miracle ces princes richissimes, que nos humoristes brocardent régulièrement, sont-ils soudain devenus suffisamment sympathiques pour mériter un soutien que nous refusons aux Palestiniens des territoires occupés ?

Saddam Hussein vit dans une région où l'Occident entretient la guerre depuis bientôt cinquante ans. On ne peut attendre de lui qu'il se comporte comme un démocrate européen, mais l'Irak peut être la grande puissance du Moyen-Orient avec laquelle on pourra négocier la paix, y compris l'indispensable sécurité d'Israël. Saddam Hussein sera certainement un interlocuteur plus sûr que les intégristes auxquels, en écrasant l'Irak, on ouvrira toutes grandes les portes du pouvoir.

GILLES CLAVEL
Orsay

TGV Méditerranée

Un train peut en cacher un autre

par Antoine Duparc

« LA PROVENCE s'enflamme. » Il ne s'agit pas, cette fois, de ses forêts livrées aux traditionnels incendies d'été, mais de la levée de boucliers qui, des confins de la Drôme jusqu'au cœur du Var, accompagne depuis plusieurs mois le projet de passage d'un train à grande vitesse (1995-1997) : pétitions, déclarations, délibérations municipales, rassemblements, défilés, blocages de voies ferrées, tout concourt à donner à cette contestation l'image d'une révolte populaire régionale. Il y a là quelque chose d'étrange pour un observateur attentif de la société régionale et de ses habituelles attitudes vis-à-vis de l'aménagement et de l'environnement.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur a déjà vu au cours des dernières années énormément de grandes infrastructures (notamment de transport) venir bouleverser son territoire ; il suffit de regarder une carte du réseau routier et autoroutier régional pour s'en convaincre. Mais on pourrait aussi évoquer le grignotage de la Crau (zones industrielles, aéronautiques, villes nouvelles...), l'encerclement d'Aix-en-Provence, les lignes électriques à très haute tension, les innombrables ports de plaisance d'un littoral déjà difficilement accessible aux baigneurs, la canalisation du Rhône et de la Durance, les barrages du Verdon, l'extension des aéroports, etc., toutes causes de nuisances pour les anciens occupants du sol ou les résidents voisins de ces équipements. Il ne semble pas y avoir eu, pour ces réalisations, le dixième de la mobilisation qu'on observe aujourd'hui sur ce projet de voie TGV. Or, que l'on sache, une autoroute est source de nuisances autrement plus importante.

Faut-il alors penser que les mentalités ont changé ? Mettre le phénomène anti-TGV sur le compte du réveil écologique des citoyens ? C'est bien évidemment tentant, mais peu convaincant. D'abord, parce que la « fibre écologique » est relativement peu développée chez nous : aux élections européennes de 1989, le score régional de la « liste Waechter » est resté en dessous de la moyenne nationale (9,8 contre 10,9 %) ; surtout, on ne connaît pas en Provence-Alpes-Côte d'Azur de grandes associations militantes comme en Alsace, Bretagne ou Rhône-Alpes, capables de mobilisation sur une analyse scientifique des risques écologiques.

Faire monter les enchères

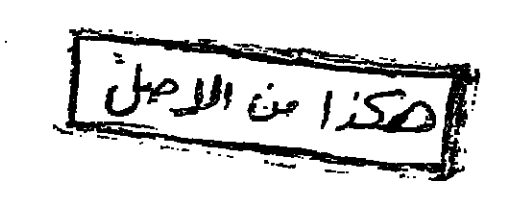
Si l'on peut, de temps à autre, relever une mise en question de l'utilité du TGV, il n'en demeure pas moins que l'essentiel de l'opposition porte sur les questions de tracés et donc d'impact sur le sol... avec une forte référence à la valeur agricole des terres (viticoles) et à la valeur culturelle des propriétés (les « bastides »). Dans ces conditions, on peut se demander si la référence à l'environnement (évidemment bien commode vu le flou de ce terme) n'est pas abusivement utilisée, en profitant de la mode environnementale, pour amalgamer et masquer des intérêts très particuliers, voire contradictoires (agriculteurs de toute sorte derrière les vignobles AOC, résidents de toute sorte derrière les grandes familles aixoises...).

On doit au moins s'interroger sur les formes d'action utilisées par les opposants au projet. Le caractère véhément des communiqués et déclarations, la nature violente de certaines actions (blocages de voies ferrées) tranchent avec les précédents conflits régionaux sur l'environnement. Une autre constante du mouvement réside dans son refus systématique de toute contre-proposition... allié avec une dénonciation tout aussi systématique des pratiques jugées autoritaires et non démocratiques de la SNCF ou du gouvernement : on voit ici à l'œuvre la tactique classique qui consiste à sommer l'adversaire de modifier son comportement, pour aussitôt dénoncer les modifications qu'il met en œuvre (jusqu'à ce qu'on décide de les interpréter comme un recul ?).

Il est vrai que « les autorités publiques » semblent avoir distribué des verges pour se faire battre : mauvaise politique ou mauvaise communication, on ne sait, mais il est incompréhensible que la bataille du tracé ait pu être déclenchée dès cette année, sans avoir pu être précédée de discussions sur les besoins régionaux de transports modernes dans les prochaines années, sur les types de modernisation ferroviaire indispensables dans ce fameux carrefour Nord-Sud et Est-Ouest qui nous concerne et – seulement s'il y a lieu de créer une ligne nouvelle – sur le meilleur itinéraire. Cette maladresse a permis tous les amalgames entre « l'opportunité de faire gagner cinq minutes aux PDG » et « le massacre du paysage provençal ».

Il n'en demeure pas moins un doute sur la nature et les objectifs du mouvement anti-TGV provençal : n'y a-t-il pas manipulation de l'opinion ? Le caractère fortement « poujadiste » du mouvement peut orienter la recherche dans une direction plus classique, avec deux volets associés : une stratégie de propriétaires fonciers cherchant à faire monter les enchères en vue des expropriations, et une stratégie politique de déstabilisation en vue des prochaines élections cantonales et régionales. On voit bien dans ce cas quel serait le bénéficiaire, même si les élus du Front national ont su habilement rester en retrait des manifestations.

► Antoine Duparc est le pseudonyme d'un responsable administratif régional.



Soumises à blocus

Les ambassades occidentales à Koweït font face à des difficultés croissantes

Les six membres de la mission française « assiégée » par les troupes irakiennes à Koweït font face à des difficultés croissantes depuis le 20 août, a-t-on appris, mardi 4 septembre, de source diplomatique. Le Quai d'Orsay, cependant, a toujours des communications « substantielles » avec le chargé d'affaires à Koweït, M. Jean-Pierre Galtier.

« La situation est dure, mais on tient. » Comme la plupart des fonctionnaires des autres missions occidentales, les six Français membres de la mission française souffrent d'une chaleur accablante et redoutent l'épuisement de leurs réserves d'eau et de nourriture. Au ministère des affaires étrangères, on s'est toutefois bien gardé de préciser la durée des réserves entreposées dans les locaux. Lors de leur départ du Koweït, certains membres du personnel évacués avant l'ultimatum avaient parlé de trois mois aux radios françaises.

L'ambassade de France est installée dans un bâtiment d'un étage entouré d'un jardinet, à l'angle de la voie express et du 5e Ring, près d'une école britannique. Elle ne reçoit depuis plusieurs jours ni eau ni électricité. *« Il y a eu quelques rétablissements sporadiques, mais là, nous sommes dans une phase de coupure »*, précise-t-on à Paris. Les Irakiens ont en partie abattu le mur d'enceinte pour couper la conduite d'eau. Le groupe électrogène semble fonctionner mais il ne serait pas utilisé pour la climatisation des dix pièces, afin d'économiser le carburant.

« Nous y sommes nous y restons »

La priorité va au système des liaisons codées, et le téléphone n'est guère utilisé, d'autant que les communications sont souvent brouillées. Mais d'autres missions occidentales servent parfois de standard téléphonique aux Français.

En outre, les douze pays de la CEE n'ont pas, *« à ce stade »*, modifié leur position concernant leurs ambassades à Koweït, a-t-on indiqué mardi au Quai d'Orsay. *« La politique des Douze à ce stade est inchangée »* concernant leurs ambassades à Koweït.

« Nous y sommes, nous y restons », a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, M. Daniel Bernard. *« Il n'y a pas de modification en ce qui concerne la situation »* de ces représentations diplomatiques. *« Il est clair que sur le terrain il existe une coordination très étroite entre les Douze. Leur solidarité demeure totale et la position de ces pays en ce qui concerne leurs représentations diplomatiques est inchangée »*, a ajouté M. Bernard. Des sources diplomatiques européennes à Bruxelles avaient indiqué lundi que les pays de la CEE pourraient décider en commun l'évacuation des diplomates en poste à Koweït, sans toutefois fermer les ambassades (*le Monde* du 5 septembre).

Par ailleurs, le Pakistan a décidé de fermer son ambassade à Koweït, tandis qu'Oslo va évacuer les trois diplomates norvégiens qui se trouvaient encore dans l'émirat en raison, a précisé un porte-parole du gouvernement, des conditions de vie extrêmement difficiles dans l'ambassade, située dans une zone de forte résistance koweïtienne. – *(AFP, AP, Reuter.)*

Malgré obstacles et tracasseries

Des étrangers parviennent à quitter l'Irak

Un avion d'Air France a quitté Paris mercredi, pour Amman, afin de rapatrier les femmes et les enfants français arrivés la veille dans la capitale jordanienne. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire et Mme Georgina Dufoix, présidente de la Croix-Rouge, sont à bord de l'appareil.

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

« Nous avons nos avions, et il est normal que d'un strict point de vue commercial nous leur donnions la priorité. » Le directeur général du ministère irakien de l'information, M. Naji Hadithi, explique ainsi l'interdiction faite aux gouvernements occidentaux d'affréter des avions pour venir chercher à Bagdad leurs ressortissants.

La règle est dorénavant que ceux-ci empruntent les appareils des lignes irakiennes qui, jusqu'à ce jour, ne peuvent se poser qu'à Amman, mais seraient bien sûr prêts à le faire n'importe où ailleurs. Il suffisait d'y penser et, au prix fort payable en dollars, les ambassades occidentales ont donc affrété, mardi 4 septembre, deux avions charters d'Iraqi Airways pour poursuivre l'évacuation des femmes et des enfants expatriés qui peuvent quitter le pays. Quatre-vingt-dix-huit Allemandes sont arrivées mardi à Amman, suivies dans la nuit par 44 Français (27 femmes, 17 enfants), 25 Américaines et 36 Britanniques. Le mouvement devait se poursuivre mercredi 5 septembre pour évacuer les femmes et les enfants arrivés du Koweït dans la nuit dans un *convoi de neuf autobus*, deux pour les Français – 62 personnes – et sept pour les Britanniques – environ 306 personnes, auxquelles *s'étaient jointes quelques* ressortissantes espagnoles et italiennes. Avec ce convoi, quasiment toutes les femmes et tous les enfants qui le désiraient, à l'exception d'une Française âgée et hospitalisée, qui n'a pu faire le voyage, ont été évacués du Koweït après un mois passé, au dire de toutes, *« dans des conditions très pénibles »*. La situation au Koweït est, selon ces derniers témoins, de plus en plus délicate compte tenu des tirs au fusil ou à la roquette qui se multiplient la nuit et du manque de nourriture.



Exténuées par un voyage de dix-sept heures, ces femmes, qui ont été prises en charge par leurs ambassades respectives, devraient être conduites dans la journée, si leur visa de sortie leur est donné assez vite, à Amman, où, en ce qui concerne les Françaises, l'avion d'Air France qui n'a pu se poser dimanche à Bagdad viendrait les chercher.

Le cauchemar va se poursuivre pour les femmes qui ont laissé leur mari. Certains de ceux-ci sont déjà sur des sites stratégiques et les autres vivent dans la crainte d'être à leur tour arrêtés. Pour la première fois, des rafles ont été opérées parmi les résidents en Irak, et une vingtaine d'hommes, Britanniques et Américains, appartenant à une grande société d'outre-Atlantique, ont été emmenés vers une destination inconnue il y a quarante-huit heures.

Privées de sortie depuis un mois, les femmes ont toutes souligné la collaboration des Koweïtiens, qui *« prennent beaucoup de risques pour nous venir en aide. C'est grâce à eux que nous avons pu survivre »*, ont-elles affirmé dans un hommage à la résistance koweïtienne qui paraît multiplier ses actions.

FRANÇOISE CHIPAUX

La fuite rocambolesque d'un « vrai-faux » Philippin

Une sandale en caoutchouc transformée en tampon d'ambassade, une casquette enfoncée jusqu'aux oreilles, de grosses lunettes noires et, surtout, la solidarité de Philippins ont permis à un Américain de s'échapper du Koweït, puis d'Irak dans des conditions rocambolesques.

Dick Clay, un solide cadre américain travaillant dans la construction, porte la moustache et arbore un ventre avantageux ; son physique est aux antipodes de celui d'un Asiatique. Pourtant, c'est sous l'identité d'un travailleur philippin, mêlé à un groupe d'une trentaine de « compatriotes » asiatiques, que Richard Eugene Clay, quarante-six ans, originaire de Bloomington (Indiana) et descendant d'une lignée irlando-allemande, a réussi à passer au travers des mailles du filet.

« Je suis resté caché au Koweït jusqu'à ce que les Irakiens annoncent (le 20 août) *qu'ils pendraient quiconque aiderait à abriter des étrangers »*, raconte-t-il. Un technicien philippin lui a alors fabriqué, avec une sandale en caoutchouc, un faux tampon de l'ambassade philippine ainsi que de faux formulaires en anglais. Devenu Ricardo Erazo, de Batangas-City, une casquette enfoncée sur la tête, des lunettes de soleil et une chemise à manches longues pour cacher le tatouage de la marine qu'il porte à la main droite, Dick Clay a alors pris la route de Bagdad. Le néo-Philippin et ses amis ont volé deux cars et ont réussi à gagner la capitale irakienne malgré deux accidents et les nombreux barrages de l'armée (un vrai Philippin présentant à chaque contrôle les papiers de tout le groupe).

Après être resté bloqué trois jours à Bagdad en échappant à la police, l'évadé a loué un autre bus – le groupe s'était grossi de vingt-cinq Philippines, – et l'ensemble des réfugiés a atteint la frontière jordanienne après un difficile parcours de sept heures. Là, il lui a encore fallu rester caché trois jours parmi des dizaines de vrais Philippins, sous un abri de fortune. Ayant obtenu son visa de sortie, Clay-Erazo était au seuil de la liberté. Mais, au dernier barrage, un garde irakien a mis la tête à la fenêtre et, l'apercevant, lui a lancé : *« Marine ? »*. *« Philippin »*, a-t-il répondu, sans convaincre le militaire, qui le fit descendre pour l'interroger.

L'épreuve dura six heures, les compagnons de Dick Clay faisant bloc autour de lui. Finalement, une femme a pénétré dans le bureau en criant qu'elle refusait de partir sans son oncle. Le soldat irakien lui a alors remis son document de voyage et, avec un petit sourire, lui a lancé : *« Au revoir, Marine ! »*. – *(AP.)*

Le témoignage d'un résistant koweïtien

« Non à l'occupation, oui à la légitimité constitutionnelle »

Un résistant koweïtien, qui a pu récemment quitter l'émirat, nous a adressé une lettre dans laquelle il fournit des détails sur les activités du Mouvement de résistance populaire (HAMAT) qui s'est créé dans l'émirat dès son occupation par les troupes irakiennes.

« Notre activité, écrit-il, *a un double aspect politique et militaire. Du point de vue politique, la plus grande manifestation d'opposition aux troupes d'occupation a eu lieu le 1er septembre pour marquer le premier mois de l'agression irakienne. Obéissant aux mots d'ordre de la résistance, toute la population est montée à minuit exactement sur les terrasses des habitations pour crier sa haine de l'occupant aux cris de « Allahou akbar, Saddam est un criminel »*

« Les soldats irakiens sont intervenus rapidement et ont tenté d'effrayer les manifestants en tirant en l'air. Mais ils n'ont réussi qu'à exacerber les cris des manifestants. Le lendemain, le dimanche 2 septembre, une grève générale a paralysé à 90 % la vie sociale et économique dans tout l'émirat. Les rues étaient quasi désertes et la circulation automobile pratiquement inexistante »

En ce qui concerne les activités militaires de HAMAT, notre correspondant précise qu'elles sont surtout *« individuelles »* et se limitent à des attentats contre les soldats irakiens et au sabotage de certaines installations publiques.

Selon notre correspondant, le *Mouvement de résistance populaire* comprend aussi bien des civils que des militaires. Un accord total existe, écrit-il, sur ses objectifs : la fin de l'occupation et le rejet de toute présence irakienne à Koweït. *« Notre mot d'ordre,* précise-t-il, *se résume ainsi : non à l'occupation, oui à la légitimité constitutionnelle. »* Il indique que le mouvement de résistance comprend des représentants de toutes les couches de la population sans aucune exception. Il précise à ce sujet que les Palestiniens de l'émirat, dans leur écrasante majorité, sont hostiles à l'occupation, à l'exception d'un groupuscule d'inspiration irakienne qui s'appelle le Front de libération arabe. Il ajoute que HAMAT a publié jusqu'à présent treize numéros d'un périodique ayant pour titre *la Détermination du peuple*.

En conclusion, notre correspondant affirme que les arrestations, les tueries et la torture sont pratique courante de la part des occupants qu'il qualifie de *« barbares et fascistes »*

Près de 50 000 prisonniers échangés entre l'Iran et l'Irak depuis le 17 août

Près de 50 000 (48 048) prisonniers de guerre iraniens et irakiens ont été échangés entre les deux ex-belligérants depuis le 17 août, date à laquelle les opérations d'échange ont commencé sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ; 23 798 prisonniers iraniens libérés par l'Irak – dont 7 230 non-enregistrés – étaient revenus en Iran, lundi soir 3 septembre, alors que 24 250 Irakiens ont été remis aux autorités irakiennes dans la ville frontalière de Khosravi (ouest de l'Iran), devenue le lieu d'échange des prisonniers entre les deux pays. Selon Bagdad, *« tous les prisonniers de guerre iraniens portés sur ses registres »* ont été libérés et l'opération se poursuivra pour la libération de ceux qui n'ont pas été enregistrés par le CICR.

Le nombre précis des prisonniers capturés par les deux pays durant les huit ans de guerre n'a jamais été établi officiellement. Avant le début de l'échange, soit deux ans après le cessez-le-feu d'août 1988, on estimait ce nombre à 100 000 (70 000 Irakiens et 30 000 Iraniens). – *(AFP.)*

L'odyssée des otages britanniques

LONDRES

de notre correspondant

Les Britanniques viennent de vivre, par médias interposés, une intense expérience collective à la faveur de la crise du Golfe. Le pays tout entier a retenu son souffle pendant les quatorze heures de l'odyssée qui a conduit 150 femmes et 156 enfants de Koweït à Bagdad. Ce fut, mardi 4 septembre, le premier et parfois le seul sujet traité lors des bulletins d'information, à la radio et à la télévision...

Tout avait commencé, selon les meilleures traditions, par un discret mais insistant message sur les ondes du « World Service » de la BBC. Les femmes et les enfants britanniques présents au Koweït étaient invités à se présenter mardi à l'aube sur un parking de Koweït. *« Le Foreign Office espère que les personnes qui ont la possibilité de saisir cette occasion le feront »*, entendait-on toutes les heures, dans la nuit de lundi à mardi, sur les fréquences courtes de la BBC destinées au Proche-Orient.

Pour les deux mille Britanniques pris au piège au Koweït, le message était clair. Leur gouvernement les invitait à sortir de la semi-clandestinité dans laquelle vivent désormais la plupart d'entre eux pour tenter une évacuation en masse, et par voie de terre, de leur femme et de leurs enfants. Rien d'autre n'était dit, sinon qu'il fallait se munir d'une seule valise par personne et apporter de l'eau ainsi que des vivres en quantité suffisante pour un voyage *« qui pourrait être long »*.

Sept autocars à air conditionné attendaient à l'heure dite sur le parking. On vit alors arriver de partout des voitures remplies de femmes et d'enfants aux têtes blondes. Les Britanniques sortaient de cachettes parfois luxueuses, mais que les Irakiens semblent avoir du mal à découvrir. Les adieux avec les maris et les pères, obligés de rester sur place, étaient brefs et discrets.

Aucun diplomate britannique n'était en vue puisque l'Irak ne reconnaît plus leur statut au Koweït, devenu dix-neuxième province du pays. Mais le personnel de service de l'ambassade était là pour compter ceux qui montaient dans les autocars et leur souhaiter bon voyage.

« On croise les doigts »

Toutes les institutions concernées, à Londres, étaient en état d'alerte, du Foreign Office au MI 6 (service de renseignement), en passant, bien sûr, par Downing Street. M. William Waldegrave, chargé de l'opération au ministère des affaires étrangères, résumait bien le sentiment général : *« On croise les doigts en espérant que ça marche »*.

Le convoi est arrivé mardi soir à Bagdad. Les Irakiens n'ont en rien entravé le passage des sept autocars tout au long des 900 km du trajet. Les 306 femmes et enfants sont logés dans trois hôtels de la ville, attendant leur visa de sortie, qu'un officiel irakien leur a promis *« pour très bientôt »*. La première partie du voyage est terminée, mais l'opération d'évacuation continue dans un environnement résolument hostile.

« Cela ressemble un peu à Dunkerque, non ? », commentait mercredi matin, avec cet humour britannique impénétrable, un responsable du Foreign Office qui préférait rester anonyme.

DOMINIQUE DHOMBRES

LA CRISE DU GOLFE

L'ambassadeur de l'OLP expulsé du Qatar

Le Qatar a ordonné l'expulsion du ministre plénipotentiaire de Palestine après avoir déclaré *persona non grata* le conseiller culturel et un employé de l'ambassade de l'OLP ainsi que l'adjoint du président du Fonds national palestinien chargé des collectes de fonds, a-t-on appris mardi 4 septembre de source officielle palestinienne à Amman et à Tunis. Ces expulsions qui, selon l'OLP, n'ont pas été motivées, font suites à celles d'une soixantaine de familles sur les quelque quinze mille Palestiniens vivant au Qatar. L'ambassadeur palestinien en Jordanie a menacé l'émirat des « mesures de rétorsion nécessaires ».

• A Bagdad, le chef du Front de libération de la Palestine (FLP), M. Abou Abbas, a appelé mardi les « masses arabes » à frapper les intérêts américains en cas d'échec d'un règlement pacifique de la crise du Golfe. Le chef du FLP, qui est responsable du détournement en 1985 du paquebot italien *Achille Lauro*, les a aussi exhortées à boycotter les navires et avions américains. Interrogé sur l'éventualité d'attaques terroristes contre des objectifs israéliens ou américains, il a répliqué : *« Nous soutenons la démarche de l'Irak en faveur d'une solution pacifique. (...) Nous ne devons donner aucun prétexte à l'ennemi pour frapper l'Irak. »*

• A Paris, le président de Djibouti a préconisé mardi l'envoi d'une force tampon neutre entre l'Irak et l'Arabie saoudite, qui *« pourrait comprendre des Arabes et des représentants d'autres pays neutres qui ne seront pas trop énervés »*. M. Hassan Gouled, qui participe à la réunion des PMA à l'Unesco, a ajouté qu'il n'était pas question de *modifier l'accord de défense liant son* pays à la France. *« Il faut qu'on libère les otages, ils sont innocents »*, a-t-il ajouté.

• A Londres, M. Neil Kinnock, chef de l'opposition travailliste, a souhaité la *« défaite de Saddam Hussein »*, par la force si nécessaire. Il a cependant estimé que tout recours à la force devrait avoir l'aval des Nations unies.

• Le ministre chinois des affaires étrangères a réaffirmé mardi, dans une interview à un quotidien d'Abou Dhabi, que son pays ne participerait pas à une éventuelle opération militaire contre l'Irak mais qu'il était prêt à aider les *pays du Golfe à renforcer leur dispositif* de défense. M. Qian Qichen a aussi estimé que les denrées alimentaires et les médicaments *« ne sont pas inclus dans l'embargo »*.

• Le ministre cubain des affaires étrangères, M. Isidoro Malmierca, a déclaré mardi à Caracas que *« les séries de mesures visant à clarifier la situation dans la région devraient commencer par le retrait de l'Irak du Koweït. Elles devraient également inclure le retrait des forces américaines »*.

• Le ministre des affaires étrangères argentin, M. Domingo Cavalo, a affirmé mardi à Jérusalem que son pays avait interrompu le projet de fabrication du missile Condor, développé en collaboration avec l'Irak et l'Egypte, *« par crainte que la technologie liée à ce vecteur ne soit utilisée par l'Irak »*. – (AFP, Reuter, AP.)

Les Etats-Unis cherchent une alliance à long terme avec les pays arabes

La Maison Blanche a annoncé mardi 4 septembre son intention d'effacer la dette militaire de l'Egypte, soit 7 milliards de dollars. Seul le Congrès a pouvoir d'entériner cette décision, et certains élus ne semblent pas enthousiastes.

Mais l'initiative de M. Bush est une manière de donner l'exemple au reste du monde, au moment où les émissaires du président (le secrétaire au Trésor Nicholas Brady, bientôt suivi par le secrétaire d'Etat James Baker) s'emploient à convaincre leurs partenaires occidentaux de soulager un peu les finances des pays les plus affectés par la crise du Golfe, sans oublier celles des Etats-Unis eux-mêmes.

WASHINGTON

de notre correspondant

Tirer un trait sur la dette militaire égyptienne, de toute manière considérée comme irrécupérable, grèverait dès cette année de 750 millions de dollars le budget américain – une grosse goutte ajoutée à un vase qui déborde déjà abondamment. Mais, a expliqué, mardi 4 septembre, le porte-parole de la Maison Blanche, Marlin Fitzwater, c'est un *« faible prix à payer pour ce que l'Egypte a apporté aux Etats-Unis »* par son attitude face à l'Irak.

Accessoirement, a ajouté M. Fitzwater, l'Egypte est aussi récompensée pour *« sa contribution stratégique à la recherche de la paix et de la sécurité au Moyen-Orient »*, c'est-à-dire ses efforts, stériles, mais étroitement coordonnés avec ceux des Etats-Unis, pour trouver un commencement de solution au conflit israélo-palestinien.

Le *« geste »* à l'égard de l'Egypte présente un inconvénient de taille. Il ne peut qu'inciter d'autres pays, au premier rang desquels Israël, à réclamer un même traitement de faveur. Le ministre israélien des finances, M. Modai, l'a déjà fait explicitement, et son collègue des affaires étrangères, M. David Lévy, attendu ce mercredi 5 septembre à Washington, ne manquera pas de faire de même.

« Nouvelles structures de sécurité »

M. Fitzwater a fait valoir que le cas égyptien était particulier et ne constituait donc pas *« un précédent »*, mais on imagine mal que le Congrès, déjà engagé dans la campagne pour les élections de novembre, ne satisfasse pas à tout ou partie des exigences israéliennes, qui ne portent pas seulement sur la dette militaire (4,6 milliards de dollars), mais sur une augmentation de l'aide militaire annuelle et sur une aide spécifique destinée à financer l'installation des immigrants d'URSS.

L'addition des dépenses supplémentaires directement et *« indirectement »* liées à la crise du Golfe risque donc de devenir fort lourde pour les Etats-Unis, sollicités de toutes parts. Le seul coût de l'envoi des troupes en Arabie saoudite a été estimé mardi par le secrétaire d'Etat James Baker à 6 milliards de dollars pour l'année en cours. M. Baker, qui *« témoignait »* devant la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, a aussi été interrogé sur la proposition soviétique de conférence internationale sur le Proche-Orient.

Sa réponse a été aussi évasive que possible (*« Nous voudrions en savoir plus sur ce que les Soviétiques ont à l'esprit »*), mais il apparait clairement que les Américains souhaitent éviter qu'une telle conférence ne s'attaque, au-delà de la crise du Golfe, à la question palestinienne. Le président Bush avait lui-même clairement fait comprendre quelques jours plus tôt qu'il convenait d'abord de s'occuper du Koweït, avant de songer à autre chose.

Or il est de plus en plus clair que les Etats-Unis envisagent leur réponse à l'agression irakienne comme un effort de longue haleine, débouchant sur une présence permanente des forces américaines dans la région. A un représentant inquiet qui lui demandait si l'opération actuelle durerait *« des mois, ou des années »*, M. Baker s'est déclaré incapable de répondre. Mais il avancé une comparaison éloquente en elle-même, en invoquant la défense de l'Europe par les troupes américaines (qui y sont présentes depuis quarante-cinq ans) et en faisant un parallèle entre Saddam Hussein et Staline...

Les Etats-Unis n'entendent cependant pas assumer seuls ce rôle. Ils voudraient voir se constituer, a expliqué M. Baker, de *« nouvelles structures de sécurité pour la région »* : *« Nous devrions certainement jouer un rôle, et une certaine présence américaine serait donc maintenue là-bas »* (....), mais a poursuivi le secrétaire d'Etat, *« avec une importante participation arabe. »* M. Baker n'a guère été plus explicite sur ce projet éminemment délicat. Mais M. Bush et ses collaborateurs, peu désireux jusqu'à une période récente de trop s'engager dans le maquis des problèmes proche-orientaux, ont visiblement été poussés par les événements à réviser leur position. Et il n'est pas certain qu'ils puissent continuer très longtemps à concentrer leur attention, et celle du monde, sur la seule région du Golfe.

550 navires interceptés

Devant les élus, M. Baker a redit que les Etats-Unis ne croyaient guère à une solution *« diplomatique »* avec l'Irak, mais il s'est félicité de l'efficacité de l'embargo, toujours présenté par l'administration comme l'arme majeure de la vaste coalition réunie pour contrer Saddam Hussein. A ce jour, les Etats-Unis ont intercepté 550 navires, et en ont abordé 20, y compris, pour la première fois mardi, un cargo irakien, *le Zanubia*. Le navire, qui naviguait dans le Golfe d'Oman en direction de l'Irak, n'avait pas obéi aux injonctions d'un destroyer de l'US Navy, mais n'a pas opposé de résistance quand un détachement de marins américains est monté à bord, pour le contraindre à se diriger vers une autre destination. Le *Zanubia* transportait du thé, et les Américains resteront à bord pour s'assurer que ce thé n'atteindra pas l'Irak.

JAN KRAUZE

M. Tarek Aziz se rend à Moscou pour « une brève visite de travail »

Tandis que les journaux de Bagdad préparent l'opinion publique irakienne à une attaque militaire contre l'Irak, M. Tarek Aziz, le ministre irakien des affaires étrangères est parti mercredi matin 5 septembre pour Moscou pour *« une brève visite de travail »*

Aucune indication précise n'a été fournie sur l'objet de cette visite qui intervient à quelques jours seulement du sommet Gorbatchev-Bush qui se tiendra dimanche 9 septembre à Helsinki. Un autre responsable irakien, M. Saadoun Hamadi, avait entamé le 20 août une visite de trois jours à Moscou, où il avait notamment rencontré le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze. Ce dernier, en visite officielle au Japon, est absent de Moscou et il n'est pas encore possible de savoir si M. Tarek Aziz rencontrera le président Gorbatchev.

Le roi Hussein de Jordanie, pour sa part, a annoncé mardi son intention de se rendre à Bagdad dans les quarante-huit heures, soit avant la tenue du sommet américano-soviétique d'Helsinki. Le souverain a fait part de ses intentions au cours de ses entretiens mardi à Rome avec les membres du gouvernement italien, dans le cadre de son initiative pour trouver une solution arabe à la crise. Sa déclaration fait suite à l'annonce de l'annulation de la visite qu'il comptait effectuer à Moscou cette semaine.

Son projet de se rendre une nouvelle fois en Irak apparaît comme l'ultime tentative de trouver une solution arabe à la crise du Golfe avant le sommet Bush-Gorbatchev. Le roi Hussein, qui achevait en Italie une longue tournée qui l'a conduit dans cinq pays d'Afrique du Nord, puis dans cinq pays d'Europe, a quitté Rome sans faire de déclaration à la presse. Prié de dire si le souverain hachémite croyait toujours à une solution arabe, le chef de la diplomatie italienne, *Gianni De Michelis*, a déclaré : *« Le roi compte beaucoup sur son nouveau voyage à Bagdad et sur ses entretiens avec Saddam Hussein. »* On entrevoit cependant difficilement une solution de compromis. Bagdad, que les Etats-Unis ont replacé sur la liste des pays soutenant le terrorisme dont il avait été rayé en 1982, semble pour l'instant exclure toute évacuation du Koweït, condition impérative exigée par les Etats-Unis pour une éventuelle négociation. C'est ainsi que l'Irak a démenti catégoriquement mardi les déclarations d'Abou Iyad, le numéro deux du Fath, à *Libération*, selon lesquelles Bagdad serait prêt à se retirer de la majeure partie du Koweït et à libérer les otages étrangers à certaines conditions. Venant de la part d'un allié de l'Irak, cette déclaration semblait être un ballon d'essai. Mais Bagdad a désavoué Abou Iyad en réaffirmant avec vigueur : *« Le Koweït est une partie vitale de l'Irak. C'est la branche qui est revenue à ses origines pour toujours. »*

L'Irak a d'ailleurs annoncé mardi qu'il avait entamé la construction d'une conduite d'eau de 30 millions de dollars vers une bande de territoire dans le nord du Koweït. Il s'agit d'une conduite de 40 centimètres de diamètre qui mesurera 100 kilomètres de long et acheminera de l'eau potable du Chatt el Arab, le confluent du Tigre et de l'Euphrate, jusqu'au district de Mitlaa, rattaché récemment à la province irakienne de Bassorah. – *(AFP, Reuter.)*

Il y a trente-cinq ans le « pacte de Bagdad »

Le projet prêté aux Etats-Unis de constituer, à la faveur de l'actuelle crise du Golfe, une alliance à long terme avec une partie des pays du monde arabe rappelle un précédent vieux de trente-cinq ans : le « pacte de Bagdad ». Après avoir enregistré deux succès stratégiques – l'adhésion de la Turquie à l'OTAN en 1951 et le renversement en Iran en 1953 du Dr Mossadegh qui avait conduit une politique nationaliste visant à la reprise en main par son pays de ses richesses pétrolières, – les Etats-Unis essuient un échec avec le « pacte de Bagdad ».

Cette alliance fut d'abord conclue à Bagdad le 24 février 1955, sous la forme d'un traité entre l'Irak et la Turquie, auquel adhéreront successivement le Royaume-Uni, le 4 avril, le Pakistan, le 23 septembre et l'Iran le 3 novembre. Affectant de se tenir à l'écart de ce pacte, les Etats-Unis n'en sont pas moins présents dans ses principaux organismes. Londres cherchait ainsi, avec la bénédiction des Etats-Unis, à combler le vide stratégique provoqué par le départ de ses troupes basées en Egypte et à contrecarrer l'influence croissante du nassérisme.

Peine perdue : le pacte aura l'effet contraire. Il stimulera le courant neutraliste et nationaliste de l'Egypte qui se rapprochera de l'Arabie saoudite et de la Syrie et conclura, fin septembre 1955, un contrat d'armement avec l'URSS. Le « pacte de Bagdad » se transformera en 1959 en une nouvelle organisation baptisée Organisation du traité central (CENTO).

A la Ligue arabe

Un diplomate libanais assure l'intérim du secrétariat général

TUNIS

de notre correspondant

Le diplomate libanais Assaad Al Assaad assure, depuis mardi 4 septembre, l'intérim du secrétariat général de la Ligue arabe, après la démission de M. Chedli Klibi (*le Monde* du 5 septembre).

M. Assaad Al Assaad, qui est âgé de soixante-dix ans, a été désigné en sa qualité de plus ancien des quatre secrétaires généraux adjoints de la Ligue. Il avait déjà assuré l'intérim du secrétariat général en 1979 entre la démission de l'Egyptien Mahmoud Riad, lors du transfert du Caire à Tunis du siège de l'organisation, et l'élection de M. Klibi.

M. Assaad Al Assaad a inauguré ses nouvelles activités en recevant l'ambassadeur d'Egypte à Tunis. Celui-ci lui a demandé d'adresser des invitations aux vingt et un membres de la Ligue pour assister, le 10 septembre au Caire, à la réunion du conseil ministériel qui doit décider le transfert immédiat du siège de l'organisation.

M. D.

Le projet de conférence internationale sur le Proche-Orient

Israël rejette catégoriquement la proposition soviétique

JERUSALEM

de notre correspondant

Le rejet est catégorique. Le gouvernement de M. Itzhak Shamir se refuse toujours à participer à une *conférence internationale sur le* Proche-Orient, que celle-ci se limite au conflit israélo-arabe ou aborde aussi la question du Golfe, comme l'envisage l'URSS.

Aussi, la proposition du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, de convoquer une telle conférence devant s'attaquer simultanément à tous les problèmes du Proche-Orient, a-t-elle été sèchement repoussée, mardi 4 septembre, à Jérusalem.

Que M. Chevardnadze ait offert une reprise des relations diplomatiques entre les deux pays au cas où Israël souscrirait à son projet ne change rien à l'affaire. *« Il n'y a pas de lien entre la crise du Golfe et le conflit israélo-arabe*, a dit le vice ministre des affaires étrangères, M. Benyamin Netanyahu ; *tout effort pour lier les deux problèmes est une déformation de la réalité qui joue en faveur de Saddam Hussein »*.

Pour des négociations directes

Crise du Golfe ou pas, le parti de M. Shamir (le Likoud, droite nationaliste) n'entend pas que la question israélo-arabe fasse l'objet d'un règlement dans le cadre d'une conférence qui imposerait une stricte application des résolutions de l'ONU sur le retrait des territoires occupés. Il s'en tient à la formule de Camp David : négociations directes avec les pays arabes et « des » Palestiniens sur une étape intermédiaire d'autonomie pour la Cisjordanie et Gaza avant les pourparlers sur leur statut final.

M. Shamir a redit, de son côté, qu'Israël ne voulait pas être partie à la crise du Golfe. La proposition soviétique pouvait être rapprochée de celle avancée, il y a quelques semaines, par M. Saddam Hussein qui voulait traiter en même temps de *« toutes les occupations »* au Proche-Orient. C'est une approche que l'on redoute particulièrement à Jérusalem, car elle mettrait sur le même pied l'occupation du Koweït par l'Irak et celle de la Cisjordanie et de Gaza – territoires occupés par Israël après l'entrée en guerre de la Jordanie contre l'Etat hébreu en juin 1967.

En clair, on craint qu'un retrait du Koweït n'accentue les pressions pour un retrait israélien de Cisjordanie et de Gaza. M. Netanyahu, un des « durs » du Likoud, envisageait cette perspective en expliquant mardi soir que les pays arabes pourraient bien demander un « prix » politique pour leur coopération avec les Etats-Unis dans la crise du Golfe et qu'il pourrait bien revenir à Israël d'avoir à payer ce « prix ». *« Nous* (Israël) *allons être jetés en pâture »* quand la crise sera réglée, a poursuivi M. Netanyahu.

ALAIN FRACHON

La France réagit très prudemment à l'idée de M. Chevardnadze

M. Roland Dumas a déclaré mardi 4 septembre que la France n'était pas hostile au principe d'une conférence internationale sur les problèmes du Proche-Orient, dont l'idée avait été avancée la veille par le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze. *« La France*, a dit M. Dumas, *est plutôt favorable, d'une façon générale, à l'idée de la conférence, puisqu'elle a été pour une conférence internationale sur le problème palestinien. De là à passer à l'ensemble des problèmes du Proche et du Moyen-Orient, il n'y a qu'un pas. »*

Malgré ce ton plutôt positif du ministre, on n'en observe pas moins à Paris une grande prudence envers cette idée que l'on attribue au désir des Soviétiques de se refaire *« une identité diplomatique »*. M. Dumas avait déclaré la veille, sur Antenne 2, qu'il était selon lui difficile de lier ces problèmes dont les origines sont différentes et dont le seul point commun est d'affecter la même région. Il avait estimé, d'autre part, que relancer la recherche d'une solution au problème palestinien serait un moyen d'enlever une carte des mains du président Saddam Hussein qui joue sur *« l'inquiétude »* engendrée par ce problème dans le monde arabe. On ajoute au Quai d'Orsay que l'idée avancée par M. Chevardnadze, et qui avait déjà été évoquée entre les délégations française et soviétique lors de la visite de M. Dumas à Moscou, n'est pas suffisamment précise pour donner lieu à plus amples commentaires, qu'elle appelle la prudence et qu'on ne veut pas donner le sentiment à Paris d'approuver un amalgame entre des problèmes dont chacun a sa spécificité.

La visite à Paris de M. Brady

A l'Elysée on déclare que la France ne veut strictement pas se lier à l'idée qu'une telle conférence pourrait se substituer à l'application des résolutions adoptées par l'ONU contre l'Irak : *« Cette application est un préalable. Qu'après il puisse y avoir une ou des conférences internationales traitant des différents problèmes du Moyen-Orient, pourquoi pas ? »*

M. Roland Dumas s'est entretenu mardi, après M. Bérégovoy, avec M. Nicholas Brady, le secrétaire américain au Trésor, chargé par le président Bush de persuader les alliés de contribuer à compenser les pertes entraînées pour certains pays par l'embargo contre l'Irak. M. Brady s'est déclaré *« très satisfait »* de cette rencontre. De source française il a été précisé que l'aide aux pays les plus touchés par les conséquences de l'embargo se décide dans le cadre de la CEE, qui devait annoncer mercredi des décisions à ce sujet. On précise également que M. Brady n'a pas soulevé la question d'une participation de la France au financement de l'opération militaire américaine dans le Golfe. M. Dumas avait souligné la veille que la France avait dans le Golfe la deuxième présence militaire.

LA CRISE DU GOLFE

Le déploiement américain et ses conséquences

Washington dément toute friction avec Ryad sur la conduite des affaires militaires

Une réunion de coordination entre les différentes marines impliquées dans la région du Golfe se tiendra à Bahrein dimanche 9 septembre a-t-on appris, mardi 4 septembre, au ministère français des affaires étrangères.

Selon le porte parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, *« elle se tiendra sous la coprésidence de la France et des Etats-Unis, la France étant à l'heure actuelle présidente de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), seule instance européenne compétente en matière de défense »*.

Par ailleurs, les neuf pays membres de l'Union de l'Europe occidentale prévoient, selon un communiqué du Quai d'Orsay, de déployer durant le mois de septembre plus d'une trentaine de navires de guerre dans la région du Golfe.

De leur côté, les Etats-Unis ont démenti mardi 4 septembre l'existence de toute friction avec l'Arabie saoudite concernant le commandement des forces américaines et alliées dans le Golfe.

Selon le *Washington Post*, le président Bush est personnellement intervenu la semaine dernière dans une dispute entre le commandant en chef des forces armées de Ryad, le général Khaled ben Sultan, et le commandant des forces américaines dans la région, le général Norman Schwarzkopf, portant sur la nécessité, pour le commandement américain, de demander l'autorisation de l'Arabie saoudite avant de monter une opération offensive à partir de ce pays.

Le porte-parole de la Maison Blanche a démenti les informations du quotidien de Washington, affirmant que *« le niveau de coopération est élevé* (entre Américains et Saoudiens) *et il n'y a pas de conflit. Nous avons d'excellentes relations de travail avec le gouvernement saoudien »*.

Aide alimentaire d'urgence

Sur le terrain, l'Egypte a dépêché mardi un deuxième contingent de troupes auprès de la force multinationale pour prévenir toute attaque irakienne. La Grande-Bretagne, l'Italie et le Portugal ont accepté de mettre à la disposition des Etats-Unis des navires civils pour transporter les troupes et le matériel américain vers le Golfe. Cette demande avait été présentée lundi à Bruxelles par les Etats-Unis auprès des ambassadeurs des pays de l'alliance Atlantique.

Les effets de l'embargo dirigé contre l'Irak s'accentuent et, selon des informations en provenance des milieux pétroliers dans le Golfe, les pertes de l'Irak dépasseraient les deux milliards de dollars en revenus pétroliers en un mois. Toutefois la France étudie avec ses partenaires et les organisations internationales la possibilité de fournir une *« aide alimentaire d'urgence »* et des médicaments à l'Irak, conformément à la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU relative à l'embargo commercial militaire et financier contre l'Irak.

Le Brésil pourrait également envoyer une aide alimentaire d'urgence à Bagdad *« pour raisons humanitaires »*, a déclaré mardi le ministre brésilien des affaires étrangères José Francisco Rezek. (AFP, Reuter, AP.)

Selon une revue de Hongkong

Des entreprises indiennes ont fourni à l'Irak des produits permettant la fabrication d'armes chimiques

La RFA et les pays développés ne sont pas les seuls à avoir fourni l'Irak en produits lui ayant permis de se doter d'un armement chimique. Selon l'hebdomadaire *Far Eastern Economic Review* de Hongkong, l'Inde fournit depuis des années à Bagdad des milliers de tonnes de produits chimiques dont la combinaison permet la fabrication de gaz de combat, ainsi que des équipements industriels et l'expertise permettant leur production.

Il s'agit en particulier de produits à usage double, civil et militaire. Ainsi, par exemple, les sociétés United Phosphorous de Baroda et de Bombay et Transpek ont-elles livré à l'Irak 5 400 tonnes de trichlorure phosphoreux, d'oxychlorure phosphoreux, de thionyl chlorure, de sulfure phosphoreux et de cyanure de sodium. La Cyanide and Chemicals du Goudjerat a vendu 1 000 tonnes de cyanure de sodium.

La société Exomet Chemicals de Bombay, qui a aidé l'Irak à développer ses mines de phosphore à Al-Qaim, est également impliquée dans ce commerce. Un homme d'affaires allemand d'origine irakienne, M. Kamal Saudi, apparaît derrière cette compagnie. Il dirige aussi la Kim Khaleej Pte basée à Bagdad et à Singapour, à travers laquelle passent les lettres de crédit servant à payer ces achats. Une autre société indienne a servi d'intermédiaire pour la vente à l'Irak de produits sensibles par la Nissho Shoji de Tokyo.

Ce lucratif commerce se serait poursuivi cette année, ajoute la revue. Les sociétés incriminées affirment que tout cela est légal. Interrogé sur cette affaire, le ministère indien des affaires étrangères a déclaré que son pays *« s'opposait à la production, au stockage et au déploiement d'armes chimiques »*, mais qu'il était aussi contre les *« propositions d'interdire l'exportation de produits chimiques, car cela nuirait à l'industrie indienne »*.

Le Salon de l'aéronautique de Farnborough est gagné par la morosité

La crise du Golfe est un peu l'Arlésienne du Salon 1990 de l'aéronautique à Farnborough, près de Londres, qui s'achève à la fin de la semaine : tout le monde y pense, mais personne n'en parle, du moins dans les conversations officielles. Pour cette vingt-neuvième exposition britannique, qui se tient en Angleterre tous les deux ans en alternance avec le Salon du Bourget, les organisateurs avaient invité et les matériels de dernière technologie et les responsables, civils et militaires, d'une centaine de pays. En fin de compte, circonstances internationales obligent, les uns et les autres ont boudé, parce qu'ils étaient probablement plus utiles ailleurs.

FARNBOROUGH

de notre envoyé spécial

Absence symbolique de ce Salon de Farnborough : les Etats-Unis avaient laissé entendre qu'ils exposeraient, pour la première fois, leur fameux avion « furtif », le F 117 A, censé être indétectable au radar. Le F 117 A, entre-temps, a eu un rendez-vous plus pressant, quelque part au Proche-Orient, au service du « bouclier du désert » que les Américains dressent pour tenter d'intimider l'Irak.

Outre les Britanniques qui sont ici *chez eux et qui occupent le terrain*, les industriels soviétiques et français sont venus en force à Farnborough, où les organisateurs du Salon espèrent néanmoins attirer 50 000 visiteurs professionnels en quatre jours.

Les Soviétiques n'ont pas hésité à faire aussi bien qu'ils l'avaient fait, l'an dernier, au Bourget, en déplaçant leur avion-cargo géant Antonov 225 (un hexaréacteur qui pèse 600 tonnes au décollage et qui peut transporter la navette Bourane sur son dos) et, surtout, deux Mig 29 (que Moscou pousse sur *tous les marchés étrangers*) et deux Su 27 (dont l'un exécute, durant ses pirouettes en vol, la fascinante figure du cobra).

Quant aux Français, tous les PDG de sociétés étaient présents sur leur stand, lundi 3 septembre, le jour de l'inauguration par Mme Margaret Thatcher. Au point de jouer des coudes entre eux pour entraîner le *premier ministre britannique*, chacun vers ses propres matériels.

S'ils n'ont pas exposé leur Rafale, dont le calendrier de mise au point est si tendu qu'il ne peut se permettre la moindre incartade, les Français ont présenté, pour la première fois, les *deux nouvelles versions du* Mirage 2000 qui seront commercialisées en 1993 : le Mirage 2000-S (pour strike), qui est l'avion de frappe classique au sol, dérivé du Mirage 2000 nucléaire, et le Mirage 2000-5, qui est un intercepteur de défense aérienne *équipé du nouveau radar RDY et du* missile Mica. Avec ces atouts, le groupe Dassault escompte donner à son Mirage 2000 une seconde jeunesse, en attendant l'arrivée du Rafale.

Aux côtés des Mirage, le même *constructeur français a dévoilé la* maquette de son nouvel avion de liaison intercontinentale, le Falcon 2000, à la production duquel les Italiens ont décidé de s'associer pour un quart du financement.

En dehors de ces quelques innovations et des confirmations, par quatre compagnies aériennes, de leurs commandes d'avions à Boeing, McDonnell-Douglas et Airbus Industrie pour environ 13,5 milliards de dollars au total (*le Monde* du 5 septembre), les exposants à Farnborough s'accordent à reconnaître *que le temps est plutôt* à la morosité.

On ne le dit pas carrément, dans les allées du Salon. Mais on le suggère à mots couverts : la crise du Golfe et ses « retombées » économiques ne vont pas arranger les affaires. D'abord, le prix du kérosène est déjà en passe de doubler pour tout le monde, compagnies aériennes et armées de l'air, avec tout ce qui s'ensuit sur les coûts d'exploitation.

Ensuite, la baisse du dollar, qui est traditionnellement la monnaie internationale de l'aéronautique, ne facilite pas la rédaction des contrats en matière civile (l'Aérospatiale et la SNECMA française en savent quelque chose pour l'Airbus et les moteurs), quand elle n'a pas beaucoup d'effet dans le domaine militaire (où les tractations se font en francs français, parce que le gouvernement l'exige).

Un tarissement des marchés

Mais là où le bât blesse dans le secteur militaire, de l'aveu de la plupart des fournisseurs, c'est la formidable *pression que ne vont pas manquer* d'exercer les Etats-Unis sur la clientèle proche-orientale, dès lors qu'ils lui seront apparus comme son ultime rempart avec leur opération « bouclier du désert ».

A cette occasion, les Américains ne vont pas se priver de mélanger action diplomatico-militaire et promotion de leurs matériels. Quitte, de surcroît, à abandonner sur place une partie de l'arsenal qu'ils y ont déployé pour, le jour où ils devront partir, réarmer ainsi à moindres frais leurs alliés arabes du Golfe.

Cette crainte d'un tarissement des marchés est omniprésente à Farnborough, même si elle s'y exprime avec quelque prudence.

Du côté des Français, elle se double d'une autre inquiétude. Le concurrent du Rafale, l'avion de combat européen EFA, est encore loin d'avoir décollé. Des rumeurs font état d'un possible retrait de l'Allemagne – pour des raisons d'économies budgétaires – de ce programme mené conjointement avec la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne. Si ce devait être le cas, les Britanniques croient pouvoir avancer que l'Arabie saoudite serait prête à prendre financièrement le relais de Bonn.

Voilà une perspective qui n'enchante pas les industriels français concernés. Mort-né, l'EFA laisserait la voie libre au Rafale, même si le fait de n'avoir aucun rival autre qu'américain à l'exportation n'est pas forcément une situation confortable pour Dassault. Mais, ressuscité de la sorte, l'avion européen risquerait de disputer à *Rafale* les quelques parts du marché proche-oriental où il peut encore espérer rompre le monopole des Etats-Unis.

JACQUES ISNARD

Sur la façade maritime française

Les gardes-côtes mobilisés par l'embargo

Depuis le 7 août dernier, 0 heure, l'administration des douanes a reçu mission du gouvernement de faire respecter l'embargo sur le commerce avec l'Irak et le Koweït à la suite de la résolution 661 du Conseil de sécurité des Nations unies appliquée par la CEE. Les douanes font respecter la prohibition, *« à titre absolu »*, de toute marchandise en provenance ou à destination des deux pays. Elles ont cependant dû intervenir à plusieurs reprises. A la date du 30 août dernier, quarante-six opérations d'importation ou d'exportation ont été refusées, dont celles de produits « sensibles ». Sur les façades maritimes le dispositif aéronaval douanier est mobilisé.

En zone MANCHE

de notre envoyé spécial

Il est 11 heures, samedi 31 août, lorsque le biréacteur *F-406* des douanes en patrouille effectue son virage sur l'aile. A 7,5 milles par le travers de Boulogne, dans les eaux territoriales, il s'agit d'identifier la « cible », comme on dit en langage douanier. Au ras des flots, l'appareil vire pour contourner à 100 pieds (environ 30 mètres) le navire par son arrière. En lettres blanches sur sa proue, son nom apparaît l'espace d'un instant.

L'un des deux opérateurs, grâce au Lloyd's Shipping Index (1989) posé sur ses genoux, vient d'identifier le *Trident Beauty*, un cargo koweïtien. L'opérateur radio transmet à la base de Rouen. Le cargo fait route vers Anvers en empruntant sagement le rail « montant », ainsi que le veut la réglementation en Manche. Deuxième passage : le cargo est photographié. Sans être plus inquiété, il poursuit sa route. A bord, seul présence humaine visible, un marin en train de peindre un mât de charge.

Le F-406, au cours de sa patrouille matinale, a identifié ainsi vingt-six navires. *« Un jour creux »*, selon l'équipage, parfaitement rodé à ce type de mission de surveillance, mais qui accorde depuis le 7 août une *« attention particulière »* aux navires marchands *« pour lesquels il existe un doute sur l'embargo »*. *A fortiori*, s'il est immatriculé à Koweït.

De fait, quelques minutes auparavant, le bimoteur venait de reconnaître, sans davantage s'y attarder, un navire immatriculé à Cap-Town. Mais l'embargo sud-africain est apparemment sorti de l'actualité.

Une charge de travail accrue

L'équipage de l'avion a achevé sa mission. Elle consistait à « localiser » le navire koweïtien. A Rouen, l'officier de permanence du centre opérationnel des douanes (COD), l'un des quatre bureaux aéronavals des douanes avec Nantes, Marseille et Fort-de-France, en charge du dispositif de serveillance de la façade maritime qui va du mont Saint-Michel à la frontière belge, sait déjà par ses collègues portugais que le *Trident Beauty* a quitté le Portugal. A son bord, une cargaison de charbon pour la Belgique.

« Ce que nous faisons aujourd'hui, grâce à nos quatre vedettes garde-côtes et notre brigade aérienne, est le contrôle des flux vers l'Europe du Nord, dit M. Le Brun, responsable du COD. *Notre zone de surveillance agit à la manière d'un filtre. La Manche, l'autoroute maritime la plus chargée du monde, est une nasse, laquelle, de manière interactive, nous permet de tenir informés nos collègues britanniques, belges, hollandais et allemands. Aujourd'hui, nous effectuons nos contrôles et « visites » en mer de nos clients habituels, entendez les navires que nous soupçonnons de pouvoir violer l'embargo. »*

Par *« clients »*, il faut entendre les navires les plus suspects et que les douaniers appellent les *« vecteurs de stupéfiants »*. Les garde-côtes ont dans la zone des 12 000 à 24 000 milles marins mesurés à partir des côtes, le droit d'injonction (ordre de stopper), droit d'accès à bord pour contrôler le manifeste du navire et l'identité des personnes, droit de visite des navires de moins de 1 000 tonneaux de jauge brute.

Mais depuis le 7 août dernier, les stupéfiants ne sont plus leur seul souci. Le contrôle des produits dits stratégiques s'est surajouté à leur mission. Il s'agit évidemment des matériels de guerre, matériels aéronautiques, produits et matériels nucléaires, soumis à la licence d'exportation, produits destinés à la guerre chimique, poudres et substances explosives.

« Il s'agit d'une surveillance élargie et d'une vigilance accrue, et non pas d'une révolution », dit, à Paris, M. François Lubrano, sous-directeur à la direction générale des douanes. Sur place, à Rouen, on considère au COD que *« la charge de travail a doublé depuis l'embargo »*. C'est ainsi que le contrôle du navire koweïtien a mobilisé dans l'après-midi de samedi 1er septembre outre l'avion, deux vedettes garde-côtes éclairées par un hélicoptère. Si le doute avait persisté, un arraisonnement ou un hélitreuillage étaient envisagés. Les douanes sont habilitées à employer la force.

Au Havre, en revanche, où transitent chaque année quelque 900 000 conteneurs, la visite sur le quai de l'Europe d'un conteneur, cette même journée, destiné au port d'Alexandrie fut rendue presque cocasse : voulant vérifier, par des indices, la conformité de son contenu comme sa destination réelle, les inspecteurs de visite ont trouvé un stock de robinets-mélangeurs pour salle de bains fabriqués en France. Exportateur : Pont-à-Mousson. Importateur : Saudi Auger (groupe saoudien). Caractéristique : robinetterie plaquée de trois onces d'or.

JEAN MENANTEAU

Exportation zéro

La douane élabore, chaque mois, la balance commerciale de la France à partir de quelque deux millions d'informations portant sur les échanges de marchandises.

La banque de données du commerce extérieur, gérée par la douane, permettra de déceler d'éventuels détournements de trafic qui pourrait intervenir dans les prochains mois en direction de certains pays proches du Golfe.

Aucune exportation n'a été enregistrée dans les statistiques au bénéfice de l'Irak ou du Koweït depuis le 8 août 1990, selon la Direction générale des douanes.

Les réactions dans la classe politique

Le PCF compte sur M. Gorbatchev pour faire prévaloir une solution politique

L'Humanité du mercredi 5 septembre publie un article de M. André Lajoinie, intitulé « Halte à la guerre : négociations » qui est un appel à la raison lancé à M. Mikhaïl Gorbatchev, et qui reprend la thématique utilisée, la veille à RTL, par M. Georges Marchais.

« Au moment où les chances de préserver la paix s'amenuisent, il est urgent d'inverser l'inacceptable logique qui se met en place », écrit le dirigeant du PCF, en évoquant le prochain sommet Bush-Gorbatchev sur la crise du Golfe. Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale relève que *« les Etats-Unis s'installent aujourd'hui durablement »* pour des raisons économiques et militaires *« dans cette partie du monde arabe jouxtant l'Union soviétique »*.

Il ajoute que *« l'URSS devrait saisir cette occasion pour réaffirmer qu'il n'y a pas d'alternative militaire aux problèmes posés, que toute escalade dans ce sens est inacceptable et que la voie d'une solution politique doit être recherchée de manière intense et exclusive, et avancer des propositions dans ce sens, en accord avec les pays arabes et tous les autres Etats membres de l'ONU »*. Pour le député de l'Allier, membre du secrétariat du comité central, *« une telle attitude, et elle seule, serait conforme aux intérêts de tous les peuples de la région et du monde ainsi que, au-delà, aux intérêts de la paix »*.

M. Marchais avait espéré *« fermement »* que M. Gorbatchev profiterait de cette rencontre avec M. Bush *« pour faire pression sur lui dans le bon sens »*. Le secrétaire général du PCF avait accusé le gouvernement français de faire, *« pour la troisième fois, le coup du choc pétrolier »* pour prendre des mesures économiques et sociales qui *« avaient été prévues avant »*.

EN BREF

□ **L'UPF contre *« un processus consensuel »*.** – Parlant mardi 4 septembre au nom de l'Union pour la France, M. Alain Juppé a affirmé *« que tout en continuant à faire preuve du sens des responsabilités, l'opposition n'était pas décidée à se laisser engluer dans un processus consensuel »*. Selon le secrétaire général du RPR, la situation exige *« une politique libérale »*, car il y a *« une faiblesse économique grave après deux ans d'inaction gouvernementale »*. Au nom de l'UPF encore, M. Alain Madelin a réclamé une baisse des dépenses publiques, une diminution des impôts et la poursuite des privatisations.

□ **M. Soisson : prudence.** – *« Le temps n'est pas à la rigueur, ni à l'austérité, mais à la prudence »*, a déclaré, mardi 4 septembre, M. Jean-Pierre Soisson. *« Il est nécessaire de prendre des mesures pour limiter au maximum les effets de la crise du Golfe sur l'emploi et muscler davantage l'appareil productif. Le gouvernement doit faire en sorte que le pays ne soit pas pris au dépourvu »*, a ajouté le ministre du travail qui s'est dit *« persuadé »* que les événements du Golfe contribueraient à une redistribution de la carte politique.

□ **M. Gérard Fuchs (PS) : *« Seul le durcissement des sanctions peut éviter l'escalade »*.** – M. Gérard Fuchs, secrétaire national du PS chargé des questions européennes et de sécurité, a déclaré, mardi 4 septembre, que *« devant l'intransigeance et l'inhumanité manifestées par Saddam Hussein, seul un durcissement des sanctions déjà décidées par la communauté internationale dans le cadre des Nations unies peut permettre d'éviter une escalade militaire incontrôlable ». « Ceux qui critiqueraient le durcissement des sanctions, voire des sanctions déjà prises, favoriseraient la logique de guerre et non la logique de paix »*, a ajouté M. Fuchs.

LA CRISE DU GOLFE

Le clan des Takritis, enfants terribles du Baas irakien

Originaires de la ville natale de M. Saddam Hussein, ils contrôlent l'appareil du parti et de l'Etat

Petite ville située sur les bords de l'Euphrate à quelque 150 kilomètres au nord-ouest de Bagdad, Takrit est devenue au fil des ans l'un des hauts lieux du Baas irakien. C'est là qu'en plein pays sunnite est né en 1937 celui qui deviendra quarante-deux ans plus tard le président Saddam Hussein.

Takrit n'était alors qu'un gros village de quelques milliers d'habitants, une modeste agglomération où régnait la misère et qui est devenue l'un des foyers de l'agitation nationaliste contre l'occupation britannique. C'est dans cette ambiance qu'a grandi le jeune Saddam. Ce n'est que plus tard, vers 1957, qu'il adhérera au parti Baas à Bagdad, entraînant dans son sillage bon nombre des membres de sa famille restée à Takrit.

Peu à peu, le nombre des Takritis installés aux postes-clés du parti s'accroît. Le Baas prend alors presque l'allure d'une entreprise familiale. Au point qu'en 1977 la plupart des Takritis « oublient » leur nom patronymique pour ne pas encourir le reproche d'avoir constitué une coterie au sein du parti. Saddam Hussein el Takriti devient désormais Saddam Hussein tout court. Il n'empêche qu'il s'entoure toujours de Takritis, membres de sa famille ou de sa ville, en qui il a toute confiance.

Les Takritis sont surtout nombreux dans tous les services qui touchent de près ou de loin la défense, la sécurité et le renseignement. Son cousin, le général Adnan Khairallah, dont il a épousé la sœur Sajida, est rapidement nommé au poste de ministre de la défense. Son demi-frère, Barzan Ibrahim el Takriti, devient le chef de la toute-puissante organisation des renseignements politiques et extérieurs.

Personnage à la fois ambitieux et léger, ce dernier mécontente l'armée où il essaie de placer ses hommes et indispose le parti par son train de vie peu compatible avec les normes baasistes. La mort, en août 1983, de la mère du président Saddam Hussein, qui est également la sienne, le prive d'une haute protection qui, à plusieurs reprises, l'avait tiré d'une mauvaise passe. Il est bientôt relevé de toutes ses fonctions et se retrouve hantant les couloirs du palais que le président a fait construire pour sa mère à Takrit.

Cette localité n'est plus la modeste bourgade où avait vécu le jeune Saddam, mais une ville moderne parsemée de riches résidences et de fermes cossues appartenant aux Takritis qui ont profité du régime.

Takrit est également un lieu d'exil où les *« frustrés »* et les *« déçus »* du Baas rongent leur frein en attendant des jours meilleurs. Le président, qui ne pardonne jamais à ceux qui ont trahi sa confiance, reste pourtant souvent très indulgent à l'égard des membres de sa famille. En souvenir de sa mère, qui portait une affection particulière à Barzan, il ne prendra aucune mesure contre son demi-frère qui ne se borne pas à ressasser sa rancœur, mais également suscite vers le début de 1986 une sorte de sédition larvée contre le pouvoir à Bagdad en canalisant le vent de fronde soufflant à Takrit.

A l'origine du mécontentement des enfants terribles de Takrit jusqu'alors particulièrement choyés par le régime, il y a une série de mesures prises par le président Saddam Hussein contre les agissements frauduleux de certains membres de sa propre famille, dont le patriarche du clan des Takritis, Khairallah Tolfah, qui est à la fois son père adoptif, son beau-père et son oncle maternel.

« M. Cinq-pour-cent »

Connu sous le sobriquet de *« M. Cinq-pour-cent »*, M. Tolfah se livrait avec certains de ses proches, comme lui originaires de Takrit, à de juteuses affaires à l'étranger et s'était trouvé rapidement à la tête d'une immense fortune. Ancien gouverneur de Bagdad, il avait également apporté une modeste mais originale contribution à la doctrine du Baas en écrivant un article à forts relents racistes intitulé *« Trois choses que Dieu n'aurait pas dû créer : les Perses, les juifs et les mouches »*.

Il y expliquait que les Perses étaient des *« animaux que Dieu a créés sous la forme d'êtres humains »*, les juifs un *« mélange de la saleté et des résidus de différents peuples »* et les mouches une création insignifiante *« dont nous n'arrivons pas comprendre pourquoi elles ont été créées par Dieu »*.

Les incidents de Takrit du début de 1986 avaient dégénéré . Plusieurs des amis de Khairallah Tolfah particulièrement vindicatifs se seraient opposés, les armes à la main, aux gardes du corps du président venus faire respecter la loi. M. Omar Hazzak, qui avait été commandant militaire de Bagdad au cours des années 1968-1969 et passait pour un des proches de l'ancien chef de l'Etat, le général Hassan el Bakr lequel, dans les dernières années de sa vie, avait pris ses distances à l'égard de son beau-frère Saddam Hussein, semble avoir disparu dans la tourmente. Sa résidence et celles d'une vingtaine de ses amis furent rasées au bulldozer, avant que le calme ne revienne à Takrit. Khairallah Tolfah n'a apparemment pas été sanctionné, puisqu'il présidait tout récemment encore l'association des anciens combattants. Quand à Barzan Ibrahim el Takriti, il a été nommé ambassadeur d'Irak auprès des Nations unies à Genève, où il représente son pays à la commission des... droits de l'homme. Il a tout récemment encore joué un rôle important dans les discussions – avec son homologue iranien Cyrus Nasseri – qui ont abouti à la normalisation des relations avec Téhéran. Il semblerait, selon certaines informations, qu'il ait toujours son mot à dire dans les affaires de renseignement.

Depuis l'éviction de Barzan el Takriti de son poste des renseignements politiques et extérieurs, plusieurs Takritis lui ont succédé, dont un autre cousin du président Saddam Hussein, M. Ali Hassan Majid, qui a assumé la direction de la sécurité intérieure avant d'être nommé ministre de l'administration locale, et M. Fadel Barrak el Takriti.

Ce dernier, récemment accusé de malversations, a été arrêté puis relâché. Il occupe à l'heure actuelle le poste de conseiller auprès du président pour les affaires du renseignement. Ce constant défilé de responsables chargés des principaux organes de la sécurité nationale répond également au souci du président d'assurer une rotation afin d'éviter l'apparition d'une espèce de Fouché, un super-policier qui constituerait un danger pour le régime, même s'il appartient à la famille des Takritis.

Affaire de famille

Il n'empêche que c'est toujours parmi les Takritis que sont choisis les principaux responsables de la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat. Actuellement, les renseignements extérieurs sont confiés à Wadbane Ibrahim Takriti et les renseignements intérieurs à Sabaaoui Ibrahim Takriti, tous deux demi-frères du président.

Après la disparition tragique du ministre de la défense, le général Adnan Khairallah, beau-frère de Saddam Hussein, mort en mai 1989 dans un accident d'hélicoptère demeuré mystérieux, c'est un général apolitique, Abdel Jabbar Chanchal, qui a été nommé pour lui succéder, apparemment pour apaiser les militaires.

Mais c'est un autre Takriti, M. Hussein Kamel, qui contrôle le tentaculaire ministère de l'industrie des armements et pourrait bientôt remplacer le général Chanchal au ministère de la défense. Encore une affaire de famille, puisque M. Hussein Kamel et son frère Saddam sont tous deux mariés aux deux filles du chef de l'Etat.

Toutes les affaires de famille des Takritis ne se terminent cependant pas d'une manière aussi heureuse. Les démêlés entre M. Saddam Hussein et son épouse semblent avoir été à l'origine du drame au cours duquel le fils du chef de l'Etat, Ouday, prenant le parti de sa mère, tua en octobre 1988 au cours d'une bagarre l'un des gardes du corps de son père.

Etait-ce la fin de la brillante carrière politique à laquelle semblait promu le jeune et impétueux Ouday? Une fois de plus, la solidarité familiale semble avoir joué et le fils meurtrier a été pleinement réhabilité par son père et réintégré fin février 1990 à son poste de président du Comité olympique irakien. Aux dernières nouvelles, il occuperait également les fonctions d'adjoint au chef des renseignements intérieurs.

En dehors des organisations de sécurité, tout l'appareil de l'Etat est occupé aux différents échelons par des Takritis. Dans les ambassades à l'étranger, un diplomate Takriti est souvent plus puissant que le titulaire du poste. Les Takritis ont été en outre les principaux bénéficiaires de la politique de privatisation mise en application en Irak à partir de 1987.

Ils ont pu acheter à des prix raisonnables les actions des sociétés privatisées pour les revendre à des taux prohibitifs à des hommes d'affaires et des industriels, faisant ainsi de substantiels et rapides profits. Une certaine rivalité s'est même créée dans ce domaine particulièrement lucratif entre les deux branches des Takritis, les Tulfahs (la lignée maternelle) et les Majid (la lignée paternelle).

M. Saddam Hussein semble privilégier pour l'instant les Tulfahs au détriment des Majid. Le chef de l'Etat lui-même ne pratique pas la corruption, mais il semble l'encourager et l'utilise pour mieux contrôler ses fidèles. Dans certains cas, trop évidents, il se montre impitoyable et il arrive que le coupable perde sa tête, comme cela a été le cas récemment pour le maire de Bagdad.

Au début de 1990, M. Thaer el Majid (un Takriti de la lignée des Majid) et son associé M. Mouaffak el Hadithi, accusés d'avoir gardé des devises à l'étranger, ont été plus heureux. Humiliés à la télévision, ils ont tout de même eu la vie sauve.

JEAN GUEYRAS

« Le Koweït oui, mais à quel prix ? »

Suite de la première page

Si la conquête du Koweït effectuée par des éléments de la garde présidentielle n'a duré que quelques heures, l'armée est de nouveau en vedette, et ses effectifs qui étaient retombés à environ sept cent cinquante mille hommes sont redevenus ce qu'ils étaient pendant la guerre avec l'Iran. Un million d'hommes sont sous les drapeaux. Six classes d'âge, de 1961 à 1966, ont été remobilisées à ce jour ainsi que quatre promotions d'officiers de réserve et tous les engagés volontaires libérés depuis le 1er janvier.

L'armée populaire, quant à elle, ossature de la milice du parti Baas, a remobilisé ses effectifs, soit environ quatre cent cinquante mille hommes auxquels s'ajoute l'appel des volontaires. Elle atteindrait elle aussi un million d'hommes. De source officielle, on affirme que plus de cinq millions de personnes ont répondu à son appel.

C'est l'armée populaire qui occupe le Koweït et qui serait responsable des nombreuses exactions dénoncées par les réfugiés et non l'armée régulière, plus disciplinée et mieux encadrée. Déployée sur trente kilomètres en retrait de la frontière saoudienne, celle-ci forme en revanche la première ligne de défense face aux troupes américaines, saoudiennes et arabes, avec cent cinquante mille hommes environ du troisième corps d'armée qui ont remplacé la garde présidentielle.

Fer de lance du régime, plus puissante et plus mobile que les autres unités, la garde présidentielle est aujourd'hui déployée en deuxième ligne, dans la région de Zoubeir-Bassorah, soit le long de la frontière irako-koweïtienne, mais du côté irakien. Toujours au sud, une troisième ligne de défense, constituée d'unités prélevées sur le front iranien, qui reste bien garni puisque l'Irak y maintenait vingt- cinq divisions, a été installée dans la région de Nassiriya. Au nord, deux divisions ont basculé du front iranien à la frontière turque, renforçant le potentiel défensif. A l'ouest, le long de la frontière syrienne, aucune troupe supplémentaire n'aurait en revanche été déployée. Malgré l'engagement de Damas aux côtés de l'Arabie saoudite, Bagdad ménage la Syrie. Si l'Arabie saoudite et l'Egypte sont les cibles quotidiennes de la propagande irakienne, aucune attaque n'est proférée ni contre la Syrie ni contre le président Assad.

A cette remobilisation qui n'est déjà pas très populaire, en particulier au sein des classes moyennes et des milieux intellectuels, s'ajoute la suppression des maigres améliorations enregistrées très progressivement depuis le cessez-le-feu avec l'Iran comme le retour du téléphone automatique et surtout l'autorisation de sortie du territoire. Celle-ci, qui avait provoqué la ruée des Irakiens condamnés par la guerre à huit ans d'exil intérieur, n'aura donc duré que six mois environ. *« La prochaine fois*, affirmait, amer, un professeur, *je n'attends pas, je sors et je ne reviens plus. J'ai trente-cinq ans, et j'ai passé la moitié de ma vie dans l'armée ou dans l'inquiétude de ce qui allait arriver. Je veux vivre et élever mes enfants normalement. Je veux qu'eux au moins aient un avenir. »*

Les Irakiens se voient replongés dans une période d'austérité dont ils étaient à peine sortis. Les coupons de rationnement ont refait leur apparition. Neuf produits sont concernés : le riz, élément essentiel de la cuisine irakienne, le sucre, l'huile de cuisine, le lait pour enfant, les haricots, le thé, boisson principale, la farine ou le pain, le savon et les détergents.

Le retour des prisonniers de guerre

Déjà dans les rues de Bagdad à toute heure les files d'attente s'allongent devant les boulangeries. Les pâtisseries ont été fermées pour économiser le sucre. Le rationnement, qui est loin pour l'instant d'être drastique, apparaît à ce stade surtout comme un moyen d'éviter que les familles ne stockent trop, ce qu'elles avaient commencé à faire dans de grandes proportions dans la crainte des conséquences d'un embargo dont les effets ne se font pas encore véritablement sentir dans le domaine alimentaire.

Dans cette ambiance morose, l'offre de paix faite par le président Saddam Hussein à l'Iran a été accueillie dans la population comme une bonne nouvelle sans trop de réflexion sur l'inutilité de cette guerre de huit ans qui a quand même fait du côté irakien au moins trois cent mille morts et mobilisé toutes les énergies. *« Compte tenu de leur aspiration à la paix, les gens ont accueilli ce geste avec un immense soulagement*, affirme à cet égard un professeur *se disant d'abord, de ce côté-là, c'est fini. »*

La paix avec l'Iran, c'est aussi le retour tant attendu des soixante-dix mille prisonniers de guerre. Il est significatif que, contrairement à ce qui s'était passé dans le cas des premières libérations où les prisonniers subissaient en Irak un lavage de cerveau de crainte qu'ils n'aient été contaminés par la propagande iranienne, ils sont cette fois immédiatement rendus à leur famille. Ces retours après une aussi longue période ne se font d'ailleurs pas sans drames, et nombre d'histoires courent à ce sujet. Bien que muette – comment pourrait-il en être autrement dans un régime où les services de sécurité sont omniprésents ? – l'armée aurait en revanche plus mal accueilli cette offre de paix qui anéantissait huit ans de sacrifices et de lutte. Une chose est sûre : les membres du parti Baas ont reçu la consigne de répéter à l'envi aux soldats que le Koweït est un territoire irakien qui sera défendu comme tel jusqu'au dernier soldat, c'est-à-dire, sous-entendu, le Koweït n'est pas semblable à l'Iran, c'est votre terre.

Ce mécontentement sourd et diffus ne doit toutefois pas faire illusion. Il se limite aux conversations très privées au sein des familles ou entre amis très proches et ne présente aucun risque pour le régime. Sans aucune possibilité d'organisation, la population ne peut que subir, même si les mouvements d'enthousiasme déclenchés dans certains pays arabes par la politique du président irakien sont ici beaucoup plus modérés.

Ce n'est pas, encore une fois, l'annexion du Koweït qui est remise en cause ; là-dessus, la population irakienne est unanime derrière son président, mais c'est le temps et les moyens pour y arriver. *« Après tout*, nous disait avec quelque amertume un intellectuel, *ce pétrole que nous possédons et qui a permis aux Koweïtiens d'être si riches, quand pourrons-nous à notre tour profiter de ses bénéfices ? »* La paix, décidément, serait-elle un rêve inaccessible aux Irakiens ?

FRANÇOISE CHIPAUX

□ **Le Sénégal va envoyer des troupes en Arabie saoudite.** – Le président sénégalais Abdou Diouf a annoncé que son pays allait envoyer un contingent militaire en Arabie saoudite, après accord avec le gouvernement saoudien, a indiqué mardi 4 septembre un communiqué officiel. Le Sénégal sera ainsi le premier pays d'Afrique noire à envoyer des troupes en Arabie saoudite. – *(AFP.)*

ASIE

CORÉE : la rencontre entre les deux premiers ministres

Un dialogue difficile dans une atmosphère détendue

Les premiers pourparlers entre les délégations du Nord et du Sud ont commencé mercredi 5 septembre à l'hôtel Intercontinental de Séoul dans une atmosphère détendue. Si des points d'accord se sont fait jour en vue de réduire la tension dans la péninsule, des différences profondes n'en demeurent pas moins dans les approches comme dans les priorités.

SÉOUL

de notre envoyé spécial

La délégation nord-coréenne, qui ne semble guère disposée à faire preuve de flexibilité sur certains points, a demandé dès son arrivée à rencontrer les familles des dissidents arrêtés pour s'être rendus illégalement à Pyongyang, ainsi que la libération des détenus politiques. Elle a, en outre, implicitement lié la poursuite du dialogue entre les deux premiers ministres à la suspension des manœuvres militaires auxquelles se livrent chaque année les forces américaines et sud-coréennes.

Le chef du gouvernement nord-coréen a également demandé au Sud d'abolir les lois sur la sécurité nationale qui entravent la réunification. Bien que Pyongyang et Séoul continuent de tenir des langages différents, qui rendent d'entrée de jeu tout dialogue difficile, c'est la première fois que les deux pays s'asseyent à la même table et échangent des propositions, notamment en matière de contrôle des armements.

Pour Pyongyang, la priorité est la réduction de la confrontation militaire. Le premier ministre du Nord, M. Yon Hyong-Muk a proposé que les deux pays signent un pacte de non-agression et que les Etats-Unis passent un traité de paix avec la Corée du Nord. Sur la question des armements, le premier ministre nordiste a repris la proposition faite le 31 mai dernier par Pyongyang d'une réduction progressive des forces au cours des trois prochaines années, jusqu'à 100 000 hommes de part et d'autre. Il a proposé également de transformer la zone démilitarisée en zone de paix.

Selon M. Yon, deux questions doivent être résolues en priorité : l'entrée conjointe des deux Corées aux Nations unies et la libération des personnes emprisonnées au Sud pour être allées illégalement au Nord. Liant implicitement la poursuite du dialogue à la suspension des manœuvres américano-sud-coréennes, il a déclaré : *« Leur poursuite a une grande influence sur le dialogue Nord-Sud et contribue à accroître la tension. »*

Un plan en dix points

Dans ses propositions, le premier ministre du Sud avait mis l'accent sur la reconnaissance réciproque et la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'autre partie. Parmi les mesures préconisées par le Sud dans son plan en dix points pour créer un climat de confiance mutuelle, M. Kang a proposé :

1) l'arrêt de la propagande de part et d'autre de la zone démilitarisée ;

2) l'établissement de bureaux de liaison dans les deux capitales ;

3) l'échange de personnel militaire ;

4) l'échange systématique d'informations dans le domaine de la défense ;

5) un système d'information préalable des manœuvres militaires et des mouvements de troupes ;

6) l'établissement d'une ligne téléphonique directe entre les ministères de la défense du Nord et du Sud ;

7) la transformation de la zone démilitarisée en zone de paix.

Sur ces deux derniers points, il semble y avoir une convergence des vues. M. Kang a enfin proposé de transformer les appareils militaires offensifs des deux pays en des systèmes défensifs. Le Nord et le Sud doivent réduire leurs armements et intégrer la péninsule coréenne dans un système régional de sécurité incluant ses voisins.

PHILIPPE PONS

M. Chevardnadze à Tokyo

Les diplomaties japonaise et soviétique pourraient se rapprocher

Le ministre soviétique des affaires étrangères est arrivé mardi 4 septembre à Tokyo, venant de Vladivostok, où il avait prononcé le matin même un important discours sur la politique asiatique de l'URSS (*le Monde* du 5 septembre).

Destinés essentiellement à préparer la visite au Japon, l'année prochaine, de M. Gorbatchev, les entretiens que M. Chevardnadze a entamés à Tokyo devraient permettre un rapprochement des positions japonaise et soviétique. Une relative flexibilité est en tout cas notable de la part des Japonais, soucieux de tenir compte de l'évolution des équilibres internationaux.

En ce qui concerne les questions de sécurité, le Japon, qui, pour la première fois, ne compte plus mentionner la traditionnelle *« menace soviétique »* dans l'édition 1990 de son Livre blanc sur la défense, serait prêt à entamer des négociations avec l'URSS en vue de créer un *« environnement de confiance mutuelle »* dans le domaine militaire.

Tokyo envisagerait d'organiser des échanges de personnels entre l'Agence de défense et l'armée rouge, de négocier un accord permettant aux navires des deux pays de relâcher dans leurs ports respectifs et d'assurer un maximum de transparence, sur une base de réciprocité, en matière d'information militaire. Si ce projet se concrétise, il marquera un incontestable tournant dans la politique défensive de Tokyo, jusqu'à présent essentiellement orientée contre la menace soviétique.

Cette évolution pourrait modifier profondément le contexte des relations avec Moscou. Jusqu'à présent, en effet, les Japonais posaient en préalable à toute négociation visant à réduire la tension le règlement du contentieux sur les quatre îles du sud de l'archipel des Kouriles, occupées par les Soviétiques depuis la fin de la guerre, et une réduction unilatérale des forces déployées par Moscou en Extrême-Orient.

Il semble désormais que les Japonais acceptent de replacer la question de ce qu'ils nomment les *« territoires du Nord »* dans le cadre plus global des questions de sécurité, comme le souhaitent les Soviétiques : dans une récente interview au quotidien *Asahi*, M. Chevardnadze a notamment déclaré qu'il convenait de *« réfléchir à la mise sur pied d'un mécanisme de négociations globales destinées à faire émerger des solutions concrètes aux problèmes existant entre les deux pays »*.

Les milieux d'affaires font pression sur le gouvernement pour qu'il abandonne le lien traditionnel établi entre la politique et l'économie. Selon M. Eiji Suzuki, président du Nikkeiren, l'une des organisations patronales, cité par le quotidien *Mainichi*, *« il ne faut pas refuser de coopérer avec l'URSS dans le domaine économique tant que le contentieux territorial ne sera pas résolu »*.

Il ne semble cependant pas que les Japonais soient prêts à ce stade à faire beaucoup de concessions en ce domaine, même s'ils se démarquent de la position de leurs partenaires occidentaux, plus disposés à aider financièrement l'URSS. C'est là l'unique carte dont ils disposent à l'égard de Moscou, qui souhaite attirer les capitaux nippons en Sibérie. Tokyo maintient qu'une plus large coopération dépend d'une solution satisfaisante de la question territoriale.

Autre domaine dans lequel il semble y avoir une convergence de vues entre Tokyo et Moscou : la crise au Proche-Orient. Au cours des négociations préparatoires à la visite de M. Chevardnadze, un accord de principe s'est dégagé sur la nécessité pour les deux pays d'une action concertée sur la base des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies.

Ph. P.

ASIE

CAMBODGE

Plus de cent quarante mille personnes ont quitté les zones d'insécurité

La conférence intercambodgienne, qui devait s'ouvrir le mercredi 5 septembre à Jakarta, a été reportée en raison de l'absence du prince Sihanouk et de M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh. Ce dernier a affirmé, pour s'en étonner, que le prince n'avait pas été invité. Il a dit, d'autre part, qu'il ne se rendrait pas lui-même en Indonésie en l'absence de l'ancien monarque.

KOMPONG-SPEU

correspondance

Il pleut depuis le matin, et c'est, dit une vieille paysanne ruisselante, la seule bonne nouvelle depuis des semaines. Elle survit de la vente de charbon de bois et n'exprime qu'un souhait : regagner son village passé sous le contrôle des Khmers rouges. Avec 7 394 autres personnes, surtout des femmes et des enfants, elle a été évacuée, le 5 juin, par l'armée de Phnom-Penh car, explique un responsable local, *« il était devenu impossible d'assurer la sécurité des populations qui vivent loin de la nationale 4 »*.

Une cible traditionnelle

Les trois quarts de la population d'Oral, district de la province de Kompong-Speu, sont rassemblés autour du nouveau siège de l'administration. L'ancien chef-lieu, situé plus au nord, a dû être abandonné aux Khmers rouges. Tranchées, fortins de bois, vieilles mitrailleuses russes, soldats en uniformes dépareillés, pénurie de médicaments et de vivres, tout témoigne de la cruauté de cette guerre de pauvres qui ravage le Cambodge.

Il y a *désormais*, à travers le pays, une demi-douzaine de camps comme celui d'Oral, abritant plus de cent quarante mille personnes. *« Nous ne sommes plus très sûrs de notre peuple »*, admet un officiel pour expliquer cette politique de regroupement afin de soustraire les paysans à l'influence des Khmers rouges. Réfugiés volontaires ou personnes déplacées ? *« Moins de la moitié de volontaires »*, estime un diplomate est-européen au Cambodge depuis de longues années. Tout manque mais, pour Phnom-Penh, faire appel à l'aide étrangère serait avouer qu'à 80 kilomètres à peine de la capitale, le régime contrôle mal son territoire.

Province proche de Phnom-Penh, Kompong-Speu est une cible traditionnelle des Khmers rouges. *« Ils recrutent dans le coin, épousent des femmes de la province et créent ainsi des réseaux de soutien et de renseignements »*, explique M. Eak Chy Eng, fonctionnaire à Oral. Ces dernières semaines, par deux fois, les Khmers rouges ont attaqué le chef-lieu d'un district voisin, en bordure de la nationale, à quelques kilomètres d'une importante base de blindés. *« Si les Khmers rouges bénéficient de sympathies au sein de la population, c'est en raison de la corruption des autorités locales »*, accusent des membres locaux du parti (unique) du régime de Phnom-Penh.

Dans la capitale, on parle également beaucoup de corruption. Le président de l'Assemblée nationale, M. Chea Sim, est considéré comme l'homme fort du moment. *« Il domine le bureau politique et le gouvernement »*, affirment diplomates et sources locales. L'Assemblée a approuvé, en juillet, des crédits supplémentaires pour la troupe et, mieux payés, les soldats ont réussi à dégager Kompong-Thom, chef-lieu de province au nord-ouest de Phnom-Penh, et à reprendre le district voisin de Staung, devenu la capitale officieuse des Sihanoukistes. Plus à l'ouest, Angkor est de nouveau ouvert aux touristes, même si les Khmers rouges ne sont pas loin. En revanche, l'argent destiné aux soldats de Kompong-Speu n'était toujours pas arrivé fin août et on murmurait alors qu'il avait été détourné.

JACQUES BEKAERT



AFGHANISTAN

M. Najibullah entend rester au pouvoir jusqu'à la tenue d'élections

Le président Najibullah a indiqué clairement, mardi 4 septembre à Paris, qu'il n'avait pas l'intention de quitter le pouvoir pendant la période de transition qui précéderait d'éventuelles élections en Afghanistan. Le chef du régime de Kaboul, qui séjourne dans la capitale française où il assiste à la conférence de l'ONU sur les pays les moins avancés (PMA), a affirmé avoir *« rempli son objectif »* en obtenant la promesse qu'une mission de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) serait envoyée dans son pays pour y évaluer ses besoins d'assistance. Il a affirmé, dans une déclaration à l'AFP, qu'il n'avait nullement l'intention de se plier aux exigences des Etats-Unis qui veulent le voir démissionner avant les élections.

Rappelant ses propositions de mettre en place une *« commission mixte intérimaire »*, qui regrouperait toutes les forces politiques afghanes et aurait pour tâche de préparer des élections, M. Najibullah a souligné que *« l'ensemble de l'organisation gouvernementale resterait en place »* pendant la période transitoire. *« Cela inclut également la présidence »*, a-t-il ajouté. Il doit quitter Paris mercredi pour Kaboul, après avoir pris la parole devant la conférence sur les PMA

□ **MONGOLIE : le président souhaite l'économie de marché.** – *« Nous devons nous engager sans tarder dans une période de transition vers l'économie de marché »*, a déclaré mardi 4 septembre M. Punsalmaagiyn Ochirbat, au lendemain de sa réélection à la présidence de la Mongolie. M. Ochirbat, un communiste réformateur âgé de quarante-huit ans, s'exprimait devant la Chambre haute du Parlement, lors de son discours inaugural. Le président, dont la fonction a longtemps été essentiellement honorifique, disposé, depuis les élections d'août dernier, de pouvoirs renforcés. Il peut notamment opposer son veto aux lois votées par la Chambre basse du Parlement et conclure des accords avec les pays étrangers. – *(Reuter.)*

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : nouvelle flambée de violence dans la région de Johannesburg

La police et l'armée au banc des accusés

JOHANNESBURG

de notre envoyé spécial

Ni la confiscation des armes de tout acabit – si tant est qu'elle ait été menée à son terme – ni le renforcement des effectifs de l'armée et de la police – si tant est que celles-ci agissent avec impartialité – n'ont encore réussi à calmer le jeu dans les cités noires qui ceinturent Johannesburg. Ainsi, les affrontements qui ont opposé, mardi 4 septembre, des habitants de la *township* de Sebokeng aux pensionnaires des foyers où sont hébergés des travailleurs célibataires se sont-ils soldés par la mort d'au moins trente-six personnes.

Nouvel épisode sanglant de la lutte sans merci que se livrent, depuis quelques semaines, les sympathisants du mouvement zoulou Inkatha, qui essaient de transformer certains de ces foyers en places fortes, et les partisans du Congrès national africain (ANC), qui tentent de répliquer à leurs attaques. Des témoignages concordants et dignes de foi accablent les forces de l'ordre. Non seulement elles ont aidé les membres de l'Inkatha à monter des sortes d'expéditions punitives, mais encore elles ont tiré à balles réelles et tué plusieurs habitants de Sebokeng en tentant de disperser une foule qui, à les en croire, s'était montrée menaçante à leur égard.

Le président Frederik De Klerk a promis de faire la lumière sur le comportement inapproprié de certains policiers au cours des émeutes qui, en août, dans la région de Johannesburg, ont fait plus de cinq cents victimes. A cette enquête va s'en ajouter une autre sur le nouveau massacre de Sebokeng. Mais le chef de l'Etat doit veiller à ménager la susceptibilité d'un corps de fonctionnaires, irrité par les *« mauvais procès »* qu'on lui fait et peu enthousiaste à soutenir sa politique.

Fait inhabituel, cependant : parmi les personnes arrêtées figurent plusieurs dizaines de partisans de l'Inkatha dont le responsable des brigades *de jeunes pour la province du* Transvaal, pris en flagrant délit de transport d'armes à feu. M. Mangosuthu Buthelezi, le chef du mouvement zoulou, qui est rentré mardi 4 septembre d'un voyage en Europe centrale et en Union soviétique, va-t-il exiger à nouveau, pour mettre fin aux violences, une rencontre avec M. Nelson Mandela, le vice-président de l'ANC ? En tout cas, celui-ci vient de répéter que, dans les circonstances actuelles, ce serait de sa part commettre une *« faute grave »* que d'accéder à cette demande.

Au moment même où Sebokeng était en pleine tourmente, M. De Klerk, accompagné de sa femme et de plusieurs ministres, se rendait à Soweto, cette immense cité noire de quelque deux millions et demi d'habitants, située aux portes de Johannesburg. Au programme de cette visite surprise de deux heures, marquée par un accueil *« chaleureux et spontané »* : un hôpital, une école primaire, un centre commercial et, bien sûr, un *hostel* dont le délabrement lui a paru *« absolument inacceptable »*.

Celui qui vient d'ouvrir le Parti national au pouvoir à toutes les races et qui se veut le président de tous les Sud-Africains cherche ainsi à mesurer sa popularité et à acquérir une légitimité à l'approche de négociations qui vont donner forme à une *« nouvelle Afrique du Sud »*.

JACQUES DE BARRIN

□ **Le *Daily Mail* cesse sa parution.** – Le quotidien *Daily Mail* a publié, mardi 4 septembre, son dernier numéro. Le manque de fonds et un nombre insuffisant de lecteurs sont à l'origine de l'échec du journal, lancé en juin, et qui était le seul média sud-africain indépendant des conglomérats. – *(UPI.)*

□ **ANGOLA : Cent quarante mille personnes touchées par la sécheresse en Namibie.** – En 1989, cent vingt neuf personnes sont mortes dans la province de Namibe, victimes de la sécheresse qui touche le sud de l'Angola depuis quatre ans, a annoncé mardi 4 septembre l'agence ANGOP. Selon l'agence angolaise, cent quarante mille personnes sont actuellement affectées par la sécheresse en Namibie. – *(AFP.)*

Le Burundi se prépare à recevoir Jean-Paul II

Une large foule de Tanzaniens, mais aussi des milliers de chrétiens venus de l'Ouganda et du Kenya voisins, ont assisté, mardi 4 septembre, à la messe en plein air donnée par Jean-Paul II dans la petite ville de Mwanza, située au bord du lac Victoria. A l'occasion de cette cérémonie, la dernière sur le sol tanzanien, le pape a dénoncé la polygamie, les coutumes de la dot et la *« sorcellerie »* – encore très pratiquée dans ces régions d'Afrique de l'Est – et fustigé *« le crime abominable que constitue l'avortement »*.

Jean-Paul II est attendu mercredi après-midi au Burundi où il sera reçu par le chef de l'Etat, le major Pierre Buyoya, au pouvoir depuis septembre 1987. A l'occasion de la visite papale, la première jamais effectuée dans ce minuscule pays majoritairement catholique, les autorités de Bujumbura avaient annoncé, fin août, l'amnistie *« de tous les prisonniers politiques »* – soit soixante-six personnes, selon les chiffres officiels. Parmi ces détenus, une bonne quarantaine avaient été arrêtés lors des massacres interethniques d'août 1988. Ces massacres, opposant les paysans d'origine hutu aux forces armées, dominées, comme tous les secteurs clés du pays à l'époque, par la minorité tutsi, avaient fait cinq mille morts selon le bilan gouvernemental.

Malgré l'existence des religions protestante, musulmane et animiste, l'Eglise catholique, introduite en 1879 par les Pères blancs, rassemble environ 60 % des croyants. Les relations entre l'Eglise et l'Etat, très mouvementées sous le précédent régime du président Bagaza, se sont spectaculairement réchauffées ces trois dernières années. – *(AFP, UPI.)*

□ **LIBÉRIA : les rebelles de Charles Taylor auraient repris l'aéroport.** – A Monrovia, la force ouest-africaine d'interposition aurait été contrainte de se retirer de l'aéroport Spriggs Payne, lequel serait tombé, lundi 3 septembre, aux mains des rebelles du Front national patriotique du Libéria (NPFL). – *(AFP, Reuter.)*

EUROPE

RFA

Un responsable de la CDU soupçonné d'espionnage au profit de la RDA

Un responsable de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) du chancelier Helmut Kohl, M. Gerd Loeffler, député régional, est soupçonné d'avoir travaillé pendant quinze ans pour les services d'espionnage (Stasi) de l'ancien régime communiste est-allemand, affirme le quotidien *Die Welt* dans son édition du mercredi 5 septembre. Le parquet général de Karlsruhe a *demandé la levée de son immunité* parlementaire, ajoute le journal. M. Loeffler, physicien de formation, est gérant d'une société, Systemtechnik GmbH, qui travaille principalement avec le groupe d'armement et d'aéronautique MBB (Messerschmitt-Boelkow-Blohm).

D'autre part, un des principaux espions de la RDA en RFA, M. Hans Joachim Tiedge, ancien haut responsable des services de contre-espionnage ouest-allemand, s'est réfugié en URSS afin d'éviter la prison qui le menaçait après l'unification allemande, le 3 octobre prochain, indique la presse ouest-allemande. D'après le quotidien *Bild* notamment, M. Tiedge, qui s'était réfugié en RDA en 1985 après la découverte de ce qui était l'une des plus grandes affaires d'espionnage entre les deux pays, a profité de l'offre d'asile qui lui était proposée par Moscou. – *(AFP.)*

□ **TURQUIE : assassinat d'un journaliste.** – Un journaliste d'extrême gauche, M. Turan Dursun, a été assassiné, mardi 4 septembre, à Istanbul. Des dirigeants de l'hebdomadaire *Yuzyil (Cent ans)* où *travaillait M. Dursun ont précisé* que leur collègue avait reçu de nombreuses *« menaces de mort »* ces derniers temps. Sept douilles tirées par un pistolet de calibre 7,65 ont été retrouvées sur les lieux. – *(AFP.)*

URSS : tout en gardant sa « confiance » à M. Ryjkov

M. Gorbatchev présentera lui-même au Parlement le plan de réforme économique

Un porte-parole de M. Gorbatchev a démenti, mardi 4 septembre, que le premier ministre, M. Nikolaï Ryjkov, ait perdu la confiance du président soviétique et qu'il soit sur le point d'être remplacé. Il a cependant ajouté que le président déposerait personnellement devant le parlement un nouveau plan économique remplaçant celui que M. Ryjkov n'a pas réussi à faire adopter.

Interrogé sur les raisons pour lesquelles M. Gorbatchev se chargeait d'une tâche normalement dévolue au chef du gouvernement, le porte-parole, M. Ignatenko, a répondu que cela ne signifiait pas que M. Ryjkov ait perdu la confiance du président, mais qu'une décision aussi importante que le passage à une économie de marché devait être présentée à la nation par le numéro un.

Le président de la fédération russe, M. Eltsine, avait déclaré, samedi dernier, que M. Gorbatchev n'avait pas d'autre choix que de limoger M. Ryjkov et d'adopter des réformes radicales pour empêcher l'effondrement de l'économie soviétique.

Tout en précisant que M. Gorbatchev cherchait à élaborer un plan de compromis s'inspirant d'un projet de l'économiste Stanislas Chataline, de celui de M. Ryjkov et d'idées soumises par M. Eltsine, M. Ignatenko a souligné que le président soviétique penchait en faveur du plan de M. Chataline, plus radical, et que celui-ci constituerait vraisemblablement la trame du document qui pourrait être soumis dès mardi prochain au Parlement. M. Eltsine avait estimé que les plans Chtaline et Ryjkov étaient inconciliables et invité lundi le parlement de la Fédération russe à adopter sans attendre le plus radical des deux, sans attendre que le Kremlin ait pris sa décision définitive.

Par ailleurs, le congrès constitutif du Parti communiste de Russie a repris ses travaux mardi, après plus de deux mois de suspension, avec un vent de fronde contre son premier secrétaire, M. Ivan Polozkov. Plusieurs intervenants parmi les 2 584 délégués ont en effet demandé que l'élection de cet apparatchik conservateur, qui avait eu lieu pendant la première phase du congrès en juin, soit à nouveau débattue.

Depuis juin, plusieurs délégués ont quitté le parti et trois autres (dont M. Egor Iakovlev, le directeur des *Nouvelles de Moscou)* ont renoncé à leur mandat. En revanche, on notait la présence de M. Ligatchev, candidat malheureux au poste de secrétaire général du PC soviétique. L'ancien chef de file des conservateurs au sein du bureau politique a révélé à cette occasion qu'il écrivait un livre, notamment sur les problèmes de la propriété privée en URSS.

Indiquant dans son rapport que *« 90 000 ouvriers ont quitté le parti entre le début de l'année et le mois de juillet »*, M. Polozkov a proposé le report jusqu'au premier semestre de 1991 de l'examen du programme du parti et de ses statuts, afin d'attendre la *« stabilisation »* économique du pays. Quant à la motion de censure que des délégués voulaient déposer contre lui, il a demandé *« d'attendre de l'inscrire à l'ordre du jour »*, car il avait *« des déclarations à faire sur cette question »*.

M. Prokofiev, chef du parti à Moscou, membre du nouveau bureau politique du PC soviétique et considéré comme un partisan de M. Gorbatchev, a prononcé un discours pessimiste, assurant qu'un *« vide du pouvoir »* s'est créé dans la société . *« Pour redresser la situation, nous avons besoin non seulement de temps mais aussi d'une réelle capacité de contrôle des événements. Cette capacité fait défaut aujourd'hui à tous les niveaux »*, a-t-il dit en présence de Gorbatchev, avant d'ajouter : *« Il existe un risque réel que la democratie ne soit qu'un épisode dans l'histoire de notre pays, entre le système dirigiste et la dictature, après un passage par le chaos et le désordre »*.

Pour sa part M. Ivan Vtorouchine, un ouvrier sibérien, a exigé purement et simplement *« le retour à l'année 1985 »*, affirmant : *« Quels que soient les slogans qu'elle utilise, une politique n'est pas dans l'intérêt du peuple lorsqu'elle conduit à une détérioration du niveau de vie des gens et à des effusions de sang »*. – *(AFP, Reuter, Tass).*

Tension autour du Haut-Karabakh

Dix jours après la déclaration d'indépendance adoptée par l'Arménie, la tension est encore montée dans le Haut-Karabakh, la région à majorité arménienne de l'Azerbaïdjan voisin, sous contrôle de l'armée soviétique. Selon un communiqué du parti Dashnak en France, deux mille miliciens azéris, soutenus par les soldats soviétiques, ont investi, mardi 4 septembre, le chef-lieu de la région et procédaient à des arrestations de militants arméniens. Le Mouvement national arménien (arrivé le mois dernier au pouvoir) a démenti jeudi les arrestations, mais précisé que des « miliciens », c'est-à-dire des policiers dépendant du ministère de l'intérieur azerbaïdjanais, ont pris position depuis mardi aux côtés des soldats soviétiques à Stepanakert. L'armée de Moscou, qui a déjà laissé au MNA le soin de mettre au pas les milices illégales arméniennes, souhaite se désengager du conflit opposant *les deux républiques*, a récemment souligné un officier soviétique.

Le président azerbaïdjanais Ayaz Moutalibov, dénonçant la *« passivité »* de Moscou, avait affirmé mardi, moins d'un mois avant les élections en Azerbaïdjan, que sa république devait *« choisir de nouvelles voies »* et *« partir en campagne internationale »* pour maintenir le Haut-Karabakh sous son autorité.

En Arménie, les députés poursuivaient jeudi à huis clos l'examen de la réponse à apporter aux appels à l'aide des représentants du Haut-Karabakh qui siègent au Parlement à Erevan. Le nouveau premier ministre arménien, M. Vazguen Manoukian, a pour sa part rencontré à Moscou le premier ministre soviétique, M. Nikolaï Ryjkov.

S. SH.

□ **Un décret sur la suppression du contrôle du parti dans l'armée, la police et le KGB.** – Le président Gorbatchev a signé un décret demandant aux ministères de la défense, de l'intérieur et au KGB d'élaborer d'ici à trois mois des projets de réglementation pour mettre fin à la main mise du parti communiste sur ces institutions, qui doivent suivre la politique de l'Etat, a annoncé mardi 4 septembre l'agence Tass. – *(Reuter.)*

□ **ROUMANIE : le sucre et le pain rationnés à proximité de Bucarest.** – Le sucre et le pain sont rationnés depuis lundi 3 septembre dans le département roumain de Dimbovita (80 km au nord de Bucarest), où ces produits de première nécessité étaient *« déficitaires ces derniers mois »*, a indiqué mardi l'agence officielle Rompres. La préfecture a proposé de délivrer un kilo de sucre par mois par habitant. En ce qui concerne le pain, les autorités indiquent que les habitants des villages en recevront 500 grammes par jour, ceux des villes 400 grammes et les travailleurs des industries minières et pétrolières 800 grammes. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

CHILI : le transfert des cendres de l'ancien président Salvador Allende

Les funérailles de la « réconciliation »

En transférant ses cendres à Santiago pour des funérailles nationales, le Chili a rendu hommage, mardi 4 septembre, au président socialiste Salvador Allende, mort les armes à la main au cours du coup d'Etat militaire de 1973 qui allait porter au pouvoir le général Pinochet. A cet hommage s'étaient joints, dans la foule des invités, MM. Michel Rocard, Laurent Fabius et Mme Danielle Mitterrand.

SANTIAGO

de nos envoyés spéciaux

C'est dans le sévère palais de la Moneda qu'occupa pendant trois ans Salvador Allende et où M. Rocard a rendu visite, mardi matin, au président démocrate-chrétien, M. Patricio Aylwin, qu'un photographe anonyme a fixé le dernier moment du leader de l'Unité populaire, coiffé d'un casque militaire, une arme à la main. Salvador Allende est mort tandis que les insurgés bombardaient le palais présidentiel. A-t-il été tué, comme on l'a d'abord cru ? S'est-il suicidé, comme c'est plus probable ? L'intellectuel aux lunettes épaisses que montre la photo avait en tout cas refusé de se rendre.

Devenu ce jour-là une figure emblématique de la démocratie, il fut inhumé en catimini par les nouveaux maîtres du Chili dans une tombe anonyme d'un cimetière de Vina del Mar. Sa dépouille repose depuis mardi dans un mausolée, au cimetière central de Santiago, où elle a été portée en début d'après-midi après une cérémonie à la cathédrale. L'hommage de l'Eglise à ce franc-maçon marxiste pourrait faire sourire ; mais l'archevêque de la capitale a rappelé que Salvador Allende avait tenu à célébrer son entrée en fonctions par un *Te Deum* œcuménique.

Sur le parvis s'était rassemblée une foule fervente et bruyante qui agitait des œillets et des drapeaux rouges à l'emblème du Parti socialiste, son parti. Des poings se sont levés et des larmes ont coulé lorsque la veuve de Salvador Allende, Mme Hortensia Bussi, altière et fragile dans sa veste de deuil, a gravi les marches de la cathédrale, saluée par des milliers de *« Se siente, Allende esta presente »* (on le voit bien, Allende est présent).

« Allende est vivant ! »

Tombé des cimes enneigées de la cordillère des Andes, un pâle soleil d'hiver austral éclairait Santiago quand le cortège funèbre a pris la route du cimetière. La foule pleurait et criait encore sa joie et sa peine, ses espoirs et son ressentiment. *« Pinochet, on va te tuer »*, promettaient les plus exaltés, cependant que les parents des victimes du régime militaire s'en prenaient à la loi d'amnistie décrétée en 1978, derrière laquelle s'abritent les auteurs des crimes contre les droits de l'homme. Des pétales de fleurs volaient autour du cercueil, escorté, le long du trajet, par d'innombrables *« Allende vit, Allende est vivant ! »*. Mme Mitterrand et M. Fabius sont arrivés à pied, un œillet rouge à la main. Mme Bussi les a embrassés avant que M. Rocard monte à la tribune, seul orateur étranger à prendre la parole. Le Chili, *« réconcilié avec lui-même »* comme l'a dit le premier ministre français, attendait pour ce transfert des cendres le président de l'Internationale socialiste, M. Willy Brandt, et le Prix Nobel de littérature, M. Gabriel Garcia-Marquez. Ceux-là et d'autres se sont excusés. Les Français ont ainsi brillé par le nombre et le rang, mêlant hommages et encouragements au Chili d'avant-hier et à celui d'aujourd'hui.

M. Rocard a eu des accents militants pour toucher la foule, tenue à distance respectable par des carabiniers aux visages fermés. Elle a éclaté en applaudissements lorsqu'il a salué en Salvador Allende l'homme qui, *« porté au pouvoir par le vote de (ses) compatriotes »*, a choisi de *« mourir les armes à la main, simplement pour défendre le respect du suffrage universel »*.

Puis ce fut le tour de l'hommage le plus attendu, celui de M. Patricio Aylwin à son ancien adversaire. Le chef de l'Etat n'avait pas la tâche facile : la droite avait critiqué sa participation, la jugeant excessive, aux obsèques de son ancien adversaire, alors que nombre de militants de gauche nourrissent une vieille rancune contre le dirigeant démocrate-chrétien, qui fut un ennemi déclaré du régime de l'Unité populaire alors qu'il occupait la présidence du Sénat.

Aussi les huées fusèrent lorsqu'il affirma que *« si les mêmes circonstances se reproduisaient, je serais, comme hier, un opposant »*. Mais désormais habitué à ces manifestations hostiles, et décidé à y faire face, le président de la République fit taire ses détracteurs en leur rappelant que *« seule la vérité permettra de nous réconcilier »* et que son opposition à Salvador Allende *« ne fut jamais dénuée de dialogue et d'amitié »*.

La fin de la cérémonie fut plus houleuse, la foule, évaluée à plusieurs dizaines de milliers de personnes, ayant le plus grand mal à se frayer un passage à travers l'impressionnant dispositif policier qui contrôlait l'accès au cimetière. Des incidents sans gravité éclatèrent en fin d'après-midi, mettant aux prises des groupes de jeunes aux forces de l'ordre, à quelques centaines de mètres du mausolée couvert de fleurs et de drapeaux, dernière offrande du peuple de gauche à son mythique leader.

GILLES BAUDIN et BERTRAND LE GENDRE

CANADA : le conflit d'Oka

La situation devient de plus en plus précaire pour les derniers Mohawks assiégés

MONTRÉAL

de notre correspondante

Mètre par mètre, l'armée canadienne a continué mardi 4 septembre à resserrer son étau à Oka, village du nord-ouest de Montréal, autour du dernier bastion d'Amérindiens mohawks refusant toujours de rendre leurs armes, au cinquante-sixième jour d'une crise aux allures de guerre d'usure.

Tenue de camouflage kaki et masque noué tout près des yeux, les *« guerriers »* les plus radicaux ne sont plus qu'une vingtaine à se relayer jour et nuit dans quelques tranchées, entourés d'une trentaine de femmes et d'enfants mohawks. Tous semblent aux abois dans la zone de plus en plus réduite (environ 200 mètres sur 800) à laquelle ils s'accrochent, autour d'une bâtisse qui servait de centre de désintoxication aux membres de leur communauté, avant le début des incidents.

Sur fond de tam-tam et de chants enregistrés qu'ils diffusent par haut-parleurs, ils se livrent à des provocations verbales, à l'endroit des soldats imperturbables postés tout autour d'eux. Dans ce siège, l'armée ne laisse passer qu'un minimum de vivres et de médicaments dûment contrôlés. Les trois *« chefs spirituels »*, dont la présence a été autorisée pour *« calmer les esprits »*, voire tenter de faciliter une reddition pacifique, ont de plus en plus de mal à prévenir l'usage des Kalachnikovs que les *« guerriers »* portent souvent en bandoulière.

Refus de toute négociation

L'opération militaire, entamée samedi dernier avec le démantèlement progressif des barricades installées à proximité du terrain de golf que les Mohawks revendiquent, approche vraisemblablement de son dénouement. Les gouvernements canadien et québécois se cantonnent en effet – officiellement du moins – dans leur refus de reprendre toute négociation tant que l'ordre ne sera pas rétabli. Par ailleurs, la situation a failli de nouveau dégénérer à Kahnawake, la réserve mohawk de la banlieue-sud de Montréal, où une entente avait pourtant permis le 29 août dernier la levée des nombreux obstacles érigés par les Amérindiens sur les routes d'accès à l'un des ponts menant au centre-ville de la métropole. Après plusieurs incidents, l'armée et les policiers du Québec ont, dans la nuit de lundi à mardi, arrêté deux personnes et saisi huit armes, dont une mitrailleuse lourde et trois fusils semi-automatiques, au siège du *« gouvernement traditionaliste »* de la réserve.

MARTINE JACOT

CUBA : la fin de la « crise des ambassades »

Les deux derniers réfugiés ont quitté la représentation diplomatique espagnole

MADRID

de notre correspondant

La « crise des ambassades » à La Havane a pris fin... faute de réfugiés. Les deux derniers citoyens cubains installés dans la représentation diplomatique espagnole l'ont quittée dans la nuit du mardi 4 au mercredi 5 septembre. Trois autres étaient partis dans l'après-midi de mardi. Durant les semaines antérieures, les autres réfugiés avaient quitté l'ambassade par petits groupes. Un accord en trois points entre les autorités espagnoles et cubaines prévoit que les réfugiés ne feront l'objet d'aucunes représailles, qu'ils pourront se maintenir périodiquement en contact avec les diplomates espagnols et qu'ils seront autorisés à demander à sortir du pays... sans garantie, toutefois, d'y parvenir.

La crise aura donc duré près de deux mois. C'est à la mi-juillet en effet que neuf Cubains avaient forcé l'entrée de l'ambassade espagnole à La Havane afin d'obtenir le droit d'émigrer à l'étranger. Quelques jours plus tard, alors que l'ambassade était encerclée par d'importantes forces de police, un autre groupe de neuf Cubains réussissaient malgré tout, dans des circonstances peu claires, à y pénétrer à leur tour. Ces derniers – qui ressemblaient, au dire des diplomates espagnols, à des *« athlètes professionnels »* – furent toutefois soupçonnés d'avoir agi de connivence avec les autorités cubaines.

L'affaire avait provoqué une vive tension dans les relations, pourtant traditionnellement cordiales, entre Madrid et La Havane. M. Fidel Castro avait très mal pris la chose et accusé publiquement l'Espagne socialiste de *« complicité avec l'impérialisme yankee »*, tandis que le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordonez, se voyait qualifié des pires épithètes dans un communiqué officiel des autorités cubaines. Le gouvernement espagnol, tout en rappelant pour consultation son ambassadeur à La Havane – une mesure qui vient d'être rapportée il y a quelques jours, – avait préféré ne pas répondre à ces virulentes diatribes. Ce qui lui avait valu d'être accusé de faiblesse dans les milieux de l'opposition. Madrid voulait négocier discrètement une solution d'ensemble. Celle-ci s'est révélée impossible, les Cubains se refusant absolument à autoriser le départ pour l'étranger des réfugiés.

Pourquoi ces derniers ont-ils malgré tout décidé de quitter l'ambassade ? Dans les milieux diplomatiques espagnols, on souligne que leur départ a été volontaire et qu'ils n'ont été soumis à aucune forme de pression. La lassitude face à l'intransigeance de La Havane a apparemment joué son rôle, certains réfugiés devant en outre faire face à l'insistance de leurs familles. Il devenait clair, par ailleurs, que leur mouvement n'avait pas fait tache d'huile. Quant aux *« athlètes professionnels »*, ils se sont contentés de quitter un par un l'ambassade au fur et à mesure que les autres réfugiés faisaient de même.

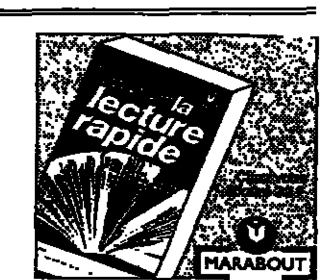
THIERRY MALINIAK

EN BREF

□ **BRÉSIL : plus de 1 500 squelettes découverts dans une fosse clandestine à Sao-Paulo.** – Des centaines de squelettes, certains comportant des impacts de balles dans le crâne, ont été découverts mardi 4 septembre, dans un cimetière de l'ouest de Sao Paulo, a-t-on appris de source officielle. Les 1 500 à 1 700 cadavres, retrouvés dans une fosse large de 50 mètres sur 30 mètres de long et 3 mètres de profondeur, *« pourraient être ceux de prisonniers politiques disparus pendant le régime militaire »*, ont révélé des fonctionnaires de la préfecture de Sao Paulo. – *(AFP.)*

□ **COLOMBIE : mort d'un industriel et de ses ravisseurs.** – Enlevé en mai dernier par des hommes du cartel de Medellin, M. Julian Echavarria Lince, un industriel colombien âgé de quarante-six ans, a été tué lundi 3 septembre, ainsi que douze de ses ravisseurs, au cours d'une opération policière destinée à le libérer. M. Echavarria a été assassiné par les bandits alors qu'ils étaient cernés par les forces de l'ordre, à environ 200 km de Bogota, a précisé, mardi, un communiqué de la police. Les ravisseurs exigeaient vingt millions de dollars pour la libération de l'industriel. – *(AFP.)*

□ **NICARAGUA : Mme Chamorro à Washington début octobre.** – La présidente du Nicaragua, Mme Violeta Chamorro, se rendra à Washington au début du mois d'octobre, a annoncé mardi 4 septembre, l'ambassadeur nicaraguayen auprès de l'Organisation des Etats américains à Washington, M. Antonio Tijerino Medrano. – *(AFP.)*



POLITIQUE

Les jeunes radicaux de gauche dénoncent l'« intégrisme écologique »

MONTPELLIER

de notre correspondant

Raviver la flamme de 1988 qui a permis de reconduire M. François Mitterrand à la présidence de la République, en reconquérant une jeunesse qui tourne le dos à la politique : tel est l'objectif que se sont assigné les jeunes radicaux de gauche réunis en université d'été du 31 août au 2 septembre à Mèze et au Cap-d'Agde (Hérault).

Les partis politiques traditionnels faisant l'objet d'un rejet de la part d'une jeunesse démotivée, observent-ils, seuls le Front national et les Verts savent aujourd'hui tirer leur épingle du jeu.

Le premier représente un danger par ses idées simplistes et xénophobes, et les seconds sont un leurre, car ils sont engoncés dans un mode de fonctionnement contestable et érigent *« l'intégrisme écologique »* en système politique.

M. Thierry Braillard, président du Mouvement des jeunes radicaux de gauche, voit dans la « France unie » de M. Jean-Pierre Soisson une possibilité de *« sortir des clivages qui empoisonnent aujourd'hui la vie politique »*.

Les jeunes radicaux déplorent les *« guerres de courants qui déchirent le Parti socialiste »*, même s'ils pensent que le PS s'est *« singulièrement rapproché d'eux ces dernières années, et non l'inverse »*.

Les jeunes radicaux jugent *« positif »* le bilan du gouvernement de M. Rocard, mais pensent qu'il est *« trop timide à l'égard des étudiants »*. Ces derniers, affirment-ils, ont besoin qu'on leur consacre plus de moyens (locaux, bourses, prêts gratuits, etc.), si l'on veut que les jeunes Français aient accès en masse à l'enseignement supérieur.

Ils jugent insuffisantes les mesures prises par M. Jospin en faveur de l'université, *« toujours menacée par une violente explosion qu'il faudrait prévenir de toute urgence »*.

J. M.

□ **Un nouveau président pour les jeunes sociaux libéraux.** – M. Pierre Christophe Baguet, adjoint au maire de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), a été élu le 2 septembre président des jeunes militants du PSD, les jeunes sociaux libéraux (JSL), en remplacement de M. Patrick Trémège, au cours de l'université d'été de ce mouvement au Touquet. Mme Emmanuelle Bouquillon, dirigeante d'entreprise, devient secrétaire générale en remplacement de M. Renaud Guillot Corail.

□ **Agriculture : M. Mégret (FN) critique l'aide au tiers-monde.** – M. Bruno Mégret, délégué général du Front national, a dénoncé, mardi 4 septembre, *« l'aide de la France à certains régimes du tiers-monde »*, qui, selon lui, *« augmente de façon considérable »*, alors que le président de la République *« ne propose aucun soutien significatif aux agriculteurs français frappés de plein fouet par la politique agricole bruxelloise »*.

Bibliographie

Naissance d'une revue de droit constitutionnel

Les constitutionnalistes étaient les enfants pauvres de la grande famille des spécialistes du droit public français. Il faudra attendre le mois de septembre pour que se tienne, à Strasbourg, le premier congrès français de droit constitutionnel. Alors que les politologues ont créé l'Association française de sciences politiques dès 1949, l'Association française des constitutionnalistes n'a été fondée qu'en 1980. Alors que chaque branche scientifique dispose de sa revue, le premier numéro de la *Revue française de droit constitutionnel* vient tout juste de voir le jour.

Elle est dirigée conjointement par M. Louis Favoreu, professeur à l'Université d'Aix-Marseille III, président de l'Association française des constitutionnalistes, et par M. Didier Mauss, administrateur civil, secrétaire du Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de Ve République.

Longtemps il a semblé que la science politique était seule capable d'expliquer les évolutions institutionnelles, le droit constitutionnel n'étant qu'une branche de celle-ci, tout juste bonne à détailler *« la norme »* de départ. Ce temps est révolu. Dans un récent numéro de *Pouvoirs*, la revue qui justement s'efforce d'avoir une vision globale de ce vaste ensemble, M. Pierre Avril expliquait qu'il était temps que le droit constitutionnel fasse *« appel du procès en paternité gagné par la science politique en première instance »*.

Il en prévoyait même le résultat puisqu'il annonçait *« trente ans après les débuts de la Ve République, une revanche du droit constitutionnel »*. M. Favoreu, dans un article du numéro un de sa revue, va dans ce sens en écrivant : *« Non seulement le bouleversement des données fondamentales du droit public a été confirmé, mais encore on peut dire que l'ensemble des branches du droit est en train de subir l'influence de la Constitution et de son droit. »*

« Le droit de la liberté »

Le principal responsable de cette évolution est, bien entendu, le Conseil constitutionnel et l'abondante jurisprudence qu'il a produit. Aussi, en dehors d'études de fond, chaque numéro de cette nouvelle revue trimestrielle, y consacrera-t-elle de longues analyses.

Mais comme le Conseil n'est pas le seul à dire le droit constitutionnel, seront aussi présentés les arrêts ou décisions, interférant dans cette matière, d'autres jurdictions, comme la Cour de cassation et le Conseil d'Etat. Surtout à un moment où la construction de l'Europe amène à réfléchir à ce que pourrait être un futur droit constitutionnel européen, où les démocraties naissantes de l'Est découvrent les mérites du droit occidental, des chroniques régulières seront consacrées à la situation des pays étrangers. Ainsi pourra se vérifier ce principe posé par les deux co-directeurs dans leur éditorial : *« Le droit constitutionnel redevient le droit de la liberté. »*

THIERRY BRÉHIER

▶ Revue française de droit constitutionnel, PUF. Quatre numéros par an ; 115 F le numéro, 400 F l'abonnement annuel.

SOCIÉTÉ/CULTURE

Lors de l'inhumation des victimes non identifiées

Une « piste syrienne » est évoquée dans l'attentat contre le DC-10 d'UTA

La Syrie est-elle le commanditaire de l'attentat contre le DC-10 d'UTA Brazzaville-Paris qui avait provoqué la mort de cent soixante-dix passagers, au dessus du désert du Ténéré, le 19 septembre 1989 ? C'est ce qu'a sous-entendu, mardi 4 septembre, l'avocat des familles des victimes, Mᵉ Patrick Quentin, lors de l'inhumation collective, au cimetière du Père-Lachaise à Paris, de cinquante-six victimes non identifiées. Réagissant aux révélations de l'hebdomadaire *le Point* du 27 août qui mettait en cause *« une prise en main libyenne »* des exécutants de l'attentat, l'avocat a accusé les services secrets de *« manipuler »* l'opinion afin d'épargner la Syrie, compte tenu de son engagement auprès des pays occidentaux dans le conflit du Golfe. Dans son édition du 4 septembre, le quotidien britannique *The Times* affirme que *« les conclusions du rapport d'enquête ont été escamotées pour éviter de perturber les liens diplomatiques avec la Libye et la Syrie »*. Les familles des victimes ont déploré les conditions de précipitation de cette cérémonie d'inhumation.

Malaise, mardi, au cimetière du Père-Lachaise. Alors que les obsèques officielles s'achevaient en présence de Mᵐᵉ Edwige Avice, ministre délégué auprès de M. Roland Dumas, l'avocat des familles des victimes, Mᵉ Patrick Quentin, n'était pas loin d'évoquer la raison d'Etat pour expliquer la divulgation soudaine, trois semaines après le déclenchement de la crise du Golfe, des premières conclusions de l'enquête judiciaire sur l'attentat du DC-10.

« Je pense que le choix de la désignation de Kadhafi comme coupable est parfaitement opportun en ce moment, compte tenu de nos alliances dans le Golfe. On a essayé de faire avaler la Libye au juge d'instruction Jean-Louis Bruguière depuis le début. Il a cherché et ce qu'il a trouvé n'aboutit pas à la Libye mais à un autre Etat du Proche-Orient », accuse l'avocat de SOS-Attentats.

Une manœuvre de « sous-traitance »

Sur la base des premiers éléments de l'enquête de la PJ et de la DST, l'hebdomadaire *le Point* avait, en effet, impliqué Tripoli dans l'organisation de l'attentat exécuté par trois opposants congolais. Interpellé le 20 janvier 1990, l'un d'eux, Bernard Yanga, avait formellement accusé le diplomate libyen Abdallah Elazrag, en poste à l'ambassade de Brazzaville, de les avoir aidés. *Le Point* n'avait pas exclu une manœuvre de « sous-traitance » des Libyens au profit de la Syrie ou de l'Iran. La France avait, selon l'hebdomadaire, *« à l'époque provoqué la colère de l'Iran et de la Syrie en envoyant des bateaux militaires au large du Liban afin de recueillir des blessés. Une opération strictement humanitaire menée par le secrétaire d'Etat Bernard Kouchner »*. Tout en les confirmant, les autorités judiciaires et policières françaises s'étaient déclarées *« embarrassées »* par ces révélations (*le Monde* du 30 août). L'ambassade de Libye à Paris opposait, quant à elle, un démenti à *« ces informations mensongères »*.

The Times affirme, lui, que les responsables de l'attentat seraient conjointement le président syrien Hafez el Assad, le colonel libyen Mouammar Kadhafi et le responsable du Front populaire pour la libération de la Palestine Ahmed Jibril. *« Les conclusions du rapport d'enquête ont été escamotées pour éviter de perturber les liens diplomatiques avec la Libye et la Syrie. Leur publication mettrait aussi dans l'embarras l'Amérique car la Syrie a envoyé un contingent de 2 000 hommes en Arabie saoudite »*, explique le quotidien britannique.

Cinquante ans d'histoire d'une communauté monastique

Le demi-siècle de Taizé

Des manifestations sont prévues à Taizé (Saône-et-Loire) pour marquer le cinquantième anniversaire de la fondation de la communauté, au cours de l'été 1940, par frère Roger, prieur. Le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, a participé à la première manifestation commémorative, le 1ᵉʳ septembre. Frère Roger a reçu des télégrammes de Jean-Paul II, de Mgr Runcie, archevêque de Cantorbéry, ainsi que du patriarche orthodoxe Dimitrios de Constantinople.

TAIZÉ (Saône-et-Loire)

de notre envoyé spécial

Frère Roger a beau rappeler la soupe aux orties, le ramassage des escargots, les longs hivers froids et solitaires de ses premières années de guerre et de misère à Taizé, il n'est pas homme à ressasser le passé. *« Nous sommes encore au départ »*, murmure-t-il à ses visiteurs. Le lac bleu au fond de ses yeux s'anime. Le visage se plisse dans les rides et le sourire. Un mince filet d'eau s'ébruite à l'extérieur, de l'autre côté de la fenêtre ouverte.

Le bois craque sous le pied, dans le corps de ferme acheté il y a cinquante ans pour une bouchée de pain, en pleine guerre, par ce jeune théologien suisse qui, sur son lit de tuberculeux, avait eu le temps de mûrir sa vocation. Bercé dès l'enfance par les lectures familiales sur Port-Royal et Angélique Arnauld, Roger Schutz ne se sent pourtant pas une âme à restaurer un ordre religieux. *« J'avais trop peur de m'installer »*, répond-il à ceux qui lui demandent pourquoi, l'été 40, il avait choisi un « trou » comme Taizé, en pleine guerre, à deux pas de la ligne de démarcation, pour y faire mûrir son projet de réconciliation entre les familles chrétiennes séparées depuis tant de siècles.

Dès le début, son vœu de vie commune avec des frères, protestants ou catholiques, des jeunes, des pauvres, est arrêté, loin de cette tradition réformée qui lui sera rappelée, sans succès. Des frères sont venus le rejoindre, à quatre, puis à dix. *« Nous ne voulions pas être plus de quinze »*, dit-il. Cinquante ans après, ils sont quatre-vingt-dix, originaires d'une vingtaine de pays, moines des temps modernes, artisans de rassemblements à Londres, Paris, Berlin, Madras en Inde, Pecz en Hongrie, Wroclaw en Pologne, Prague à Noël prochain. Ou, plus discrètement, soulageant des pauvretés dans les ghettos new-yorkais, les bidonvilles du Brésil ou du Bangladesh.

La réconciliation des chrétiens ? Le fondateur de Taizé avait prévenu ses frères et ses amis. En substance : *« La première génération de l'œcuménisme ne verra rien. Ce sera la génération sacrifiée. »* C'est le cardinal Gerlier, archevêque de Lyon, qui le premier lui dit : *« Il faut que vous alliez à Rome. »* De là, date un compagnonnage avec l'Eglise catholique, qui ne cessera de s'amplifier. De Jean XXIII, Roger Schutz parle encore avec émotion : *« Sa mort, c'est comme si la terre s'était effondrée. J'ai mis plusieurs jours à me consoler. C'est lui qui le premier avait vidé notre coeur de ses inquiétudes. »*

A la tombée de la nuit, c'est l'heure du dernier office. Un disque rouge se fond, à l'horizon, dans le moutonnement des collines bourguignonnes. Un éclair de chaleur déchire le ciel. Quelques milliers de jeunes gens et filles s'engouffrent dans une église dont le narthex a été supprimé, pour laisser la place à des chapiteaux, qui s'emboîtent les uns dans les autres, quadruplant la capacité du lieu. Ils viennent de Berlin ou d'Italie, de Riga ou de Delhi, de Varsovie, de Santiago et, pour la première fois cette année, de Moscou. Ils rêvent d'un monde unifié et d'une chrétienté réconciliée.

« Il y a là une aventure spirituelle qui a pris des dimensions que nous n'avions jamais soupçonnées. Nous sommes dans l'étonnement, aujourd'hui comme hier », reconnaît frère Roger. Mais l'étonnant n'est pas que cet été encore, au rythme de cinq mille par semaine, soixante mille jeunes au total, originaires d'une soixantaine de pays, soient passés à Taizé. Il est dans la durée d'un phénomène, dont on dirait que, depuis cinquante ans, il a traversé toutes les tempêtes et les crises : de la guerre froide au post-communisme ; de l'Eglise qui s'ouvre au Concile Vatican 2 à celle qui se recentre ; de la jeunesse révoltée de 1968 à la jeunesse rangée qui a suivi ; de l'œcuménisme flamboyant d'hier au dialogue mou d'aujourd'hui. Le monde tourne, la vie bouge et Taizé reste Taizé.

Pourquoi ? La question n'a pas fini de tarauder le prieur et ses frères. Ces jeunes ne viendraient-ils pas simplement exprimer leur *« passion d'une attente »* ?, s'interroge frère Roger. Attente de Dieu, d'amitié et d'absolu, recherche d'un sens à la vie, qui traversent toutes les générations et surmontent toutes les crises.

Avant 1968, Taizé était devenu l'un des derniers lieux d'Eglise pour une génération déçue. Mais l'effervescence contestataire des années 70 a disparu. On vient à Taizé pour prier, non plus pour s'enivrer de parole. Pour apprendre des textes qui n'ont pas été transmis, et non pour critiquer le fonctionnement des Eglises, qui laisse plutôt indifférent. Pour rencontrer d'autres jeunes chrétiens du bout du monde, porteurs des mêmes valeurs et d'une égale soif de solidarité, ainsi qu'une communauté monastique qui a toujours su résister aux modes – hier le doute et la contestation, aujourd'hui l'affirmation identitaire – et à la tentation de faire de Taizé un ghetto.

Et pourtant, *« nous sommes encore au départ »*, va répétant frère Roger... Depuis cinquante ans, l'intuition première n'a pas varié d'un pouce. *« Suis-je parvenu à exprimer assez que Dieu ne veut pas la souffrance et ne s'impose pas par des volontés menaçantes, mais qu'il aime tout être humain sans exception ? »*, se demande encore le prieur de Taizé. *« La confiance,* dit-il et écrit-il (1), *est au commencement de tout. »*

HENRI TINCQ

(1) Le dernier livre de frère Roger s'intitule *Amour de tout amour. « Les sources de Taizé », distribué au Seuil*, 125 p., 44F. Aux presses de Taizé.

Le traitement du sida

L'AZT pourra être administré à un plus grand nombre de séropositifs

Le ministère de la santé a décidé, le 29 août, d'étendre les indications de l'AZT (zidovudine), un médicament antiviral utilisé dans le traitement du sida, à certains patients séropositifs ne présentant pas de symptômes.

Les nouvelles indications prévues par le ministère de la santé s'inspirent directement du rapport officiel d'un groupe d'experts rendu public en juillet dernier (*le Monde* du 4 juillet) sur la prise en charge et le traitement des personnes séropositives. Ce rapport, rédigé sous la direction du professeur Jean Dormont, formulait une série de recommandations, compte tenu de l'efficacité thérapeutique de l'AZT, mais aussi de ses risques toxiques.

En mars 1987, l'AZT avait été autorisé, pour les manifestations sévères des infections à HIV, chez les patients atteints de sida ou d'ARC (un ensemble de *signes cliniques caractéristiques* qui précèdent habituellement le développement du sida). Aujourd'hui, le ministère de la santé décide d'étendre les indications de ce médicament à certaines personnes infectées par le virus, mais qui ne présentent pas forcément de symptômes. Plus précisément, les personnes concernées sont, d'une part, celles qui présentent des manifestations précoces de l'infection par le virus HIV (amaigrissement, candidose buccale, diarrhée inexpliquée et persistante,...), dont le taux de lymphocytes T4 est inférieur à 500 par millimètre cube ; d'autre part, ce sont les patients totalement asymptomatiques, mais dont les marqueurs biologiques de l'évolutivité de la maladie sont en progression, en particulier lorsque les lymphocytes T4 sont inférieurs à 200 par millimètre cube ou lorsqu'ils sont compris entre 500 et 200 par millimètre cube et en diminution rapide.

□ **Choléra : grave épidémie au Maroc.** – Le ministère de la santé marocain a annoncé, lundi 3 septembre, qu'une grave épidémie de choléra sévissait dans le pays, mais il s'est refusé à donner de plus amples informations, en particulier quant au nombre exact de personnes décédées. En revanche, plusieurs journaux de l'opposition font état de plusieurs centaines de cas et d'au moins trente morts, principalement dans les provinces de Fès, Taza et Meknes. Pour leur part, les autorités sanitaires de Ceuta, une enclave espagnole située au nord du Maroc, ont recommandé aux habitants de s'abstenir de voyager au Maroc, *« tant que l'Organisation mondiale de la santé n'aura pas déterminé la dimension réelle de l'épidémie »*. Les autorités de Ceuta ont, en outre, recommandé à la population de s'abstenir de consommer des aliments en provenance du Maroc.- (*AFP, Reuter.*)

REPÈRES

INONDATIONS

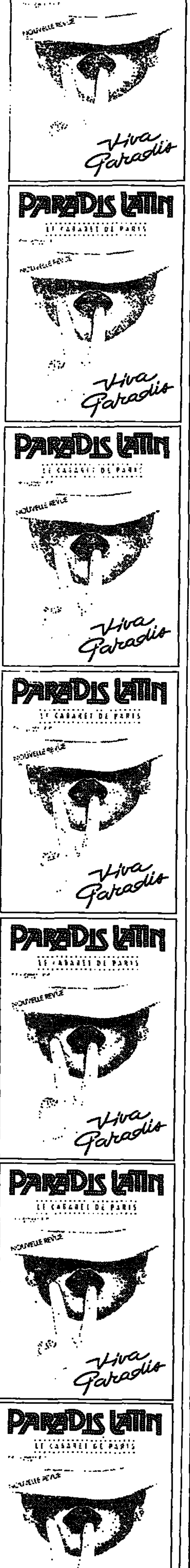
400 000 sinistrés en Ethiopie et au Soudan

Environ 300 000 Ethiopiens et 100 000 Soudanais ont été chassés de leurs terres et de leurs habitations par les crues de trois rivières tributaires du Nil blanc, qui se sont produites ces derniers jours dans l'ouest de l'Ethiopie et dans l'est du Soudan. Selon l'agence de presse éthiopienne ENA, la ville de Gambella (à quelque cinq cents kilomètres au sud-ouest d'Addis-Abeba) serait totalement inondée. Des représentants du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies seraient déjà dans la région sinistrée pour évaluer les besoins des populations. – *(Reuter.)*

PRISONS

Gardiens en colère dans les Bouches-du-Rhône

Des gardiens de la prison des Baumettes à Marseille et de la nouvelle maison d'arrêt de Tarascon (Bouches-du-Rhône) ont protesté, mardi 4 septembre, contre *« le mutisme du gouvernement et de l'administration pénitentiaire devant les agressions commises par les détenus contre les surveillants »*. A l'appel de l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP), une quinzaine de gardiens des Baumettes se sont opposés au passage de deux fourgons cellulaires, perturbant également les parloirs et les formalités d'écrou. A Tarascon, des gardiens, membres de l'UFAP, s'étaient fait porter malades. Les autres syndicats de surveillants n'ont pas suivi le mot d'ordre de blocage des écrous.

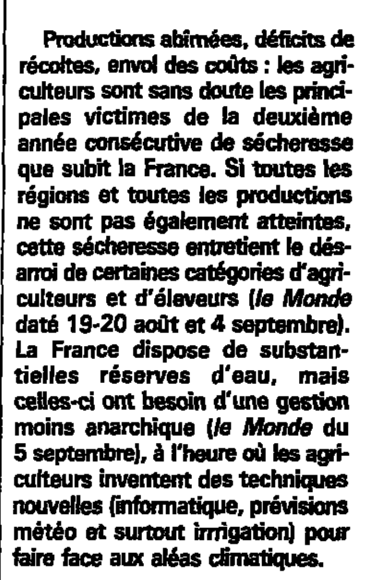


SOCIÉTÉ

L'an II de la sécheresse

III. – Les cultures sur le gril

Productions abîmées, déficits de récoltes, envol des coûts : les agriculteurs sont sans doute les principales victimes de la deuxième année consécutive de sécheresse que subit la France. Si toutes les régions et toutes les productions ne sont pas également atteintes, cette sécheresse entretient le désarroi de certaines catégories d'agriculteurs et d'éleveurs (*le Monde* daté 19-20 août et 4 septembre). La France dispose de substantielles réserves d'eau, mais celles-ci ont besoin d'une gestion moins anarchique (*le Monde* du 5 septembre), à l'heure où les agriculteurs inventent des techniques nouvelles (informatique, prévisions météo et surtout irrigation) pour faire face aux aléas climatiques.



Sous le soleil, rien de nouveau. La sécheresse et les vaches maigres de l'été 1990 montrent qu'en cette fin de siècle technologique et spatiale la maîtrise de la terre et de l'eau reste le talon d'Achille de l'humanité. On le savait pour le tiers-monde. On semble le redécouvrir dans les pays riches et tempérés depuis la grande sécheresse de 1988 aux Etats-Unis, et celle qui frappe la France depuis deux ans. Parler de la pluie et du beau temps à la campagne n'a jamais été une banalité d'usage, mais la traduction d'un souci permanent : savoir si, oui ou non, la récolte sera bonne. *« Il n'existe pas de gène contre la sécheresse »*, explique- t-on à l'INRA (Institut national de la recherche agronomique). Intempéries après intempéries, l'agriculteur est toujours aussi démuni face à l'aléa climatique. Au moment de choisir son emblavement, il ne dispose pas d'éléments pour deviner le ciel des prochains mois. Aujourd'hui comme hier, semer demeure un pari.

Au cours des dix dernières années, les chercheurs ont orienté leurs efforts vers la mise au point de variétés dites plus *« rustiques »*, c'est-à-dire capables de limiter les dégâts avec des rendements corrects en dépit des coups du sort que sont les maladies et les caprices du temps. En réduisant la période de végétation, on peut ainsi permettre aux plantes de bénéficier plus tôt des eaux disponibles, puis avancer les dates de récolte. C'est le cas des orges d'hiver ou de certaines variétés de blé.

Le secours de l'informatique

En collaboration avec l'ITCF (Institut technique des céréales et des fourrages), l'INRA a mis au point un logiciel destiné aux agriculteurs irrigants, afin de les aider à choisir leurs productions en fonction de leurs parcelles, de leurs objectifs de rendement, de leurs possibilités d'arroser et de la vulnérabilité climatique de la zone. Pour évaluer cette dernière, les informaticiens se réfèrent aux années antérieures comme *« scénarios possibles »*. Ce logiciel, baptisé Lora, écarte les hypothèses jugées non rentables. *« Il permet l'aide à la décision*, explique M. Pascal Leroy à l'INRA, *mais des inconnues subsistent : le prix de vente et le climat. »*

S'appuyant sur une évidence mise au jour bien avant *Jean de Florette*, il n'y a pas d'agriculture sans eau. En période de sécheresse, plus que d'ordinaire, la maîtrise des ressources hydriques est donc un impératif vital. *« L'eau est avant tout un facteur de production en agriculture*, notait M. Jean-Yves Ollivier dans les *Annales des Mines* de juillet-août 1988. *L'espace rural représentant plus de 80 % de la surface du territoire national, les relations entre l'eau et l'agriculture sont étroites. »* En 1986, indique cet ingénieur des eaux et forêts, la surface équipée pour l'irrigation était estimée à 1,7 million d'hectares, soit deux fois plus qu'en 1970, le rythme annuel d'accroissement des surfaces équipées progressant de 25 000 à 30 000 hectares l'an.

Les nouvelles techniques d'irrigation

Dans le Lot-et-Garonne, les agriculteurs ont créé depuis 1959 la seule station météorologique adaptée à leurs besoins spécifiques, l'ACMG (Association climatique de moyenne Garonne). Grâce à son assistance technique sur le terrain pour l'irrigation, les exploitants sont informés dans les meilleurs délais sur l'état de leur végétation et sur la nécessité de l'arroser. Deux bulletins météo quotidiens et le recours à la télédétection permettent d'assurer un suivi permanent des zones cultivées. En observant les profils racinaires, l'ACMG tire des enseignements sur l'évolution de la réserve en eau des plantes. Certaines peuvent en manquer sans que cela se constate à l'œil nu, et vice-versa. Guidés par les conseils de l'association, les agriculteurs dosent leur irrigation et déplacent leur matériel (tuyaux, rampes) au moment le plus propice. Les tours d'eau pour l'arrosage des maïs ont ainsi pu être ramenés de dix à quatre pour des rendements inchangés.

L'action de l'ACMG mise à part, d'autres techniques ont été éprouvées, mais leur usage reste le plus souvent expérimental. A Marsac (Charente), M. Jean-Luc Fouchier a installé dans ses champs de maïs un système de goutte-à-goutte qui lui permet d'économiser 20 à 30 % des quantités d'eau normalement nécessaires. Tous les deux rangs, il a installé une ligne de goutteurs dans lesquels passe l'eau, mais aussi l'azote. *« Il y a 6 600 goutteurs pour un hectare »*, précise M. Fouchier. Cet équipement, mis à sa disposition par la coopérative agricole de la Charente, a un inconvénient : son prix. Il s'agit d'un matériel israélien dont le coût est supérieur d'environ 40 % aux installations classiques d'irrigation. *« Tant que les prix ne baisseront pas, ce projet restera dans les cartons »*, regrette l'agriculteur charentais.

Au fil des années, d'autres moyens ont été éprouvés, comme l'aménagement de lacs collinaires (utilisés tant pour l'élevage que pour le tourisme) ou l'irrigation au goutte-à- goutte à partir de cours d'eau. A Noirmoutier (Vendée), les agriculteurs ont créé, il y a dix ans, un syndicat d'irrigants pour utiliser les eaux épurées dont nul ne voulait. *« Nous avons une réserve de 200 000 mètres cubes pour 300 hectares »*, explique l'un de ses membres M. Jean Gendron. *« Nous n'avons pas ressenti du tout la sécheresse. Cette eau est bonne pour toutes nos productions de primeurs, même pour les salades. Il n'y a jamais eu de problème, sauf un excès de salinité en 1981, à la suite d'une grande marée. »* Chaque semaine, des contrôles sont effectués sur la qualité de l'eau. Les producteurs profitent de cette ressource constante pour étaler dans le temps leur production et profiter des meilleurs prix avant l'arrivée sur les marchés des primeurs du Maroc.

Depuis longtemps, la FNSEA comme le ministère de l'agriculture encouragent les exploitants à forer des puits et à stocker l'eau. Les syndicats d'exploitants réclament la construction de nouveaux barrages, en particulier dans le Massif Central et les Cévennes. La course aux rendements des deux dernières décennies a fait prendre à l'agriculture française un tournant intensif qui s'accompagne d'un accroissement des besoins en eau. Si elle ne tombe plus du ciel, il faudra compter sur la sagesse des hommes. Aussi aléatoire que la pluie ?

ÉRIC FOTTORINO

> **PROCHAIN ARTICLE**
> **La situation dans les pays européens**

Régime sans eau pour les truites bretonnes

Les pisciculteurs souffrent particulièrement de la sécheresse. En Bretagne, les professionnels s'attendent à une chute de 20 % de leur production.

BRASPARTS (Finistère)

de notre envoyé spécial

Ecrasée sous un soleil sans vergogne, la Douphine glisse le long des flancs du Mont-Saint-Michel, puis se traîne, asphyxiée, vers Pleyben, au cœur du Finistère. A la hauteur du Moulin de la Marche, sur les terres de la commune de Brasparts, elle n'est plus qu'un mince filet d'eau, presque famélique. En ce début septembre, les truites de M. Régis Thomas sont au régime sec.

« L'eau est morte, explique t-il. *Elle manque d'oxygène et elle est beaucoup trop chaude. »* Chaque été, la Douphine connaît bien une poussée de fièvre, jusqu'à 18, voire 19 degrés. Cette année, les truites trempent dans un bouillon à 23,5 degrés. *« Plus il fait chaud, plus elles manquent d'oxygène. Alors parfois elles s'affolent. Quand un bassin se met à paniquer, en cinq à six minutes, des milliers de truites peuvent se retrouver le ventre à l'air. »*

Sur ses quarante bassins, la salmoniculture (les truites sont des salmonidés) du Moulin de la Marche ne peut en exploiter qu'une petite quinzaine, pour une population de 20 tonnes de truitelles (de six à huit mois) et 3 tonnes de truites arc-en-ciel. L'an dernier à la même époque, on recensait 33 tonnes de truitelles et 17 tonnes de truites. Le manque de poissons de jeune âge est la préoccupation majeure des pisciculteurs bretons, qui pronostiquent déjà, par la voix de leur président, M. Jean-Yves Colleter, une baisse de 20 % de leur production pour 1991.

La colère des écologistes

A Brasparts, la Douphine, exsangue, ne concède plus qu'un maigre débit de 60 litres par seconde (pour près de 3 500 litres par seconde en hiver !). Une eau *« fatiguée »*, qui convient pourtant encore aux truites en sursis, revigorées grâce à des oxygénateurs dans chaque bassin. Cependant, pour l'alevinage (le repeuplement des eaux), la rivière est trop tiède.

Afin de dénicher des poches d'eau plus claires et surtout plus fraîches, M. Régis Thomas vient de faire effectuer deux forages d'une centaine de mètres de profondeur. Pour un résultat inattendu : un débit de 8 misérables mètres cubes d'eau par heure (2,22 litres par seconde)... et un gisement d'ardoise noire comme de la cendre.

« Le poisson tient plus ou moins la route » dans les salmonicultures du Finistère, du Morbihan et des Côtes-d'Armor, reconnaît pourtant Mme Françoise Peschadour, secrétaire général de la Fédération française d'aquaculture. Mais à quel prix ? Celui de la détérioration des cours d'eau, accuse M. Jean-Claude Pierre, vice-président de l'association Eau et rivières de Bretagne. Le non-respect des *« débits réservés »* prévus par la loi pêche de juillet 1984 est le principal grief porté par les écologistes. Ce texte impose de laisser, en toutes circonstances, un dixième de son débit moyen à chaque cours d'eau. Mais en période de sécheresse, il n'est pas respecté.

Au Moulin de la Marche, M. Régis Thomas ne nie pas l'évidence : il détourne la Douphine, ou ce qu'il en reste, de 95 % de son débit pour *« arroser »* ses truites. *« Les pisciculteurs amputent littéralement les rivières par leurs détournement d'eau »*, proteste Mme Régine Daras, délégué général d'Eau et rivières pour le Morbihan.

Me Roger Le Moal, secrétaire général du Syndicat des pisciculteurs et avocat au barreau de Nantes, répond que la loi de 1984 n'est juridiquement pas opposable aux pisciculteurs. Pour lui, la sécheresse constitue un cas de *« force majeure »* et autorise les exploitants piscicoles à prélever l'eau nécessaire à la survie de l'élevage. *« D'après la loi, il ne serait possible de détourner, selon les endroits, que 40 % ou 50 % des cours d'eau*, dit Me Le Moal. *Mais 50 % de rien, c'est rien ! »*

Au Moulin de la Marche, cette *« force majeure »* est visible à l'œil nu. Entre le canal d'amenée, qui détourne le précieux liquide vers les bassins, et le canal de sortie, qui le restitue au lit de la rivière, la Douphine est littéralement mutilée. Et seul un ruisseau, squelettique, se faufile encore entre les galets. Cet été, les saumons ne remonteront pas frayer dans la Douphine.

OLIVIER LUCAZEAU

JUSTICE

Théoricien d'une politique pénale humaniste

Le juriste Marc Ancel est mort

Membre de l'Académie des sciences morales et politiques et président de chambre honoraire à la Cour de cassation, le juriste Marc Ancel est décédé, mardi 4 septembre, à Grasse (Alpes-Maritimes), à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Peu connu du grand public, il a grandement influencé la politique pénale menée en France depuis la Libération. Publié en 1954, réédité deux fois et traduit en huit langues, son ouvrage-phare *la Défense sociale nouvelle* (Cujas) plaide pour *« une politique criminelle humaniste »*, prônant l'individualisation des peines et croyant à la réhabilitation des condamnés. M. Robert Badinter, garde des Sceaux, sous le premier septennat de M. François Mitterrand, aimait à se présenter comme le « disciple » de Marc Ancel.

[Né le 14 juillet 1902 à Izeste (Pyrénées-Atlantiques), Marc Ancel entra dans la magistrature en 1929 comme substitut à Valenciennes (Nord). Détaché l'année suivante à la chancellerie, où il fit partie pendant plusieurs années du cabinet du garde des sceaux, il fut en 1936 secrétaire général du parquet de la Cour de cassation, puis en 1940 juge au tribunal de la Seine.

On le retrouve en 1944 vice-président de ce même tribunal, puis en 1946 conseiller à la cour d'appel de Paris et en 1951 président de chambre à la même cour. En 1953, il accéda à la Cour de cassation en qualité de conseiller, dont il présida à partir de 1968 la première chambre civile.

Elu à l'Académie des sciences morales et politiques en 1970, Marc Ancel fut également président du Centre français de droit comparé et du Centre de recherches de politique criminelle. Membre en 1946 du Comité européen d'experts des Nations unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, il fut de 1957 à 1962 membre puis président du Comité européen pour les problèmes criminels du Conseil de l'Europe, président entre 1966 et 1968 de l'Association internationale des sciences juridiques constituée à l'UNESCO, et enfin membre en 1972 du Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale.

Marc Ancel est l'auteur de nombreux ouvrages, notamment *la Common law en Angleterre* (1927), *l'Adoption dans les législations modernes* (1943), *la Défense sociale nouvelle* (1954), *Introduction comparative aux codes pénaux européens* (1956), *Introduction au système de droit pénal soviétique* (1962), *la Peine de mort dans les pays européens* (1962), *la Peine capitale* (1962), *le Juge du divorce* (1977), *la Défense sociale* (1985)].

Lenteur de la procédure et convention des Droits de l'homme

Le tribunal de Lyon ordonne la mise en liberté de deux prévenus

LYON

de notre bureau régional

La cinquième chambre du tribunal correctionnel de Lyon, présidée par M. Marcel Lemonde (1), a remis en liberté deux des vingt-cinq détenus qui étaient appelés à comparaître, mardi 4 septembre, dans une affaire d'escroquerie au crédit automobile, renvoyée pour la troisième fois devant cette juridiction.

Les magistrats lyonnais ont pris leur décision, après un long délibéré, en s'appuyant notamment sur un rapport de la convention européenne des Droits de l'homme condamnant les abus de la détention préventive en France. Le représentant du ministère public, Mme Corinne Cheminet, avait émis un avis défavorable.

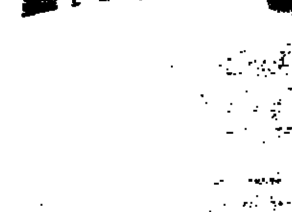
Les deux hommes, Jean Gouttenoire et Jean Theret, étaient en détention depuis quatorze mois. L'affaire pour laquelle ils sont poursuivis, avec une quarantaine d'autres prévenus, avait été renvoyée une première fois le 28 juillet, une seconde fois le 26 août. Motif : plusieurs des avocats concernés étaient, chaque fois, en vacances. A l'audience de mardi ce sont les magistrats qui ont estimé qu'ils n'étaient pas en mesure d'examiner ce volumineux dossier avant le 5 décembre. L'ordonnance signée par le tribunal, rappelle, en substance, que *« la liberté est la règle »*, et *« la détention, exceptionnelle »*.

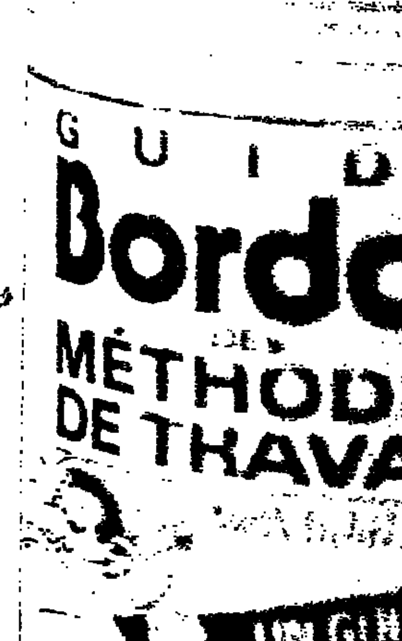
Jean Gouttenoire, condamné à deux ans de prison dans une autre affaire, est resté en prison, mais son compagnon a été libéré le soir même.

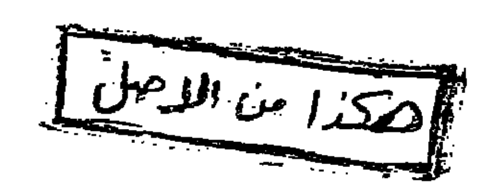
B. E.

(1) M. Marcel Lemonde est un des douze membres de la commission Delmas-Marty qui vient de proposer une réforme de la procédure pénale.

□ **RECTIFICATIF : Christian Ranucci n'est pas le dernier condamné à mort exécuté.** – C'est par erreur que nous avons présenté, dans notre article intitulé « La seconde mort de Christian Ranucci » (*le Monde* du 4 septembre), Christian Ranucci comme le dernier condamné à mort exécuté avant l'abolition de la peine capitale en 1981. En réalité, deux autres exécutions ont suivi celle de Ranucci, le 28 juillet 1976, le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing ayant refusé d'exercer son droit de grâce pour Jérôme Carrein, guillotiné à la prison de Douai le 23 juin 1977, et pour Hamida Djendoubi, exécuté à la prison des Baumettes le 10 septembre 1977.







EDUCATION

Enseignants : le vertige de la rentrée

Premier jour, première heure, première rencontre. Pour 320 000 instituteurs et 310 000 professeurs, la rentrée est un délicat examen de passage

ACCABLÉS ou joyeux, traînant derrière eux des cartables déjà trop lourds, treize millions d'élèves franchiront, le 10 septembre, les portes des écoles, des collèges et des lycées. Si nombreux, dans la fièvre de la rentrée, qu'ils en feraient presque oublier les quelque six cent mille enseignants qui les auront précédés vendredi 7 septembre. Après deux mois de liberté provisoire, instituteurs et professeurs auront quitté l'ombre de leur parasol, leur guide touristique ou leurs lectures estivales pour affronter un public qui n'est jamais acquis d'avance. Plus que dans toute autre profession, la « rentrée » correspond, pour eux, au retour sur une scène où l'année se joue en quelques heures.

Tous les enseignants le disent et beaucoup le redoutent : les élèves *jugent le professeur dès le premier* contact. Lever de rideau décisif pour une représentation qui durera trois trimestres, sauf tremblement de terre ou dépression nerveuse. *« Il vaut mieux ne pas rater cette première rencontre lorsqu'on est condamné à vivre ensemble sans procédure de divorce possible »*, explique Dominique Padovani, professeur d'histoire dans un lycée de Villefranche, près de Lyon.

D'où le trac bien compréhensible de ceux qui s'avancent seuls, dans une arène peuplée d'élèves exigeants et beaucoup moins dociles qu'autrefois, selon Claude Maurer, qui enseigne l'anglais en collège depuis trente et un ans. *« Les gosses ont moins d'appréhension le jour de la rentrée, moins de respect et infiniment plus de culot »*, affirme-t-elle. Dans une société où l'école n'est plus la source unique du savoir et où les enseignants ne bénéficient plus du même prestige, les élèves sont prompts à déceler les faiblesses de ceux qui les gouvernent. *« Il faut doser gentillesse et sévérité*, souligne Claudine Alexandre, institutrice à Paris. *Pendant la première semaine, les enfants testent le maître et font les guignols pour savoir jusqu'où ils peuvent aller. »*

Lever de rideau décisif

Rares sont les enseignants qui ne possèdent pas, dans leur armoire aux mauvais souvenirs, l'expérience d'une erreur initiale, immédiatement enregistrée par trente ou quarante paires d'yeux et lourde de conséquences désagréables. Du pire au meilleur, la rentrée est un sport extrême qui peut avoir des suites catastrophiques. Ainsi d'une jeune femme du Nord qui s'est laissé enfermer, le premier jour, dans un cercle tracé à la craie sur le sol, avec interdiction d'en sortir. *« Cela a duré jusqu'à la fin de l'année*, se souvient un de ses collègues. *L'administration était totalement impuissante. »* Cette séquence d'observation se déroule comme un western italien : le premier qui relâche son attention est perdu.

Tous les établissements ne sont pas difficiles et de nombreux professeurs abordent le jour J sans angoisse aiguë. Mais la plupart d'entre eux savent aussi que ces quelques heures exigeront de leur part un effort très particulier. *« On peut être fatigué en cours d'année mais pas le jour de la rentrée »*, remarque en souriant Elisabeth Tardif, professeur de français à Paris. *« Chaque fois, il faut remettre la loco en route*, observe Catherine Yelnik, professeur d'anglais. *C'est déjà épuisant quand on aime, mais ça devient insoutenable quand on en a marre. »*

Certains enseignants n'en dorment pas la nuit qui précède. D'autres soignent leur personnage pour se montrer sous leur jour le plus avantageux. Dans l'ensemble, et sans prétendre jouer les Zorro des salles de classe, ils ont bien souvent l'impression de se couler dans un rôle qui ne leur correspond pas forcément. Comme dans toute rencontre, l'aspect physique peut être déterminant. *« Aujourd'hui, les jeunes attachent de l'importance à la tenue vestimentaire et je ne conseillerai pas à un professeur d'arriver débraillé ou mal rasé »*, observe Michel Quinton, enseignant et adjoint de direction, à l'Immaculée-Conception de Laval. Dans tous les cas, le jeu de séduction mutuelle a son importance et ses règles, parfois impitoyables. Pour Claude Maurer, cinquante-neuf ans, l'âge est un handicap qu'il faut tenter de faire oublier. *« Les élèves tolèrent mal les vieux, soupçonnés de ne pas être dans le coup*, explique-t-elle. *Alors il faut s'efforcer de donner une image jeune et dynamique, d'être bien coiffée, de perdre des kilos pour qu'ils ne vous trouvent pas d'emblée laide et ennuyeuse. »*



GUILLAUME ATGER/EDITING

Tous les enseignants le disent : les élèves jugent le professeur dès le premier contact.

Le déroulement de la première heure de classe est, en somme, un examen auquel il s'agit de ne pas se laisser recaler. Pour occuper ce périlleux moment, les stratégies sont variables. Passé l'inévitable questionnaire d'identification, certains enseignants choisissent de tuer le temps en faisant plus ample connaissance avec leur classe. Solution dangereuse, au dire de beaucoup. *« Les élèves travaillent en fonction de la somme d'efforts qu'ils prêtent à l'enseignant*, remarque Dominique Padovani. *Dès les premières heures, ils voient si un cours est solide, préparé ou si le professeur n'est pas vraiment pressé de commencer. »* Partant de ce principe, les plus prudents serrent immédiatement les boulons. *« J'aime bien les rentrées sans flottement*, explique Michel Quinton. *Il vaut mieux commencer sérieusement avec même un petit contrôle de connaissances, mais sur des choses qui intéressent les élèves »*. Laurence Durand, professeur de lettres au lycée d'Ambérieux dans l'Ain, est catégorique : *« Je les fais travailler dès le départ avec une fiche de lecture ou un résumé. Ça les refroidit. »*

La tension peut être d'autant plus grande que les élèves mêlent à leur agressivité latente une forte demande affective. Catherine Serre, institutrice dans une classe d'adolescents sourds, le sait bien. Ses élèves, à qui elle mime une partie des cours, sont plus inquiets encore que les autres face aux changements de professeurs, car ils ont besoin d'être sécurisés. Dans les petites classes, les institutrices passent beaucoup de temps à rassurer les enfants, à les réhabituer en douceur à l'école. C'est là une des tâches principales de la rentrée pour Antoinette Boyer, qui s'apprête à prendre sa première classe à Berre, près de Marseille. *« Il faut accueillir les enfants et leurs parents pour leur éviter des angoisses »*, explique-t-elle. Pour cette mère de famille de trente-six ans, fraîche émoulue de l'Ecole normale, les souvenirs de parents d'élèves sont encore vivaces...

Une prestidigitation subtile

Elle regrette que les conseils dispensés par les professeurs d'école normale soient restés très théoriques. Le jour de la première rentrée, bien des enseignants voudraient avoir appris quelques « trucs » pour éviter la panique de dernier moment. Si tous ne sont pas revenus chez eux le dos constellé de taches d'encre comme telle jeune enseignante lyonnaise, beaucoup gardent un souvenir mitigé de leur prise de fonction. Un enseignant parisien raconte ainsi son premier quart d'heure mouvementé dans un collège de banlieue. *« J'étais absolument comme un amateur dans un concours d'improvisation*, raconte-t-il. *Au bout de quelques minutes, j'ai senti que le radio-crochet n'allait pas marcher. Plusieurs élèves sifflaient de façon presque imperceptible entre leurs dents et l'année a été épouvantable. »*

L'habitude aidant, les rentrées s'ajoutant aux rentrées, le vertige des premiers instants s'estompe et le professeur se familiarise avec la prestidigitation subtile qui lui permettra de calmer le jeu en cas de besoin. Surtout, il apprend à *« sentir »* un groupe. *« On s'aperçoit vite qu'une classe sera difficile si elle contient des enfants contestataires, bagarreurs, qui s'interpellent tout haut le premier jour »*, indique Nathalie Bozzato, institutrice à Aix-en-Provence. Sans oublier néanmoins que les jugements à l'emporte-pièce ou les évaluations instantanées peuvent être trompeurs. Au-delà des intuitions initiales, la plupart des enseignants estiment que les élèves ne forment une vraie collectivité qu'au bout d'un certain temps et qu'il vaut mieux attendre la Toussaint pour se faire une idée exacte de l'atmosphère et du niveau d'une classe. Egalement trompeurs peuvent être les bruits et les rumeurs qui circulent parmi les enseignants. Ce sont de véritables conseils de *guerre qui se tiennent souvent*, le jour de la rentrée, dans les salles des professeurs. *« Ah ! tu as hérité de cet élève*, se glisse-t-on en aparté. *Méfie-toi, il est coriace. »* Et d'ajouter quelques recettes circonstanciées pour museler le récalcitrant en puissance.

Scénario inverse dans les cours de récréation, où les élèves ne se privent pas de colporter les mêmes rumeurs sur les enseignants. Grossi de bouche en bouche, agrémenté de sombres détails et de précisions accablantes, ce bruit de fond peut enfler jusqu'à créer de terribles réputations que les professeurs craignent comme la peste. *« Dans les classes, on a souvent des frères et sœurs et le bouche à oreille fonctionne très vite*, explique Elisabeth Tardif. *On peut être suivi pendant des années par une réputation, bonne ou mauvaise. »*

La dimension humaine

Une triste réputation ou des élèves agités ne sont pas les seules avanies qui guettent les enseignants le jour de la rentrée. Il y a aussi l'attribution des célèbres emplois du temps, dont la répartition donne lieu chaque année à des empoignades plus ou moins feutrées. Un horaire déséquilibré peut contraindre les professeurs, qui habitent parfois loin, à opérer des contorsions épuisantes pour assurer leurs cours. Sans parler des mutations intempestives et tardives, supposant déménagement et adaptation d'un nouvel établissement. La découverte de l'équipe enseignante, son atmosphère et le degré de solidarité qui règne en salle des professeurs, ont aussi leur importance. *« Si les collègues ne se parlent pas, colportent des ragots ou filent chez eux dès les cours achevés, on peut se sentir terriblement seul »*, constate une jeune femme.

La rentrée, ce sont enfin des impressions physiques, lors du retour dans des bâtiments souvent dégradés et inconfortables où le regard du professeur s'étend parfois sur un océan de bureaux sculptés et de chaises bancales. Ces aléas découragent quantité de candidats, comme l'explique Patrick Regnault, professeur d'allemand à Lille : *« On voit maintenant de jeunes certifiés donner leur démission au bout de quinze jours pour rentrer aux PTT ou ailleurs*, affirme-t-il. *Cela n'était pas le cas il y a quinze ou vingt ans. »*

Et pourtant, beaucoup d'enseignants continuent d'attendre la rentrée avec impatience. Bonnes résolutions, projets germés pendant les vacances, idées de méthodes pédagogiques différentes et dose renouvelée d'enthousiasme, tout peut contribuer à créer une certaine *« excitation »*, comparable à celle des écoliers qui étrennent un cartable neuf. Surtout, les retrouvailles avec leurs élèves et la découverte de personnalités inconnues les intéressent, les attendrissent même. *« Si je changeais de profession, ce moment me manquerait*, explique Nathalie Bozzato. *Il y a deux ans, j'étais dans mon lit le jour de la rentrée et ça a été terrible. Il se dégage de ces heures une émotion très particulière. »*

Comme à l'embarquement pour un très long voyage, les professeurs scrutent leurs jeunes compagnons de traversée. Et même lorsque le mal de mer survient par la suite, la dimension humaine reste l'élément le plus passionnant de leur travail.

RAPHAËLLE RÉROLLE

Le chantier des classes préparatoires

Filières, programmes et horaires sont au centre des réflexions en cours

LE débat sur l'avenir des classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs est désormais sérieusement engagé. Et il ne relève plus seulement d'esprits grincheux ou de francs-tireurs. Depuis plusieurs mois, ce sont en effet les principaux acteurs du système : responsables d'écoles, Polytechnique en tête, professeurs des classes préparatoires et experts du ministère de l'éducation, qui planchent discrètement sur la nécessaire mutation de ces filières prestigieuses mais de plus en plus inadaptées.

Leur malthusianisme a longtemps été le principal reproche adressé aux « prépas ». Il y a quelques mois encore, le président de la République dénonçait la *« chasse gardée »* des grandes écoles dans le paysage universitaire français et les invitait à doubler leurs effectifs. Or il ne fait pas de doute que les écoles et le ministère ont amorcé cette évolution depuis plusieurs années. Entre 1986 et 1990, le nombre des élèves de classes préparatoires est passé de 49 000 à 63 000, soit une augmentation proche de 10 % par an. Les soixante-dix sept classes supplémentaires de math sup, de math spé ou de prépas commerciales créées pour cette rentrée dans les lycées publics permettent de prévoir une progression du même ordre en 1990-1991.

Aujourd'hui le débat est donc ailleurs. Moins sur l'étroitesse du recrutement que sur les faiblesses de la formation dans les classes préparatoires et les écoles. M. Maurice Bernard, directeur de l'enseignement et de la recherche à l'Ecole polytechnique, le souligne sans ménagements. *« A côté d'avantages bien connus, le système des grandes écoles induit deux perversions majeures. Sur le plan de la méthode scientifique, la déduction l'emporte sur l'induction, et la connaissance théorique sur la pratique expérimentale, alors même que la culture scientifique est basée sur l'expérience. »*

GÉRARD COURTOIS

Lire la suite page 13

REPÈRES

La rentrée de A à Z

ANNÉE SCOLAIRE. La réorganisation du calendrier annuel, décidée l'an dernier, est mise en œuvre cette année : la sortie des classes sera plus tardive (6 juillet 1991) et les vacances de Noël, d'hiver et de Pâques seront de deux semaines, alternées avec des périodes de sept semaines de travail.

COLLÈGES. 2 476 000 élèves sont attendus dans les 4 892 collèges publics, soit une baisse de plus de 18 000 (-0,7 %) par rapport à l'an dernier. Trente collèges, dont vingt-sept constructions neuves, ouvriront leurs portes cette année. Si l'on ajoute les établissements privés, ce sont 3,1 millions d'élèves qui fréquentent le collège.

CYCLES. La loi d'orientation de juillet 1989 prévoit de substituer au découpage annuel de la scolarité en maternelle et à l'école élémentaire une organisation en trois cycles destinée à mieux prendre en compte le rythme de chaque enfant et à limiter les redoublements.

Parallèlement, le temps de service des instituteurs est modifié. Dans toutes les écoles, à partir de la rentrée 1991, et dans les établissements de 33 départements pilotes, dès cette rentrée, les instituteurs n'enseigneront plus que 26 heures hebdomadaires devant leurs élèves, la 27e heure de leur service devant être consacrée au travail de concertation au sein des équipes pédagogiques.

DÉLÉGUÉS DES ÉLÈVES. Autre mesure d'application de la loi : chaque lycée devra se doter, dès cette rentrée, d'un *conseil de délégués d'élèves*. Réuni au moins trois fois par an, ce conseil sera consulté sur la vie de l'établissement.

ECOLES. Le développement des 18 064 écoles maternelles publiques se poursuit : elles devraient accueillir cette année 2 334 000 élèves, soit 27 000 de plus que l'an dernier. La quasi-totalité des enfants (98 %) sont scolarisés à trois ans, et plus des deux tiers (36 %) à deux ans.

A l'école élémentaire (39 600 établissements publics), 3 692 000 élèves sont inscrits cette année, soit un effectif pratiquement identique à celui de l'an dernier. L'ensemble des écoles publiques et privées devrait compter cette année près de 7 millions d'élèves.

EVALUATION. Lancée en 1989, l'opération d'évaluation des élèves du cours élémentaire 2e année et de 6e se déroulera sur quatre jours dans la semaine du 17 au 22 septembre.

INSTITUTEURS. Coup d'envoi, cette année, pour la mise en place du nouveau corps des *professeurs des écoles* qui remplaceront progressivement les instituteurs. En attendant le recrutement sur concours à partir de 1992, douze mille emplois d'instituteurs seront transformés, dès 1990, en emplois de professeurs des écoles sur une liste d'aptitude tenant compte de l'ancienneté, des diplômes et de la note pédagogique. Les nouveaux professeurs des écoles auront un statut et un salaire comparables à ceux des professeurs certifiés du second degré.

LECTURE. Afin de renforcer l'apprentissage de la lecture, l'opération *Des livres pour l'école*, dotée d'un crédit de 13,5 millions de francs, permettra de distribuer dans 4 500 écoles une centaine de livres dès la fin du mois de septembre.

LYCÉES. Ils risquent, à nouveau, d'être le point noir de la rentrée. Si la hausse prévue des effectifs est moins impressionnante que les années précédentes, le ministère attend tout de même 1 278 000 élèves dans les lycées, soit 41 000 de plus que l'an dernier et 687 000 élèves dans les lycées professionnels (+ 6 200). Les 48 nouveaux lycées et les 6 nouveaux lycées professionnels qui ouvriront leurs portes le 10 septembre auront bien du mal à absorber cette croissance. Quant aux effectifs par classe, ils resteront bien souvent pléthoriques malgré le recrutement de 4 600 professeurs.

PRIMES. Les indemnités, décidées lors des négociations sur la revalorisation du printemps 1989, sont créées à partir de la rentrée. L'indemnité de première affectation (12 000 F par an pendant trois ans) sera versée en 1990 à 2 300 instituteurs et 3300 professeurs nommés dans des académies *déficitaires*. D'autre part, les enseignants exerçant dans des établissements soumis à des contraintes géographiques ou pédagogiques particulières toucheront une *indemnité de sujétion spéciale* de 6 000 F par an. Une indemnité pour activités péri-éducatives, rémunérera (à raison de 120 F par heure) les enseignants assurant des activités sportives ou culturelles en dehors des heures de classe. Enfin, tous les personnels d'éducation, d'orientation et de documentation recevront, à partir de cette année, une indemnité spécifique de 3 000 F.

RÉFORME. Celle des lycées devrait être bouclée d'ici à la fin de l'année, si l'on en croit le calendrier fixé par le ministre de l'éducation. Dès le mois d'octobre, le Conseil national des programmes devrait rendre son avis sur le remodelage des filières et des programmes des lycées et, par conséquent, sur l'avenir du baccalauréat. Vaste et délicat chantier. Si le calendrier est respecté, la réforme serait mise en œuvre en 1992, pour les programmes de seconde, et en 1995 pour le baccalauréat.

ZEP. Le ministère a décidé de relancer la politique des *Zones d'éducation prioritaire* (ZEP), créées en 1981. Moins nombreuses et mieux coordonnées avec les zones de développement social des quartiers, les ZEP travailleront désormais sur des programmes d'action triennaux. Trois cents postes d'instituteurs en surnombre et un crédit de 21 millions de francs seront consacrés aux ZEP en 1990.

Retraite active au Burkina-Faso

Enseignants sans frontières : quand les « anciens » proposent leur expérience aux pays africains

Un grand gaillard noir se trémousse dans un pagne vert et jaune, entraînant une nuée de jeunes danseurs. Envoûtés par le rythme, les enfants, tous blancs, frappent dans leurs mains, des mamies écarquillent les yeux, puis applaudissent. La France profonde découvre le Burkina-Faso... à Dreux (Eure-et-Loir).

L'homme qui mène la danse s'appelle Koutbi Koala. Professeur d'anglais, il a créé une « école différente » à Koudougou, au cœur du Burkina-Faso, ville jumelle de Dreux. Chaque été depuis huit ans, il emmène une vingtaine de jeunes drouais en tournée à travers l'Europe : la recette de leurs spectacles finance la scolarité des quatre-vingt-sept élèves de l'école de Koudougou, baptisée Benebnooma (*« un seul doigt ne peut laver tout le visage »*).

Koutbi Koala n'éprouve guère de tendresse pour l'école burkinabé classique, dont il juge l'enseignement, donné entièrement en français, *« inadapté »* car *« très théorique, ignorant le corps et les besoins des villages »* et *« qui fait comme si tous les élèves allaient devenir fonctionnaires »*. Tout naturellement, il a sympathisé avec les enseignants français militants de l'innovation pédagogique.

Monique, Roger, Rolande, Joseph et quelques autres ont au moins trois choses en commun : la passion d'enseigner, le refus du conformisme pédagogique et... l'âge. Bientôt ou déja sexagénaires, ils composent la première « promotion » d'enseignants à la retraite qui ont décidé de se mettre au service du Burkina-Faso sous la houlette de Gabriel Cohn-Bendit dit Gaby, frère aîné du leader de mai 68. Père fondateur en 1982 du lycée expérimental de Saint-Nazaire, il l'avait quitté en 1987 pour enseigner l'allemand au lycée français de Ouagadougou. Un an plus tard, Gaby revenait en France avec un nouveau projet : une association d'enseignants retraités, volontaires pour aider le tiers-monde. *« Il est aberrant,* s'exclame-t-il, *de mettre au rancard des enseignants expérimentés qui ont encore envie de mener une vie active. »* En mai dernier, le Groupement des retraités éducateurs sans frontières (GREF) a donc été créé avec la bénédiction active de la Fédération de l'éducation nationale et des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation actives (CEMEA) auprès de qui Gabriel Cohn-Bendit a été mis à disposition par l'éducation nationale.

Cent quarante élèves par classe

Et c'est ainsi qu'en cette rentrée 1990 quatre enseignants retraités vont s'envoler pour le Burkina-Faso où ils travailleront pendant trois mois avant d'être relayés. Ils s'attaqueront aux trois premiers projets du GREF : l'introduction d'une formation à la lutte contre la désertification dans les écoles primaires avec le soutien de la CEE, la formation continue d'animatrices de « garderies populaires », et celle des enseignants de l'école Benebnooma à Koudougou.

Rolande Millot, soixante ans, et son mari Raymond, soixante-quatre ans, sont du voyage. De l'école expérimentale de la rue Vitruve à Paris à celle du quartier de la Villeneuve à Grenoble, ils ont ensemble consacré leur carrière à construire une « autre » école, ouverte sur la réalité et accueillante pour les enfants des milieux populaires. *« Je ne peux pas me résoudre à aller planter mes salades car j'ai la conviction que nous survivrons seulement si le tiers-monde s'en sort »*, explique Rolande. Lors d'un premier séjour au Burkina, elle a constaté *« les carences incommensurables en matière de formation »* et critiqué un système scolaire *« hérité de la colonisation qui reproduit celui de la IIIe République »*.

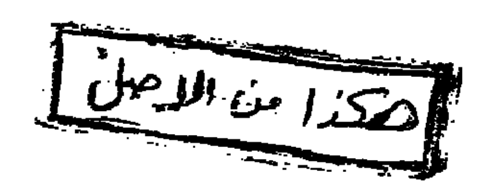
Du pain bénit pour des enseignants qui ont passé leur vie à servir de poil à gratter à notre éducation nationale : *« Comment pourrions-nous faire marcher là-bas un système que nous avons essayé de faire dysfonctionner ici ? »*, interroge non sans malice Rolande Millot. Pourtant il n'est *« pas question de jouer les mouches du coche mais de soutenir les innovations menacées faute de méthodes et d'expérience »*. *« Nous ne prendrons la place de personne, nous n'avons rien à exporter »*, répètent en chœur les retraités en partance pour l'Afrique.

Monique Lacroix, cinquante-trois ans, jeune retraitée pour cause de famille nombreuse, a été frappée de voir un instituteur faire face à une classe de cent quarante élèves et de constater combien le moindre morceau de craie s'apparente à un trésor dans ce pays où l'école est *« obligatoire dans la mesure du possible »*, autrement dit fréquentée par seulement 27 % des enfants, dont...12 % passent en sixième. Les classes africaines pléthoriques n'effraient pas ces professeurs convaincus depuis longtemps que les problèmes pédagogiques ne se résument pas à la question des effectifs d'élèves. *« Plutôt que de prendre en charge la moitié d'une classe, ce qui ne changerait rien à terme, nous allons réfléchir avec les instituteurs à une pédagogie du grand nombre. »*

Voilà qui va dépayser Joseph Portier, cinquante-cinq ans, instituteur dans la Manche pendant un quart de siècle et adepte de l'enseignement individualisé inspiré de Freinet. Sensible aux questions du développement *« depuis l'Algérie »*, il va lui aussi boucler ses bagages pour le Burkina. Suivront sans doute M. et Mme Marchand. Elle est une institutrice spécialiste de la littérature enfantine ; lui, le doyen du groupe, un ancien professeur de mécanique, intéressé par le transfert en Afrique de machines-outils des lycées professionnels normands vers leurs homologues burkinabés et togolais. A soixante ans bien passés, ils s'affirment prêts à travailler à Koudougou ou ailleurs *« si on a besoin de nous »*.

PHILIPPE BERNARD

► Groupement des retraités éducateurs sans frontières (GREF) 28, boulevard Bonne-Nouvelle 75010 Paris Tél : (1) 45-23-10-81.



Le chantier des classes préparatoires

Suite de la page 11

« Sur le plan de l'épanouissement personnel, poursuit-il *les savoirs requis des candidats n'apparaissent pas en liaison avec les problèmes de la nature, de la vie ou de la société, mais comme des acquis en soi, utiles seulement à la réussite des concours. »*

Autocritique confirmée par M. Jean Herr, directeur de l'Ecole supérieure des télécommunications de Paris. La sélection se fait actuellement sur le critère des mathématiques et de la puissance de travail. *« Ces qualités sont nécessaires,* estime-t-il, *mais ce ne sont pas les seules aptitudes requises. Il est souhaitable de développer chez nos élèves davantage de sens pratique, d'imagination et de sens de la communication. »*

En outre, comme le regrette Jean-Louis Ovaert, inspecteur général de mathématiques et chargé de mission à la direction des lycées du ministère de l'éducation, le poids des mathématiques a progressivement dénaturé la réforme de la classe de math spé introduite il y a une quinzaine d'années : au lieu d'apparaître comme des filières d'excellence spécifiques, les classes M'et P'sont devenues des filières de second rang. Enfin, tout le monde s'accorde sur la lourdeur excessive des horaires dans les classes préparatoires. Les 31 heures de cours de math sup' et jusqu'à 40 heures dans certains maths spé technologiques favorisent un bachotage frénétique au détriment du travail personnel ou en équipe. Une critique qui ne fait pas frémir Pascal Ponty, secrétaire général de l'Union des professeurs de spéciales : *« Nous sommes favorables à tout ce qui permettrait de donner plus d'initiative aux élèves des prépas. »*

Diversifier les concours

Depuis quelques mois, ce diagnostic fait l'objet d'un consensus général. Et si chacun rappelle qu'il ne faut pas *« casser la barraque »*, tout le monde admet qu'une sérieuse rénovation est nécessaire. Pour tenter d'en tracer les grandes lignes, la Conférence des grandes écoles a constitué, au printemps dernier, un groupe de réflexion présidé par M. Jean Herr. Les travaux, aujourd'hui bien avancés, vont dans le sens des suggestions formulées depuis un an, au nom du ministère, par M. Ovaert. Et ils pourraient déboucher, à terme, sur une réforme significative des classes préparatoires scientifiques.

La première proposition consiste à supprimer les filières existantes en math spé (M, M', P, P') et à les remplacer par trois filières bien identifiées conduisant à des concours mieux adaptés aux profils souhaités par les écoles. La filière « mathématiques et techniques de l'ingénieur » (MTI) serait la grande innovation de cette réforme : elle offrirait un programme ambitieux de sciences de l'ingénieur et de technologie et un programme de mathématiques plus appliquées.

La filière mathématiques-physique (MP) serait la plus proche des actuelles maths spé mais avec un équilibre différent entre les disciplines, et en particulier une réduction des horaires de maths. Enfin la filière physique-chimie (PC) aurait pour ambition de redonner ses lettres de noblesse à la chimie, parent pauvre des prépas scientifiques, bien que cette discipline permette, aux yeux de tous, de faire l'apprentissage du raisonnement expérimental.

La deuxième proposition porte sur les emplois du temps. Du ministère aux directeurs d'école et même aux enseignants, l'accord de principe est unanime : il est indispensable de limiter les cours à 28 heures par semaine. Cet objectif serait modulé pour les formations à dominante expérimentale ou technologique où les travaux pratiques occupent une place importante. Cet allègement des horaires suppose évidemment une réduction des programmes. Délicate opération !

Enfin, le groupe de travail envisage, dès le milieu de l'année de math sup', l'introduction de matières à option. Il s'agirait à la fois de ménager un espace de plus grande liberté dans l'emploi du temps et de permettre aux élèves d'avoir un avant-goût de la filière qu'ils choisiraient de suivre en math spé. Toutefois, cette notion d'option fait encore l'objet d'interprétations très différentes : pour certains, elle permettrait aux élèves de réaliser un petit travail de recherche, ce qui poserait cependant d'épineux problèmes d'évaluation au moment des concours ; pour d'autres, comme M. Bernard à Polytechnique, ces options devraient reposer sur un programme spécifique afin de ne pas être grignotées par les enseignements fondamentaux ; les enseignants de l'UPS, pour leur part, conçoivent plutôt ces enseignements optionnels comme l'occasion d'approfondir une partie du programme.

Le rôle-clef de Polytechnique

Les discussions de ces derniers mois ont donc permis d'aboutir à un premier canevas. Mais il est probable que le plus dur reste à faire. Ainsi le groupe de travail de la Conférence des grandes écoles prévoit, d'ici la mi-octobre, de préciser les maquettes et les programmes des trois filières qu'il a définies. Comme toujours en pareil cas, et plus encore dans l'hypothèse d'une réduction d'horaires, on peut imaginer les crispations corporatives que cela risque de provoquer, chaque discipline s'efforçant de renforcer ou de préserver son poids particulier.

Une fois les maquettes précisées, le groupe de travail envisage d'ouvrir, d'ici la fin de l'année, une consultation auprès des écoles, pour qu'elles prennent position et affichent le nombre de places qu'elles s'engageraient à offrir pour chacun des concours. Il s'agira en somme de vérifier que les trois filières sont crédibles et que ne se reconstituera pas immédiatement une hiérarchie implicite, comme c'est le cas actuellement. Ce sera donc le moment de vérité. Or dès à présent, si l'Ecole supérieure des télécoms ou l'Ecole centrale semblent favorables à la nouvelle filière MTI, l'Ecole polytechnique, en revanche, a fait savoir qu'elle limiterait son recrutement aux filières plus classiques (maths-physique et physique-chimie). Compte tenu du rôle déterminant de l'X, cela risque de compliquer sérieusement les projets de réforme.

Restera enfin à obtenir les arbitrages favorables du ministère de l'éducation, qui a la tutelle des classes préparatoires. Dans les prochaines semaines devrait être mis en place sous la houlette du ministère un groupe de pilotage, associant les responsables d'école, les enseignants de prépas et l'inspection générale. Or, si les réflexions en cours rejoignent les propositions formulées depuis plusieurs mois au ministère par Jean-Louis Ovaert, leur mise en œuvre soulève des problèmes délicats de coût et d'organisation des concours. Elles s'inscrivent enfin dans une réflexion plus large, menée actuellement par la Commission nationale des programmes sur le remodelage des filières du lycée et du baccalauréat. Dans un cas comme dans l'autre, avant comme après le bac, il s'agit de savoir si l'on parviendra à faire émerger – à côté des mathématiques – plusieurs critères et disciplines d'excellence. Une ambition déjà partagée, sans succès, par bon nombre de ministres de l'éducation.

GÉRARD COURTOIS

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5 SEPTEMBRE 1990 À 0 HEURE TU

Evolution du temps à moyenne échéance.

Sur la moitié nord du pays, les nuages resteront généralement prédominants et donneront un peu de pluie. Plus au Sud, le soleil se montrera un peu plus généreux.

Vendredi 7 septembre : ciel variable, plus chargé sur le Nord-Ouest.

De la Bretagne au Nord, les nuages seront abondants et donneront quelques petites pluies ici ou là. Le vent de Nord-Ouest modéré soufflera sur les côtes de la Manche.

Sur le pourtour méditerranéen, le soleil l'emportera, mais mistral et tramontane se renforceront en cours de journée.

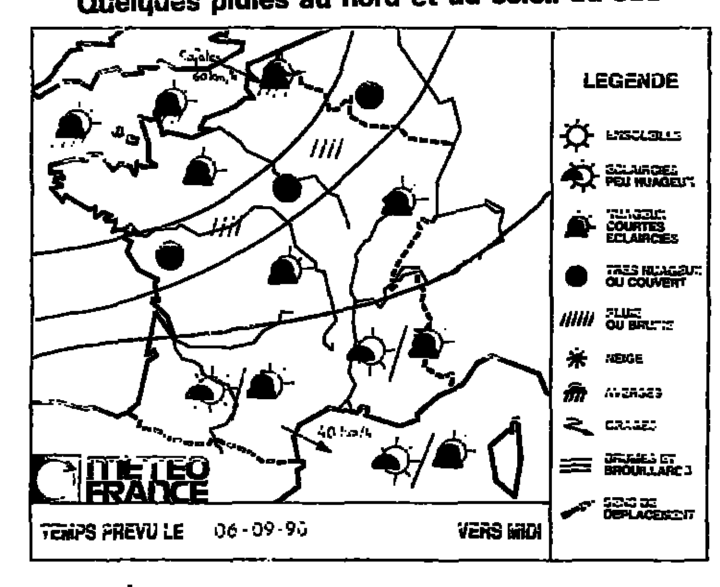
Sur les autres régions, nuages et éclaircies alterneront. Les nuages seront toutefois plus nombreux au Nord qu'au Sud, ainsi que sur le relief.

Les températures minimales seront voisines de 15 degrés au pied des Pyrénées et de 17 degrés près de la Méditerranée. Ailleurs, elles varieront généralement entre 10 et 14 degrés.

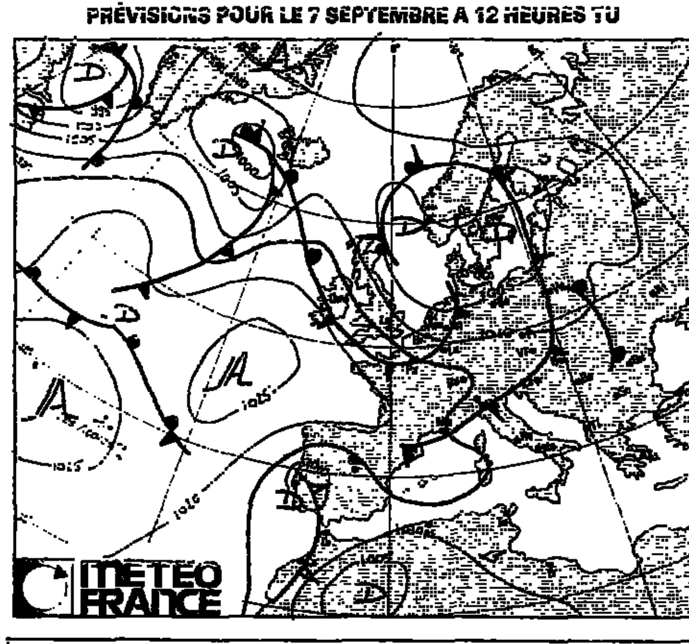
Les températures maximales atteindront 18 à 20 degrés près de la Manche, 20 à 24 degrés sur le reste de la moitié nord, 23 à 27 degrés sur la moitié sud (entre 26 et 28 degrés près de la Méditerranée).

Prévisions pour le jeudi 6 septembre

Quelques pluies au nord et du soleil au sud



PRÉVISIONS POUR LE 7 SEPTEMBRE À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 4-9-90 à 6 heures TU et le 5-9-90 à 6 heures TU — le 5-9-90

FRANCE	Max	Min	Temps
AJACCIO	27	18	D
BIARRITZ	23	18	C
BORDEAUX	26	12	D
BOURGES	25	8	D
BREST	19	10	C
CAEN	19	10	C
CHERBOURG	17	11	N
CLERMONT-FER.	26	11	N
DIJON	26	12	N
GRENOBLE-SM-H	27	14	D
LILLE	19	10	N
LIMOGES	23	12	D
LYON	26	16	N
MARSEILLE-MAR.	27	19	D
NANCY	21	9	N
NANTES	23	9	D
NICE	26	18	N
PARIS-MONTS	23	11	D
PAU	25	16	C
PERPIGNAN	29	20	N
RENNES	21	10	D
ST-ETIENNE	26	13	C
STRASBOURG	23	12	C
TOURS	24	6	D
TOULOUSE	26	17	C
POINTE-A-PITRE	33	24	A
ÉTRANGER			
ALGER	32	26	D
AMSTERDAM	19	11	N
ATHÈNES	29	21	D
BANGKOK	33	25	C
BARCELONE	28	20	N
BELGRADE	23	19	D
BERLIN	15	12	A
BRUXELLES	19	10	N
LE CAIRE	35	23	D
COPENHAGUE	16	12	P
DAKAR	32	27	N
DELHI	28	24	P
DJERBA	35	24	N
GENÈVE	27	14	N
HONGKONG	28	27	D
ISTANBUL	24	17	D
JÉRUSALEM	28	18	B
LISBONNE	31	17	D
LONDRES	21	9	C
LOS ANGELES	26	16	D
LUXEMBOURG	30	9	C
MADRID	33	16	D
MARRAKECH	31	19	D
MEXICO	24	13	B
MILAN	35	17	D
MONTRÉAL	24	9	A
MOSCOU	11	10	A
NAIROBI	21	12	C
NEW-YORK	25	17	N
OSLO	16	11	C
PALMA-DE-MAJ.	29	19	D
PÉKIN	34	20	D
RIO-DE-JANEIRO	22	18	C
ROME	27	21	N
SINGAPOUR	28	24	C
STOCKHOLM	14	6	N
SYDNEY	17	8	D
TOKYO	34	25	C
TUNIS	30	21	D
VARSOVIE	17	4	D
VENISE	25	17	N
VIENNE	20	14	F

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 5 septembre

TF 1

20.40 Variétés : Sacrée soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Elsa, Michel Leeb, Eli Medeiros, Zouk machine, Marc Lavoine, Charles D. Lewis, Claude Barzotti.
22.35 Football : Championnat d'Europe des Nations. En différé de Reykjavik, Islande-France.
0.15 Journal, Météo et Bourse.
0.35 Série : Côté Cœur.
1.00 Feuilleton : C'est déjà demain.

A 2

20.40 Téléfilm : Un royaume pour Mrs Simpson. De Charles Jarrott, avec Jane Seymour, Antony Andrews. *Les amours du prince de Galles avec une jeune Américaine.*
22.20 Magazine : Etoiles. Présenté par Frédéric Mitterrand. Luchino Visconti. *Evocation superbe du destin du cinéaste italien.*
23.35 Journal et Météo.
23.50 Magazine : Du côté de chez Fred. Simeon II de Bulgarie (1re partie).

FR 3

20.35 Feuilleton : Richard Wagner. De Tony Palmer, avec Richard Burton, Vanessa Redgrave (dernier épisode). *1872, construction du théâtre de Bayreuth.*
21.40 ▶ Quarante ans de lectures à la télévision. Du commencement de « Lectures pour tous » à la fin d'« Apostrophes ».
22.40 Journal.
23.05 Opéra : Manon Lescaut. Opéra en quatre actes, de Giacomo Puccini, livret de Praga, Oliva et Illica, d'après l'abbé Prévost, mise en scène de Gotz Friedrich, par le Chœur et l'Orchestre du Royal Opera House, dir. Giuseppe Sinopoli. Diffusé en simultané et en stéréo sur France-Musique.

CANAL PLUS

20.25 Football : Championnat d'Europe des Nations En direct de Reykjavik Islande-France.
22.20 Flash d'informations.
22.25 Magazine ; Exploits.
22.45 Cinéma : Lady Jane.

LA 5

20.35 Téléfilm : Noces de paille. De Noël Black, avec Michael Biehn, Madolyn Smith (1re partie). *De l'amour au cauchemar.*
22.20 Sport : Tennis. US Open 1990 à Flushing Meadow.
0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Téléfilm : Finnegan remet ça. De Joan Micklin Silver, avec Mary Taylor Moore, Robert Preston. *Déformation professionnelle d'un spécialiste du courrier du cœur.*
22.30 Téléfilm : La filière brésilienne. *Un épisode de la série « Le saint ».*
0.10 Série : Portraits crachés.
0.35 Six minutes d'informations.

LA SEPT

21.00 Documentaire : Chapare.
22.00 Documentaire : Actes d'amour.
22.20 Cinéma d'animation : Images.
22.30 Documentaire : Apsaras, ballet khmer en exil.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes.
21.30 Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Nuits magnétiques. Quatre nuits magnétiques. 2. La nuit en Belgique est magnétique.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Philip Dick.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 25 juillet lors du Festival d'Aix-en-Provence) : Suite pour deux clavecins nº 7 en sol majeur, de Leroux ; Les nations (L'espagnole), de Couperin ; Les Indes galantes (arrangement pour deux clavecins), de Rameau ; Sonate pour deux clavecins, de Rigel, par William Christie et Christophe Rousset, clavecin.
22.30 Opéra (en simultané avec FR 3) : Manon Lescaut, opéra en quatre actes de Puccini, livret de Praga, Oliva et Illica, par le Chœur et l'Orchestre du Royal Opera House, dir. Giuseppe Sinopoli ; sol. : Kiri Te Kanawa, soprano, Placido Domingo, Robin Leggate, ténors, Thomas Allen, baryton, Forbes Robinson, Georges Macpherson, basses
0.58 Les valses de l'été.

Jeudi 6 septembre

TF 1

13.35 Feuilleton : Les feux de l'amour.
14.25 Série : Commissaire Moulin police judiciaire.
15.55 Série : Tribunal.
16.25 Tiercé à Vincennes.
16.35 Variétés : La chance aux chansons.
17.05 Club Dorothée.
17.35 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.30 Jeu : Une famille en or.
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
19.55 Divertissement : Pas folles, les bêtes !
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.40 Série : Navarro. Mort d'une fourmi, de Patrick Jamain. *Une comédienne ratée.*
22.10 Magazine : Ex libris. Présenté par Patrick Poivre d'Arvor. Vichy : l'heure de vérité. Invités : François-Georges Dreyfus, Jean-François Kahn, Serge Klarsfeld, Pascal Ory.
23.10 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
0.00 Journal, Météo et Bourse.
0.50 TF1 nuit.

A 2

13.40 Série : Falcon Crest.
14.05 Magazine : Eté show. Présenté par Michel La-Rosa, en Tunisie.
14.10 Feuilleton : Le chevalier de Maison Rouge (3e épisode).
15.20 Magazine : Eté show (suite). Invité : Karim Allaoui.
16.45 Série : Larry et Balki.
17.10 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, animé par Laurent Cabrol.
17.35 Magazine : Giga. Les années collège.
18.10 Série : Mac Gyver.
19.00 Feuilleton : Châteauvallon.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Jeux sans frontières. Emission présentée par Georges Beller et Marie-Ange Nardi. Equipes : Toulouse (France), Trevise (Italie), Bor (Yougoslavie), Açores (Portugal), Jaca (Espagne), Faetano (San-Marin).
22.00 Variétés : Ages tendres. Emission présentée par Albert Raisner.
22.45 Feuilleton : Le journal (5e épisode).
23.40 Journal et Météo.
23.55 Documentaire : L'histoire de l'aviation. De Daniel Costelle. 7 et fin. Le mur du son.

FR 3

13.30 Magazine : Regards de femme. Invitée : Germaine Acogny, danseuse.
14.00 Chut, les parents se reposent. Les Entrechats ; Signé Cat's eyes ; Petit ours brun ; Les p'tits malins.
15.00 Série : Mission casse-cou.
15.45 Magazine : 40e à l'ombre de la 3.
18.00 Feuilleton : Sixième gauche.
18.30 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Jeux : La classe.
20.40 La dernière séance.
20.45 1er film : Soleil vert. ■■ Film américain de Richard Fleischer (1973). Avec Charlton Heston, Leigh Taylor-Young, Edward G. Robinson.
22.20 Dessins animés. Bug's bunny ; Tex Avery.
22.45 Journal et Météo.
23.10 2e film : L'arnaqueur. ■■■ Film américain de Robert Rossen (1961). Avec Paul Newman, Piper Laurie, Jackie Gleason (v.o.).

CANAL PLUS

13.30 Cinéma : Comment faire l'amour avec un nègre sans se fatiguer. ■ Film franco-canadien de Jacques W. Benoit (1989). Avec Isaach de Bankolé, Maka Kotto, Roberta Bizeau.
15.05 Magazine : 24 heures (rediff.).
16.00 Cinéma : Les bois noirs. □ Film français de Jacques Deray (1989). Avec Béatrice Dalle, Philippe Volter, Stéphane Freiss.
18.00 Cabou cadin. Reporter blues ; Barney.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Dessins animés : Ça cartoon. Présentés par Philippe Dana.
18.50 Top albums. Présenté par Marc Toesca.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
20.30 Cinéma : Imagemaker. ■ Film américain de Hal Weiner (1986). Avec Michael Nouri, Anne Twomey, Jerry Orbach.
22.00 Flash d'informations.
22.05 Cinéma : La loi de la jungle. □ Film américain de Clay Borris (1986). Avec James Remar, Adam Coleman Howard, Daphné Ashbrook.
23.25 Cinéma : Julia et Julia. ■ Film italien de Peter Del Monte (1987). Avec Kathleen Turner, Sting, Gabriel Byrne (v.o.).

LA 5

13.35 Série : Amicalement vôtre.
14.30 Série : L'enquêteur.
15.25 Série : Kung fu.
16.30 Dessins animés.
18.00 Sport : Tennis. Quart de finale de l'US Open 1990.
18.50 Journal images.
19.00 Sport : Tennis (suite).
19.45 Journal.
20.30 Drôles de sports.
20.35 Téléfilm : Noces de paille. De Noël Black, avec Michael Biehn, Madolyn Smith (2e partie). *Harcelée par son époux.*
22.20 Sport : Tennis. Us Open 1990 à Flushing Meadow.
0.00 Journal de minuit.

M 6

13.20 Série : Madame est servie (rediff.).
13.50 Série : Docteur Marcus Welby.
14.40 Série : Médecins de nuit.
15.30 Musique : Boulevard des clips (et à 0.20 ; 6.00).
17.15 Informations : M 6 info.
17.20 Série : Laredo.
18.10 Série : Cher oncle Bill.
18.35 Série : Espion modèle.
19.25 Série : Dis donc papa.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Cinéma : Le retour des bidasses en folie. □ Film français de Michel Vocoret (1983). Avec Les Charlots, Luis Rego, Jacques Jouanneau.
22.10 Téléfilm : La brigade des fraudes. De Howard Ruble, avec Martin Secks, Gérard Kennedy. *Un flic « agricole ».*
23.45 Six minutes d'informations.
23.50 Midnight chaud.
2.00 Rediffusions. Malavoi en concert ; Chasseurs d'images ; Culture pub remix ; Chasseurs d'images ; Parcours santé (l'enfant dyslexique) ; Culture pub remix ; Médecins de nuit ; Parcours santé ; Chasseurs d'images.

LA SEPT

15.30 Cours d'italien (13).
16.00 Série : Médecins des hommes (Liban : Le pays du miel et de l'encens, de Maroun Bagdadi).
17.30 Moyen métrage : Joppet Piemo. De Ivo Burum.
18.00 Documentaire : Figures de la foi (Rancé).
18.50 Série : Portraits (La matelassière). D'Alain Cavalier.
19.05 Concert : Couleur Brésil (1re partie).
20.00 Documentaire : Histoire de la bande dessinée (1).
20.30 ▶ Série : Objectif amateur (1).
21.00 Opéra : Les soldats. De Bernd Alois Zimmerman.
22.50 Série : Grafic (Sens interdit).
23.00 Documentaire : Tours du monde, tours du ciel (6).
23.55 Série : Grafic (Anders Zorn).

FRANCE-CULTURE

20.30 Festival d'Avignon 1990. Cabinet de lectures.
21.30 Profils perdus. Jacques Doucet.
22.40 Nuits magnétiques. Quatre nuits magnétiques. 4. La nuit en Istrie est glagolitique.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Philip Dick.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Opéra (donné le 27 juillet lors du Festival de Bayreuth) : L'or du Rhin, de Wagner, par l'Orchestre du Festival de Bayreuth, dir. Daniel Barenboïm ; sol. John Tomlinson, Bodo Brinkmann, Kurt Schreibmayer, Graham Clark, Matthias Hoelle, Philip Kang, Gunter von Kannen, Helmut Pampuch, Linda Finnie, Eva Johansson, Anne Gjevang, Hilde Leidland, Annette Kuettenbaum, Jane Turner.
23.15 Nuits chaudes. Dans le ciel... Les étoiles.
0.58 Les valses de l'été.

Audience TV du 4 septembre 1990

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers — Le Monde / SOFRES NIELSEN

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	44,1	Santa Barbara 18,5	McGyver 7,0	Actual. rég. 13,7	Nulle part 1,9	J. c. sur toi 1,5	Espion modèle 1,6
19 h 45	48,2	Roue fortune 20,2	McGyver 9,7	19-20 info 10,7	Nulle part 3,9	Journal 2,4	Dis-donc papa 1,4
20 h 16	60,6	Journal 26,0	Journal 14,0	La classe 8,2	Nulle part 3,0	Journal 3,8	Mad. servie 5,7
20 h 55	65,4	Insp. Labavure 31,9	H. du présid. 14,8	D. Copperfield 5,9	Karaté Kid 3,4	Police story 7,5	Fantôme Cast. 4,2
22 h 05	51,1	Insp. Labavure [illegible]	H. du présid. 12,8	D. Copperfield 6,3	Karaté Kid 3,6	Tennis 1,9	Fantôme Cast. [illegible]
[illegible]	35,5	[illegible]	H. du prési. [illegible]	D. Copperfield 5,2	Les bas noirs 1,3	Tennis 3,3	Danger déb. 3,4

هكذا من الأصل

هكذا من الاصل

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



HUGUES DE WURSTEMBERGER/VU

ECLECTISME AU QUARANTE-SEPTIÈME FESTIVAL DE VENISE

Le tout-cinéma à la Mostra

IL y a dans l'Adriatique, du côté du Lido de Venise, un vieux serpent de mer qui resurgit chaque année à la fin de l'été. Il radote un peu, répétant que l'actuel Palais du cinéma, trop petit, trop *vieux, trop mussolinien*, va être détruit, et qu'un autre palais, tout fier, spacieux et fonctionnel, le remplacera enfin. Ce n'est pas encore pour cette fois.

Si les polémiques byzantines entre le président de la Biennale, Paolo Portoghesi – la Mostra du cinéma faisant partie intégrante de la grande manifestation pluridisciplinaire, – et les édiles vénitiens continuent d'alimenter la chronique, elles ne parviennent toujours pas à développer de nouveaux crédits, à imposer de nouveaux statuts, à désenclaver la Mostra du *cinéma, lui offrant par* exemple asile dans une partie de l'arsenal de Venise en voie de restauration (cette hypothèse étant un jeune serpent de mer, fils du vieux serpent de mer !).

Tant et si mal que le directeur de la Mostra, le très doux, très cinéphile Guglielmo Biraghi, s'est vu contraint, faute d'espace et faute de moyens supplémentaires, de resserrer la programmation de la 47e édition du Festival – le premier a eu lieu en 1932 – et même d'en supprimer certaines sections. Il est donc le premier à se *réjouir* qu'un concours international d'architecture ait cependant été lancé pour l'édification d'un nouveau palais. Qui dit concours ne dit pas *forcément* chantier, mais c'est un début. Parmi les dix projets reçus, ceux des Italiens Carlo Aymonino et Aldo Rossi, du Suisse Mario Botta, du Norvégien Sverre Fehn, du Japonais Fumikiko Maki, du Français Jean Nouvel...

Moins de films, donc, cette année. Une trentaine. Sans compter ceux de la rétrospective consacrée au « Cinéma russe d'avant les codes », c'est-à-dire d'avant les diktats stérilisateurs de l'ère stalinienne *(lire l'article de Michel Cournot page 21)*, ceux de la section « document » où l'on attend l'insolite portrait de Bokassa par Werner Herzog, intitulé *Echos d'un sombre empire*, et ceux de la semaine de la critique.

Le jury que préside l'écrivain Gore Vidal (scénariste entre beaucoup d'autres du *Ben Hur* de William Wyler) et où l'on note, œcuménisme de bon aloi, la *présence du délégué général du* Festival *de Cannes* Gilles Jacob, aura sans doute du mal à se départager, tant la compétition, toute « restreinte » qu'on la présente, paraît intrigante, d'un éclectisme brillant.

Il y a bien sûr du bon, du beau, du gros, pour tout dire de l'américain (trois films en première mondiale), avec, dans les rôles des athlètes de tête, Scorsese, Spike Lee, Warren Beatty *(lire nos articles pages 18 à 20)*. Mais, remarque aussi, sans vouloir y faire un sort – démodé et sexiste – la présence rigoureuse des femmes dans la sélection officielle.

Le Festival s'ouvre avec *l'Africaine*, dernier travail d'une habituée du Lido, Margaret von Trotta. Toujours en compétition, le deuxième long métrage de Claire Denis nocturne et lumineux, *S'en fout la mort* ; la nouvelle exploration au cœur du malaise adolescent de la Néo-Zélandaise Jane Campion, *An Angel at my Table* ; tandis que sera projetée hors compétition, la promenade pleine de lucidité et de chaleur de la Canadienne Cynthia Scott sur la planète des vieux, *The Company of Strangers (lire nos articles pages 16 et 17)*. Sans oublier la fugue maternelle en tendresse majeure de Nicole Garcia déjà sorti en France, *Un week-end sur deux*.

A attendre également, du « littéraire » : Tom Stoppard met en scène sa pièce *Rosencrantz et Guildenstern sont morts* ; Philip Kaufman tente de ressusciter Henry Miller et Anaïs Nin dans *Henry and June*, ou le Paris de l'entre-deux-guerres, revisité aussi par M. et Mme Paul Newman dans *Mr and Mrs Bridge*, de James Ivory, adapté des deux romans de Evan S. Connell, *Mr Bridge* et *Mrs Bridge*...

Le cinéma du réel aura aussi sa place à Venise. Et même un cinéma de l'histoire immédiate. Avec *Raspad (la Décomposition)*, le cinéaste soviétique Mikhaïl Belikov décrit précisément les atteintes physiques et morales d'une famille ukrainienne après Tchernobyl. Et, avec *Requiem pour Dominic*, l'Autrichien Robert Dornhelm (né à Timisoara...) raconte l'histoire vraie, tournée à chaud en Roumanie avec « certains » acteurs du drame, de Dominic Paraschiv, son ami d'enfance, accusé à tort d'être « le boucher de Timisoara », lynché pour ses crimes, déclaré innocent et réhabilité quatre mois plus tard.

Rien de plus gai ? Si, on décernera à la fin de la 47e Mostra du cinéma un Lion d'or à Marcello Mastroianni « pour l'ensemble de son œuvre ». La seule récompense dont on est sûr, à l'heure qu'il est, qu'elle fera l'unanimité.

DANIÈLE HEYMANN

Femmes entre elles 16 et 17



D.R.

Toujours en minorité, les femmes cinéastes sont pourtant mieux représentées que d'ordinaire avec cinq films à la Mostra. De la réalisatrice chevronnée Margaret Von Trotta aux débutantes Cynthia Scott et Nicole Garcia en passant par Claire Denis et Jane Campion, elles explorent toutes les couleurs de l'intimisme.

Dans la jungle des villes 18 et 19



D.R.

Chroniqueur inspiré et virtuose des mœurs italo-américaines, Martin Scorsese retrouve Robert De Niro pour signer avec *les Affranchis* un thriller éblouissant. Et *Mo'Better Blues*, consacré à un trompettiste de jazz, poursuit l'ombrageuse défense de la communauté noire entreprise par Spike Lee.

L'étoffe d'un héros 20



D.R.

Devant et derrière la caméra, Warren Beatty réussit le difficile pari de donner vie à un personnage de bande dessinée, le mythique Dick Tracy. Tandis que son détective met à mal une bande de malfrats emmenée par Madonna, Al Pacino et Dustin Hoffman, le réalisateur de *Reds* continue d'entretenir son personnage *d'homme à part du système hollywoodien.*

LIRE PAGES 22 A 24
LES SÉLECTIONS CINÉMA
MUSIQUES, ARTS

« S'EN FOUT LA MORT »,

L'homme est un coq

Après le succès de *Chocolat*, Claire Denis a eu besoin de tourner à nouveau, vite. Et, à nouveau, avec Isaac de Bankolé. Avec *S'en fout la mort*, en compétition officielle, elle plonge dans le monde clandestin des combats de coqs à Rungis. La négritude, encore. Les Antilles intérieures, près de Paris.

C'EST un film de nuit et de plumes affolées, un film abyssal et suburbain où clignote le fanal essentiel de l'amitié. *S'en fout la mort* est le deuxième long métrage de Claire Denis, en compétition officielle à Venise. Après *Chocolat*, une petite fille en Afrique, le fardeau crânement porté du récit autobiographique, après un détour réussi par le documentaire avec *Man No Run*, la tournée du groupe rock camerounais des Têtes brûlées, la négritude à nouveau. Claire Denis n'en démord pas.

Et cette fois, plus encore, négritude rime avec solitude. La solitude terrible dans le presque silence de l'Antillais Jocelyn (Alex Descas), beau et pauvre à la fois, avec ses lunettes sérieuses, sa tête à la Patrice Lumumba, sa science magique du coq de combat.

Il arrive un soir en camion dans le *no man's land* luisant de Rungis. Avec lui, son ami, Dah, l'Africain (Isaac de Bankolé), chœur antique à lui tout seul, qui commentera d'une voix égale, chaleureuse et navrée, le destin exemplaire de l'homme des îles déraciné, porteur d'un message indéchiffrable. Dans le « pitt », arène clandestine nichée dans le cœur souterrain d'un restaurant louche, cercle rouge surpeuplé d'hommes hurlant leurs paris, Jocelyn caresse ses coqs, nourrit ses coqs, parle à ses coqs, surtout le plus beau d'entre eux, le bien nommé « S'en fout la mort », mène ses coqs à la bataille. Les coqs, le plus souvent, meurent, et Alex, à la fin, se laissera devenir coq.

La cause est entendue. Claire Denis, ancienne assistante de Wim Wenders, de Jim Jarmush, est un cinéaste, un vrai. C'est fou les progrès réalisés depuis *Chocolat*, qui avait des raideurs, des naïvetés. Ici, bon sang ! c'est du solide, du poignant. Des décors naturels tellement symboliques qu'ils ont l'air inventés. Notamment un hôtel, un vrai, sur un terrain vague. Pas un arbre. Des alvéoles où l'on pénètre avec une carte magnétique. Personne, pas de personnel, juste une chambre grande comme une boîte à chaussures, avec la télé. Il paraît que c'est toujours plein, que les gens viennent s'y reposer, y passer leur dimanche...

Les acteurs, tous formidables. Ne pas oublier Brialy, que Claire Denis avait aimé dans les films de Téchiné. Dans le rôle du patron de boîte, bien visqueux, bien touchant, parlant faux parfaitement juste, il est l'égal des grands lâches d'avant-guerre, les Brasseur, les Dalio.

Et l'image au grain un peu sale, grossi, toute craquante des scories de la nuit... Un drôle de pari tout de même, filmer des Noirs dans le noir, tout le temps... Claire Denis rit : « *Surtout qu'Isaac porte une chemise blanche ! C'est vrai, a priori, je voulais le faire en 16 mm, ce film, je voulais le tourner très vite. J'ai renoncé, mais gardé l'idée de le faire caméra à l'épaule, parce qu'il s'agissait de montrer des mains, des visages. Je voulais une caméra qui soit avec les gens. Tourner comme ça, j'ai compris que c'était comme une drogue. A certains moments, j'oubliais la scène, je suivais Agnès Godard qui portait la caméra, il y a une aspiration par l'image. Où va-t-on ? C'est ravageant, délicieux en même temps.* »

Claire Denis, petit soldat en campagne. Sac à dos vide. Pataugas. L'air chiffonné par une insomnie, sourire brutal comme une éclaircie. Venise, elle n'y est jamais allée de sa vie, et ça l'amuse que la première fois ce ne soit pas pour son voyage de noces. Lorsqu'on lui fait remarquer que les femmes sont nombreuses cette année à la Mostra, elle dit très bas de sa voix joliment rouillée : « *A tel point qu'on ne parlera bientôt plus des femmes dans le cinéma.* »

A propos, dans *S'en fout la mort*, les femmes sont à peu près absentes. Solveig Dommartin incarne un archétype un peu lointain, une étrangère tentante, c'est tout. Claire Denis dit : « *Oui, c'est une histoire*



JEAN-CHRISTIAN BOURCART

Le premier voyage à Venise de Claire Denis

« AN ANGEL AT MY TABLE », DE JANE CAMPION

Chronique d'une solitude

Jane Campion pourrait être la cinéaste du malaise. Après avoir brossé le portrait d'une débile légère dans *Sweetie*, elle retrace dans *An Angel at my Table*, la vie de l'écrivain Janet Frame : les peurs, les cauchemars d'une adulte en devenir.

JANET est une petite boule que l'on cache dans des pulls trop larges, des jupes crasseuses. Elle a une tignasse rousse, botte de foin indomptable sur la tête. Il lui manque un frère jumeau, mort si tôt qu'elle n'a pu partager avec lui ses jeux d'enfant. Elle écrit des poèmes.

Dans les années 30, en Nouvelle-Zélande, le talent de cette étrange fille de fermiers dérange le monde feutré de la littérature. Admiratif, son professeur de lettres préfère l'envoyer se « reposer » dans un hôpital psychiatrique plutôt que de la faire publier. Pendant huit ans les médecins affirmeront qu'elle est schizophrène. Janet racontera son enfer avec la pudeur d'un être à bout de nerfs. Janet Frame deviendra un grand écrivain.

La campagne humide. D'une voix « off », hésitante, Janet Frame ânonne son état-civil. Dès les premières images de *An Angel at my Table*, Jane Campion s'immisce dans un récit douloureux qui suit pas à pas l'autobiographie de l'écrivain, traduite en français sous le titre *Parmi les buissons de Matagouri* (1).

Dans *Sweetie*, son premier film, Jane Campion avait brossé le portrait d'une débile légère. Elle avait juré de tourner ensuite un film plus léger, plus romantique, un film en costumes, disait-elle. Avec *An Angel at my Table*, elle explore à nouveau l'univers flou qui sépare la folie de la normalité.

La tentation était trop grande, la nécessité de filmer la vie d'une adulte en devenir trop pressante, pour que Jane Campion, cinéaste du malaise, ne trouve pas dans l'œuvre de Janet Frame de quoi alimenter ses thèmes de prédilection : la gêne, les complexes, l'adolescence.



D.R.

Jane Campion, cinéaste néo-zélandaise a trouvé dans l'autobiographie de Janet Frame tous les thèmes qui tissent son monde de cinéma.

« *Je suis née en Nouvelle-Zélande*, dit-elle. *J'ai donc été nourrie des histoires de Janet Frame. Lorsque j'ai lu son autobiographie, je me suis surprise à rire, à pleurer, presque étonnée d'être si émue par un livre si simple, si candide.*

» *Et puis j'ai rencontré Janet Frame. J'ai commencé alors à percevoir les raisons de mon émotion. Il y a chez elle un incomparable mélange de spontanéité, de fraîcheur enfantine, d'intelligence. J'ai lu tous ses livres et j'ai voulu la faire connaître, tant sa façon d'explorer l'adolescence et la vie a fait ressurgir en moi de nombreux souvenirs, douloureux ou drôles, qui, grâce à son courage et à son honnêteté, ne m'ont semblés ni cruels ni embarrassants.* »

Jane Campion suit donc pas à pas cette jeune fille mal dans sa peau, par petites touches, des images insignifiantes qui, de minute en minute, prennent leur sens, leur force. On voit des jeux d'enfants, des gamins brimés par les caïds, des profs qui humilient avec délice un élève chapardeur. Et Janet, réfugiée dans sa chambre, examiner son corps ingrat devant le miroir. Le destin refuse toute échappatoire à Janet : sa sœur aînée se noie ; un bel étudiant américain lui fait l'amour pour la première fois et repart soudain ; un vieil homme excentrique la recueille le temps qu'elle écrive et publie un premier livre, puis la pousse à s'enfuir. *An Angel at my Table* pourrait être un documentaire sur une vie mal partie.

Là-bas, aux antipodes, Jane Campion filme un monde « *où la famille est inévitable* », dit-elle. Sweetie comme Janet sont ballottées par une existence sur laquelle elles n'ont aucune prise. Jane Campion sait faire résonner les gestes, les hésitations, chaque épisode du quotidien, qui conditionnent une existence.

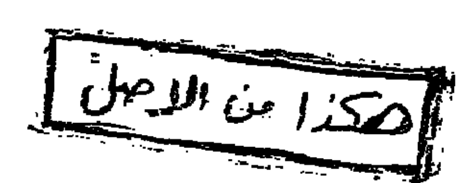
Inévitable aussi, cette folie qui frôle et menace chacun, illustrée par quelques images furtives, dérobées à ses personnages : les yeux d'un fou qui se balance sur le banc d'une gare, un enfant épileptique dont on cache les crises à ses frères et sœurs, l'errance de Janet dans les hôpitaux psychiatriques. Jane Campion aime ces personnages effarés qu'elle saisit avec lucidité.

Janet Frame et Jane Campion sont jumelles, déchirées entre l'émerveillement et la terreur des souvenirs amers, conscientes de l'intrusion de l'irréel dans le quotidien.

Dans *An Angel at my Table*, Jane Campion est une militante aussi, tout entière attachée à faire découvrir son continent. Après le désert de la trop vaste Australie, elle contemple les cieux pesants, le grésil collant, l'herbe grasse de la Nouvelle-Zélande. Le refuge de Janet Frame, qui est retournée au pays après sa fuite en Europe. Elle y vit toujours, apaisée.

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) *Parmi les buissons de Matagouri*. Editions Hommes et groupes (Paris). 222 pages. 87 F.



DE CLAIRE DENIS

pour l'homme

d'hommes. Cette relation d'amitié entre deux hommes saute assez vite aux yeux d'une femme. Je pense parfois que nous sommes de bons témoins, et qu'à regarder, à voir, on trouve égoïstement une jouissance. Regarder ce qui m'est étranger me plaît». Elle ajoute : *« Quand les hommes ne sont pas heureux, il n'y a pas de raison que ça se passe très bien avec les femmes. Pour que deux mondes se côtoient avec harmonie, il faut qu'il y ait harmonie. »*

Claire Denis précise aussi que son film n'est pas un documentaire sur les combats de coqs, qu'il parle seulement de l'une des activités que peut exercer un Guadeloupéen ou un Martiniquais à Paris, la plus grande ville antillaise du monde. *« Un Antillais peut aussi bien être avocat à la Cour ou vendre de la drogue à Strasbourg-Saint-Denis. Mais il y aura toujours chez lui une blessure, une légitime violence. »* De toute façon, ce qu'elle voulait surtout, avant tout, c'est retravailler avec Isaac de Bankolé qui avait été le *boy* sculptural et renversant de *Chocolat.*

« Alex était un ami d'Isaac, dans la vie. Comédien au Théâtre noir pendant des années. Sa caractéristique c'est aussi d'avoir été longtemps un extraordinaire acteur, au chômage. Il y en a, n'est-ce-pas ? Râlant de savoir qu'ils passent leur temps à repeindre des appartements. Stimulant de leur proposer quelque chose » .

Comment Alex Descas a-t-il pu jouer de façon si intense, si évidente, son identification au coq ? *« Jean-Paul Fargeau (mon coscénariste) et moi avions lu le texte d'un ethnologue américain qui, je crois, était un élève de Margaret Mead. Il a passé vingt ans de sa vie à Bali pour étudier les combats de coqs. Il paraît que là-bas on voit des hommes au bord des routes, avec l'animal. Ils ont avec lui un contact très physique, ils le tiennent entre leurs cuisses. Lors du combat, le vaincu doit donner son coq mort au vainqueur, peut-être pour qu'il le mange. Certains préfèrent dépecer leur coq battu encore vivant et l'avaler comme ça. Cette lecture m'avait impressionnée. C'était seulement suggéré dans le scénario, et Alex a su tout récupérer. »*



D.R.

Jocelyn (Alex Descas) tient dans ses bras son coq préféré, « S'en fout la mort », avant le combat dans le « pitt » où des hommes hurleront leurs paris clandestins.

Dans *S'en fout la mort*, les combats sont filmés comme des tableaux en train de se faire, les plumes, telles des coups de pinceaux furieux, une violence esthétique, intime, mais peu de sang, finalement. D'ailleurs, les âmes sensibles sont rassurées. Un carton du générique indique que les bêtes n'ont pas souffert.

Claire Denis raconte que, en effet, pendant les semaines de tournage à Rungis, couvés par leur dresseur, Yvon Dram, surveillés et endormis brièvement par un vétérinaire, leurs cuisses épilées ointes de rhum, miel et clou de girofle, les cinquante volatiles étaient dans leurs barraques de chantier chauffées, comme des coqs en pâte. Equipés de faux éperons en plastique, pour ne pas se blesser...

« Au début, je ne pensais pas prendre tant de soin. Tant pis, ils vont mourir, c'est le destin des coqs, j'étais assez cynique avec ça, dit-elle. *De toute façon, je n'avais jamais beaucoup aimé la volaille, ni même tellement les oiseaux. Et puis, je les ai vu arriver, ils étaient si beaux. J'ai appris à les saisir, c'est difficile, à les prendre contre moi pour les apaiser. C'est un animal brûlant, très palpitant. J'avais rattrapé mon sujet. »* Quand l'entretien est fini, Claire Denis s'en va comme si elle avait un grand chemin à faire, c'est pas tout ça, au revoir, je ne suis pas arrivée. Quelques minutes plus tard, elle téléphone : *« Je ne suis pas sûre de vous avoir assez parlé du travail d'Isaac de Bankolé. De sa générosité d'acteur qui a laissé le champ libre au talent d'Alex... »* Si, si, on en avait parlé. Elle insiste. *« Pas assez. »*

DANIÈLE HEYMANN

« THE COMPANY OF STRANGERS », DE CYNTHIA SCOTT

La vieillesse est un sauvetage



D.R.

Cynthia Scott (à droite) emmène sept vieilles dame sur le Mont-Tremblant et les ramène des profondeurs de la solitude vers des plaisirs oubliés. Une renaissance.

Cynthia Scott, réalisatrice canadienne, titulaire d'un oscar pour un court métrage sur le tango, emmène pour son premier long métrage sept vieilles dames en autocar. La promenade vaut le détour.

QUAND le gros autocar jaune tombe en panne dans cette campagne trop verte, on sait déjà qu'on est ailleurs. C'est alors que sortent les passagères. Elles sont sept. Elles n'ont plus beaucoup de féminité. Elles n'ont plus vraiment d'identité. Ce sont des vieilles, qui sans doute excursionnaient. Seule la conductrice est jeune, plantureuse, noire, et se tord la cheville. C'est la vie de ce groupe bloqué plusieurs jours sans vivres, ou presque, dans une ferme délabrée, que Cynthia Scott décrit avec une tendresse et une fermeté remarquables. Cynthia Scott donne avec *The Company of Strangers* son premier long métrage. Scénariste, réalisatrice et productrice au réseau anglais de Radio-Canada, avant de rejoindre l'Office national du film, elle est passionnée de danse. Un de ses courts métrages, *Flamenco à 5 h 15*, a reçu huit récompenses internationales dont un oscar, en 1984. Un critique canadien a très bien résumé l'envoûtement que provoque *The Company of Strangers : « Il ne se passe rien pendant vingt minutes, on se dit : pourvu qu'il ne se passe rien. Et après une heure et demie, alors qu'il ne s'est rien passé, on voudrait que ça ne finisse jamais. »*

La benjamine a soixante-neuf ans, l'aînée quatre-vingt-huit. Ce ne sont pas des comédiennes, seulement des vieilles dames, extraordinaires. Cynthia Scott les a sélectionnées après en avoir auditionné quatre cents, dans leur milieu naturel, maisons de retraite, organismes sociaux, clubs du troisième âge. Elles ne voulaient pas parler, elles avaient perdu jusqu'à la conscience d'exister. *« C'est tout le sujet du film »*, dit Cynthia Scott. Dont elle avait eu l'idée il y a plusieurs années, lorsque, responsable d'un casting, on l'avait chargée de recruter quelques vieux acteurs non professionnels. *« J'avais rencontré alors la vérité de ces existences effacées, niées, annulées par notre société. Les vieux, surtout en Amérique du Nord, me semble-t-il, n'ont aucun pouvoir, on ne les veut plus, tout simplement. Lorsque j'ai commencé à travailler sur* The Company of Strangers, *j'ai eu beaucoup de mal à convaincre les femmes que je rencontrais de participer à l'aventure. « Qui peut bien s'intéresser à nous, nous ne sommes pas intéressantes », répétaient-elles. »*

La suite leur prouva le contraire. Cynthia Scott a donc embarqué ses stars anonymes en pleine canicule du côté du Mont-Tremblant, au Québec, et leur présence, leurs confidences, ont enrichi le scénario, modifié le cours du film, révélé des personnalités exceptionnelles. On ne sait plus où commence la fiction, où finit la réalité de ces vies tricotées de bonheurs enfuis, de désirs inassouvis, de talents inexploités, de chagrins inconsolables.

Mais on sait qu'on les adore vite, qu'on les adore toutes, ces vieilles, filmées avec un tact constant, mais sans le moindre apitoiement offensant. Ces vieilles que la promiscuité, que la disette, à leur grande surprise, vont rapprocher, les ramenant depuis les profondeurs immondes de la solitude vers des plaisirs oubliés : parler à quelqu'un, écouter quelqu'un, rire, danser, vivre.

« Au début, rappelle Cynthia Scott, *Alice Diabo était la plus timide. Elle avait peur que son anglais ne soit pas à la hauteur. Alice est une Indienne Mohawk, elle a vécu longtemps dans la réserve Kahanawake, près de Montréal. Elle s'est révélée une actrice d'une vigueur incroyable. »* C'est vrai. Il faut voir Alice confectionner une nasse attrape-truites avec le collant d'une de ses compagnes. Et réaliser que toutes les anciennes coutumes de survie dans la nature ne sont pas si faciles à réactualiser. La scène désopilante où elle tente en vain de lancer les fameux signaux de fumée si familiers aux Indiens de cinéma en témoigne...

Il y a la divine Cissy (soixante-seize ans) qui rit tout le temps et qui a pourtant eu une attaque cérébrale. Il y a Mary (soixante et onze ans) et Catherine (soixante-neuf ans), les seules à ne pas s'être mariées, l'une parce qu'elle est lesbienne et l'autre parce qu'elle est bonne sœur. Il y a Beth, quatre-vingts ans. Elle a perdu son fils de vingt-sept ans, elle dit avec un si joli sourire : *« Je n'ai plus jamais été heureuse depuis. »*

Avant qu'un petit hydravion vienne les rechercher, les naufragées du Mont-Tremblant auront découvert qu'elles avaient encore des yeux pour voir la beauté des choses, leur reflet tremblant dans l'eau claire, le jour qui se lève. Parfois leurs peurs les rattrapent : *« J'ai peur de tout perdre, que personne ne veuille plus de moi »*, dit l'une. *« Je vais bientôt mourir »*, dit l'autre. Mais une troisième réplique : *« Moi, je ne vais pas mourir. Pour l'instant, je vais pêcher. »*

C'est là l'ambition réussie de *The Company of Strangers*, éviter tout pathétique gratuit, réhabiliter des âmes fortes dans des corps usés, parler du passé au présent. Donner à chacun de nous une leçon d'humanité.

D. H.

« LES AFFRANCHIS »,

La règle du jeu dans les rues italiennes

Avec son nouveau film *Good Fellas (les Affranchis),* Martin Scorsese retrouve l'atmosphère et les personnages des quartiers italiens de New-York, Queens, où il est né, la Petite-Italie, où il a grandi et qui, depuis *Mean Streets,* ont servi de décors à plusieurs de ses films. Le cinéaste italo-américain sera également présent à Venise avec son documentaire consacré au couturier milanais Giorgio Armani.

par Martin Scorsese

« Marty est cinéma et Marty est italien. »
(George Lucas, au cours d'une récente émission diffusée par le réseau PBS)

« IL y a très longtemps, bien avant *Mean Streets,* j'avais tourné un court-métrage, *It's not just you, Murray,* qui racontait la vie d'un petit gangster de 1922 à 1965 et que j'avais tourné dans les rues de la Petite-Italie à New-York. Même intrigue que *les Affranchis,* même fil conducteur : l'ascension puis la chute d'un homme. Quelqu'un de totalement innocent qui s'engage progressivement dans le crime et en paie le prix. A force de répéter la même histoire, je finirai bien par savoir la raconter !

» J'ai souvent dit qu'étant italo-américain, je refusais l'assimilation de cette communauté au syndicat du crime et ne ferai jamais un « film sur la Mafia » au sens traditionnel du terme. *Les Affranchis* représentent pour moi une sorte de documentaire dramatique – et en même temps assez drôle – sur une culture qui a ses règles, son code, ses croyances. Une épopée du quotidien, telle que je l'ai connue, telle que je l'ai vécue dans la rue. Les gens se rendent compte, à la façon dont le Don prend une tasse de café, qu'ils sont fichus. C'est cela que je voulais montrer, d'une manière aussi authentique que possible.

« La Teresa de Mean Streets *voulait quitter le quartier. Pas le personnage de Harvey Keitel. Pour moi, c'est là l'illustration la plus directe du dilemme personnel de Marty. »*
(L'actrice-productrice Amy Robinson, qui jouait Teresa)

» On peut arracher quelqu'un à son quartier, on ne lui arrachera jamais le quartier du cœur. Je suis né dans le faubourg de Queens à Corona, ce qui signifie « couronne », et j'y ai vécu jusqu'à sept, huit ans. Puis mon père a eu des problèmes d'emploi. Il a perdu beaucoup d'argent, nous avons mis le mobilier au garde-meubles et sommes allés nous installer chez ma grand-mère, sur Elizabeth Street, en plein cœur de la Petite-Italie. Dans trois pièces : une pour mes grands-parents, une pour mes parents, une pour mon frère et moi. La sœur de mon père vivait sur le même palier, l'appartement d'à-côté, avec son mari et leur bébé de six mois.

» Six mois plus tard, nous trouvions à nous loger un peu plus bas, toujours sur Elizabeth Street. Il a fallu vingt ans, que mon frère se marie et que je quitte la maison, dans les années 60, pour que mes parents déménagent et s'installent... dans l'immeuble d'en face. Le quartier a beau tenir du mouchoir de poche, la sociogéographie en est terriblement complexe... Les immigrants siciliens étaient originaires de petites villes. Mon grand-père venait de Pulizi Generosa. Ceux de Pulizi s'installaient Elizabeth Street, disons : au 232. Aussitôt que des appartements se libéraient dans l'immeuble, ils faisaient venir des gens de leur village. Ceux de Cimina – ma grand-mère maternelle – avaient leur immeuble un peu plus bas. Un Sicilien allait rarement s'installer Mulberry Street, territoire napolitain.

» Chacun importait la mentalité et la structure, la vieille structure féodale de son village. Au village, le Don faisait office d'arbitre et de juge de paix. Un jour, une de mes tantes s'est enfuie avec un homme. Pour mon grand-père, elle n'existait plus, elle était morte. Pendant six mois, on a porté le deuil à la maison. Puis le Don qui représentait son village est venu prendre le café, ma grand-mère lui avait demandé d'intervenir pour que ma tante puisse rentrer; après tout, elle l'avait épousé, son amoureux, la situation était différente. Et le Don a résolu le problème. Il intervenait de la même manière pour régler les différents financiers entre familles.

» A l'échelon du village, le système fonctionne. Pour deux ou trois pâtés de maisons sur Elizabeth Street, il fonctionne. C'est quand le Don se mêle d'étendre son emprise sur le West Side, lorsque débarquent les sangsues – *« Raque ou je te fous la boutique en l'air »* – que se posent les problèmes. Je n'irai pas jusqu'à justifier le système, mais je comprends pourquoi ces gens se méfient des gouvernements et surtout de la police. Leur esprit n'est pas adapté à ce système.

» Quand vous avez huit ou neuf ans, vous ne connaissez pas autre chose que l'endroit où vous habitez. Rien n'existe en dehors de deux ou des trois pâtés de maisons. J'avais dix-huit ans quand j'ai pour la première fois franchi la frontière pour entrer dans Greenwich Village. D'ailleurs, pourquoi aller ailleurs ? On avait tout dans le East Side, on détestait l'Ouest.

» Les gosses de mon âge ne parlaient pas de gangs mais de bandes. On s'habillait « propre ». Les blousons de cuir étaient très mal vus. Surtout après Brando et *l'Equipée sauvage,* ça faisait déclassé. Pour les adultes aussi : ils portaient des costumes de soie et des mohairs. Plus ils étaient haut placés, plus ils étaient discrets. Je me souviens d'un pique-nique de mon enfance. Il y avait, comme d'habitude, des mouflets partout, on était toujours dans les pattes des grands. Les hommes mangeaient tranquillement des saucisses et des poivrons. Plusieurs années plus tard, j'ai compris que c'était... une rencontre au sommet. Ils avaient tous des têtes d'oncle.

» Mes copains étaient des voisins. Des vrais durs, qui vous tapaient dessus pour vous mettre à l'épreuve. « Taper dessus » est un bien grand mot : deux ou trois coups de poing au bras. Mais j'encaissais sans piper – ce qu'ils appréciaient – et puis on passait à autre chose. D'avoir un frère plus âgé de six ou sept ans m'avait entraîné. La rue, c'était plus facile... Question de survie. Si on n'était pas très costaud – ce qui était mon cas, puisque j'étais asthmatique – il fallait trouver autre chose : je les faisais rire, j'organisais leurs surboums, je faisais même le programme de disques – je commençais toujours par un Chuck Berry, qui est sicilien comme chacun sait. Et je participais aux activités de l'église et de l'école paroissiale au coin de Mott Street.

» C'est un cliché de le dire, mais c'est vrai, et ça l'était surtout dans les années 50 : pour qui naît dans la Petite-Italie, le choix est simple, on se fait curé ou on devient gangster. Je voulais être prêtre, j'aspirais à entrer à l'université jésuite de Fordham mais j'avais de trop mauvaises notes. Je suis donc allé à NYU, l'université de New-York, pour étudier le cinéma.

» Ma mère adorait le cinéma. Le premier film dont je me souviens est *Duel au soleil.* A la fin, j'étais si terrifié que je m'étais planqué sous mon siège. Jennifer Jones raclant le flanc de la montagne et tirant sur Gregory Peck sous un soleil de plomb – ils s'aimaient tellement qu'ils s'entre-tuaient – et elle qui hurlait : *« Je suis une traînée, je suis une traînée ! ».* Ma vie amoureuse en a été marquée.

» *Duel au soleil* était refusé par l'Eglise, mais en général, je faisais très attention. Quand j'ai abordé mes études de cinéma, j'ai expliqué au prêtre – à confesse ! – que je m'étais senti obligé de voir *Sourires d'une nuit d'été* d'Ingmar Bergman et que, l'ayant vu, je ne comprenais pas très bien où était le problème. Et le curé m'a dit : *« Nous ne pouvons pas autoriser ça à l'ensemble de notre troupeau. Mais si c'est pour ton travail... »* On ne devait pas être très nombreux, dans le Lower East Side à vouloir aller voir un Bergman.

New-Yor

« MO'BETTER BLUES »,

Mélodie en sous-sol dans

quartie



Ici le quartier s'appelle souvent ghetto. Giant (Spike Lee) et Peten (Ruben Blades, au civil l'un des pères fondateurs de la salsa moderne) tiendront-ils toute la nuit rien qu'avec du café ?

Après *Do the Right Thing,* Spike Lee consacre son nouveau long métrage, *Mo'Better Blues,* à un trompettiste de jazz. Aujourd'hui, le cinéaste se défend d'être devenu le porte-parole de la communauté noire, sans renoncer à plaider la cause de celle-ci. Mais, encore une fois, le film a soulevé de nombreuses polémiques. Après l'avoir dénoncé pour appel à la haine raciale, les ligues le taxent aujourd'hui d'antisémitisme.

« DÈS l'âge de trois ou quatre ans, mon père me traînait dans toutes les boîtes où il passait – Le Village Vanguard, le Bitter End, le Blue Note. La maison était constamment remplie de musiciens, nous jouions tous d'un instrument... Il y a longtemps que je voulais faire un film sur le jazz. »

Portant une casquette *Mo'Better Blues* et le tee-shirt du groupe Public Enemy (*Fight The Power,* chanson omniprésente dans *Do the Right Thing),* Spike Lee fait remonter à son enfance les origines de son « jazz movie ». Denzel Washington y est un trompettiste obsédé par son art, qui fait passer au second plan les conflits entre les membres de son quintet (Spike Lee incarne son manager) et surtout entre les deux femmes auxquelles il accorde des parcelles de son temps. Un film « intimiste » et musical donc, sans préoccupation politico-sociale.

« Do the Right Thing *est une croix que je porterai jusqu'à la fin de mes jours,* soupire Spike Lee. *Même s'il reste deux cents films à faire sur le racisme, je n'entends pas consacrer toute ma carrière aux problèmes sociaux.* » (Il y revient pourtant avec *Jungle Fever,* histoire d'amour entre un architecte noir et une Italo-Américaine de Bensonhurst, faubourg de New-York qui a récemment connu de graves incidents raciaux.) *« Par ignorance, haine de soi ou manque*

LES AFFRANCHIS »,

...aliennes

...mangeaient tranquillement des ... Plusieurs années plus tard, ... une rencontre au sommet. ... d'oncle.

... des voisins. Des vrais durs, ... pour vous mettre à l'épreuve. ... un bien grand mot : deux ou trois ... Mais j'encaissais sans piper – ... – et puis on passait à autre ... plus âgé de six ou sept ans ... c'était plus facile... Question ... pas très costaud – ce qui était ... j'étais asthmatique – il fallait trou... je les faisais rire, j'organisais leurs ... même le programme de disques – ... toujours par un Chuck Berry, qui est ... Et je participais aux acti... de l'école paroissiale au coin de

... de le dire, mais c'est vrai, et ça ... les années 50 : pour qui naît dans ... le choix est simple. on se fait curé ou ... Je voulais être prêtre, j'aspirais à ... de Fordham mais j'avais ... Je suis donc allé à NYU, ... pour étudier le cinéma.

... le cinéma. Le premier film ... est Duel au soleil. A la fin, j'étais ... planqué sous mon siège. ... le flanc de la montagne et tirant ... sous un soleil de plomb – ils s'ai... qu'ils s'entre-tuaient – et elle qui ... je suis une traînée ... a été marquée.

... par l'Eglise, mais en ... Quand j'ai abordé ... j'ai expliqué au prêtre – ... obligé de ... et que ... était le problème. Et ... Mais ... très ... Bergman

« MO'BETTER BLUES »,

...ous-sol dans

E MARTIN SCORSESE

le New-York

« Ce n'est pas à l'église mais dans la rue qu'on paie pour ses péchés. »
(Première réplique de *Mean Streets*, prononcée par Scorsese)

» Le premier homme que j'aie vu se faire descen-... J'ai assisté à des fusillades, mais je ne restais pas ez longtemps pour voir qui allait encaisser. Un jour, mec s'est fait descendre, il avait la tête dans le iveau, c'était la nuit. Jimmi le flic lui a enfoncé un yon dans le trou qu'il avait dans la nuque. *« Il est rt. Bon. »*

» En fait, les mecs se faisaient descendre ailleurs se faisaient ensuite larguer sur Mulberry – geste abolique de je ne sais pas très bien quoi, – le plus vent de nuit, juste à côté de la petite église russe... tait courant, surtout le week-end.

» J'ai failli me faire tuer, un jour, dans une voi-e. Le gars qui se fait tuer sur la banquette arrière is *Mean Streets* vient de là. J'étais avec Joe, mon illeur copain à l'époque, un samedi, il était s heures du matin. Et comme on n'aimait pas beau-ip le gars qui nous promenait en voiture, on lui a nandé de nous lâcher à Elizabeth Street, où il habi- également. C'était un flic hors service, et il avait jours un revolver. Donc, il fait le tour du bloc et se ouve nez à nez avec une grosse voiture noire garée double file, deux types y bavardaient. *« Déplace ta ure. – Vous ne voyez donc pas que je suis en pleine versation ? »* Le flic qui se croit dans un western sort revolver. *« Vous tenez vraiment à sortir les flin-s ? »* lui demande l'autre calmement. C'était octobre 1963, Joe et moi étions blottis l'un contre tre sur la banquette arrière.

» La voiture noire s'en va, le flic nous lâche à zabeth Street. Astor Plaza, une voiture noire le int et le canarde. Dieu sait ce qui nous serait arrivé oe et moi étions restés avec ce con. Mais ce sont choses qu'on apprend très vite à flairer. Dès que lqu'un fait l'imbécile, *« non, merci, je rentre. »* ■



D.R.

Jimmy Conway (Robert De Niro), Henry Hill (Ray Liotta) au *diner* du coin. *Les Affranchis*, un film de quartier où le linge sale se lave (énergiquement) en famille, sans jamais sortir du voisinage.

E SPIKE LEE

es quartiers noirs d'Amérique

lucation, nous les Noirs n'accordons pas assez de ur à notre héritage culturel. Longtemps, aux Etats-s en tout cas, le blues a été assimilé à de la musi- country, donc rétrograde. Je voulais montrer que le : est bien autre chose : une véritable forme d'art. »

Parti pour être un « film simple et tranquille », 'Better Blues vient de soulever une violente contro-e. Spike Lee, qui s'était estimé « volé de Palme » à Cannes en 1989, va-t-il une fois de plus crier racisme ?

« J'ai entendu dire et répéter que, dès qu'on me la moindre critique, je crie au racisme. C'est faux. deux ou trois occasions, j'ai dit que certains com-itaires étaient racistes. « Pourquoi n'y a-t-il pas de gue dans Do the Right Thing ? *» C'est une question vous poseriez à Mike Nichols pour* Working Girl ? *squ'un journaliste écrit que* Do the Right Thing *tera trente millions d'Afro-Américains à mettre le dans la rue, à l'époque où les journaux regor-ient de faits divers commis par des bandes de ies, ou pendant le procès de la joggeuse violée dans tral Park, désolé, mais je trouve ça raciste. »*

RD ET *AUTOUR DE MINUIT* : S FILMS RACISTES ?

Autour de minuit et *Bird* sont les deux têtes de : de Spike Lee : « trop de Blancs, trop de nuit, de pluie et pas assez d'humour », dit-il et, au- de la boutade, il trouve malhonnête la manière t Bertrand Tavernier et Clint Eastwood montrent s jazzmen.

« Ni l'un ni l'autre ne font état de leur génie musi- Même Amadeus *le faisait pour Mozart, tout en lui nant un comportement odieux. Le Dale Turner xter Gordon) de* Autour de minuit *se comporte en int ; il faut qu'un Français le tienne par la main. hétique. Rien dans* Bird *ne vous indique que Char- Parker avait changé le visage de la musique. Non : t « un drogué ». Peu de films, sinon aucun, ont été sacrés aux figures du jazz qui ont connu une ide – et longue – carrière : Gillespie, Duke Elling- Count Basie, Ella Fitzgerald. Par commodité dra-ique, le cinéma préfère « l'artiste maudit » dévoré ne, de préférence) par une muse qu'il ne peut satis- qu'à coups de drogues et d'alcool.*

» L'héroïne et l'alcool étaient plus répandus dans la vieille génération – aux sociologues d'expliquer pourquoi. Mais ce n'est plus le cas. Branford Marsalis, Wynton Marsalis, Terence Blanchard, Donald Harri-son ne boivent pas, ne se droguent pas. Je voulais mon-trer quelqu'un qui peut prendre des décisions, mener une vie de famille, gérer son budget – et surtout qui s'entraîne. *Branford Marsalis s'exerce six heures par jour.*

» Je ne vais pas me comparer à Martin Luther King, que cela soit très clair. Mais il n'aspirait nulle-ment à devenir un leader politique. Il voulait diriger sa petite église et mener une vie tranquille. Et puis il se retrouve à la tête du boycottage des autobus à Montgo-mery. Le reste appartient à l'Histoire. A ma petite, toute petite échelle, je n'ai pas demandé non plus à être le porte-parole de trente millions d'Afro-Améri-cains. Seulement, à cause de la puissance du médium cinéma, on me colle une armée de micros sous le nez dès que des Noirs sont mêlés à quoi que ce soit. Il y a des choses sur lesquelles je tiens à m'exprimer. Mais je ne suis pas un homme politique, je fais des films, un point, c'est tout. »

Les attaques viennent aussi de la communauté noire, dit-il. *« On a trop tendance à faire d'un seul être le sauveur... Chaque fois que j'annule une conférence ou même un simple rendez-vous, c'est comme si je laissais tomber la race noire tout entière. C'est grotes-que. »*

TUÉ POUR UNE PAIRE DE CHAUSSURES...

Récemment, les journaux américains et les télévi-sions montraient le visage ravagé d'une femme – noire – regardant sur ses genoux une paire de chaus-sures de sports : son fils, un adolescent, venait de se faire tuer dans une rue de New-York pour avoir refusé de les céder à un voyou. L'opinion publique a fait endosser la responsabilité de ce meurtre à Spike Lee qui, associé avec le basketteur vedette Michael Jordan et reprenant son personnage de *Do the Right Thing*, avait réalisé les spots publicitaires pour la firme Nike.

« Je ne crois pas que les tennis soient le problème, répond-il. *Les gens tuent parce qu'ils sont gavés de « commercialisme. » « Achète, achète, achète, achète. » Si je dois me faire accuser, alors soyons honnêtes et supprimons toute forme de publicité. Car enfin, s'ils avaient du fric, ils les achèteraient, leurs putains de tennis, ou le blouson de cuir. Vous croyez vraiment qu'on se balade dans la rue à la recherche de la bonne taille ou de la bonne pointure ? « Tiens, une taille 42, je tue » ? C'est absurde !*

» Le problème est que toute une génération de jeunes blacks ne se voient aucun avenir, détestent ce qu'ils sont, ont le sentiment qu'ils ne valent rien. Alors, pour se sentir un peu comme des êtres humains, ils attachent du prix à une chaîne en or, un blouson ou une paire de godasses. Et s'en est-on pris aux athlètes blancs qui font l'éloge de telle marque de cigarettes ou de telle marque de bière ? Malgré le nombre de gamins qui meurent au volant ? Chaque fois que des Noirs atteignent un certain niveau de célébrité, ou « font trop d'argent » ou ont trop de pouvoir, neuf fois sur dix démarrent les attaques ».

LES NOUVEAUX SHYLOCKS

Dans *Mo'Better Blues*, le portrait que Spike Lee fait de Josh et Moe Flatbush, directeurs du club de jazz où se produit le quintet, lui a valu d'être taxé d'antisémitisme, ce qu'il réfute. De *« Vampires tran-sylvaniens » (New York Post)* au *« Shylocks »* de *News-week*, la composition des acteurs (et frères) John et Nicholas Turturro relève de la caricature : leur âpreté au gain est inséparable de leur identité de juifs, et parce qu'ils sont les seuls du film, presque automati-quement, ils symbolisent le « juif ». (Il y avait plus de diversité dans la bigoterie chez les Italiens de *Do the Right Thing.*) La Ligue antidiffamation déplore que *« soit ressorti ce dangereux stéréotype, »* et s'avoue *« déçue »* que le coup vienne d'un cinéaste *« dont le succès est largement dû aux efforts déployés pour abat-tre les préjugés raciaux, »* et qui *« adopte ici les méthodes qu'ailleurs il déplore ».*

« Mon père a travaillé en majorité dans des night-clubs tenus par des juifs, répond Spike Lee. *Mon film ne les incrimine pas. Je voulais montrer que les artistes black devaient lutter contre l'exploitation dont ils font l'objet. »* Plus loin, il dit encore : *« Vous croyez que Lew Wasserman, Sidney Sheinberg et Tom Pollock, les pontes de Universal et MCA, m'auraient laissé tourner un film antisémite ? »* Mais, à la télévision, il ajoute calmement : *« La majorité de ceux qui dirigent Holly-wood sont juifs, et c'est un fait. »* Le même mois, l'As-sociation nationale pour l'avancement des gens de couleur (NAACP) se plaint publiquement du *« racisme juif »* qui barre la route du cinéma aux artistes noirs.

« Ma position est que la lutte doit être menée sur deux fronts, poursuit Spike Lee. *D'une part, il faut maintenir la pression sur Hollywood pour que soient engagés davantage de cadres supérieurs noirs, en parti-culier au niveau de la production. Mais, d'autre part, nous n'avons pas besoin de tout attendre de Holly-wood. On peut faire des films ailleurs. En faisant par exemple appel au gros capital black. »*

CITIZEN SPIKE

Le 22 juillet 1990, à midi, était inaugurée la bou-tique de Spike Lee, *Spike's Joint*, au 1, South Eliott Place, à Fort Green, dans Brooklyn. Construite par une entreprise dirigée par un Noir, dans un local situé en plein quartier noir et obtenu auprès d'un agent immobilier noir, la boutique, gérée par un Noir, est, outre les Nikes et les T-shirt Michael Jordan, entière-ment réservée aux affiches, scénarios, livres, porte-clés, T-shirts, cartes postales portant le label Spike Lee.

La diversification est astucieuse : elle évite la cooptation par les grandes entreprises (souvent diri-gées par des Blancs), et Spike Lee peut traiter d'égal à égal avec Universal, Nike ou les jeans Levis. *« Je peux paraître présomptueux mais tant pis... Si je n'avais pas de talent, si je ne faisais pas du bon travail, Nike et Levis ne m'auraient jamais abordé. Mais j'ai le sentiment – et je le prouve – qu'on peut travailler avec l'Amérique du capital blanc sans rien perdre de sa dignité, en cherchant à maintenir le plus grand contrôle possible sur les revenus de ce talent et de ce travail. Il nous faut réaliser davantage de films, il nous faut plus de directeurs de salle, de cinéastes, et d'écri-vains susceptibles d'écrire pour une foule d'acteurs noirs bourrés de talent mais qui ne trouvent pas d'em-ploi...*

» Et on pourrait commencer par monter nos pro-pres épiceries au lieu de râler contre les Coréens... »

Propos recueillis par HENRI BÉHAR

« DICK TRACY », DE ET AVEC WARREN BEATTY

Le bon, les brutes et les commerçants



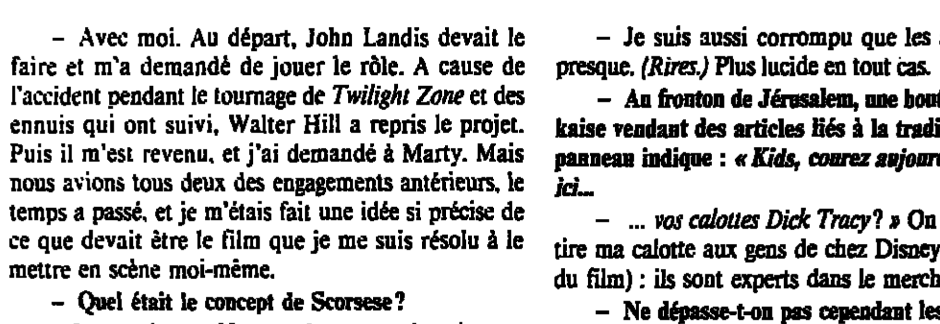


Bille à plat/Flattop (William Forsythe)





Le Pruneau/Pruneface (R. G. Armstrong)



***Dick Tracy* devait être un « petit » film réalisé entre deux « grands » projets : *Reds*, sur le journaliste John Reed, et un autre sur Howard Hughes. Le hasard en a décidé autrement. *Dick Tracy* est un film ambitieux dont la distribution comprend Warren Beatty dans le rôle du légendaire détective de B.D., Glenne Headly dans celui de son éternelle fiancée. Al Pacino, Dustin Hoffman, Madonna et bien d'autres y incarnent une galerie de gangsters.**

– La bande dessinée de Chester Gould était originellement en noir et blanc...

– Pendant la semaine. Le dimanche, *le Chicago Tribune* la publiait en couleurs. Quand j'étais gamin, le noir et blanc, c'était l'intrigue, l'intrigue, l'intrigue, mais le dimanche, ouaaahhh ! l'explosion.

– Avez-vous envisagé de tourner *Dick Tracy* en noir et blanc ?

– Bien sûr, mais ça a duré cinq minutes. Le film *devait* être en couleurs. Mes couleurs du dimanche, celles de la bonne vieille technique de la rotogravure. Couleurs fondamentales, émotions fondamentales. Bleu, rouge, jaune. Je tenais à limiter la palette, à rendre les choses plus tranchées, plus radicales, ce à quoi le chef décorateur, Richard Sylbert, et la créatrice des costumes, Milena Canonero, n'étaient pas habitués. J'étais aussi très conscient du piège à éviter.

– C'est-à-dire les angles délibérément bizarres ? L'épate à bon compte ?

– Oui. Pour moi, filmer un visage la caméra sur le lampadaire ou sous l'essieu d'une voiture a un côté « moi-moi-moi » qui freine totalement le déroulement d'une intrigue. Dans *Dick Tracy*, les scènes sont courtes, comme le réclame le scénario d'une bande dessinée : il se passe ceci, qui conduit à ceci, qui entraîne cela...

– Vous retrouvez cette année Martin Scorsese à Venise. Il devait vraiment réaliser *Dick Tracy* ?

– Oui.

– Avec vous ?

– Avec moi. Au départ, John Landis devait le faire et m'a demandé de jouer le rôle. A cause de l'accident pendant le tournage de *Twilight Zone* et des ennuis qui ont suivi, Walter Hill a repris le projet. Puis il m'est revenu, et j'ai demandé à Marty. Mais nous avions tous deux des engagements antérieurs, le temps a passé, et je m'étais fait une idée si précise de ce que devait être le film que je me suis résolu à le mettre en scène moi-même.

– Quel était le concept de Scorsese ?

– Je ne sais pas. Nous ne le saurons jamais.

– Vous avez donné à ce film un aspect comédie musicale.

– J'aime beaucoup Vincente Minnelli et j'ai toujours été sensible à la naïveté du grand musical hollywoodien.

– Avec des figures grotesques, en particulier chez Al Pacino, qui s'est fait une tête entre Hitler et Arturo Ui...

– Il a joué *Arturo Ui* au théâtre. Ceux qui ne l'ont pas vu sur scène n'imaginent pas à quel point il peut être drôle. Profondément drôle. Parce qu'il ne truque pas, il ne vise pas au-dessous de la ceinture.

– Allez-vous reprendre votre projet de film sur Howard Hughes ?

– Il est toujours en cours, je le ferai, mais pas tout de suite. Je commence ces jours-ci, en tant qu'acteur uniquement, un film sur le gangster Bugsy Siegel, écrit par James Toback (*Fingers*) et réalisé par Barry Levinson (*Rain Man*)... Comme l'a dit un jour Maria Callas : « *Il est temps de piocher dans mes intérêts et de laisser reposer mon capital.* » Je ne sais pas si elle avait raison de le dire quand elle l'a dit, mais enfin...

– Aux Etats-Unis, *Dick Tracy* vient de dépasser les 100 millions de dollars de recette...

– J'en suis ravi, mais... c'est un alliage difficile à manier, l'art et le commerce. On en arrive trop vite à mettre en équation mérite culturel et rentabilité financière.

– On y est déjà !

– Mais c'est le cas dans tous les domaines, non ? Madonna n'avait pas tort : « *It's a material world.* » C'est l'essence même de cet âge de cupidité incarné par Ivan Boesky et non pas suscité mais illustré par Reagan. Un manque d'inspiration sociale et une pléthore d'inspiration narcissique.

– Vous faites partie de ce monde, et vous n'êtes pas tenu pour le plus naïf des négociateurs...

– Je suis aussi corrompu que les autres. Enfin presque. *(Rires.)* Plus lucide en tout cas.

– Au fronton de Jérusalem, une boutique new-yorkaise vendant des articles liés à la tradition juive, un panneau indique : « *Kids, courez aujourd'hui acheter, ici...*

– ... *vos calottes Dick Tracy* ? » On me l'a dit. Je tire ma calotte aux gens de chez Disney (distributeur du film) : ils sont experts dans le merchandising.

– Ne dépasse-t-on pas cependant les limites de la saturation ? Disney n'est pas le seul – *les Dents de la mer* et *Batman* en sont la preuve – mais, depuis *Roger Rabbit*, il semble impossible de faire un film sans tee-shirts, casquettes, chaussures, parc d'exposition et campagnes avec McDonald's ou Coca-Cola...

– Ce n'est plus tout à fait mon domaine. J'ai les moyens de ne plus travailler jusqu'à la fin de mes jours – encore que ça peut changer – mais de faire autre chose. Cette énergie consacrée au merchandising part de la même source que celle utilisée pour raconter une histoire, créer un film – ou une recette de cuisine. Quelles que soient les méthodes, si elles suscitent davantage de films et y sensibilisent le public, tant mieux. Le vrai problème, c'est nous, pas ceux qui essaient de faire de l'argent.

– Vous-même compariez récemment les films d'aujourd'hui à du fast food, disant espérer que « *le succès des hamburgers financerait des plats plus originaux* » mais craignant qu'il ne serve en fait qu'à « *financer d'autres hamburgers* ».

– C'est vrai. Puisque l'argent suit l'argent... Le problème est en nous, qui disons : « *Cette petite œuvre extrêmement personnelle, ce sera pour plus tard. Faisons d'abord la suite d'une suite d'une suite, ça me rapportera plus d'argent.* » Tout le monde est corruptible – ou presque ; il y a simplement des degrés dans le prix et le niveau de corruption. Le cinéma fait aujourd'hui plus d'argent que jamais, et il le fait plus vite que jamais.

– Trop vite ?

– Comme dirait Gertrude Stein, « *la question n'est pas de répondre tout de suite à la question* », elle est de découvrir quelle *est* la question. A vivre dans une société – américaine, française, allemande – plongée dans un état d'ennui aussi avancé que la nôtre, grasse, narcissique, contente d'elle-même, riche, mais ayant perdu le sens de l'orientation, on se dit que la société capitaliste ne fait pas très bien le ménage chez elle. La « mort du communisme » – et il y aurait beaucoup à dire sur le détournement de ce terme – n'est pas une victoire de la libre entreprise. Lorsque nous nous pencherons à nouveau sur nous-mêmes pour redécouvrir les vraies iniquités sociales, les vrais conflits de société, certains d'entre nous se diront : « Tant pis pour le fric, j'ai une chose précise à dire, j'en retirerai plus de plaisir et plus de respect de la part de mes pairs qu'en gagnant de telles sommes. » Alors, peut-être, certes, nous ferons moins d'argent, mais les films redeviendront meilleurs.

– Chaque fois qu'on vous demande si vous envisagez de vous lancer dans la politique, vous répondez non. Et aujourd'hui ?

– Ma réponse est : « Non non non non non non. Et non ! »

– Parce que votre vie privée ne supporterait pas un examen fouillé, et – l'affaire Gary Hart pour qui vous faisiez campagne le prouve – l'Amérique semble exiger aujourd'hui de ses personnalités publiques et politiques presque de la sainteté.

– Lorsque vous dites que ma vie privée ne supporterait pas une curiosité d'entomologiste, je ne suis pas sûr que vous ayez raison. Je suis un homme qui n'a jamais trompé sa femme...

– C'est facile, vous n'en avez pas.

– Qui vous dit que c'est facile ? ... Dans l'affaire que vous évoquez, il s'agissait d'un homme pris en flagrant délit d'hypocrisie par la société la plus intensément hypocrite, en particulier dans ce domaine du sexe, qui oblitère d'emblée tout le reste. Il me paraît tout à fait possible que quelqu'un dont le style de vie est peu conventionnel se présente devant les électeurs. S'il le fait sans hypocrisie – et avec une certaine habileté, coupant court à cette orgie de plaisir malsain à laquelle nous participons tous, presse, public, vous et moi – il pourra réussir. Si nous nous rabattons sur les « vies privées », c'est parce que nous n'entendons plus rien aux questions économiques. Avec un bon usage de la technologie, nous finirons peut-être par comprendre et par dire : « Peu importe avec qui vous couchez, sortez-nous simplement de ce merdier. » Le ferais-je ? Si l'on faisait pression sur moi, et si ça me paraissait nécessaire, oui.

– Que faudrait-il pour vous convaincre ?

– *Enormément* de tendresse ! » *(Il rit.)*

Propos recueillis par HENRI BÉHAR

PHOTOS : PETER SOREL/TOUCHSTONE PICTURES. DESSINS : CHESTER GOULD/CHICAGO TRIBUNE/ED. FUTUROPOLIS



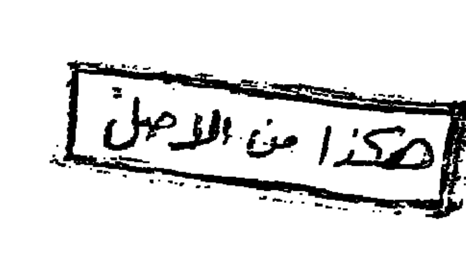


Le Gratteur/Itchy (Ed. O'Ross)





L'Influence/Influence (Henry Silva)





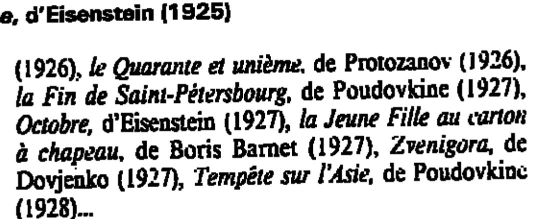
Le Cuirassé Potemkine, d'Eisenstein (1925)

La Mère, de Poudovkine (1926)

LE CINEMA SOVIÉTIQUE DE 1929 À 1935

Autant en emporte Staline

A travers vingt-cinq films tournés entre l'invention du parlant et la « stalinisation » des studios, la rétrospective « Avant les codes » évoque les derniers feux de la créative école du jeune cinéma soviétique



« *LE cinéma est un sportif. Il n'a pas froid aux yeux. Le cinéma est un tueur d'esthétique. Le cinéma invente enfin la poésie.* » Cette déclaration, entre cent autres, de Vladimir Maïakovski donne le ton de l'enthousiasme que provoque le cinéma en Russie quand les soviets prennent les rênes. C'est normal. Ecrivains, peintres, musiciens, dramaturges, tous les « artistes », ceux du moins qui prennent feu et flamme pour la Révolution, n'ont qu'une idée fixe, qu'un espoir : faire du neuf.

Et le neuf de l'art, en 1920, c'est le cinéma. Même si de très beaux films ont été tournés en Russie avant 1917, même si l'historien Jay Leyda décompte trois cents salles de cinéma à Petrograd au moment d'Octobre (ne pousse-t-il pas un peu ?), salles où l'on projette, surtout, quand même, des films français, allemands, américains, il n'en reste pas moins que roman, théâtre, opéra, dans un premier temps, sont vieux jeu, et qu'après Octobre seul le cinéma semble branchable sur un monde nouveau.

Mais pas n'importe quel cinéma ! Pas le « vieux » cinéma. Un cinéma autre, que l'on définit par affiches, manifestes. « *Poésie de l'optique* », « *langue du mouvement* », « *vie à l'improviste* », « *matériau flagrant* », « *aimantation-montage* », « *films-non-récits* », « *films-non-jeu* », « *ciné-émotionnalisateur* », tels sont quelques-uns des mots d'ordre. A la limite, le rêve absolu est « *cinéma-non-pellicule* », ce qu'il est d'ailleurs devenu avec la vidéo, mais chez les soviétiques de 1920 l'expression a un autre sens.

Tout ce programme est défini, avec énergie et beauté, par les jeunes, Dziga Vertov, Lev Koulechov, Eisenstein, et aussi par quelques anciens, Vladimir Gardine, Alexandre Ivanovski, ou Jakob Protozanov quand il réintègre la Russie après s'être carapaté dans un premier mouvement.

La fièvre va durer un temps. « *Un film, interprété par des acteurs, avec une fiction d'histoire racontée qui altère le réel, est de droite ; un film non joué par des acteurs, sans la fiction d'une histoire qui altère le réel, est de gauche.* » Ces postulats ne permettent de réaliser que des prises de vues sur le vif et des montages d'agitation. Pas d'œuvres d'imagination. Les studios, non, pardon, les ateliers (le mot « studio » est réac), sont vides. Les salles de cinéma aussi. Le désastre.

Mais en 1921, Lénine décrète la NEP, la nouvelle politique économique. Les grands mentors de l'écran neuf, même Vertov, admettent qu'ils ont exagéré, que si seuls des films sans scénario, sans acteurs, sont capables d'aider à la construction d'une poésie neuve et d'un univers socialiste, alors les seuls vrais cinéastes en Union soviétique sont les opérateurs français des actualités Pathé, installés en Russie dès avant Octobre.

Il est curieux de voir à quel point l'Histoire se répète : de même que la Russie de Gorbatchev suscite et recherche des participations financières extérieures, celle de Lénine, en 1921, cherche des contributions étrangères pour l'achat ou le don de quantité de films, et de matériel, caméras, lampes, et aussi de pellicule. Dans le même temps, les avant-gardistes du non-jeu, c'est-à-dire en fait du refus des expressionnismes langoureux et regards lourds des mélos, se réclament de l'étranger : Chaplin, Mack Sennett, Stroheim, et les films français de Feuillade, que le public russe aimait à la folie.

De cette alliance entre les moyens techniques, la liberté et le talent de plusieurs grands artistes va naître un vrai cinéma soviétique : *Aelita*, de Protozanov (1924), *la Grève*, d'Eisenstein (1924), *le Cuirassé Potemkine*, d'Eisenstein (1925), *la Mère*, de Poudovkine (1926), *le Manteau*, de Kosintsev et Trauberg (1926), *le Quarante et unième*, de Protozanov (1926), *la Fin de Saint-Pétersbourg*, de Poudovkine (1927), *Octobre*, d'Eisenstein (1927), *la Jeune Fille au carton à chapeau*, de Boris Barnet (1927), *Zvenigora*, de Dovjenko (1927), *Tempête sur l'Asie*, de Poudovkine (1928)...

Interviennent alors deux facteurs de crise qui caractérisent la célèbre période 1929-1935, celle que met en lumière la remarquable rétrospective programmée par Giovanni Buttafava.

Premier facteur : l'arrivée des plans quinquennaux, et son accompagnement : l'intervention plus présente de l'Etat.

A la différence du cinéma occidental, qui repose sur une mise en jeu, toujours risquée, de l'argent, en Union soviétique, celle-ci n'est pas déterminante. Formellement, pour respecter la parano des bureaux, les studios demandaient au cinéaste de présenter son projet de scénario entièrement découpé, avec, en face de chaque plan, le minutage prévu, et le coût. Mais c'était là une pièce fictive, par obsession du « plan ». L'argent n'entrait pas en ligne de compte, les films coûtaient les yeux de la tête, les caprices de l'opérateur attendant patiemment la lumière de ses rêves pouvaient prolonger un tournage de six mois, l'Etat casquait. Ce qui change néanmoins, avec les plans quinquennaux, c'est que le ministère se met à désirer que les copies servent à quelque chose, que les films ne fassent pas fuir le peuple, comme cela a eu lieu en 1921, 1922...

Deuxième facteur : le poids de l'Etat sur le propos, l'esprit, la facture du cinéma n'est pas déterminant à l'Ouest, alors qu'en Union soviétique le cinéma était est tenu par Lénine, Staline et leurs successeurs comme une force déterminante de la construction du socialisme. Et cela dès le début des années 20, si bien qu'il est un peu inexact de dater l'emprise de l'appareil des années 35, de Jdanov, comme le fait Buttafava.

Dès 1921, des films comme *Sur le front rouge*, *Histoire de la guerre civile*, *Prolétaires de tous les pays*, *la Faucille et le Marteau* sont du cinéma d'action politique, du cinéma jdanovien avant la lettre, alors qu'après le rappel à l'ordre de Staline et de Jdanov un film comme *Au loin une voile*, un chef-d'œuvre, est libre d'esprit.

Ce qui est grave, en 1935, c'est que le succès mondial des films d'Eisenstein et autres Vertov avait retenu, jusque-là, le pouvoir soviétique d'intervenir, c'est-à-dire d'obéir à la loi paradoxale qui veut qu'une révolution ne s'accommode que d'un art antirévolutionnaire, d'un art académique, pompier. A partir de Jdanov, Staline ne se sent plus freiné par l'opinion mondiale.

L'ennui est que la sévérité de l'Etat intervient juste au moment où les créateurs, justement, veulent respirer. Car, jusque vers les premières purges, l'orientation socialiste des grands cinéastes russes se faisait d'elle-même, sans pression, par enthousiasme, par espérance. C'est de lui-même, et non par discipline, qu'en 1927-1928 Eisenstein se consacre au projet aberrant de réaliser un film d'après *le Capital*, de Marx. Alors que quelques années plus tard il critiquera la politique agraire dans *le Pré de Béjine*, et le culte de la personnalité dans la deuxième partie d'*Ivan le Terrible*.

Un autre événement capital dicte le choix de la rétrospective de Giovanni Buttafava, c'est l'arrivée du parlant.

Et, là, nous retrouvons la fièvre « filmique », les espérances des créateurs soviétiques du début des années 20. D'une part, des chercheurs travaillent, comme ailleurs, avec un petit retard, à la découverte technique du cinéma sonore, à l'inscription du son sur la pellicule même : ce sont les travaux de Tager à Moscou, de Sorin à Leningrad. Mais, d'autre part, les auteurs du grand cinéma soviétique, jusqu'alors muet, et qui avaient élevé le muet en tant que muet au sommet d'un art, s'insurgent comme un seul homme contre les risques du parlant.

Ces risques, ils les ont vus immédiatement. Risques d'un retour au cinéma-roman, au cinéma-théâtre, à un cinéma qui ne sera que des histoires psychologiques traditionnelles, des images naturalistes, reportées sur pellicule – le cauchemar.

Ils se donnent donc pour mot la dislocation de l'image et du son, la discontinuité de l'image et du son, un asynchronisme systématique, la recherche d'un contrapuntisme sonore qui ne sera pas imitatif, qui serait un enrichissement de la poésie de montage. S'il s'agit de recopier en cinéma des gens qui viennent, vont, et qui causent, l'art du cinéma est perdu.

Les musiciens Chostakovitch, Feldman, les cinéastes Vertov, Youtkevitch, Protozanov, Trauberg, entre autres, vont un temps essayer de lutter pour un cinéma sonore non esclave du synchronisme. Ils devront ou s'incliner, ou abandonner. Le cinéma russe va devenir, dans l'ensemble, comme les autres, un cinéma parlant aux dialogues synchrones, ce qui implique beaucoup de servitudes contraires à une vraie liberté du filmage et du montage.

Du moins un grand artiste, dont la célébrité monte à présent de jour en jour, le scénariste Alexandre Riechevski, s'ingéniera-t-il à rechercher un lien fort, dense, pluridimensionnel, et intrinsèque, entre l'image, le montage, la musique, le son et la parole, par l'entremise de l'écriture du scénario. Riechevski va être ainsi le scénariste de films de Poudovkine, de Chenguelaïa, et du *Pré de Béjine*, d'Eisenstein.

L'intérêt des films réunis par Giovanni Buttafava est donc considérable. Les spectateurs de Venise, au fur et à mesure des projections, pourront toucher les points forts, les folles espérances, les accomplissements de l'aventure du cinéma soviétique.

La Voile noire, de Youtkevitch, c'est la vision d'une ciné-poésie neuve. *Ivan*, de Dovjenko, c'est la tentative si brûlante des cinémas de culture nationale des Républiques soviétiques. *Seule*, de Kozintsev et Trauberg, c'est la recherche d'une richesse contrapuntique du son par Chostakovitch. *Un simple cas*, de Poudovkine, c'est l'un des premiers scénarios de Riechevski. Ainsi de suite.

Les moins bons films du réalisme socialiste ne sont pas là. Giovanni Buttafava vous en dispense, il ne les aime pas. Nikita Khrouchtchev ne les appréciait pas non plus : « *Staline*, disait-il, *ne connaissait la campagne et l'agriculture que par le cinéma. Tous ces films lui montraient des kolkhozes où les tables croulaient sous les dindons et les oies. A la longue, Staline prit les films pour argent comptant...* »

MICHEL COURNOT



La Fin de Saint-Pétersbourg, de Poudovkine (1927)



La Jeune Fille au carton à chapeau, de Boris Barnet (1927)

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises parait désormais dans *le Monde* du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.



D. R.

Train-fantôme lancé à toute allure au travers des rêves et des frayeurs d'un adolescent prolongé, l'*Alberto Express* d'Arthur Joffé invente un univers fantastique sans trucage ni effet. Nino Manfredi, Jeanne Moreau et toute une farandole de seconds rôles entraînent Sergio Castellito (*notre photo*) dans ce trépidant voyage initiatique.

Alberto Express

de Arthur Joffé,
avec Nino Manfredi,
Marie Trintignant,
Marc Messeri,
Thomas Langmann,
Michel Aumont,
Jeanne Moreau.
Français (1 h 30).

Voir notre photo légendée.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; U.G.C. Odéon, 5e (42-25-10-30) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; U.G.C. Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; U.G.C. Opéra, 9e (45-74-95-40) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, handicapés, 14e (45-39-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

Guerriers et Captives

de Edgardo Cozarinsky,
avec Dominique Sanda,
Federico Luppi,
Leslie Caron,
China Zorilla,
Gabriella Toscano,
Selva Aleman.
Franco-suisse-argentin.

Vue à travers les aventures d'un groupe d'hommes et de femmes, c'est la naissance d'une nation chaotique, que le destin semble vouer aux déchirures. C'est l'Argentine d'avant le tango

VO : Epee de Bois, 5e (43-37-57-47).

Robocop 2

de Irvin Kershner,
avec Peter Weller,
Nancy Allen,
Daniel O'Harlihy,
Belinda Bauer,
Tom Noonan.
Américain (1 h 57).

Dans le premier *Robocop*, un policier laissé pour mort était rapetassé en forme de robot vengeur, et débarrassait la ville de ses malfrats abjects. Mais la mauvaise graine repousse toujours et le flic métallique reprend sa tâche.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, dolby, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; U.G.C. Normandie, 8e (45-63-16-16).
VF : Rex, dolby, 2e (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, dolby, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, dolby, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, dolby, 14e (45-39-52-43) ; Miramar, dolby, 14e (43-20-89-52) ; U.G.C. Convention, dolby, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

S'en fout la mort

de Claire Denis,
avec Isaach de Bankolé,
Alex Descas,
Jean-Claude Brialy,
Solveig Dommartin,
Christopher Buchholz,
Valérie Monnat.
Français (1 h 31).

Deux amis, un Africain pragmatique et un Antillais irrationnel rôdent à Rungis et rêvent de fortune, grâce aux combats de coqs. Différences de culture, contradictions, heurts, voyage dans des zones mal connues des banlieues de Paris. Voyage dans toutes les périphéries.

Gaumont Les Halles, handicapés, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; La Bastille, handicapés, 11e (43-07-48-60) ; U.G.C. Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14e (43-27-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, handicapés, 18e (45-22-47-94).

Tout pour réussir

de John Boorman,
avec Dabney Coleman,
Uma Thurman,
Joanna Cassidy,
Crispin Glover,
Susy Amis,
Christopher Plummer.
Américain (1 h 50).

Le Britannique Boorman lâché dans New-York : un entrepreneur en démolition en a assez de voir ses trois enfants jouer aux purs artistes et manifester en faveur des bâtisses qu'il doit abattre. Il les largue à Brooklyn, dans une maison qui tient à peine debout, avec trop peu de dollars. A eux de prouver qu'ils sont capables de se débrouiller seuls. Ce qu'ils font, d'ailleurs, en compagnie de quelques excentriques, dont un clochard légèrement sorcier, tandis que le père, ruiné par le krach les rejoint Et tout finit bien.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, handicapés, dolby, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, dolby, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
VF : Pathé Français, dolby, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-57) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

SÉLECTION

A la poursuite d'Octobre rouge

de John McTiernan,
avec Sean Connery,
Alec Baldwin,
Scott Glenn,
Sam Neill,
James Earl Jones,
Joss Ackland.
Américain (2 h 15).

C'était encore la guerre froide, et l'URSS lançait un sous-marin atomique ultra-sophistiqué. Les services secrets américains sont sur le pied de guerre, quand ils apprennent que le capitaine chargé des premiers essais en mer a abattu son commissaire politique et détourne le bâtiment vers les Etats-Unis. Ruse ou espionnage? Avec Sean Connery, on peut s'attendre à tout.

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; U.G.C. Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, handicapés, dolby, 8e (43-59-19-08) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8e (45-62-20-40) ; Miramar, dolby, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, handicapés, dolby, 15e (43-06-50-50) ; U.G.C. Maillot, dolby, 17e (40-68-00-16).
VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, dolby, 2e (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, dolby, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 9e (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, handicapés, dolby, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, dolby, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

La Gloire de mon père

de Yves Robert,
avec Philippe Caubère,
Nathalie Roussel,
Didier Pain,
Thérèse Liotard.
Français (1 h 45).

Yves Robert a adapté avec respect et amour les deux premiers tomes des souvenirs de Marcel Pagnol (le second film *le Château de ma mère* doit sortir en octobre). On retrouve la Belle Epoque de l'enfance, une Provence idéalisée, l'odeur des herbes, le soleil, les querelles du curé et de l'instituteur, l'accent... C'est du Pagnol.

Gaumont Les Halles, dolby, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, dolby, 6e (42-22-57-97) ; Publicis Saint-Germain, dolby, 6e (42-22-72-80) ; U.G.C. Danton, dolby, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, dolby, 8e (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, handicapés, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; U.G.C. Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20e (46-36-10-96).

Gremlins 2

de Joe Dante,
avec Zach Galligan,
Phoebe Cates,
John Glover,
Robert Prosky,
Robert Picardo,
Christopher Lee.
Américain (1 h 49).

Six ans après le premier déferlement des abominables prédateurs lubriques, arrive la seconde génération, dans une tour hypersophistiquée, qui rappelle celle de l'ineffable Trump. Ils flanquent un désordre somptueux, menacent New-York, mais cette fois, Joe Dante laisse de côté le fantastique pour le burlesque. Une sorte de *Hellzapoppin* qui ramasse tous les pastiches du genre.

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1er (45-08-57-57) ; U.G.C. Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, dolby, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, dolby, TodAO, 8e (43-59-92-82) ; U.G.C. Normandie, 8e (45-63-16-16).
VF : Rex, 2e (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, handicapés, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, handicapés, dolby, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; U.G.C. Convention, dolby, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

La liberté, c'est le paradis

de Serguei Bodrov,
avec Volodia Korysez,
Alexander Bureyev,
Svetlana Gaitau,
Vitaukas Tomkus.
Soviétique (1 h 15).

Sacha passe son temps à s'échapper du centre de redressement. Il veut rejoindre ses parents. Il va chez sa mère, mais elle se cherche un homme, et se débarrasse de l'enfant. Il entend le nom du camp où son père est prisonnier, et y part. Traverse les immenses espaces désolés. Rencontre des gens enfermés dans leur solitude, mais capables d'une sorte de générosité indifférente, comme ça, en passant, sans un regard. C'est ainsi qu'arrivé au camp où est son père, Sacha attendrit un vieux soldat maton. Père et fils auront une journée pour se parler, puis chacun retournera dans sa prison. Une histoire sauvée du mélo par les interprètes et par le style précis, dur, presque hautain du cinéaste.

VF : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

Le Soleil même la nuit

de Vittorio et
Paolo Taviani,
avec Julian Sands,
Charlotte Gainsbourg,
Nastassja Kinski,
Massimo Bonetti,
Margarita Lozano,
Patricia Millardet.
Italien (1 h 52).

Les frères Taviani aiment filmer l'Italie. Ils savent en faire ressentir le mystère, la iolence, la sensualité. Ils aiment raconter les voyages initiatiques. Ils racontent ici la vie d'un jeune noble ambitieux qui par déception se fait moine, puis ermite, résiste à la tentation – aux femmes – et qui, revenu sur sa terre, se retrouve enfin.

VO : Gaumont.

REPRISES

Freaks

de Tod Browning,
avec Wallace Ford,
Olga Baclanova,
Leila Hyams.
Américain, 1932, noir et blanc (1 h 05).

Légendaire histoire du ver de terre amoureux d'une étoile. En l'occurrence, un nain de cirque, fou d'une belle acrobate. Une garce inconsciente qui se moque de lui. Et les « monstres » vont se venger, la pourchasser. C'est la poésie sauvage de ces êtres considérés comme des monstres, comme des sous-hommes qui fait la valeur de ce film généreux et splendide.

VO : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

Pat Garrett et Billy the Kid

de Sam Peckinpah,
avec James Coburn,
Kris Kristofferson,
Bob Dylan.
Américain, 1973 (2 h 02).

Ils étaient deux amis. L'un est devenu policier, et l'autre, hors-la-loi. C'est la légende furieuse de Pat Garrett et Billy le Kid, enfin en version intégrale. Lors de sa sortie, le film avait été censuré par les studios de la MGM.

VO : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

Taxi Driver

de Martin Scorsese,
avec Robert De Niro,
Jodie Foster,
Peter Boyle.
Américain, 1975 (2 h).

Au moment où le dernier film de Scorcese, *les Affranchis*, est présenté au Festival de Venise il n'est pas mauvais de revoir l'une de ses œuvres les plus maîtrisées, l'un de ses personnages les plus étranges, ce chauffeur de taxi de nuit qui se croit investi d'une mission sacrée...

VO : Cinoches, handicapés, 6e (46-33-10-82).

Vera-Cruz

de Robert Aldrich,
avec Gary Cooper,
Burt Lancaster,
Denise Darcel.
Américain, 1953 (1 h 32).

Un classique du western, presque décadent, c'est-à-dire que les héros ne prennent plus tellement au *sérieux* leurs personnages et leurs aventures. Il y a le nombre requis de bagarres, de poursuites, de beaux paysages, et par dessus tout ça, il y a de l'humour. Plus une distribution magnifique, avec Gary Cooper et Burt Lancaster particulièrement attrayants.

VO : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

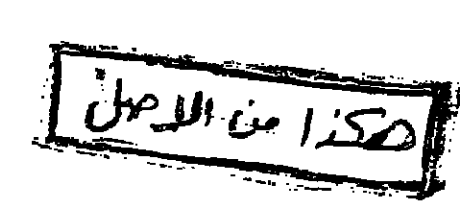
Viva la Muerte

de Fernando Arrabal,
avec Anouk Ferjac,
Nuria Espert,
Mahdi Chaouch,
Ivan Henriques.
Franco-tunisien, 1971 (1 h 30).

C'était le premier film d'Arrabal, qu'il a lui-même adapté de son roman autobiographique : l'histoire d'un garçon à la fin de la guerre civile, obsédé par sa mère, qui pense-t-il a livré son père aux franquistes. Une réalité redessinée par Arrabal, le baroque, le provocateur, le tendre pervers, le poète des délires.

Accatone, 5e (46-33-86-86).

La sélection « cinéma » a été établie par : Colette Godard.



MUSIQUES

SÉLECTION PARIS

Samedi 8 septembre

Schoenberg
Quatuor avec voix n° 2 op. 10

Webern
5 Mouvements pour quatuor à cordes op. 5

Redgate
Création pour ensemble vocal et bande
Sheri Greenawald (soprano), Quatuor Parisii, Ensemble vocal les Jeunes Solistes, Rachid Safir (direction).

Donatoni
Cinis
Ed insieme bussarono
L'Ultima sera
Refrain

Singier
Zombres
Blabla
O Qui
Françoise Kubler (mezzo-soprano). Ensemble Musique nouvelle de Liège, Georges-Elie Octors (direction).

« De tout temps les jeunes compositeurs sont allés chercher un nouveau souffle auprès de quelques maîtres reconnus internationalement. Autrefois certains se tournèrent vers Arnold Schoenberg, aujourd'hui la jeune génération part à la rencontre de Klaus Hubert, de Brian Ferneyhough ou de Franco Donatoni.
« Voix nouvelles » leur rend hommage cette année à travers des créations, des concerts, des conférences et des cours de composition. Tous ces compositeurs seront présents à Royaumont jusqu'au 9 septembre.

Luzarches. Abbaye de Royaumont, 18 heures et 20 h 45. Tél. : 30-35-30-16. De 80 F à 100 F.

Boccherini
Concerto pour violoncelle et orchestre à cordes
Sonate pour violoncelle et basse continue
La Camerata Boccherini, Ivan Monighetti (direction).

Telemann
Bach
Cantates
Véronique Dietschy (soprano), Alain Zaepffel (contre-ténor), Michel Henry (piano).

Organisées à l'initiative de Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles au ministère des relations extérieures, les Après-midi de Saint-Loup prennent place dans la petite église de Saint-Loup. Les bénéfices de cette manifestation doivent servir à réhabiliter ce monument.
Cette belle idée se double d'une programmation de qualité. Qu'on en juge : le 8, à 16 heures, les Après-midi de Saint-Loup accueillent Ivan Monighetti, un violoncelliste quasi inconnu à l'Ouest, mais considéré comme une légende vivante dans son pays. Quand on connaît le degré d'exigence du public soviétique, un pays dans lequel le marketing des maisons de disques est inexistant, il n'y a qu'à s'incliner. Le même jour, à 19 heures, Véronique Dietschy et Alain Zaepffel chanteront Bach et Telemann. Deux voix qui se marient à ravir. Mais qu'il est curieux que ce soit un pianiste qui les accompagne.

Saint-Loup-de-Naud. Eglise. 18 heures et 19 heures. Tél. : 64-08-87-54.

Beethoven
Sonate pour piano n° 29 « Hammerklavier »

Debussy
Estampes

Boulez
Sonate pour piano n° 1

Berio
Sequenza IV
Claude Helffer (piano).

Claude Helffer n'est pas paresseux, juste un peu didactique dans le choix de son programme.

Sceaux. Orangerie, 17 h 30. Tél. : 46-83-12-13.

Dimanche 9

Beethoven
Sonate pour violoncelle et piano n° 2

Brahms
Sonate pour violoncelle et piano n° 1

Schumann
Fantasiestücke op. 73

Debussy
Sonate pour violoncelle et piano
François-René Duchâble (piano), Dominique de Williencourt (violoncelle).

D'un côté, François-René Duchâble, pianiste au jeu sévère, profondément musical, manquant parfois de fantaisie, de l'autre, Dominique de Williencourt, jeune violoncelliste, parfois fou-fou, excessif, souvent attachant. De leur rencontre peut naître une belle équipe.

Sceaux. Orangerie, 17 h 30. Tél. : 46-83-12-13.

RÉGIONS

Argentan

Haendel
Belleni
Rossini
Verdi
Debussy
Thomas
Airs d'opéras, mélodies
June Anderson (soprano), Michael Fardink (piano).

Le récital piano chant peut être l'un des exercices les plus périlleux, surtout lorsque le programme se partage entre des airs d'opéras et des mélodies. June Anderson a une voix, une technique stupéfiantes, et elle sait caractériser un personnage. Parfois, elle chante un peu faux. Jamais de façon trop gênante.

Le 7. Eglise Saint-Martin, 21 heures. Tél. : 33-67-12-48. 120 F.

Gravelines

Dukas
L'Apprenti sorcier

Ravel
Miroirs pour piano : Alborada del gracioso
Concerto en sol pour piano et orchestre
Concerto pour la main gauche
Boléro pour orchestre
Georges Pludermacher (piano), Orchestre national de Lille, Jean-Claude Casadesus (direction).

Après une interprétation mémorable de la *Sonate Hammerklavier*, de Beethoven, au Festival de La Roque-d'Anthéron, Georges Pludermacher interprète les deux concertos de Ravel avec Jean-Claude Casadesus. Son interprétation est mémorable car il a pris le risque de jouer cette sonate en respectant les indications métronomiques de Beethoven. Un challenge qu'il est plus aisé de se lancer devant un micro, dans le calme d'un studio, que face à un public.
Les concertos de Ravel placent eux aussi les interprètes dans des situations inconfortables. Dans le *Concerto en sol*, c'est la mémoire du soliste qui est mise à rude épreuve dans le second mouvement, et puis la capacité du pianiste à dérouler sa longue phrase sans l'alourdir d'intentions expressives quand, dans le finale, les vents de l'orchestre ne connaissent aucun répit.
Difficultés redoublées dans le *Concerto pour la main gauche*. Ravel a voulu donner l'illusion que deux mains balayaient le clavier. L'œuvre était considérée comme injouable à l'époque de sa création par Wittgenstein, Alfred Cortot proposa donc à Ravel d'en réaliser une transcription pour les deux mains. Fureur de ce dernier qui fit comprendre au pianiste que supprimer le défi qui est à l'origine de son œuvre la réduirait à rien.
Aujourd'hui presque tous les pianistes peuvent jouer le *Concerto pour la main gauche*. Peu toutefois avec la lucidité de Pludermacher. Il serait bien qu'il l'enregistre. Depuis Vlado Perlemuter et Jascha Horenstein, il n'y a guère de pianistes qui aient réussi le doublé.

Le 10. Salle de l'Arsenal, 20 h 30.

Lyon

Musicades

Un festival, mal parti l'année dernière pour des raisons d'organisation (il devait prendre place à Avignon quand un changement de majorité à la municipalité l'a contraint à émigrer en catastrophe à Lyon), qui se redresse spectaculairement. Déjà directeur artistique du Festival de Wasa, en Finlande (*le Monde* du 30 juin), Dmitri Sitkovetsky a accepté d'assurer la direction artistique de ces nouvelles Musicades. Plutôt que de se limiter à une simple programmation de concerts, le violoniste russo-américain a voulu créer une animation tout au long des quinze jours du festival. Chaque jour, du 7 au 16 septembre, le conservatoire de Lyon accueillera tous les matins des cours d'interprétation donnés par des enseignants invités. L'après-midi, poursuite des cours d'interprétation et répétition publique des concerts donnés le soir même. Le soir, concerts donnés par une myriade d'interprètes français et étrangers. Passionnante confrontation de musiciens venus d'horizons différents.
Le 7, *les Illuminations*, de Britten, *Souvenirs de Florence*, de Tchaïkovski, *Concerto pour violon et orchestre en ré mineur*, de Mendelssohn, par Susan Roberts, Dmitri Sitkovetsky et l'Orchestre du festival de Korsholm ;
Le 8, *Ouverture sur des thèmes juifs*, de Prokofiev, *Quintette avec piano*, de Chostakovitch, *Quintette « la Truite »*, de Schubert par David Shiffrin, Alain Planès, Marie-Annick Nicolas, Michel Dalberto, Dmitri Sitkovetsky, Tabea Zimmermann, etc. ;
Le 9, *Duo pour violon et violoncelle* et *Trio*, de Ravel, *Intermezzos op. 117* et *Trio pour violon, clarinette et piano*, de Brahms, par Alain Planès, Alain Meunier, David Shiffrin, Tabea Zimmermann, etc. ;
Le 13, *Sonate pour violoncelle et piano*, *Sonate pour flûte et harpe*, de Debussy, *Trio à cordes*, de Schnittke, *Variations Goldberg*, de Bach dans une transcription pour trio à cordes de Dmitri Sitkovetsky, par David Shiffrin, Alain Meunier, Alain Planès, Gérard Caussé, David Geringas et Dmitri Sitkovetsky.

Bureau du Festival, 39, rue Vendôme, 69006 Lyon. Renseignements, tél. : 78-93-29-86.

MARC ENGUERAND

Veste à carreaux, jupe à bretelles, semelles compensées, les dandys des années noires, les fous du swing sont de retour. On les appelait les zazous. Zazou, c'est le pseudonyme qu'ils ont donné à une fille rencontrée dans un abri au cours d'une alerte : Maria de Medeiros, dont on connaissait le talent dramatique, et qui se montre ici merveilleuse de charme, de gaîté, de rythme. Elle est la révélation de la comédie musicale de Jérôme Savary, *Zazou*, qui reprend au Théâtre de Chaillot, à partir du 7 septembre, à 20 h 30. Tél. : 47-27-81-15.

Toulouse

Beethoven
Trente-trois variations sur une valse de Diabelli op. 120

Brahms
Variations sur un thème de Schumann op. 120

Albeniz
Iberia, 12 impressions pour piano, 2e livre
Jean-François Heisser (piano).

Brahms a tiré le thème de ses *Variations op. 9* des *Bunte Blatter*, de Schumann, l'une des œuvres les plus secrètes du compositeur, l'une de ses plus émouvantes, énigmatiques suites de petites pièces déroutantes dans leur ordonnancement hasardeux. Un opus que Clara Haskil avait tenu à enregistrer pour l'un de ses premiers disques officiels, dès 1951, avant que Richter, Egorov, Reine Gianoli et Karl Engel ne suivent son exemple. Brahms a su respecter les silences tendres de Schumann, ses effusions fugaces. Cette série de variations est la plus émouvante laissée par Brahms. Les *Diabelli*, de Beethoven sont si célèbres (ces dernières années, elles sont devenues un tube, comme les *Kreisleriana*, de Schumann, et *Gaspard de la nuit*, de Ravel, sans raisons apparente) qu'il est inutile de les présenter, ce qui n'est assurément pas le cas d'*Iberia*, d'Albeniz. Un chef-d'œuvre du piano du vingtième siècle, qui, pour d'obscures raisons, n'a pas encore trouvé sa place même si de grandes pointures du piano le joue. Jean-François Heisser en est une.

Le 11. Cloître des Jacobins, 21 heures. Tél. : 61-23-32-00. De 80 F à 100 F.

JAZZ

Paris

Dewey Redman

Les saxophonistes texans ont un son, une façon de phraser, une puissance bien à eux. On ne peut la confondre avec aucune autre. Dewey Redman, homme du blues, compromis dans toutes les aventures modernes, est de cette trempe. La rythmique Texier-Romano a assez de rondeur, de solidité et de subtilité pour lui répondre. En baladeur, voix solitaire, diagonale et liée, Steve Swallow est à la basse, un quartet à entendre sans faute.

Du 12 au 15 septembre, à 22 h 30, au Sunset. Tél. : 40-26-46-60.

Bobby Rangell

Membre de l'Orchestre national de jazz, Bobby Rangell est un saxophoniste particulièrement doué. Il lit Rimbaud dans le texte, improvise des sketches irrésistibles dans les lieux publics et il est parfaitement représentatif de la nouvelle génération du jazz. A découvrir en club.

Les 5, 6 et 8 septembre, à 22 heures, Au Duc des Lombards. Tél. : 42-33-22-88.

Richard Raux

Ténor solide, âpre, généreux, Richard Raux est au Petit Opportun avec le trio Arvanitas et à l'auditorium Fnac-Etoile avec Jacques Vidal (le 12).

Le 11 septembre, à 23 heures au Petit-Opportun. Tél. : 42-36-01-36.

ROCK

Paris

« The Men They Couldn't Hang »

Pour inaugurer la saison, un groupe de l'école Pogues/Waterboys, folk anabolisé et rock celtique. C'est bien, mais moins que les originaux.

Le 8 septembre, à 20 heures, au New-Morning. Tél. : 45-23-51-41.

MUSIQUES DU MONDE

Bonifacio (Corse)

Rencontres méditerranéennes

Deuxième édition de cette nouvelle version du Festival de Bonifacio, désormais centré sur la Méditerranée. Ouverture, le vendredi 7 septembre, dans l'église Saint-Dominique avec l'Italienne Giovanna Marini et un groupe bulgare, le Chœur Rhodopa de Smolyan. Le 8 septembre, la magnifique citadelle de Bonifacio prendra des couleurs du nouveau socialisme, avec le même chœur bulgare, mais aussi des femmes croates de Yougoslavie et des musiciens albanais de Permet. Les Gwanas du Maroc, des gitans du Roussillon, des polyphonies corses – ne les oublions pas, – des chanteurs sardes, Venance Fortunat et Ozan Firat, un joueur de luth turc, redessineront les pourtours de la mer Méditerranée, dont on sait qu'elle recèle encore et toujours des trésors de culture musicale. Clôture et résumé le dimanche soir.

Du 7 au 9 septembre. Gratuit tous les soirs, sauf dimanche 50 F. Tél. : 95-73-00-15.

La sélection « Musiques » a été établie par Alain Lompech. « Jazz » : Francis Marmande. « Rock » : Thomas Sotinel. « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

ARTS

NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans *le Monde* du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Art-Spectacles.

La rentrée des galeries

Les galeries d'art rouvrent leurs portes. Une quarantaine d'entre elles du quartier Beaubourg, des Halles, du Marais organisent leur vernissage le samedi 8 septembre de 14 heures à 20 heures. Certaines seront également ouvertes le dimanche 9 septembre. Au programme, pour le moins éclectique : des peintres sévères de la génération des années 70 comme Antonio Semeraro (Chez Jean Fournier) ou Christian Sorg (galerie Clivages) ; des jeunes de la figuration des années 80 (galerie Beaubourg, et Yvon Lambert qui expose des œuvres récentes de Barcelo) ; l'Italien Sandro Chia, qu'on n'a pas vu depuis longtemps à Paris (galerie Templon) ; le conceptuel On Kawara (Ghislaine Hussenot), un Américain dont c'est la première exposition à Paris ; Troy Brauntuch (galerie Durand-Dessert) ; Michaël Craig-Martin (galerie Claudine Papillon) ; Abraham David Christian (galerie Philippe Casini) ; Carmen Perrin et Thomas Ruff (galerie Laage-Salomon.»

Harry Callahan

Première rétrospective en France de ce vétéran de la photographie américaine dont l'œuvre se répartit en quatre pans : les portraits de sa femme Eléonore, hymne à l'amour, semblable à celui de Stieglitz pour Georgia O'Keefe, les recherches en couleur, les paysages urbains et naturels, formalistes et rigoureux, proches des allègres calligraphies de Twombly.

Centre Georges-Pompidou, galerie du forum, place Georges-Pompidou, Paris-4e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Du 5 septembre au 21 octobre.

En train

Première des quatre expositions sur les moyens de transport cette évocation retrace cent-cinquante ans d'histoire du chemin de fer. De l'architecture à la technologie, du mouvement à la mythologie, cet engin fantasmagorique, indissociable au progrès, a été traité dans tous les styles, sous formes de relevé topographique ou d'expérimentation plastique, pour la mode ou la publicité, par une nuée de photographes. *(Voir notre photo légendée).*

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Du 7 septembre au 10 novembre. 25 F (comprenant l'ensemble des expositions).

Perpignan

Visa 90 pour l'image

Capitale du reportage, Perpignan propose durant huit jours un cocktail d'une trentaine d'expositions. A noter plus particulièrement, les célèbres chasseurs de miel d'Eric Valli, une collection critique de sourires politiques, les derniers travaux de Susan Meiselas, les clichés choc sur la guerre de Patrick Hauvel, et un hommage au grand photographe allemand Alfred Eisenstaedt, sans oublier six soirées accueillies au Palais des Rois de Majorque.

Couvent des Minimes, Le Castillet, chapelle Saint-Dominique, Hotel Pam's, CCI, Musée Rigault, Palais des congrès, 66000. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Du 5 septembre au 10 octobre.



Au même titre qu'il fixa dans la brume la gare de Provins en 1942, ou le train fantôme, en hommage à Turner, Raymond Voinquel, cofondateur du studio Harcourt, réputé pour ses portraits posés d'acteurs, a fixé la mobilité de cette locomotive. La « Dame du rail » (1938) – année de la naissance de la SNCF – figure parmi les 200 documents de l'exposition consacrée au train qui s'ouvre jeudi au palais de Tokyo.

SÉLECTION PARIS

Albert Kahn et le Japon

L'exposition (cent quarante documents et films sélectionnés) est l'occasion de découvrir la passion du banquier et mécène pour le Japon. Mais aussi, dans la touffeur parisienne de l'été, la fraîcheur de ce merveilleux jardin de Boulogne où Albert Kahn avait juxtaposé les paysages, les arbres et les fleurs qu'il aimait.

Espace départemental Albert-Kahn, 14, rue du Port et 1, rue des Abondances, Boulogne. 92100. Tél. : 46-04-52-80. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures (jusqu'au 30 septembre), de 11 heures à 18 heures (à partir du 1er octobre). Jusqu'au 30 décembre. 10 F.

Carnets de croquis

Les architectes contemporains aussi dessinent. La preuve? Ces trois architectes qui, pour trois raisons différentes, avançaient jusqu'à présent masqués : Huidobro, dans l'ombre de Chemetov, Ripault dans celle de sa jeunesse, Andreu dans celle, planante, de ses aéroports et celle, lourde à porter, de l'Arche de la Défense.

Maison de l'architecture, 7, rue de Chaillot, Paris 16e. Tél. : 40-70-01-65. Tous les jours sauf samedi, dimanche et lundi, de 13 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Go West

Prises lors de missions géographiques, ethnologiques, scientifiques, les vues documentaires, sociales ou picturales de Muybridge, Watkins ou Jackson traduisent la découverte mythique de l'Ouest américain. A voir aussi pour les portraits d'Indiens réalisés par Curtis durant quarante ans.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 septembre. 25 F (comprenant l'ensemble des expositions).

Un choix d'art minimal dans la collection Panza

Remodelant les trois étages du musée, des installations et des environnements de Carl Andre, Dan Flavin, Sol LeWitt, Robert Morris, Bruce Naumam, Richard Nonas, James Turrell et Lawrence Weiner. Soit un très grand ensemble d'art minimal, du plus immatériel au plus plastique.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés, de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 4 novembre. 28 F.

Andy Warhol

Et si l'œuvre toute en surface du pape de la pop culture était moins superficielle qu'on ne le pense généralement? Qui nous renvoit en pleine figure l'image d'un monde vidé par la multiplication des images, d'un monde désincarné, coupé du monde, sur lequel la mort plane.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 10 septembre.

Palais et Demeures de la Belle Epoque à Paris

C'est un classicisme tardif, né entre le Second Empire et la première guerre mondiale, période mieux connue sous l'étiquette Belle Epoque, qu'évoque cette exposition des services de la Ville de Paris. Vu de plus près, ce classicisme associe des grandeurs et des servitudes caricaturales aussi bien de la noblesse que de la bourgeoisie. Mais les caricatures, avec l'âge, finissent par trouver leur charme.

Mairie du VIIIe arrondissement, 56, bd Malesherbes, Paris-8e. Tous les jours sauf dimanche, de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 octobre.

RÉGIONS

Albi

Robert Combas

Robert Combas, l'un des héros, sinon le héros de la peinture française des années 80, a été invité quelques temps à Albi, chez Lautrec. Ce qu'il a tiré de cette rencontre? Des tableaux bien sûr, beaucoup de tableaux juteux, que les prudes d'aujourd'hui qualifieront d'obscènes et scandaleux, comme ceux d'hier devant les grands écarts du Comte Henri.

Musée Toulouse-Lautrec, 81003. Tél. : 63-54-14-09. Tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Henri Laurens

Ou la sagesse, la mesure, la perfection d'une sculpture claire, qui a mûri au fil des décennies, gagné en souplesse, en rondeurs suggérées par le corps de la femme, mais non perdu de sa rigueur. Une rigueur tout droit venue du temps du cubisme dont Henri Laurens fut l'un des plus dignes représentants. Une importante rétrospective.

Château de Biron, 24540. Tél. : 53-22-62-01. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 septembre. 22 F.

Caen

Les Vanités dans la peinture au XVIIe

Au Musée des beaux-arts de Caen, on aime explorer la peinture du dix-septième siècle, en éclairer les images, montrer les sens cachés. Bref s'occuper d'iconologie, par exemple de l'allégorie de la Charité ou de la symbolique des fleurs. Ou encore, comme cette fois, présenter les tableaux de Vanités.

Musée des beaux-arts, Le Château, 14000. Tél. : 31-85-28-63. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 15 octobre. 6 F.

Colmar

Collages, collections des musées de province

Une bonne idée du Musée d'Unterlinden, qui vient de réaménager sa section d'art moderne. Au programme : cent pièces choisies dans les collections des musées de province, et mille morceaux rapprochés à toutes sortes de fins depuis les papiers collés des cubistes. Jusqu'aux œuvres des artistes d'Arte Povera.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-41-89-23. Tous les jours de 9 heures à 8 heures. Jusqu'au 30 septembre. 22 F.

Sables-d'Olonne

Georg Baselitz

« Image », ou la figure humaine dans l'œuvre du peintre allemand Georg Baselitz, depuis 1965. Qui en a fait son cheval de bataille de la différence (par rapport à l'abstraction ambiante, au temps de sa formation, dans les années 50), et le lieu d'un « expressionnisme formel ».

Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun, 85100. Tél. : 51-32-01-16. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 16 septembre.

Morlaix

Jean Grenier

Un hommage à Jean Grenier (1898-1971), critique d'art, philosophe, écrivain, ami de Paulhan, Max Jacob, Guilloux, Camus et de beaucoup d'autres. A travers ses écrits et un vaste choix d'œuvres des peintres dont il a parlé, en particulier les non-figuratifs dont il a aimé la quête.

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29600. Tél. : 98-88-68-88. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 octobre. 20 F.

Nantes

Howard Hodgkin

Accrochés dans le patio blanc du musée, les précieux tableautins d'un Anglais d'aujourd'hui, que tout, dans l'exercice de la peinture, fascine : cadre, espace, motif, couleurs et coups de brosse. Et qui le dit à sa façon, très persuasive.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-65-65. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Oiron

La guerre de Troie n'aura pas lieu

Pour la deuxième année consécutive, le beau château d'Oiron accueille des œuvres du Fonds national d'art contemporain (de Richard Baquié à Jeff Wall, en passant par Daniel Buren, Toni Grand, Richard Long...). Quant au titre de l'exposition, c'est une façon de rappeler l'existence, à Oiron, de l'exceptionnelle décoration maniériste traitant de la guerre de Troie. Tout en confirmant qu'il ne saurait être question d'instaurer des rapports d'hostilité entre l'art contemporain et l'art ancien.

Château d'Oiron, 79100. Tél. : 49-96-57-42. Tous les jours de 10 heures à 19 heures jusqu'au 31 août, de 10 heures à 18 heures jusqu'au 31 octobre. Jusqu'au 31 octobre. 16 F.

Saint-Paul

Joan Miro

Une très grande rétrospective faite d'œuvres majeures venues de partout, qui prend Miro à ses racines terriennes et catalanes, le montre au mieux de sa forme, crevant le plancher des étoiles, plongeant sans filets dans le bleu, le vide, l'infini et la nuit, tarabustant les monstres de ses pensées sauvages, pour en tirer des formes et des couleurs inénarrables.

Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-32-81-63. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 octobre.

Tanlay

Picasso

Têtes de femmes triangulaires ou lunatiques peintes vers 1940, portraits d'hommes célèbres dessinés à l'emporte-pièce, eaux-fortes enfin : celles particulièrement réjouissantes de la série (complète) des *Degas dans la maison Tellier*.

Centre d'art contemporain du château de Tanlay, 89430. Tél. : 86-75-76-33. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre. 10 F.

Toulon

Vienne aujourd'hui

Le Musée de Toulon a entrepris de faire le tour des capitales européennes pour en présenter l'art d'aujourd'hui. Après Berlin et Lisbonne, c'est le tour de Vienne, dont les plasticiens sont d'ailleurs assez mal connus en France. A l'exception d'Arnulf Rainer, l'héritier le plus direct de Schiele et Kokoschka.

Musée de Toulon, 113, boulevard du Général-Leclerc, 83000. Tél. : 94-93-15-54. Tous les jours de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 octobre.

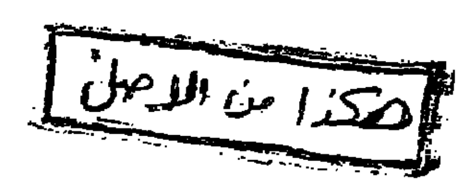
Troyes

Sculpture contemporaine espagnole

Gonzales, Picasso, Chillida, Gargallo, Miro, Oteiza. Soit le noyau classique-moderne de la sculpture espagnole contemporaine, que la région de Champagne-Ardenne a entrepris d'exposer cet été en sept lieux, à Troyes (Cadran solaire et Passages), à Reims (Palais du Tau et FRAC), à Val-de-Vesle (centre Silo), à Charleville-Mezières (Musée Rimbaud).

Musée d'art moderne, place Saint-Pierre, 10000. Tél. : 25-80-57-30. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 septembre.

La sélection « Arts » a été établie par Geneviève Breerette. Sélection « Photo » : Patrick Roegiers.



Le Monde

ÉCONOMIE

De la base au sommet

De l'infiniment petit à l'infiniment grand, les constructeurs japonais continuent de marquer des points sur leurs concurrents européens et américains dans le domaine de l'informatique et de l'électronique. Tout en bas de l'échelle : les composants.

Lancé il y a deux ans à grand renfort de milliards de francs, le projet Jessi devait permettre de contrer les Japonais, qui contrôlaient alors près de 50 % du marché, grâce à la triple alliance du hollandais Philips, de l'allemand Siemens et du franco-italien SGS-Thomson. Aujourd'hui le trépied commence à être déséquilibré. Certes, Philips ne se retire que partiellement de Jessi, mais le secteur qu'il abandonne, les mémoires statiques S-RAM, sont stratégiques pour les produits électroniques de l'avenir. Qu'il s'agisse des micro-ordinateurs ou des téléviseurs haute définition, les six premiers producteurs de ce marché évalué à 15 milliards de francs sont des firmes japonaises.

A l'autre extrémité de l'échelle : les grands ordinateurs. Au début des années 70, IBM était le maître incontesté de ce marché. A tel point que des sociétés américaines, comme Amdahl ou National Advanced System (NAS), furent créées pour fabriquer des ordinateurs compatibles avec ceux du numéro un. Aujourd'hui, Fujitsu détient 46 % de Amdahl, et Hitachi contrôle NAS. Comble de l'ironie, ces derniers n'attendent même plus qu'IBM annonce ses machines pour présenter les leurs, bousculant la stratégie de Big Blue. Aujourd'hui IBM doit dévoiler les premiers modèles de sa gamme Summit. Quatre mois après Hitachi. Et... vingt-quatre heures après Fujitsu, numéro deux du marché depuis son acquisition du britannique ICL. Un comble...

A. K.

Le géant néerlandais se retire partiellement de JESSI

Philips supprime 4 000 emplois dans l'électronique

Le groupe néerlandais Philips a *confirmé, dans un* communiqué le mardi 4 septembre, qu'il allait engager une *restructuration de sa production de* composants électroniques (*le Monde* daté 2-3 septembre). *Environ 4 000 emplois seront supprimés.* Philips emploie au total 290 000 personnes dans le monde.

La firme va abandonner la production et le développement *de ses activités « déficitaires »,* en particulier certaines *« puces »* mémoires dites statiques, *les S-RAM, dont elle était chargée au sein de JESSI.*

Ce *programme de recherche européen partie prenante* d'Eurêka doit permettre aux industriels du *Vieux Continent de combler une partie de leur retard* sur les Japonais et les Américains dans ces *domaines.*

Les *autres* industriels, *qui avaient craint* que le retrait de Philips ne soient plus vaste, minimisaient, *mercredi matin, les conséquences des décisions du* groupe néerlandais. *« Philips reste dans JESSI qui compte plus de 50 sous-programmes. Il ne se retire que des S-RAM »,* soulignait-on. Les S-RAM forment *la plus petite des trois « filières technologiques »* que les Européeens ont décidé de poursuivre. *« Philips ne procède qu'à un réaménagement de sa stratégie. Il reste dans JESSI »,* ajoutait le ministère français de l'industrie.

Il faudra néanmoins réaménager à son tour JESSI, « trouver un autre partenaire pour développer* ces *puces, indique-t-on chez Siemens, SGS-Thomson ou* un autre. *Il faudra aussi rediscuter les participations financières des firmes et des Etats ».

AMSTERDAM

de notre correspondant

Cette mesure concerne le sous-programme «technologies» dans le cadre duquel la *multinationale* néerlandaise devait développer des mémoires statiques à semi-conducteurs (*S-RAM*) l'allemand Siemens des mémoires dynamiques (D-RAM) et le franco-italien SGS-Thomson des mémoires mortes programmables (EPROM). La participation de la France aux trois autres sous-programmes de JESSI (application, équipement et recherche de base) n'est, pour l'instant, pas remise en cause.

Le retrait de Philips découle de sa décision, rendue publique le même jour, de renoncer à la *production* en série des S-RAM de la nouvelle génération (1 mégabit) mises au point entre 1984 et 1989 dans le cadre du projet MEGA, mené en collaboration avec Siemens comme «le galop d'essai» de JESSI.

C'est donc un repli général qu'opère le groupe d'Eindhoven dans le domaine des mémoires statiques du futur, capables d'emmagasiner au moins un million de données sur une superficie inférieure à celle d'un ongle. Mais Philips, premier producteur européen de composants et dixième mondial, continuera de fabriquer les S-RAM traditionnels de 64-K (64 000 bits) qui sont à la base de ses produits électroniques grand public (téléviseurs, magnétoscopes, hi-fi, etc.).

Le mouvement de recul engagé par la multinationale signifie concrètement qu'elle commence à réorganiser sa division «composants», gravement *déficitaire* (180 millions de francs de déficit d'exploitation au premier semestre) et condamnée à la restructuration. Les S-RAM de l'avenir ne sont pas les seules à être *concernées : la recherche et la* production de certains types d'écrans à cristaux liquides, de senseurs et de lasers semi-conducteurs seront stoppées. Quelque 4 000 emplois seront *supprimés d'ici à la fin 1991*, essentiellement aux Pays-Bas et en RFA, sur les 75 000 que compte la division dans le monde.

C'est une réduction d'effectifs deux fois et demie supérieure qu'avait annoncée le nouveau président, M. Jan Timmer, lors de son investiture, le 2 juillet dernier, en indiquant que le couperet tomberait principalement dans les secteurs «ordinateurs» et «composants». A ce propos il avait déclaré que Philips allait *« adapter ses moyens à ses possibilités »* et que les activités de ses laboratoires de recherche *« seraient jugées sur leur potentiel de gain »*. Prouesse technologique, les S-RAM de 1 mégabit sont un échec commercial : le marché, dont Philips croyait *qu'il progresserait annuellement de* 25 % à partir de cette année, n'a pas décollé.

Une perte de 6 milliards de francs

*La multinationale, qui doit provi*sionner plus de 8 milliards de francs pour financer sa restructuration et qui s'apprête à enregistrer dans la foulée la première perte de son histoire (*6 milliards de francs prévus*) n'a plus les moyens d'attendre. La conjoncture la condamne à renoncer à tout retour sur les investissements consentis dans les S-RAM des nouvelles générations depuis 1984, et dont le montant est estimé à environ 3 milliards de francs. Mais cette somme n'a peut-être pas été dépensée en pure perte : *« Nos chercheurs ont fait leurs gammes sur la technologie sub-micronale »*, dit-on à Eindhoven où l'on envisage de poursuivre dans cette voie avec d'autres types de circuits intégrés.

S'agissant de JESSI, son retrait permettrait à Philips d'économiser, selon les sources, de 300 à 600 millions de florins (de 900 millions à 1,8 milliard de francs) d'ici à 1996. Si l'évaluation *haute est juste, la* participation financière totale envisagée par le groupe néerlandais dans JESSI se trouverait réduite de moitié : quelle qu'en soit l'ampleur, le désengagement *de Philips a inspiré une* réaction d'inquiétude au ministère néerlandais des affaires économiques, qui prévoyait précisément d'augmenter son enveloppe de subventions *pour pallier la baisse de* financement CEE (3 milliards de francs au lieu des 6 prévus sur les 24 nécessités par JESSI).

La Haye s'interroge aujourd'hui sur le volume et le principe de sa participation. Mais la marge de manœuvre du ministre, M. Koos Andriessen, est étroite : d'une part il subit la pression des autres participants *néerlandais à JESSI*; *d'autre* part, il vient de prendre pour un an la présidence d'Eurêka, dont JESSI est le programme-amiral. La marche arrière de Philips, aussi partielle soit-elle, tombe bien mal.

Néanmoins, la multinationale entend continuer à s'impliquer dans le programme européen, notamment la mise au point des composants de *la télévision à haute définition* (TVHD), dossier cher à M. Jan Timmer.

CHRISTIAN CHARTIER

Les économies d'énergie et le dispositif anti-crise

Des accords de modération remplaceraient le blocage des prix des carburants

Le blocage des prix de l'essence n'aura vécu que le temps d'un été. Il y a peu de chances en effet que le gouvernement prolonge cette mesure *« exceptionnelle et temporaire »* adoptée le 8 août et qui expire le 15 septembre, *estiment les milieux* pétroliers.

Après de multiples consultations, le ministère des finances s'est, semble-*t-il, laissé convaincre des inconvé*nients d'un système trop rigide qui, pour protéger les consommateurs, pénalise les petits distributeurs indépendants dans les zones d'accès difficile, et isole relativement la France des marchés internationaux, empêchant une adaptation immédiate des prix intérieurs aux cours mondiaux.

Au blocage pur et simple devrait succéder, assure-t-on au ministère de l'industrie, des engagements de modération contractés avec les grandes compagnies pétrolières. Toutes désireuses de sortir du blocage, celles-ci ont manifesté leur bonne volonté la semaine dernière en répercutant immédiatement la baisse des cours mondiaux à la pompe sans même attendre les nouveaux barèmes imposés. *« Il ne faut pas recourir à la réglementation,* estime M. Serge Tchuruk, président de Total. *La concertation est préférable. Tout le monde a un intérêt à ce que les choses se passent bien. »*

Cette décision presque acquise devrait clore le débat qui oppose d'un côté le ministère des finances, soucieux au nom de la défense de l'indice, de limiter l'impact des hausses du pétrole et de ses dérivés sur les prix intérieurs, et *de l'autre le ministère* de l'industrie, attentif à ne pas couper l'économie française des marchés mondiaux, et qui souhaite laisser au contraire l'envolée des cours internationaux *se répercuter librement* sur les prix intérieurs afin de décourager la consommation

Elle laisse entier le problème du dispositif anti-crise étudié actuellement par les pouvoirs publics. *Inquiet* des menaces de pénurie pesant sur le marché pétrolier au cours des mois à venir, le ministère de l'industrie qualifie la situation de *« lourde de menaces ».* Il a préparé une *panoplie* de mesures d'urgence plus ou moins coercitives correspondant à plusieurs scénarios d'inégale gravité.

Elles touchent pour l'essentiel le secteur des transports, qui absorbe 49 % des produits pétroliers consommés dans l'Hexagone. Elles permettent sur trois mois de réduire la demande de 4 % à 10 % selon les *hypothèses retenues. Du simple appel* au civisme et au respect des réglementations existantes en matière de *limitation de vitesse ou de contrôle* de la carburation dans le scénario le plus favorable, ces mesures vont, dans le scénario extrême, jusqu'à un rationnement de certains produits, en passant par une étape intermédiaire où les règles de limitation de vitesse sont renforcées (de 120 à 110 km/h sur autoroute et de 60 à 50 km/h en agglomération) et diverses mesures comme le *« covoiturage »* (partage d'un même véhicule) envisagées.

Outre ces mesures à très court terme destinées à faire face à une vraie menace de pénurie si elle se confirme, le ministère de l'industrie plaide aussi pour une relance de la politique de maîtrise de l'énergie mise en sommeil depuis le contre-choc *pétrolier de 1986.*

Il se heurte sur ce point aux réticences *budgétaires habituelles,* la plupart des mesures efficaces ayant un coût pour l'Etat. Ainsi l'extension aux locataires de logement des déduction fiscales pour travaux d'économies d'énergie, *jusque là réservées aux propriétaires,* ou l'amortissement à 100 % des mêmes travaux dans l'industrie réduiraient-ils les rentrées fiscales. De la série de mesures envisagées, seule l'obligation de répartir les frais de chauffage au prorata de la consommation réelle dans les immeubles collectifs, toujours en suspens en raison de l'opposition des gestionnaires d'immeubles, relève du seul domaine réglementaire.

A ces mesures techniques, d'ailleurs pour la plupart proposées depuis un *certain temps et auxquelles ne man*quaient que la volonté politique, s'ajoutent d'autres, destinées soit à aider les entreprises, notamment petites et moyennes, comme la déductibilité *de 50 % de la TVA sur le fioul* domestique, soit à s'assurer la bonne volonté des écologistes, comme la création d'une grande Agence regroupant l'AFME (économies d'énergie), l'ANRED (récupéraion des déchets) et l'AQA (qualité de l'air), poussée *par M. Rocard.*

Reste un dernier débat non tranché : celui portant sur l'utilisation éventuelle des stocks détenus par les compagnies pour calmer l'envolée des prix intérieurs. Prônée en sourdine par le ministère des finances, toujours au nom de l'indice, cette suggestion est combattue par le ministère de l'industrie, qui argue de la prudence nécessaire en cas de crise et souligne les dangers d'une utilisation prématurée *des réserves, lesquelles pourraient* s'avérer indispensables en cas d'aggravation de la situation dans le Golfe.

VÉRONIQUE MAURUS

En dépit d'un léger ralentissement au deuxième trimestre

La croissance économique reste forte en RFA

Le PNB *(produit national brut)* de la RFA a augmenté de 3,4 % au deuxième trimestre par rapport à la même période de 1989 alors que la croissance annuellle avait été de 4,5 % au premier trimestre. Le ralentissement que traduisent ces chiffres *est habi*tuel, s'expliquant en grande partie par des effets de calendrier (jours fériés, jours ouvrés...). De plus le premier trimestre avait bénéficié d'un temps particulièrement doux.

Si l'unification économique allemande est un moteur important d'activité, son finance*ment pose encore problème.* Le Fonds pour l'unité allemande créé en juillet et qui doit – *à partir d'emprunts – fournir une partie des* capitaux nécessaires à la modernisation de l'économie est-allemande (une centaine de milliards de DM sur dix ans) n'a pas le succès escompté. Faute de propositions intéressantes, la Bundesbank a retiré mardi 4 septembre une adjudication portant sur 3 milliards de DM (une dizaine de milliards de francs). A quatre semaines de la réunifi*cation allemande, la huit cent vingt-cin*quième Foire de Leipzig se tient jusqu'au samedi 8 septembre. Traditionnel point de passage des relations commerciales entre l'Ouest et l'Est, la Foire de Leipzig sera pro*chainement transformée, une douzaine de* manifestations sectorielles spécialisées devant voir le jour.

La dernière vraie foire de Leipzig

LEIPZIG

de notre envoyée spéciale

Il y a un an, lors de la tenue de la traditionnelle foire d'automne, seuls des petits drapeaux célébrant le quarantième anniversaire de la RDA égayaient un peu la grisaille de Leipzig. Cette année, les rues sont toujours aussi tristes, et la RDA est en voie de disparition.

Pour la première fois, le nombre d'exposants de RFA représentés à Leipzig est supérieur à celui de RDA, avec 1 481 stands contre *1 000. L'an* dernier, 2 800 stands est-allemands *présentaient* les prouesses industrielles de la république socialiste, alors que 593 entreprises ouest-allemandes seulement étaient présentes. Habituellement, 6 000 exposants environ participent à *la Foire d'automne.* Cette année, seuls 4 500 sont au rendez-vous, un grand nombre de firmes de RDA n'ayant pas jugé bon de se présenter, ne sachant même pas à quoi elles ressembleront dans quelques mois, une fois que la Treuhandanstalt, *la société fiduciaire chargée* de la privatisation de quelque 8 000 entreprises est-allemandes, aura accompli sa tâche.

Cette année, le site de la Foire, battu par la pluie, est quasiment désert. Le prix du ticket d'entrée a été considérablement augmenté (12 marks contre 3 marks par le passé) et les entreprises ont cessé d'envoyer leurs employés par autobus entiers. Les habitants de Leipzig semblent prendre peu goût aux sorties en ce moment, puisqu'ils ont également boudé le concert de Tina Turner le week-end dernier.

La dernière Foire de printemps avait été marquée par l'euphorie de la préparation de l'union monétaire, et l'espérance *d'affaires prometteuses* avec les nouveaux partenaires de la RDA. Aujourd'hui, on parle surtout de fermetures d'entreprises, de chômage, et de protectionnisme allemand. *«Avant, mon principal client était une centrale d'achat. Elle a maintenant éclaté en une dizaine d'entreprises, présentes à la Foire. Je prends contact avec toutes, mais je sais qu'une ou deux seulement subsisteront»*, explique un industriel français. *«Mes clients du passé sont maintenant vendeurs chez Mannesman, l'un de mes concurrents »*, soupire un autre.

Rancœur des industriels français

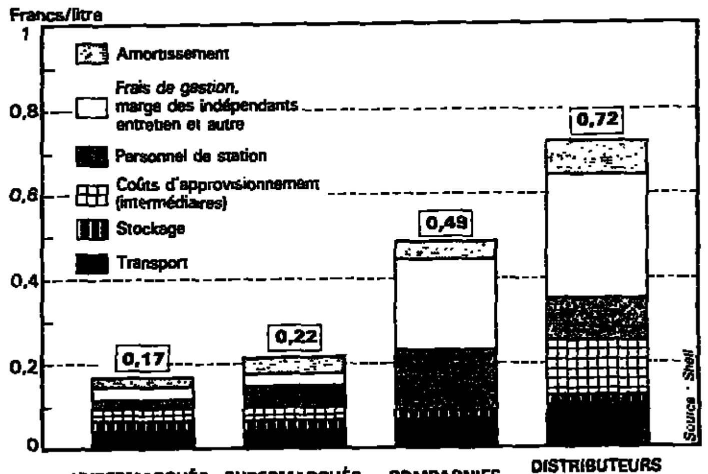
La rancœur des industriels français était au coeur des entretiens entre M. Jean-Marie Rausch, le ministre français du commerce extérieur, en visite à Leipzig mardi 4 septembre, et ses interlocuteurs allemands. Depuis *la chute du mur de Berlin, de nom*breuses entreprises françaises ont vu leurs contrats résiliés. Certaines, comme l'entreprise Sabatier qui avait préparé la fourniture d'unités d'emballage métallique pour une valeur de 133 millions de francs, s'interrogent *sur leur survie.*

Mais ce n'est pas tant le passé que l'avenir *qui inquiète* les Français. Ils accusent la société fiduciaire de ne pas maitriser la situation, et surtout de désavantager systématiquement les candidats étrangers au rachat d'entreprises est-allemandes. L'Air *liquide,* l'un des seuls groupes ayant réussi à signer un contrat de rachat intéressant, fait aujourd'hui l'objet de poursuites de la part d'un concurrent ouest-allemand, Linde. Intermarché accuse la société fiduciaire d'avoir *biaisé le processus d'appels d'offres* pour la vente de supermarchés, et a lancé un recours à Bruxelles.

Les Français ne sont pas les seuls à perdre pied sur le marché est-allemand. Seuls 150 exposants soviétiques contre 450 l'an dernier ont eu le courage – ou les finances, car ils doivent désormais payer leur stand en *devises – de se présenter à Leipzig* cette année. Lors de la prochaine Foire de printemps, Leipzig aura bel et bien perdu sa position de contact privilégié entre l'Ouest et l'Est. Elle sera l'une des six principales Foires de l'Allemagne unifiée.

FRANÇOISE LAZARE

Marges de distribution : les petits indépendants pénalisés



Le blocage des prix de l'essence, mis en place début août, a fortement *pénalisé les petits distribu*teurs indépendants. Il bloquait en effet la marge de distribution à un niveau correspondant à la moyenne nationale soit 37 centimes par litre pour le super. Or comme le montre le graphique, les coûts de distribution varient largement d'un point de vente à l'autre, en fonction du débit.

Dans les très grandes stations appartenant aux hypermarchés qui débitent 12 000 mètres cubes/an *et compriment au maximum leurs* frais de gestion, ce coût est réduit *au minimum*, soit 17 centimes par litre. Au sein des réseaux de grandes compagnies. lesquels débitent en moyenne 2 000 mètres *cubes/an, les coûts sont certes* supérieurs à la moyenne mais les *compagnies peuvent* faire des péréquations à l'intérieur de leurs réseaux.

En revanche, les petits distributeurs indépendants, dont le débit est très faible et qui sont approvisionnés par des intermédiaires grossistes, supportent des frais énormes. En temps normal, ils survivent en pratiquant des prix très élevés que justifient leur isolement et l'absence de concurrence des grandes surfaces.

ÉCONOMIE

Les pays occidentaux et le contrôle des richesses du Golfe

Mossadegh ou les leçons d'une fausse défaite

***« Je suis pour un embargo efficace »*, a déclaré, lundi 3 septembre lors de l'émission *« L'heure de vérité »* sur Antenne 2, M. Roland Dumas, le ministre français des affaires étrangères. Il a, à ce sujet, évoqué le précédent de l'Iran en 1951. L'histoire de cet embargo montre effectivement qu'il est aussi difficile de forcer un blocus strictement appliqué que de résister à ses conséquences immédiates.**

Le *Mary-Rose*, un petit cargo battant pavillon du Honduras et transportant 1 000 tonnes de pétrole, avait beaucoup fait parler de lui en juin 1952. Affrété par une firme italienne – l'EPIM – le bateau avait forcé le blocus de la Royal Navy avant d'être immobilisé à Aden.

Si le *Mary-Rose* est d'actualité en ce début de septembre 1990, ce n'est pas à cause de la semi-prouesse qu'il avait alors réalisée. Mais la crise du Golfe, les intentions déclarées de M. Saddam Hussein – nationalisme et maîtrise des richesses pétrolières, – la forme de la réplique des grandes puissances décidant un blocus redonnent une véritable actualité à la crise qui suivit la nationalisation du pétrole iranien en mai 1951, crise qui vit triompher les positions occidentales, mais qui eut pour conséquence d'étendre, et pour longtemps, la guerre froide au Proche-Orient (1).

A quarante ans d'intervalle, le pétrole, la maîtrise de sa production, la liberté de sa commercialisation et de son transport restent un formidable enjeu et la source de tensions internationales que sont loin de provoquer les autres matières premières.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la Grande-Bretagne avait conservé de très solides positions au Proche-Orient, des positions qu'avait dû abandonner la Turquie, vaincue en 1918 en même temps que l'Allemagne. C'est ainsi qu'on retrouvait en Iran l'AIOC (l'Anglo-Iranian Oil Company) qui avait construit la première raffinerie d'Abadan après avoir repris en 1909 à l'ingénieur anglo-australien Knox d'Arcy une concession obtenue en mai 1901 pour soixante ans.

Le brut iranien a maintenant une longue histoire : il a assuré à la Grande-Bretagne pendant la première, mais surtout la seconde guerre mondiale, un approvisionnement régulier pour ses navires et ses avions. Il a permis à la marine britannique de délaisser progressivement le charbon au profit du fioul et de rester maîtresse des mers dans sa guerre contre l'Allemagne nazie. Il a ensuite permis à l'Iran de se moderniser, puis de résister à l'Irak, puissamment armé, au cours d'une longue guerre qui vient de s'achever. Mais, avant d'en arriver là, Téhéran a dû conquérir le droit d'exploiter son pétrole.

L'URSS évincée

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les choses avaient déjà failli mal tourner. S'appuyant sur un traité de 1821, les Soviétiques, en 1941, envahissent le nord de l'Iran pour empêcher les Allemands de s'y installer, tandis que les Anglais ont la haute main sur le reste du pays. Quand la guerre prend fin, les troupes alliées évacuent l'Iran. Les Soviétiques qui voudraient, comme les Britanniques, disposer de concessions pétrolières restent sur place.

La riche province iranienne d'Azerbaïdjan, au nord-ouest du pays, entre à cette époque en dissidence, avec l'appui du parti communiste iranien Toudeh. Il faudra que le président des Etats-Unis, Harry Truman, se fâche et que le gouvernement iranien ruse pour que les troupes soviétiques s'en aillent en mai 1946 sans rien obtenir.

Dans le voisinage du nouveau souverain iranien, Mohammed Reza, qui a succédé en 1941 à son père le chah Reza obligé d'abdiquer, pense et agit un nationaliste aussi intransigeant qu'incorruptible, le Dr. Mossadegh, grand bourgeois cultivé et grand propriétaire terrien.

Le jeune souverain, qui n'a que vingt-deux ans, n'a pas les mêmes conceptions politico-économiques que celui qui deviendra, en avril 1951, son premier ministre. Pour le souverain, l'appropriation des puits de pétrole par l'AIOC n'est pas un problème (2). Le premier ministre qu'il a nommé en juin 1950, le chef d'état-major Haj Ali Razmara, est certainement convaincu de la nécessité de réformes profondes. S'il ne l'était pas, les Etats-Unis où il est allé se chargeraient d'ailleurs de le lui rappeler, car on s'inquiète beaucoup à Washington du climat de violence qui règne en Iran. Le jeune chah n'a-t-il pas échappé à un attentat en février 1949 ? Mais, Ali Razmara, tout partisan qu'il soit du progrès, ne croit pas l'Iran capable d'exploiter seul son pétrole et voit dans les projets de nationalisation de Mossadegh *« la plus grande des trahisons »*. Beaucoup plus tard, le chah reconnaîtra que Mossadegh *« avait eu raison dans sa politique d'indépendance pour la récupération de l'économie iranienne »*. Mais, à la fin des années 40, le principal souci de Mohammed Reza est d'acquérir plus de revenus pour moderniser l'Iran, c'est-à-dire un meilleur partage des redevances pétrolières, comme cela a été obtenu avec l'accord Gass-Golshayan de 1949, qu'une commission parlementaire présidée par Mossadegh refuse de ratifier.

La tension est grande entre partisans et adversaires de la nationalisation. L'accord Gass-Golshayan, défendu par le général Razmara, prévoit *grosso modo* un doublement des royalties qui ne représentent qu'environ 10 % de la valeur du pétrole extrait. Mais le Venezuela et l'Arabie saoudite ont obtenu des sociétés américaines le « fifty-fifty » qui va progressivement devenir la règle dans le monde. Les Iraniens se sentent bafoués et, le 7 mars 1951, le premier ministre est assassiné à la grande mosquée du Bazar. Le Dr. Mossadegh qui lui succède à la fin du mois d'avril 1951 sous la pression de la rue est âgé (personne ne connaît exactement sa date de naissance, mais il doit avoir soixante-dix ans), très cultivé (il a fait ses études de droit en Suisse, puis en France) et très riche. Intelligent et lucide, il est conscient de l'état de pays colonisé dans lequel vit l'Iran, et le dit. A travers l'exploitation du pétrole, la Grande Bretagne mais aussi les Etats-Unis règlent la vie politique du pays, sa police, son armée, sa justice. C'est cela qu'il faut faire cesser, et l'augmentation des royalties n'y pourra rien.

Jusqu'à la chute

Le Dr. Mossadegh, qui fait capoter l'accord de 1949 avec l'Anglo-Iranian Oil Company, a déjà exercé le pouvoir. Descendant par sa mère de la dynastie des Kadjars qui a régné sur l'Iran jusqu'en 1925, il a été ministre des finances. Lorsque le chef de la brigade cosaque Reza Pahlavi, le père du chah qui va régner jusqu'à la révolution de 1979, détrône le souverain régnant, Mossadegh doit quitter la scène politique pour vivre loin de la capitale, en résidence presque surveillée. Cette très longue absence prend fin en 1941, quand le jeune souverain arrive au pouvoir et le rappelle. C'est donc déjà Mossadegh, député en 1943, qui fait voter une loi interdisant l'octroi de nouvelles concessions pétrolières sans l'approbation du Parlement, cela pour couper court aux visées de Staline. C'est lui encore qui va pousser le souverain à signer l'acte de nationalisation du pétrole le 2 mai 1951 . L'affrontement entre l'Iran et la Grande-Bretagne va durer un peu plus de deux ans.

Londres s'adresse d'abord à la Cour internationale de La Haye, mais n'obtient pas satisfaction. Les choses vont alors aller vite. Les techniciens britanniques refusant de travailler pour la nouvelle Société nationale de pétrole iranien (SNPI) sont expulsés en septembre 1951, après que le gouvernement anglais eut commencé à dérouter les cargos chargés d'évacuer le brut iranien. Après avoir tenté de débarquer des troupes et en avoir été fermement dissuadé par les Etats-Unis, Londres va réaliser un blocus presque parfaitement étanche des côtes iraniennes. C'est à cette époque que des petits cargos tenteront de forcer le passage, mais sans succès.

La puissance des pays occidentaux va l'emporter. Incapable de vendre son pétrole, l'Iran, progressivement asphyxié, va résister quelque temps, encore soutenu par une Amérique qui craint l'avancée soviétique. Truman, qui mène la guerre de Corée, accordera en mars 1952 un prêt à Mossadegh considéré comme un rempart contre le communisme.

Irrésistiblement entraîné dans sa logique nationaliste, le premier ministre iranien va multiplier les erreurs en repoussant toute concession. C'est ainsi qu'il refusera d'indemniser l'AIOC, idée pourtant proposée par Harry Truman à la demande de Churchill, en échange de quoi pourraient reprendre les achats de pétrole iranien. Téhéran ira jusqu'à rompre les relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne, en octobre 1952.

Eisenhower, élu président des Etats-Unis en novembre, après avoir vu lui aussi pendant quelques mois en Mossadegh *« le seul espoir de l'Occident en Iran »*, changera d'attitude à partir de mai 1953. Exaspéré par les déclarations du premier ministre iranien qui parle de *« pillage »* des richesses nationales en même temps qu'il lance des appels menaçants aux Etats-Unis, Eisenhower va laisser faire la CIA. Celle-ci organise et finance une insurrection en août 1953, qui va emporter le premier ministre. Arrêté, jugé, condamné à mort et gracié par le chah, Mossadegh, après trois années de prison, se retirera dans ses terres où il mourra en 1967.

L'aventure de l'homme qui nationalisa le pétrole iranien – décision sur laquelle le chah ne reviendra pas – jette une lumière crue sur les événements actuels du Golfe. Les immenses ressources énergétiques de la région suscitent en permanence la tentation du contrôle : un contrôle qui fut largement assuré, et pendant longtemps, par la Grande-Bretagne, qui tenta l'Union soviétique et explique la politique des Etats-Unis dans la région depuis le pacte de Bagdad (3), que Washington encouragea, jusqu'à l'intervention du mois d'août 1990 en Arabie saoudite. Les Etats-Unis sont maintenant présents dans une zone qu'ils contrôlaient mal. Les mois qui viennent diront s'ils rapatrieront leurs troupes une fois passé le danger irakien ou si – trop heureux de l'occasion qui s'est présentée à eux – ils resteront sur place, dans cette zone essentielle de la planète.

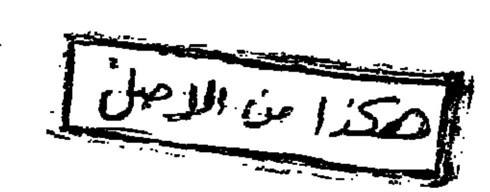
Quoi qu'il advienne, l'histoire des années 50 montre que la chute de Mossadegh et de ses rêves nationalistes fut suivie, six mois plus tard, par l'arrivée au pouvoir en Egypte de Gamal Abdel Nasser qui ouvrit un nouveau chapitre de l'histoire du monde. Et de la lutte pour le partage de ses richesses...

ALAIN VERNHOLES

(1) *Histoire de la guerre froide* par André Fontaine, T. II, Fayard et Points-Seuil.

(2) Voir dans *le Monde* du 6 mars 1967 l'article de Gaston Fournier. Voir aussi dans *le Monde* des 18-19 décembre 1983, l'article de Paul Balta.

(3) Le 24 février 1955 fut signé, à Bagdad, un traité pour la sécurité et la stabilité, réunissant l'Irak et la Turquie, puis la Grande-Bretagne, le Pakistan et l'Iran. *« Pour Le Caire, cette nouvelle sonna comme un défi » (Histoire de la guerre froide*, par André Fontaine).



ÉCONOMIE

Les sacrifices de la rentrée

Suite de la première page

En outre, la hausse du taux salaire *horaire* ouvrier (+ 5,2 % en rythme annuel pour une inflation de 3 %), renforce la méfiance du patronat. Pour sa part, M. Michel Rocard a répété que le gouvernement utilisera comme prévu l'arme du SMIC si les discussions ne donnent pas les résultats escomptés.

Pour 1990, M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, revendique des revalorisations générales de 3,5 %. Objectif pour le moins ambitieux au regard des capacités de mobilisation des syndicats. Les efforts déployés par la FEN et la CFDT pour cultiver les convergences entre *« réformistes »* dans la perspective d'une éventuelle recomposition du paysage syndical n'ont toujours pas débouché sur des résultats tangibles. En revanche, le raidissement de FO est de plus en plus perceptible et laisse perplexes pouvoirs publics et patronat. Quant à la CGT, elle aborde la rentrée avec un *profil plutôt bas* sans pour autant renoncer à ses objectifs.

Le patronat ne peut perdre de vue qu'une partie des augmentations de salaire découle des insuffisances de la formation, à l'origine de déficits de main-d'œuvre qualifiée dans de nombreux secteurs. La nécessité de donner un second souffle à la formation professionnelle permettra peut-être aux partenaires sociaux de se retrouver sur un terrain plus consensuel. M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, leur a en effet proposé de se mettre d'accord sur les mesures nécessaires pour y parvenir. Les discussions débuteront en principe *le 2 octobre* et pourront déboucher sur un projet de loi.

Dans la fonction publique, le dialogue social est en panne. Les syndicats de fonctionnaires font de l'apurement de l'accord salarial 1988-1989 un préalable à une reprise des discussions, mais le gouvernement, soumis aux fortes contraintes budgétaires qu'engendrent les incertitudes macroéconomiques, considère que le débat est clos. Les multiples mesures catégorielles, rappelle-t-il, portent à 5,6 % la progression de la masse salariale depuis le début de cette année. En cas de blocage persistant, les pouvoirs publics – ils souhaitent que la croissance soit retenue parmi les variables commandant l'évolution des salaires des fonctionnaires – devront tout de même prévoir une mesure salariale complémentaire. Au titre de 1990, les fonctionnaires n'ont reçu sous forme d'augmentation générale qu'une revalorisation de 1,2 % en avril alors que l'inflation va s'accélérer en fin d'année. Quant à l'enveloppe variable, selon l'activité économique prévue dans le cadre de la réforme de la grille de la fonction publique, elle sera nulle en *1990. Une telle rallonge ne doit en* effet intervenir qu'à partir d'une progression de 3 % du PIB.

Une possible reprise du chômage

Bien qu'il assure que la *« nouvelle étape sociale »* demeure d'actualité, le gouvernement sait fort bien que la première conséquence d'un ralentissement de l'activité pourrait bien être une reprise du chômage. Aussi le traditionnel plan emploi de l'automne – ce sera le troisième du gouvernement Rocard – prend-il un *relief particulier. Le 13 septembre,* M. Soisson devrait présenter aux partenaires sociaux une série de mesures comportant notamment une relance du crédit d'impôt formation et un dispositif de prévention des licenciements pour les salariés en fin de carrière.

Au terme de longs débats au sein du gouvernement et du Parti socialiste, la contribution sociale généralisée (CSG) va probablement voir le jour dans les semaines qui viennent. La CSG n'aggravera pas le niveau des prélèvements obligatoires (le 0,4 % sur les revenus imposables sera supprimé et la cotisation d'assurance-vieillesse des salariés sera allégée), mais elle sollicitera davantage les revenus moyens et supérieurs de même que les bénéficiaires de certaines prestations sociales (*retraites et allocations chômage*) au-delà d'un certain seuil. Contestée par la quasi-totalité des syndicats, cette réforme va permettre de réorienter le financement de la Sécurité sociale, qui pèse presque exclusivement sur les salaires.

Le dossier des retraites, qui a donné lieu cet été à une vive polémique à l'occasion de la publication sous l'égide de l'INSEE d'une étude insistant sur les sombres perspectives de l'assurance-vieillesse à l'horizon 2005, fera l'objet d'un *Livre blanc* présenté devant le Parlement par M. Claude Evin, ministre de la solidarité. Néanmoins, le débat qui suivra ne sera pas destiné à déboucher sur des décisions concrètes.

Sur le terrain, il y aura dès la rentrée quelques points chauds. Le plus important concerne les organismes de Sécurité sociale et, plus particulièrement, les déroulements de carrière. Après la caisse primaire de Bobigny (Seine-Saint-Denis), celle d'Evry (Essonne) s'est mise en grève, bloquant près d'un million et demi de dossiers. Le mouvement pourrait s'étendre. Ce différend apparaît d'autant plus délicat à résoudre qu'à l'UCANSS (Union des caisses nationales de Sécurité sociale), dont les administrateurs patronaux ont démissionné, les caisses primaires et l'Etat se renvoient la balle. En outre, le conflit traverse FO, qui assure avec le CNPF la gestion des 180 000 salariés de la Sécu mais dont les militants sont très actifs dans le conflit. D'autre part, un mouvement de grève lié à la réforme du statut du personnel paralyse plusieurs blanchisseries des hôpitaux de l'Assistance publique à Paris.

Dans le secteur privé, le climat *paraît calme. Ce qui ne signifie pas* pour autant que les risques de conflit soient totalement exclus. Notamment sur la question des salaires.

JEAN-MICHEL NORMAND

□ **Travail temporaire : l'accord et la loi sont compatibles.** – Les partenaires sociaux se sont réunis, le 5 septembre au siège du CNPF, pour finalement constater que la loi limitant les abus du travail précaire *« ne mettait pas d'obstacle à la mise en œuvre »* de l'accord contractuel signé le 24 mars par la CFDT, la CFTC et la CGC. Cette formalité met fin à un embrouillamini qui avait alimenté bien des débats au printemps dernier quand le CNPF menaçait l'accord d'une clause *« d'autodestruction »* si la loi en modifiait le contenu. FO s'était servi de ce prétexte pour ne jamais se prononcer sur le texte issu des négociations.

□ **Fin des négociations sociales dans le bâtiment.** – Les négociations, entamées en 1987, entre la Fédération nationale du bâtiment et les syndicats (CGT, FO, CFDT et CFTC), se sont achevées, dans la nuit du mardi 4 au mercredi 5 septembre. Si les dossiers relatifs au renouvellement de la convention collective et à la nouvelle grille de classifications ont abouti à la rédaction d'un texte définitif, celui sur l'aménagement du temps de travail devrait faire l'objet de négociations ultérieures à partir du premier semestre 1991.

□ **Nouveau directeur pour Peugeot-Sochaux.** – M. Guy Perrier, directeur du centre de production de Peugeot à Sochaux, *soixante-cinq ans*, va partir en retraite. Il sera remplacé par M. René Place. Ce changement pourrait être un signe d'ouverture sociale dans l'usine de Sochaux, affectée par plusieurs semaines de grèves à l'automne dernier.

□ **Rectificatif.** – Contrairement à ce que nous avions écrit dans l'article sur la politique de rigueur du gouvernement espagnol *(le Monde* du 4 septembre), ce ne sont pas les revenus du tourisme de la péninsule ibérique qui ont baissé de 14 % au cours des sept premiers mois de 1990, mais l'excédent global de la balance touristique. Les revenus tirés du tourisme n'ont diminué que de 7,5 %.

Les statistiques du ministère du travail

Le nombre de travailleurs immigrés permanents a augmenté de 27,8 % en 1989

Globalement, 80 514 travailleurs étrangers, hors de la CEE, sont entrés sur le marché du travail français en 1989, selon des statistiques publiées lundi 3 septembre par le ministère du travail. Parmi ceux-ci, le nombre de travailleurs permanents, qui s'élève à 18 646, est en augmentation de 27,8 % par rapport à 1988.

Ainsi est confirmé un retournement de tendance à la hausse engagé depuis 1986 alors que le volume annuel des entrées officielles n'avait cessé de diminuer de 1974 à 1985. Les plus fortes progressions sont enregistrées avec les Polonais, les Libanais, les Algériens et les Yougoslaves.

Elles correspondent à des pénuries catégorielles de main-d'œuvre et sont liées à la situation de reprise économique puisqu'elles font l'objet d'autorisations, parfois à titre provisoire (16 %). Plus importante, avec 61 422 étrangers, l'immigration saisonnière baisse régulièrement, et plus encore en 1989 (– 12 %). Composée pour l'essentiel d'Espagnols et de Portugais, cette main-d'œuvre est surtout utilisée par l'agriculture, à l'occasion des vendanges et de la récolte des fruits et légumes.

Ces chiffres ne comprennent pas les 61 422 nouvelles demandes d'asile acceptées en 1989 et qui ont pratiquement doublé par rapport à l'année précédente. On y trouve beaucoup de Turcs, de Zaïrois, de Maliens et de Sri-Lankais. Ils ne tiennent pas compte non plus de l'immigration familiale, dont 34 594 personnes ont bénéficié en 1989 au titre du regroupement familial.

Cette mesure, qui profitait aux conjoints, s'applique désormais en majorité aux enfants mineurs. Enfin, ces données ne permettent pas de connaître la part de l'immigration clandestine.

INDUSTRIE

Une restructuration avant l'introduction en Bourse

Arena, Pony et Le Coq sportif vont quitter le groupe Adidas

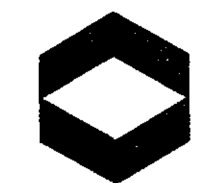
Le sort de Sarragan, le holding d'Adidas, qui regroupe les chaussures de sport Pony (1 milliard de chiffre d'affaires en 1989), les maillots de bain Arena (630 millions de francs) et les articles Le Coq sportif, est *désormais scellé*. La direction du groupe, qui compte porter l'essentiel de ses efforts sur la griffe Adidas, a en effet décidé de *« rendre son autonomie »* à ses trois marques accessoires.

« Nous devons mettre fin à la pression qu'exercent ces sociétés sur les résultats d'Adidas », a expliqué M. René Jaeggi, le président du directoire, intervenant lors du grand rendez-vous automnal des fabricants d'articles de sport, la Foire ISPO de Munich. Une cession pure et simple semble diffici*lement envisageable dans l'immé*diat. En mauvaise santé financière, ces trois sociétés dont on ne connaît pas les résultats (ceux-ci n'apparaissent pas, étant consolidés avec l'ensemble des résultats du groupe) trouveraient difficilement preneur. M. René Jaeggi nous confirmait il y a une semaine que l'ensemble Sarragan perdait de l'argent depuis *« au moins dix ans »* et que *« Pony n'était maintenu en vie qu'artificiellement »* grâce aux augmentations de capital d'Adidas.

Un détachement trop brutal de Sarragan *risque en outre de soule*ver de sérieuses difficultés. Les milieux sportifs ne devraient pas manquer d'exiger des garanties. Arena ne finance-t-elle pas grâce à ses accords de parrainage et de partenariat l'essentiel des grands événements internationaux de natation ?

De fait, la direction d'Adidas, qui envisage de dissocier les trois marques, pourrait transférer certaines d'entre elles (Arena et Le Coq Sportif précisément) à un holding dans lequel Bernard Tapie Finance serait majoritaire. Rien n'est tranché à l'heure actuelle. L'objectif des dirigeants de la firme est d'introduire *Adidas en* Bourse d'ici trois ans. Adidas devrait procéder à une augmentation de capital de *« 60 à 100 millions de marks »*, soit 200 à 300 millions de francs, d'ici à la fin de l'année 1991, a par ailleurs précisé M. Jaeggi.

C. M.



Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN :0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Méga-projet pour l'an 2006

L'ensemble aéro-portuaire de Hongkong coûterait 16 milliards de dollars

Au lendemain du massacre de la place Tiananmen, qui porta un coup sévère à l'économie de Hongkong – ou sans doute à cause de cela, – la colonie britannique a décidé de se doter d'un nouvel aéroport et d'installations portuaires destinés à faire face aux besoins du prochain millénaire.

HONGKONG

de notre envoyé spécial

Peut-être pour conjurer le mauvais sort qui l'avait fait vaciller, Hongkong a vu gigantesque. La stratégie de développement du port et de l'aéroport (connue par ses initiales anglaises de PADS) s'étend sur quinze ans avec une première phase qui doit s'achever peu avant que la colonie ne retourne dans le giron de la Chine, le 30 juin 1997. Annoncée il y a un an, la PADS devrait coûter 127 milliards de dollars Hongkong (16,3 milliards de dollars US) au taux de 1989.

Au-delà des nécessités économiques – l'aéroport de Kaitak, ouvert en 1925, sera saturé entre 1992 et 1995, – la PADS découle aussi de considérations politiques. Il s'agit de consolider la confiance, ébranlée, dans l'avenir par un projet grandiose et à long terme, engageant aussi les futures autorités de tutelle chinoises. Car, si l'économie locale ne continue pas son expansion, la confiance, qui est à la base de sa prospérité, s'effritera bien avant 1997.

Mais le fait même que la décision ait été prise au lendemain de la répression à Pékin a conduit les dirigeants chinois à contester un projet dans lequel ils croyaient voir des *« arrière-pensées »* inquiétantes. D'autant que, selon des hommes d'affaires de Hongkong comme M. Helmut Sohmen, le gendre de l'armateur YK Pao, la décision a été prise sans consultations suffisantes avec Pékin, qui s'inquiète d'engagements financiers considérables. *« Le gouvernement de Hongkong s'est mis dans une position dans laquelle l'aéroport peut être utilisé comme un atout de négociation »*, nous a-t-il déclaré.

Et de regretter qu' *« on ait perdu cinq ans parce que le gouverneur précédent était braqué contre le projet »*, déjà mis à l'étude en 1982 et qui avait alors, en raison d'un environnement économique et financier défavorable, été oublié dans un tiroir. D'autres hommes d'affaires regrettent que le nouvel aéroport ne soit pas construit en territoire chinois, ce qui aurait coûté moins cher.

Amadouer Pékin

Quoi qu'il en soit, le pari a été pris sur l'avenir d'un Hongkong centre de communications entre la Chine du Sud et une zone Asie-Pacifique en pleine expansion. L'autorité provisoire chargée de l'aéroport – qui sera situé à Chep Lap Kok, au nord de l'île de Lantau, encore relativement sous-développée – a été nommée, les plans tracés, le premier contrat attribué (à une firme chinoise de travaux publics), et il est trop tard pour reculer. Une garantie chinoise est néanmoins indispensable pour obtenir des engagements financiers privés ou étrangers. Les officiels interrogés se disent confiants que Pékin se laissera fléchir.

Sur ce point, l'un des principaux agents de change de la place estime que les Chinois sont en train de changer d'attitude. En particulier parce que les responsables de Canton les auraient convaincus de la nécessité de construire un port qui puisse accueillir des navires de plus de 20 000 tonneaux, le maximum capable de remonter la rivière des Perles. Mais la mauvaise communication, la méfiance de Pékin et les trop longues hésitations de Hongkong ont rendu la réalisation du projet plus délicate.

Car la PADS, de par son ampleur, est l'un des plus vastes projets de travaux publics au monde, tout à fait comparable au tunnel sous la Manche par son coût : l'aéroport, dont la première piste devra être opérationnelle au printemps de 1997, est prévu pour accueillir en 2011 entre 50 et 80 millions de passagers par an (contre 16,2 actuellement) et 2,6 à 4,4 millions de tonnes de cargo (730 000 en 1989). Quand la seconde piste sera construite, séparée de 960 mètres de la première sur un terrain dont 1 000 hectares auront été gagnés sur la mer, l'aéroport pourra traiter soixante-dix avions à l'heure, vingt-quatre heures par jour. Tout cela pour un coût estimé à 7,7 milliards de dollars US.

Il était temps. Ceux qui ont utilisé Kaitak – coincé entre des HLM et la mer, ce qui fait que l'atterrissage et le décollage tiennent parfois du *scenic railway*, avec une seule piste toujours à la merci d'un accident, ses comptoirs d'embarquement et d'immigration engorgés, son trafic augmentant de 15 % par an – peuvent témoigner qu'il n'est plus à la mesure de Hongkong, deuxième aéroport d'Asie après Narita. Le nouvel ensemble disposera des facilités les plus modernes et d'un réseau de communications sophistiqué avec l'île de Hongkong et la zone commerciale et touristique de Kowloon. Qui plus est, deux villes nouvelles, l'une de 150 000 habitants et l'autre de 110 000 seront bâties pour le personnel, s'ajoutant aux six autres en construction (1).

C'est au sud-est de Lantau que sera situé le nouveau port, qui fera passer les capacités de Hongkong de 85 millions de tonnes en 1989 à 450 en 2011. Il s'agit d'un projet entièrement financé et géré par le secteur privé. Tout comme les huit terminaux pour conteneurs déjà existants ou le neuvième prévu, qui font de Hongkong l'un des premiers ports pour conteneurs avant Rotterdam ou Singapour, avec 4,46 millions d'équivalent TEU l'an dernier.

60 % de financement privé

Pour innerver cet ensemble, des voies express reliant Lantau à Kowloon et au nouveau territoire par un pont dont l'arche devrait être l'une des plus longues du monde (1 410 mètres), un nouveau tunnel vers Hongkong, une nouvelle ligne de métro avec trains rapides seront construits. Pont et voies express devraient être opérationnels avant l'ouverture de l'aéroport.

Les premiers appels d'offres seront lancés au cours des mois prochains, sur la base d'une concurrence internationale dans laquelle plusieurs firmes françaises qui ont réussi à Hongkong (Dragages ou Solétanche) sont bien placées. Mais on peut penser que, pour des considérations politiques et pour amadouer Pékin par des compensations financières, une partie des contrats seront attribués à des compagnies chinoises. Les travaux pourraient commencer dès la fin de 1991, financés à 60 % par le secteur privé. La firme américaine Bechtel a été chargée de la coordination, les sociétés Mott MacDonald et Shankland Cox, et Wilbur-Smith and Associates ont été choisies comme consultants.

Avec la PADS, gouvernement et milieux d'affaires parient sur l'avenir de Hongkong. Ils misent gros car, si le projet était bloqué, ou si la Chine refusait de jouer le jeu, le résultat pourrait être désastreux. Mais s'il réussit, il propulsera la future zone administrative spéciale vers le vingt et unième siècle.

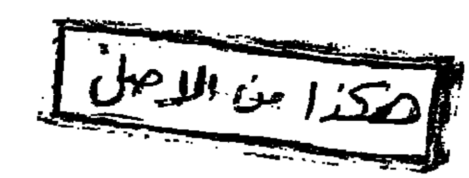
PATRICE DE BEER

(1) Ainsi qu'au vaste projet pour gagner des terres sur la mer face au cœur de Hongkong, entre les quartiers d'affaires de Central et de Wanchai.

Le Monde

Édité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10



ONOMIE

pour l'an 2006

portuaire de Hongkong

milliards de dollars

COMMUNICATION

La concentration dans l'achat d'espaces publicitaires

Le « non, mais... » de M. Bérégovoy laisse une marge de manœuvre à Carat et Eurocom

La prudence des réactions à l'arrêté de M. Bérégovoy du 3 septembre interdisant l'achat d'espaces en commun en France par les groupes Carat et Eurocom s'explique par l'ambiguïté de la décision, l'âpreté des pressions politiques qui l'ont précédée, et l'attente d'une investigation plus globale du secteur menée par le Conseil de la concurrence.

« C'est une décision sage et responsable. » Le commentaire de M. Francis Gross, un des dirigeants de Carat, résume la satisfaction tranquille des deux groupes publicitaires français, Carat et Eurocom, auxquels un arrêté du ministre des finances vient pourtant d'interdire de rapprocher toutes leurs activités d'achat d'espaces en France (*le Monde* du 5 septembre). On retrouve le même ton mesuré chez les concurrents de Carat, pourtant farouchement opposés à ce rapprochement. Ainsi M. Maurice Lévy, PDG de Publicis, nous a-t-il déclaré : *« C'est une bonne décision, saine pour le marché. »* Mais il ajoute aussitôt : *« Elle aurait pu être excellente. Je regrette que le ministre n'ait pas suivi totalement l'avis du Conseil de la concurrence. »*

Car c'est bien la divergence entre l'avis du Conseil de la concurrence, fermement négatif, et la décision ministérielle, nettement plus ambiguë, qui explique le soulagement de Carat et Eurocom. L'arrêté publié, tout en interdisant le regroupement des activités d'achat d'espaces des deux principaux groupes du secteur, précise que cette interdiction ne *« s'applique pas dans les cas où sont proposés à l'achat des espaces publicitaires demandés par des annonceurs internationaux et couvrant, à la fois, la France et plusieurs autres pays »*.

Cette formulation floue autorise au moins deux interprétations. L'une, restrictive, limite ces exceptions à la règle aux supports multinationaux, pour des campagnes internationales encore rares. L'autre permettrait aux deux groupes de traiter en commun leurs clients multinationaux, du moment qu'ils sont annonceurs dans plusieurs pays. C'est évidemment celle qui est retenue chez Carat et Eurocom. Et, même si d'après leurs estimations seuls 15 % des budgets traités par Eurocom seraient concernés, la porte serait alors suffisamment *ouverte pour vider de sa substance* l'interdiction ministérielle.

Au-delà de l'ambiguïté, la tonalité mesurée des réactions s'explique aussi par la féroce bataille qui a agité les milieux publicitaires et politiques avant la décision. Récemment entré dans le groupe Eurocom, M. Jacques Pilhan, ancien conseiller en communication de MM. Mitterrand et Rocard, a pu, de concert avec M. André Rousselet dont l'influence chez Havas est grande, faire jouer ses appuis politiques en faveur d'un compromis. Publicis, de son côté, avait trouvé dans l'entourage de M. Laurent Fabius des avocats pour tenter d'obtenir une stricte interdiction du rapprochement. C'est un arbitrage final de Matignon qui a abouti à la rédaction définitive ouvrant une large brèche dans l'interdiction de rapprochement entre Carat et Eurocom.

Le Conseil de la concurrence ne désarme pas

Le dernier élément qui incite à la *prudence tous les protagonistes* est sans doute l'avis motivé du Conseil de la concurrence. Car cet avis est sévère pour les pratiques du marché de l'achat d'espaces. Il note ainsi que trois centrales d'achat (Carat, PMS et Eurocom) concentrent entre leurs mains 48,7 % de la demande d'espace, alors que l'offre est beaucoup plus diluée, deux régies seulement (dont TF1, avec 12,5 %) dépassant le seuil de 5 % du marché. Une situation encore aggravée secteur par secteur : additionnées, les parts de marché de Carat et Eurocom seraient ainsi, selon le Conseil, de 46,5 % en radio, 54,2 % en cinéma, 43 % en télévision, 27,4 % en affichage, 32,7 % en presse. Les deux groupes avancent des estimations plus faibles, respectivement 33,6 %, 35,9 %, 35,7 %, 22,9 %, et 22 %, ne s'attribuant modestement que 21,8 % de l'ensemble du marché. Mais ces estimations, note le Conseil, *« sous-estiment leur poids réel sur le marché et rendent simplement compte du fait qu'en raison du volume très important de leur achat d'espaces, ces centrales étaient à même d'obtenir des ristournes plus élevées de la part des supports que nombre d'autres acheteurs d'espaces »*.

Le Conseil note aussi que les principaux acheteurs britanniques et allemands ne détiennent que 7,4 % et 13,5 % de leur marché, alors que, ensemble, Carat et Eurocom représenteraient 32 % du marché français. Et il semble convaincu, malgré les dénégations des centrales, que le manque de concurrence sur le marché a entraîné une sensible inflation des tarifs publicitaires.

Or le Conseil de la concurrence, au-delà de son avis ponctuel sur l'accord Carat-Eurocom, est lancé dans une investigation poussée de l'ensemble du secteur de l'achat d'espaces. La brigade financière épluche depuis des mois les dossiers et la comptabilité des agences, régies et centrales. L'enquête devrait déboucher courant *1991. S'étant autosaisi du dossier, le* Conseil pourrait alors prendre des mesures sévères pour limiter les ententes et promouvoir la concurrence. Et les éventuelles sanctions ne passeront plus alors par le filtre du pouvoir politique.

Même s'ils obtiennent quasi-satisfaction dans l'immédiat avec une interdiction formelle mais peu gênante, les géants de l'achat d'espaces savent que cette échéance sera décisive pour la poursuite de leurs activités.

Carat et Eurocom ont, toutefois, d'ores et déjà obtenu deux feux verts pour leur rapprochement : financièrement, leurs liens au travers du holding anglais Aegis (qui contrôle 100 % de Carat) vont se resserrer, leurs parts (14,9 % actuellement chacun) devant encore monter à l'avenir, selon M. Francis Gross. Enfin, leurs activités communes hors de l'Hexagone seront rapidement opérationnelles, *« selon le planning prévu »*.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Les éditions Laffont rejoignent le Groupe de la Cité

Annoncée début juillet (*le Monde* du 3 juillet), l'intégration des éditions Robert Laffont dans le groupe de la Cité devrait être effective avant la fin de l'année, Robert Laffont devenant aux côtés de Bordas, Larousse, Nathan, Presses de la Cité et France-Loisirs, une nouvelle entité autonome du deuxième groupe d'édition français (5,7 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1989).

L'opération, qui se présente essentiellement comme un reclassement d'activités au sein du groupe Havas – actionnaire des deux sociétés –, sera précédée par une augmentation de capital du Groupe de la Cité lui permettant de rémunérer les actions qui lui seront apportées. La CLT et IP (groupe Havas) qui détiennent 67 % de Robert Laffont, Worms (12,5 %) et Dassault (8,5 %) auraient déjà donné leur accord à la transaction. *« Dans la mesure*, indique un communiqué du Groupe de la Cité, *où tous les actionnaires des éditions Robert Laffont apporteraient leurs actions, le nombre d'actions émises représenterait un maximum de 7,37 % du capital augmenté du Groupe de la Cité »*.

Les éditions Robert Laffont, qui conserveront leur *« indépendance éditoriale et commerciale »*, ont dégagé l'an dernier un résultat net de 6,5 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 344 millions. M. Bertrand Favreul, actuel directeur général de Robert Laffont, devrait accéder à la présidence en remplacement de M. Guy Gervais, directeur général d'IP.

□ **PRÉCISION.** – Une erreur de transmission nous a conduits, dans *le Monde* du 5 septembre, à indiquer un mauvais horaire pour la nouvelle émission de l'humoriste Didier Gustin sur Europe 1. Celle-ci – « Mè cé ki » – sera programmée chaque samedi de 9 h 15 à 11 heures, et non à *8 h 30* comme indiqué dans l'article. Le créneau de 8 h 30 est, en effet, celui réservé chaque jour à Philippe Aubert qui après en avoir donné les titres, dès 7 h 15, clôturera *la tranche d'information du matin* par une revue de presse.

□ **Reparution de « Nice-Matin ».** – Les ouvriers de l'atelier de typomontage du quotidien *Nice-Matin*, qui *avaient empêché, mardi 4 septembre*, la sortie du journal, ont repris le travail après avoir obtenu du PDG, M. Michel Bavastro, qu'une réunion se tienne mercredi entre le syndicat du Livre CGT, les représentants du personnel et la direction. Les typomonteurs redoutent que la modernisation en cours du quotidien niçois ne soit l'occasion de confier aux journalistes les tâches de mise en page électronique (*le Monde* du 5 septembre)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5341

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II						■			
III								■	
IV			■						
V				■					
VI							■		
VII		■			■	■			
VIII								■	
IX					■		■		
X									
XI	■		■						■

HORIZONTALEMENT

I. Accident de la circulation dû parfois à une conduite imprudente. – II. Evoque une classe à la hauteur. Etait adorée dans les ports. – III. Qui ne pensent qu'à la bagatelle. – IV. Lie. A parfois un secret. – V. Le dernier c'est la grande mode. Peut être mortel quand on se rase. – VI. Une mouche qui peut piquer du nez. Donné par le chef. – VII. Valeur du silence. Circule à l'étranger. – VIII. De bonnes choses. – IX. Fait circuler comme des livres. Dans le décor. – X. Proposées par celui qui monte plus haut. – XI. Pas admises.

VERTICALEMENT

1. Qui n'auront aucune portée. – 2. Hors de combat. Qui ont donc compati. – 3. Exécuta. Faire comme un mauvais conducteur sur un circuit. – 4. Fait quelque chose. Figure mythologique. – 5. Donner une couverture. Un mot repoussant. – 6. Traverse plusieurs lacs. Un vrai génie. – 7. Peut amener la discorde. Son roi a été mis en scène. Un peu de terre. – 8. Point de départ. Une bestiole. Parfois mis dans un cornet. – 9. Pas sévères.

Solution du problème n° 5340

Horizontalement

I. Ravaleurs. – II. Ebéniste. – III. Matamores. – IV. Un. Epi. – V. Eden. Ecot. – VI. Morio. Uni. – VII. Enéma. – VIII. Vent. – IX. Armures. – X. Geisha. – XI. Ere. Ouate.

Verticalement

1. Remue-ménage. – 2. Abandon. RER. – 3. Vêt. Ere. Mie. – 4. Ana. Nimbus. – 5. Limo. Oa. Rhô. – 6. Esope. Veau. – 7. Utricules. – 8. Rée. On. Ut. – 9. Satiété.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Naissances

Dahlia et Didier MARTEAU-TANG

sont heureux d'annoncer la naissance de

Capucine,

le 27 août 1990.

2, rue Fontaine,
75009 Paris.

– Thomas PECKRE
et
Véronique LAMBERT

sont heureux d'annoncer la naissance de

Louise Rachel PECKRE LAMBERT

le 26 août 1990, à 6 h 25 mn.

Mariages

– Cuxac-Cabardès. Montolieu (Aude). Figeac (Lot).

Mme Antoine COURRIÈRE,
M. et Mme Raymond COURRIÈRE,
M. et Mme Philippe CALMON,

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Sophie et Jean-Pierre.

Mairie de Cuxac-Cabardès (Aude), samedi 8 septembre 1990.

Décès

– *Jean-Eugène Florens,*
son père,
Isabelle Florens,
sa sœur,
Et ses amis qui l'ont connu,
font part du décès de

Eric FLORENS,

survenu le 17 août à Paris.

– M. Jean Geffré,
Ses enfants,
Petits-enfants,
Arrière-petit-fils,
Mlle Geneviève Lemarchand,
Les familles Lemarchand, Gajac, Geffré, Boinot, d'Auzac de Lamartinie,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jean GEFFRÉ,
née Madeleine Lemarchand,

survenu le 31 août 1990, dans sa quatre-vingt-unième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 4 septembre, à Bordeaux, en la basilique Saint-Seurin.

8, rue Barennes,
33000 Bordeaux.

– Claude Hayem,
son fils,
Sa famille,
Ses amis,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Mme Fernande HAYEM,

survenu le 12 août 1990, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– L'équipe des éditions Arléa
Et Roselyne Chenu
ont la douleur d'annoncer la mort de leur ami

Jozé JAVORSEK

survenu à Ljubljana (Yougoslavie), le 2 septembre 1990.

8, rue de l'Odéon,
75006 Paris.

– Mme Philippe Lecasble,
née Nancy Markhan,
Jean et Cacou Lecasble,
Valérie Lecasble et Airy Routier,
Cédric Lecasble,
Quentin, Ludivine, Nathan, Valentin et Tancrède,
son époux, ses enfants et petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Philippe LECASBLE,

survenu le 4 septembre 1990.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 7 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, Paris-16e.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Agnès MILLERAND,

survenu le 27 août 1990, dans sa quarante et unième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

De la part de
Pierrette Millerand,
Lucien et Renée Michon,
Vincent et Christine Michon,
Xavier et Anne Michon,
Bernard et Marie-Françoise Gausset,
Jean et Martine Michon,
Christophe et Agnès Michon,
Christian et Anne Mathieu,
Claire Michon
et leurs enfants,
Michel et Nicole Desvignes,
leurs enfants et petits-enfants,
Hélène Michon,
Ses amis en France et aux Etats-Unis.
107, rue de Reuilly,
75012 Paris.

– Mme Jean Monjou,
son épouse,
Christian,
Marie-Agnès et Hervé,
Jean-Loup,
ses enfants,
Les familles Monjou, Venthenat, Testut, Cardinau,
ont l'immense tristesse de faire part du décès brutal de

M. Jean MONJOU.

Les obsèques ont été célébrées dans la stricte intimité familiale le 3 septembre 1990, à Barbezieux (Charente).

1, rue Montaigne,
33200 Bordeaux.

– M. et Mme Michel Pintard,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de *leur frère, oncle et grand-oncle,*

l'abbé Jacques PINTARD,
docteur et professeur en théologie,

survenu à Paris, dans sa soixante-seizième année.

L'inhumation a eu lieu à Mainvilliers (Eure-et-Loir), le 28 août 1990.

Cet avis tient lieu de faire-part.

24, rue Moreau-Vauthier,
92100 Boulogne.

– M. et Mme Roger Dubert,
Mgr Jean-Louis Tauran,
M. Robert Eymas,
M. et Mme Bernard Arnould
et leurs enfants,
M. et Mme François Lasserre,
Parents et alliés,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme André TAURAN,
née Yvonne Eymas,

rappelée à Dieu le 4 septembre 1990, dans sa quatre-vingt-septième année.

La messe de funérailles sera célébrée le jeudi 6 septembre, à 15 heures, en l'église Sainte-Croix de Bordeaux.

14, place Canteloup,
33800 Bordeaux.
Palazzo San Carlo,
00120 Cité du Vatican.

– Lyon.

Mme Georges Trophilme,
son épouse,
Alain Dupré,
Didier et Catherine Trophilme,
Robert et Corinne Trophilme,
Catherine Trophilme,
ses enfants,
Lidvine, Henri-Louis, Charles-Antoine Dupré,
Nathalie et Nicolas Trophilme,
ses petits-enfants,
Les familles Trophilme, Daumas et *Mérigot,*
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges TROPHILME,
ancien déporté,
retraité de l'équipement,

survenu à Lyon, le 30 août 1990, à l'âge de soixante-six ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans la stricte intimité familiale le *mardi 4 septembre.*

Il a rejoint sa fille dans la paix du Seigneur,

Mme Alain DUPRÉ,
née Hélène Trophilme,

décédée accidentellement le 23 décembre 1989, à l'âge de quarante ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Au nom du CERN,
le Laboratoire européen pour la physique des particules, à Genève,
au nom de ses quatorze Etats membres,
des présidents et des délégués du conseil de l'Organisation et de ses comités,
au nom du personnel du Laboratoire et de la communauté de ses chercheurs,
Le professeur Carlo Rubbia,
directeur général du CERN,
auquel se joignent ses prédécesseurs,
a le profond regret de faire part du décès, survenu le dimanche 2 septembre *1990*, à Genève, du

professeur Léon VAN HOVE,
membre du personnel du CERN
depuis 1961
et directeur général
de la recherche de l'Organisation
de 1976 à 1980,

et s'associe très respectueusement au deuil douloureux qui frappe sa famille et le monde scientifique tout entier.

[Né à Bruxelles le 10 février 1924, spécialiste de physique théorique, M. Léon Van Hove était entré au Laboratoire européen pour la physique des particules (CERN) en 1961, pour y diriger la division des études théoriques (1961-1965), puis le département de physique théorique (1968-1974). Après avoir occupé le poste de directeur général de la recherche du CERN de 1976 à 1981, il était *« retourné à la base » comme simple chercheur*, avant de prendre sa retraite en 1989. C'est sous la direction de M. Van Hove que le CERN décida la construction du collisionneur protons/antiprotons, instrument qui devait permettre à deux chercheurs du laboratoire, MM. Carlo Rubbia et Simon Van den Meer d'obtenir le prix Nobel de physique 1984. M. Léon Van Hove présida en outre le comité des programmes scientifiques de l'Agence spatiale européenne (de 1984 à 1987), et le conseil scientifique du Centre commun de recherches des Communautés européennes.]

AUTOMOBILE

Climatisation : il n'est jamais trop tard pour la fraîcheur

Bien des automobilistes, avec l'été torride que nous avons connu cette année, ont dû regretter de *ne pas avoir fait* monter sur leur voiture, lors de leur commande, une climatisation. Une « option » certes coûteuse... tant que la chaleur ne rend pas l'habitacle du véhicule insupportable, mais après... Sur la route des départs en vacances et des retours, combien de fois, immobilisés dans nos chères bagnoles surchauffées *avec 40 degrés à* l'extérieur et 50 à l'intérieur ne nous sommes nous promis que notre prochaine voiture serait dotée de cet accessoire, en fait indispensable, et livré aux Etats-Unis, depuis belle lurette, en grande série. Tout comme au Japon.

Heureusement pour les imprévoyants, il est tout à fait possible de faire monter après coup une climatisation sur la plupart des automobiles. Toutes les marques ou presque sont en mesure d'adapter en « deuxième *monte* » sur les véhicules *qu'ils* ont vendus, ce système qui permet de maintenir à l'intérieur de la voiture une température agréable voire très fraîche. Bien entendu, le coût de l'opération sera *supérieur à celui que le* constructeur offrait, mais l'on sait combien, par temps de canicule, les réflexes peuvent apparaître différents.

Quoiqu'il en soit, il faut envisager de 11 000 à 15 000 F en moyenne pour disposer, hors option, d'une climatisation dans sa voiture. L'affaire consiste dans le plus simple des cas à installer sous le capot un condenseur situé près du radiateur, un compresseur monté sur le bloc moteur et un évaporateur fixé près du système de chauffage du véhicule. Le système de commande électrique réclame, par ailleurs, le démon*tage du tableau de bord.* Il va de soi que sur certains types de voitures s'ajoutent des changements de pièces et l'essentiel est de s'assurer que le monteur utilise bien, dans ce cas, des composants d'origine.

Il faut compter trois jours d'immobilisation pour la voiture et sauf à être soi-même un spécialiste, il faut savoir que le tra*vail ne peut être sérieusement* fait que par un professionnel.

Outre le réseau des marques, on peut, si l'on veut faire installer ce merveilleux appareillage, s'adresser à des firmes spécialisées dans l'assemblage, la vente et le montage des systèmes de climatisation, qui possèdent leurs propres ateliers. Ainsi par exemple, Diavia-*France, installée à* Gennevilliers (1) et agréée par PSA, Renault et la plupart des marques européennes, qui possède en catalogue huit types de climatisation en « kit », adaptables à quelque 450 modèles de voitures. Il s'agit d'une entreprise d'origine italienne qui utilise des compresseurs japonais (Sanden, Seiko-Seiki).

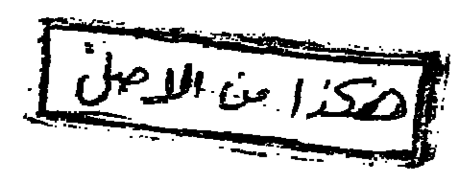
Une autre marque italienne, Autoclima, et une marque allemande, Frigette, peuvent également répondre à la demande.

Ajoutons pour conclure que le *montage à bord de votre véhicule* d'une climatisation, réduira de huit à quinze chevaux la puissance au moteur. Il faut en tenir compte quand l'on veut la faire monter sur une voiture de petite cylindrée.

C. L.

(1) Renseignements : (1) 47-99-90-11.


Le Monde
de l'
International


هكذا من الاصل

Le Monde de l'International

Le **Centre National d'Etudes Spatiales** recherche

CADRE COMPTABLE EXPERIMENTE

pour sa Base Spatiale de KOUROU

De formation BAC + 4 en Comptabilité et Droit, vous maîtrisez parfaitement les règles de la comptabilité publique.

Vous assisterez l'Agent Comptable et serez chargé notamment :

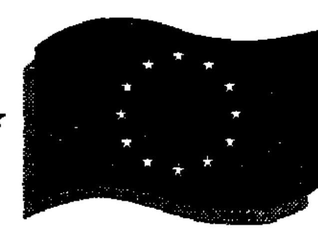
- de la tenue et du contrôle de la comptabilité générale, budgétaire et patrimoniale,
- de l'application de la réglementation aussi bien interne qu'externe concernant les opérations comptables,
- de tous travaux comptables d'exécution, de vérification ou de conception,
- de l'exploitation des systèmes informatiques en place,
- des relations avec les autres services de l'Etablissement, les banques, les clients et les fournisseurs.

Avantages financiers liés à l'éloignement. Carrière assurée dans un Centre métropolitain du CNES au terme du séjour en Guyane.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 90/DG/02 au Chef du Personnel du Siège et Antenne CSG - 2, place Maurice Quentin - 75039 CEDEX 01.

MINITEL 3615 CODE CNESPACE





LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

organise un concours sur épreuves pour

INSPECTEURS NUCLEAIRES

(m/f) **grade A7/6**

pour des missions d'inspection des installations nucléaires parfois d'un séjour prolongé. Conduite d'une voiture nécessaire.

Conditions d'admission

□ *avoir accompli des études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme;* □ posséder une expérience professionnelle postuniversitaire d'une durée minimale de 2 ans en rapport avec la fonction confirmant une bonne connaissance du cycle nucléaire et les méthodes utilisées dans la gestion et le contrôle des matières fissiles; □ être né après le 28 septembre 1954; □ être *ressortissant d'un des Etats Membres de la CE;* □ avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles de la CE plus une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues.

Lieu d'affectation: Luxembourg.

La Commission met en oeuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes. L'avis du concours détaillé et le formulaire de candidature obligatoire, encartés dans le Journal Officiel des Communautés Européennes n°. C 205 du 17 août 1990, peuvent être demandés, de préférence par carte postale, auprès de: COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, Unité Recrutement, Ref.: COM/A/712, 200 rue de la Loi, B - 1049 Bruxelles; Bureaux en France: Rue des Belles Feuilles 61, F-75782 Paris Cedex 16. C.M.C.I./Bureau 320, rue Henri Barbusse 2, F-13241 Marseille Cedex 01. Date limite pour l'envoi des candidatures: **le 28 septembre 1990.**






ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

THE INTERNATIONAL SCHOOL OF GENEVA

La Fondation de l'Ecole Internationale de Genève, Suisse recherche un

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Pour septembre 1991

La Fondation comprend 3 campus dans la région de Genève et compte 2 600 élèves de trois à dix-neuf ans, représentant plus de 95 nationalités, et 250 professeurs.

A tous les niveaux, les élèves ont le choix entre un enseignement en anglais et en français.

Plus de 90 % des étudiants poursuivent leur éducation au niveau secondaire. Le programme d'éducation aboutit aux diplômes du Baccalauréat International ou de la Maturité Fédérale Suisse, avec préparation aussi pour les examens de l'American College Board.

La Fondation cherche à recruter un responsable principal de l'éducation avec une solide formation dans les domaines de l'enseignement et administration, une vaste expérience de l'administration des institutions académiques et une facilité de communication.

En outre, le Directeur Général devra avoir une maîtrise parfaite du français et de l'anglais, mais la préférence sera donnée aux candidats maîtrisant les deux langues. La connaissance d'une autre langue est un avantage.

La Fondation offre un salaire compétitif, des allocations de logement et voiture, retraite et assurance-maladie et l'enseignement gratuit pour les enfants d'âge scolaire.

Le contrat initial est de 3 ans, renouvelable.

Pour renseignements supplémentaires et un formulaire de candidature, veuillez envoyer votre CV à :

T. Michael Maybury, Executive Secretary
BOX L.M
The European Council of International Schools
21B Lavant Street
Petersfield, Hampshire GU32 3EW
Tél. : 19-44-730-68244
Fax : 19-44-730-67914

Date limite de réception des candidatures : 31 octobre 1990.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

The RACE Programme (Research and Development in Advanced Communications Technologies in Europe)





La commission recherche un candidat très qualifié appelé à occuper un emploi temporaire de haute responsabilité pour assurer notamment la gestion des activités de R & D dans le domaine de la sécurité des informations appliquée aux télécommunications.

CONSEILLER

(COM / R / A / 62 Grade A3)

Les candidats doivent posséder une expérience professionnelle postuniversitaire de plusieurs années dans le domaine de la sécurité des informations appliquée aux télécommunications et, en particulier, une connaissance approfondie d'un ou de plusieurs des domaines suivants:

★ technologies des réseaux et des systèmes appliquées à la sécurité des informations ★ ingénierie des services ★ génie logiciel, méthodes formelles et tests appliqués à la sécurité des informations ★ intégration et vérification des *technologies de la sécurité des informations ★ analyses de risque / de vulnérabilité et gestion des opérations de sécurité* ★ expérience dans le domaine de la normalisation (ISO / CCITT) et connaissance des tendances internationales dans le secteur de la sécurité des informations.

Les candidats doivent être disposés à travailler dans tout lieu d'activité de la Communauté. Pour l'emploi visé dans cette annonce, le candidat retenu sera affecté à Bruxelles.

Conditions générales:

Les candidats doivent: □ être titulaire d'un diplôme universitaire dans l'un des domaines concernés; □ être ressortissants d'un des Etats membres de la Communauté; □ avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles de la Communauté européenne et une connaissance satisfaisante d'une deuxième langue communautaire. Vu l'usage fréquent de l'anglais dans le secteur des technologies, il est essentiel que les candidats soient en mesure de l'utiliser comme langue de travail; □ être âgés de moins de 50 ans (être nés après le 09 / 10 / 1940); □ posséder une expérience postuniversitaire d'au moins 15 ans dans un ou plusieurs des domaines décrits ci-dessus, et une connaissance approfondie des technologies avancées des télécommunications, des nouveaux services et des opportunités offertes par le marché, ainsi qu'une expérience confirmée de la gestion de projets et une capacité de négociation attestée; □ avoir une expérience de travail dans un environnement international.

Les contrats seront conclus pour une période initiale de trois à cinq ans, avec possibilité de renouvellement. Lors de l'entrevue de sélection, les candidats recevront toutes les informations complémentaires concernant les conditions de travail.

Les candidats intéressés par cet emploi sont priés d'envoyer un curriculum vitae détaillé, rédigé de préférence en anglais, avec toutes les informations concernant l'expérience professionnelle, les publications et le niveau de responsabilité, accompagné d'une copie du diplôme universitaire. Les candidatures doivent être envoyées à l'adresse suivante, la référence COM / R / A / 62 figurant sur l'enveloppe:
Commission des Communautés européennes, BREY 12 / 217, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES. Téléfax: 32-2 2358730.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 09 / 10 / 1990 (le cachet de la poste faisant foi).

La commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

SECRETAIRE COMMERCIALE

Parfaitement bilingue Allemand pour STUTTGART

Nous sommes la filiale d'un puissant Groupe Américain, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de machines à commandes numérique.

Implantée également à STUTTGART en Allemagne, nous souhaitons vous intégrer à notre équipe.

De langue maternelle Allemande ou maîtrisant totalement l'Allemand, vous avez un niveau BTS. *Riche d'une expérience de plusieurs années,* vous connaissez bien les outils modernes du secrétariat : PC et traitement de texte.

Forte d'une excellente présentation, dynamique, *autonome, très relationnelle,* vous êtes à même de prendre en charge l'ensemble du secrétariat de l'Agence.

Vous souhaitez vous épanouir dans un groupe à dimension internationale?
Alors, adressez votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à
Mr. C. CAVIN, EATON LEONARD PICOT S.A.
160, rue Joliot-Curie 69811 TASSIN Cédex FRANCE.



DIRECTEUR DES VENTES ÉTRANGER

Société américaine alimentaire en pleine expansion cherche un directeur des ventes dynamique pour ses marchés européens. Grande expérience de l'industrie du congelé alimentaire, particulièrement en volaille. Français, anglais et allemand courant nécessaires.
Envoyer C.V. à : M. L. Katz, Dauphin Harris, PO Box 142, Port Royal, PA 17082, USA.

DEMANDES D'EMPLOIS

Etudiante universitaire hongroise (19 ans) parlant bien *le français cherche emploi à* mi-temps avec logement à Paris. Nicolette Molnar, chez Dr L. Luka, 16, place de Champel, CH-1206 Genève.

Prof. de russe, expérimentée, réf., ch. poste à l'école. Tél. : 42-38-43-30 le matin. Mme Passin.

H. 37 a., doctorat Sc. po., exp. direction comm., mark., rédact., organs., lgue arabe. Tél. : (1) 46-51-94-10 matinée.

J.F. fin étud. ISG, ch. poste sur Paris et rég., contrôle gestion ou conseil, all., angl., info. Exp. prof. ds gdes ent. Ecrire sous n° 8020 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris

J.F., 23 ans, maîtrise D.U. info comm., angl., all., expér. service *de presse édition, ch. poste* ATTACHÉE DE PRESSE Paris ou province. Ecrire sous n° 8021, Le Monde Publicité, *5, rue de Monttessuy,* 75007 PARIS.

J.H. 25 a. travaillant dans labo photo prof., ch. travail à l'étranger. Ecrire sous n° 8019 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris

Cadre 49 ans, inspecteur. Ventes actuel. D1. Équipe de 9 VRP. 20 ans exp. sur le terrain. Maîtrise l'encadrement. Recrutement. Rech. poste simil. « mobile ». 46-82-69-55 répondeur.

J.F. 33 ans, Autrichienne avec carte de travail, allem., français, anglais, ital. cherche emploi stable ! Exp. comm. 69-20-49-76.

Chargée communication (MRG - pub - R.P.) cherche poste similaire. 45-82-49-81.

H. 46 a., 22 a. exp. adminis. et financière, sens discrét. et relat. hum., licencié en droit. cherche poste cadre Ecrire sous n° 8950 LE MONDE PUBLICITÉ *5, rue de Monttessuy* 75007 Paris

L'AGENDA

Animaux

VENDS JOLIS CHIOTS
SHAR-PEI
MALES ET FEMELLES
nés le 18 août 1990
A RETENIR
(16) 86-88-49-10
(après 20 heures)

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable choix, « que des affaires exceptionnelles », écrit le guide « Paris pas cher » en alliances, brillants, solitaires, etc., bagues, rubis, saphirs, émeraudes, bijoux, or, argenterie.

PERRONO OPERA

Angle boulevard des Italiens 4, Chaussée-d'Antin.
Achat tous bijoux ou échanges. Autre magasin, autre gd choix. ETOILE 37, avenue Victor-Hugo.

Garde d'enfants

PARIS XV, quartier Beaugrenelle Jeune fille/femme sérieuse, non fum., ayant l'habit. des enfants. Parl. bien français. Pr garder à dom., apr. l'école (de 16 h 30 à 19 h), mon fils Alexis (5 ans) [goûter, l'occup. + bain]. Ts les jours à partir du 10 sept. (sf vac. scol.) T. : 45-79-19-15 (le soir).

Jeune fille au pair

Famille franco-finlandaise (bord de mer) cherche jeune fille au pair énergique pour environ un an. Nina et Alain Laude, 21660 Nagu, Finlande. Tél. 358 2651353.

Famille franco-allemande ch. jeune fille au pair, 4 enfants Düsseldorf, urgent. 35-75-00-20

Service

	N		
E		B	
			V

ENTREPRISE DE NETTOYAGE
Bureaux et vitres
SARL DE 50 000 F

Vous propose ses travaux de nettoyage dans tous locaux : industriels, commerciaux, bureaux, collectivités, ainsi que l'entretien des espaces verts
26, rue des Bons-Enfants
77090 Collégien
Tél. : 60-17-77-01

Vidéo

V.O. ONLY

Spécialiste du Vidéo Disc en v.o. en Europe (PAL et NTSC). Plus de 1 200 titres disponibles immédiatement. Ouvert 7 jours sur 7
25, bd de la Somme 75017
Mº Porte de Champerret
Tél. : 42-67-76-17 ou 42-67-76-27.

Vacances Tourisme Loisirs

Driscoll House Hotel, 200 chambres indiv., 110 liv. sterl. par sem., bon. cuisine. Rens. : 172, New Kent Road, London SE1 4YT. G.B. 19-44-71-703-4175.

Cannes, quartier Palm Beach, très calme, immeuble standing, appt. 2 pces, gd confort, climatisation, s. de b., cuisine, gde terrasse, 2e étage, ascenseur, proximité de tous commerces, mer immédiate, location au mois 8 500 F ou à la quinzaine 4 200 F. Tél. : 46-27-26-85 de 9 h à 14 h, de 20 h à 22 h.

Le Monde des Cadres

RADIO FRANCE

recherche

UN CADRE pour son Service Financier BUDGET ET CONTROLE DE GESTION

Titulaire d'un des diplômes suivants :
Maîtrise de Sciences ECO - Maîtrise de Gestion
Sciences PO - DESCAF
Connaissance et pratique de l'informatique souhaitées.
Les candidats masculins devront être libérés des obligations militaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. détaillé, photo, prétentions) à :

RADIO FRANCE
Service du Personnel - Pièce 4617
116, avenue du Président-Kennedy
75786 PARIS Cédex 16

PARIS 1er
Société Crédit Immobilier recherche
RESPONSABLES
chargés d'animer une équipe de correspondants.
Env. C.V. + photo à SMO, 219, rue St-Honoré, Paris-1er.

MEDECIN cherche secrétaire, assistante
Bonne présentation, expérience souhaitée, motivée.
Envoyer CV, photo, *prétentions,* lettre manuscrite
Dr BENADI
7, rue du Boccador
75008 Paris

LA VILLE DE MAISONS-ALFORT
recrute pour son
SERVICE INFORMATION :

1 COLLABORATEUR

du responsable du service, *niveau attaché, chargé de la* gestion et de la coordination des moyens administratifs, financiers et humains.
Expérience professionnelle dans un service information ou communication exigée.
Salaire de début 6 400 F net + 13e mois + prime de vacances.

Adresser CV + photo à M. le maire de MAISONS-ALFORT
118, av. du Gén.-de-Gaulle
94700 MAISONS-ALFORT

JARDINIER EXPÉRIMENTÉ parlant anglais, libre septembre, pour propriété Provence. Tél. H. R. : 90-95-61-27

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE L'EURE
recrute
pour le service de l'Aide sociale à l'enfance

UN CADRE

qui aura la responsabilité administrative et technique d'un groupement de circonscriptions.
Peuvent poser leur candidature :
– les inspecteurs et attachés territoriaux des Affaires sanitaires et sociales ayant déjà exercé à l'ASE ;
– les directeurs des maisons d'enfants à caractère *social diplômés de l'ENSP ;*
– les travailleurs sociaux ayant l'expérience de la gestion d'une circonscription d'action sociale assurant le *suivi des enfants ASE.*

Date de recrutement prévue : 1er octobre 1990.

Candidature et CV à adresser à M. le président du Conseil général de l'Eure
Service du personnel
2, bd G.-Chauvin,
27021 EVREUX CEDEX

ÉCOLE SUPÉRIEURE
Centre Paris
recherche
PROFESSEURS CONFIRMÉS
Action sociale, commerce international, force de vente, mathématiques, informatique, informatique industrielle, électronique.
Pour section BTS.
Env. lettre + C.V. + photo sous N° 8022
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy
75007 Paris

COLLÈGE PRIVÉ SOUS CONTRAT
cherche
SURVEILLANTS
plein tps, mi-tps, cantine.
Tél. : 42-27-44-05

COLLÈGE PRIVÉ SOUS CONTRAT
cherche
PROFESSEURS
DE FRANÇAIS ET D'HISTOIRE-GÉOGRAPHIE
Tél. : 42-27-44-05

INGÉNIEURS gdes écoles, études et développement vidéo - systèmes.
2 INGÉNIEURS CAO circuit.
Ecr. JAC'EM, 347, rue Lecourbe, PARIS-15e.

REVUE PROFESSIONNELLE SECTEUR INDUSTRIE AUTOMOBILE
recherche

JEUNE JOURNALISTE

pour reportages et enquêtes

bilingue anglais/français *formation supérieure et* première expérience

Envoyer CV, lettre manuscrite à
INTERPRESS
64, rue des Mathurins
75008 Paris
pour rendez-vous

Vous souhaitez vous intégrer au sein d'une équipe vivante dans un secteur d'avenir :

OBEA

Organisme de formation et de conseil (15 ans d'expérience) recherche :

2 FORMATEURS CONSULTANTS PERMANENTS

en management des ressources humaines, réf. 201 *pour rédiger et piloter* des projets, animer des stages et réaliser des actions de conseil, concevoir des produits et *des supports pédagogiques,* assurer un soutien technique dans les relations commerciales.

1 CHARGÉ DE DÉVELOPPEMENT

réf. 202
pour commercialiser et suivre la réalisation de projets auprès d'interlocuteurs de haut niveau (DP, DG, DRH) du secteur privé.

1 ASSISTANTE DE PROJET

réf. 203
pour assurer la logistique, la gestion administrative et financière des stages.

Envoyer CV et prétentions à
OBEA
3/5, rue Javelot
75645 PARIS CEDEX 13

P.S.I.
Leader dans le domaine électro-optique, recrute

UN INGÉNIEUR TECHNICO-CIAL

Adjoint au directeur commercial, il aura rapidement la responsabilité de la promotion et de la vente des produits des départements.
SOURCES ET TRAITEMENT DES FAISCEAUX LASERS SCIENTIFIQUES.
Ce poste s'adresse à un ingénieur spécialisé, parfaitement bilingue anglais.
Stage de formation chez nos principaux fournisseurs aux ETATS-UNIS, en *ALLEMAGNE* et en ANGLETERRE.
Carrière évolutive pour un(e) candidat(e) de valeur.
Env. CV, photo et prét. à :
PHOTON SCIENCE INSTRUMENTS
Z.A. de l'autodrome
1, avenue Louis-Delage
Linas, 91310 MONTLHÉRY.

La mission Côte d'Opale, organisme chargé du développement et de *l'aménagement touristique* sur la Côte d'Opale

recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

chargé(e) de prospecter et coordonner l'implantation des investisseurs. Le (la) candidat(e) sera âgé(e) de 28 à 35 ans, diplômé(e) d'une école supérieure de commerce ou équivalent. *Le profil exigé donnera* toutes indications sur l'aptitude à la négociation, à la vente ainsi qu'à la rapidité d'analyse du montage juridique et financier de projets.
Le poste est basé à Boulogne-sur-Mer.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à :
MCO, 5, pl. d'Angleterre
62200 Boulogne-sur-Mer.

ÉDITEUR
cherche

CHEF DE FABRICATION

même débutant, expérience PAO. C.V. à Pain
1, rue Beaujon
75008 Paris.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE



appartements ventes

1er arrdt

SITUATION EXCEPTION.. BEAU STUDIO, TT CFT, CLAIR. 4e étage. Bel immeuble rénové. 720 000 F. 45-66-43-43.

2e arrdt

MÉTRO RÉAUMUR BEAU 2 PIÈCES, cuis., w.-c., bains, 3e étage CLAIR. Px : 545 000 F CRÉDIT POSSIBLE. 43-70-04-64.

HALLES 3P 50 m² env., dble expo, dble liv., prix négociable 1 150 000 F
3615 IMMOB
Tél. : 43-87-86-76

3e arrdt

BD BEAUMARCHAIS même PPTAIRE VD vrai 3 p. cuis. équipée, chf. cent. individuel, refait nf, étage élevé, asc. – 45-04-23-15.

Appt de très haut niveau. Très spacieuse réception + chbres et mezzanine, conviendrait habitation de luxe pour personnalité. Prix élevé justifié. 46-22-03-80 43-59-68-04 p. 22

Mo Arts-et-Métiers (3e) Idéal habitation ou p.-à-t. Duplex env. 65 m². Living avec kitchn. + chbre av. s.d bs. 1 650 000 F. 46-22-03-80 43-59-68-04 p. 22

MARAIS superbe rénovation, livrable immédiatement, 5 pces, entièrement équipé, ascenseur, service, standing. 42-72-01-13

4e arrdt

HOTEL DE VILLE
Duplex 100 m² 1er et 2e étage 2 chambres + mezzanine 2 salles de bains jardin, terrasses 29 m² Livraison début 1992 Prix : 4 650 000 F 45-74-20-43.

FRANCS-BOURGEOIS
VUE S/HOTEL SOUBISE 75 m² PIED à TERRE de charme – dans immeub. XVIIe EMBASSY – 45-62-16-40.

EXCEPTIONNEL
MARAIS petit 2 PIÈCES en DUPLEX. Tout confort. 525 000 F – 48-04-35-35.

BEAUBOURG (PRÈS) BEAU STUDIO, kitchen., douche, CLAIR. Px : 410 000 F. CRÉDIT POSSIBLE. 43-70-04-64.

MARAIS, HOTEL DE VILLE, RUE RIVOLI. Pierre de t.. STUDIO à rénover cuis. 550 000 F crédit possible. 48-04-84-48.

SANS VIS-A-VIS
S/square Notre-Dame, Ile de la Cité, 95 m² d'except. Raffiné. Soleil. 5 800 000 F. SERGE KAYSER 43-29-60-60

5e arrdt

SQ. ST-MÉDARD IMM. pierre de t. rénové, asc. Pptaire vd gd dble liv. + 1 chbre bains refait. Bourgeois ou Cal. 45-04-24-30.

VUE SUPERBE
Duplex de charme. Dernier étage. Soleil. 5 850 000 F. SERGE KAYSER 43-29-60-60

Prox. pl. MAUBERT, pptaire vd SUPERBE 5 P (3 chbres). Entièrement rénové. Dern. ét., balcon – 5 000 000 F. Soleil (1) 43-26-43-43.

EXCEPTIONNEL Réhabilitation de luxe. Hôtel du XVIIIe s. Neuf, jamais habité. Restent appts 95 m² à 115 m² Haut de gamme. 46-22-03-80 43-59-68-04 p. 22

6e arrdt

MÉTRO DUROC
STUDIO 960 000 F
32 m². Parfait état charme r. de ch. Bel imm. pierre de taille. 45-66-43-43

7e arrdt

AV. BRETEUIL
75 m² – 3 PIÈCES VUE PANORAMIQUE EMBASSY – 45-62-16-40.

Non conventionnel, plein de charme, la Tour-Maubourg, original 3/4 pièces, 107 m² environ. Triple exposition, étage élevé, ascenseur. Grande verrière, plein sud. 47-05-61-71.

8e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche) Idéal prof. lib. 210 m² env. Bcp de charme. Ent. dble living + burx + 3 chbres, 2 bains. Travaux à prévoir 46-22-03-80 43-59-68-04 p. 22

9e arrdt

TRUDAINE RUE VICTOR-MASSÉ Bel appart. 6 p. + 2 services. 4 300 000 F. 45-00-12-42.

RUE DE BRUXELLES BEAU STUDIO tout confort. Immeuble PIERRE DE TAIL. Interphone. 490 000 F – 42-71-87-24.

AVENUE TRUDAINE angle – BEAU 2 PIÈCES cuis. tt conft. SOLEIL. PRIX 729 000 F – CRÉDIT POSSIBLE – 48-04-84-48.

10e arrdt

RÉPUBLIQUE (PRÈS)
RAFFINÉ, 120 m², CALME 2 800 000 F (autre 140 m²). Tél. : 42-72-40-19.

PROCHE CANAL ST-MARTIN 2 PIÈCES TT CONFORT 45 m² environ PRIX 739 000 F. CRÉDIT – 48-04-08-60.

METRO J.-BONSERGENT PRÈS CANAL ST-MARTIN BEAU STUDIO cuis. tt cft 1er ét. PRIX 420 000 F. CRÉDIT – 48-04-84-48.

11e arrdt

VOLTAIRE
MAISON 200 m²
vaste living + 4 chambres, 2 bains, PARFAIT ÉTAT, cour privative. 42-72-40-19.

PARMENTIER. 2 PIÈCES, coin cuis., w.-c. douche, faibles charges chauffage indiv. gaz. 3e ét. clair. 415 000 F créd. 43-70-04-64.

AV. DE LA RÉPUBLIQUE p. de taille, grand 4 pces très clair 3e au-dessus entre-sol 2 400 000 F 43-38-05-32

12e arrdt

PICPUS, MAISON D'ARTISTE, 150 m² + 150 m² jardin. 4 700 000 F. 45-46-26-25.

DAUMESNIL PRÈS MÉTRO GRAND SÉJOUR coin cuis, wc, bains SOLEIL – PX : 389 000 F CRÉDIT – 43-70-04-64

MÉTRO DAUMESNIL, GRAND 2 PCES s. rue, cuis., s. de bains, w.-c., soleil, ravalement voté. 750 000 F crédit possible. 48-04-84-48.

13e arrdt

Faculté Tolbiac, récent gd studio 31 m², vraie cuis. 775 000 F. 45-77-36-85.

Tolbiac, stand., vue s. tt Paris, 5 p.. 141 m² 3 550 000 F. Peupliers, maison s. 3 nivx, liv., 3 chbres, 94 m², 2 850 000 F. Glacière, réc. 3/4 p., à saisir, 72 m², 1 890 000 F. 43-35-18-36.

14e arrdt

Raspail duplex 5 p. 5 300 000
R Coty 4 p. 2 250 000
Alésia 4 p. 2 190 000
Alésia 3 p. 1 670 000
Plaisance 2 p. 920 000
Plaisance duplex 1 200 000
43-35-18-36

MAISON 180 m² + courette + sous-sol. 4 700 000 F. 45-46-26-25.

Zone en pleine restructuration. A vendre 2 pièces à rénover. Tél. : 43-35-09-10.

Mo ALESIA Villa Cœur de Vey calme STUDIO 31 m² tt cft bains wc. indép. Vraie cuis. IMM. PIERRE DE TAIL. ravalé. Gard. 630 000 F – 42-71-87-24.

PLAISANCE. A SAISIR 2 PIÈCES. Cuis., sal. d'eau, w.-c. prévoir petits travx. 589 000 F à débattre. 48-04-08-60.

ALÉSIA
BEAU 3/4 P. 75 m²
2e ét. Bel imm. pierre réc., dble expo, asc., gardien, interph. 1 730 000 F. 45-66-43-43.

A V. PARIS-MONTPARNASSE app. 110 m² ds imm. stand., 2 s.d.b., 2 wc, vaste séj., entr., dressing, loggia 30 m², 2 park. Tél. : 43-21-34-34, en soirée.

15e arrdt

CONVENTION STUDIO TOUT CFT. 6e ét., asc. PRIX 559 000 F à débattre – 48-04-08-60.

SÈVRES-LECOURBE BEAU 2/3 PCES. Séj. dble sur rue 1 chbre, cuis, bns, cave asc., gard., interph. 2 050 000 F. 45-66-43-43.

BEAU 2/3 PIÈCES
Entrée, cuis. équip. (neuve). s. de bns. Dble séj. 1 chbre. Dble expo PARFAIT ÉTAT. 1 480 000 F. 45-66-43-43.

16e arrdt

AV. PAUL-DOUMER même. Dernier étage vue soleil Pptaire vd beau 2 pièces + chbre d'enfant tt équipé. Parfait état. 45-04-24-30.

BOISSIÈRE
BEL APPT triple expo., dans imm. pierre de t., standing. 6e ét. asc., entrée, dble liv., cheminées, 1 chbre, cuis., s. de bains, cave, 61 m². 2 300 000 F. 45-66-43-43.

appartements ventes

EXCEPTIONNEL SUPERBE STUDIO Balcon, 9e et dern. ét. Bel imm. Vue tour Eiffel. 39 m². 965 000 F – 45-66-01-00.

TROCADÉRO (proche) clair, aéré, dégagé, très b. appt env. 200 m², 3 récept + 3/4 chbres, étage élevé 46-22-03-80 43-59-68-04 p. 22

MAISON CLASSÉE 1900 dans hameau privé du 16e 275 m², 9 pièces + pav. Jardin 160 m², rare. 45-20-35-56.

17e arrdt

BATIGNOLLES
à aménager 80 m² + balcon, 5e ét., asc. (autre 160 m²). Tél. : 42-72-40-19.

BROCHANT A SAISIR – STUDIO TT CFT. Bon imm. ancien. 369 000 F à débattre. Tél. : 48-04-08-60.

MÉTRO PEREIRE Belle vue sur square. Imm. pierre de t. 2/3 PCES tt cft. asc. Px 1 950 000 F. CRÉDIT – 48-04-84-48.

PORTE MAILLOT
7e ét., bel imm. pierre de t. Petit 2 p., tt conft. clair, 640000 F, à débat. Urgent. 45-66-01-00.

Brochant, bât. cour : 120 m².
MAISON 5 P. CFT.
2 300 000, rare. 47-66-07-07.

PRÈS PEREIRE
Ancien 6 P. 130 m². Ascenseur. 4 550 000 F. UFFI 45-22-02-44

Appt env. 125 m². Récept. env. 40 m² + 3 chambres, 1 s.d.bs, 1 s. douche. 5 250 000 F. 46-22-03-80 43-59-68-04 p. 22

GUY-MOQUET Part. vd ds imm. mod. 2 p.. 43 m² sur jardin, refait neuf. Asc. 925 000 F + poss. prof. lib., park. T. : 46-45-72-77

18e arrdt

VILLA DES ROSES
A SAISIR BEAU 2 PCES Refait neuf. URGENT 499 000 F – 43-27-95-83.

Mo ABBESSES, RUE DES MARTYRS, BEAU STUDIO, cuis. équipée, s. de b., w.-c. 470 000 F. CRÉDIT TOTAL POSSIBLE. 48-04-85-85.

MAX-DORMOY AFFAIRE EXCEPTIONN.
BEAU 2 P., 58 m²
Gd balc., cuis. sépar., s. de bns, bel imm. pierre. Gardien. Digicode. 865 000 F. 45-66-01-00.

19e arrdt

BOLIVAR EXCEPTIONNEL pierre de tail. BEAU 2 PIÈCES TT CONFT – 779 000 F CRÉDIT – 48-04-08-60.

GAMBETTA PRÈS MÉTRO propriétaire vd GRAND 2 PCES, cuis., tt cft, sur rue et cour, PX : 595 000 F CRÉDIT – 43-70-18-00

2 PIÈCES, 42 m²
A rénover. Séjour. 1 chbre, cuis., w.c., 2e ét., imm. ravalé. Dble expo. Digicode. Excell. invest. Quartier en rénovation. 595 000 F. 45-66-01-00.

20e arrdt

RUE DES MONTIBŒUFS Calme BEAU 2 P. 42 m² tt cft dans imm. pierre et brique. CRÉDIT TOTAL POSS. 720 000 F – 42-71-87-24.

STUDIO TT CFT 29 m² Dble séj. kitchen. équipée, s. de bains. cave. MÉTRO BUZENVAL. 460 000 F. 45-66-43-43.

ST-FARGEAU 6/6 P 135 m² env., cellier, 3 park. et. ss-sol. 2 500 000 F
3615 IMMOB
43-87-86-76

78-Yvelines

A VENDRE : A Montesson village (78), F3 de 66 m² avec balcon-loggia de 7,2 m², 2e ét. dans résid. calme de 4 ét. sans asc. Séchoir, rangements, cave, park. Près comm., écoles et bus. Chges réduites. (RER Sartrouville ou Le Vésinet-Le Pecq à 10 mn). 880 000 F. Tél. ap. 18 h : 39-52-52-90 ou 48-47-53-26.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY MÉTRO SABLONS BEAU 2 PIÈCES Très clair. URGENT. 870000 F. 43-27-81-10.

MAIRIE D'ISSY, au pied du métro, sans vis-à-vis, BEAU 3 P, tt cft, 85 m², cuis. équipée, parf. état, ensol., cave, ascens., gardien, digicode. 1 785 000 F. 45-66-43-43.

ISSY-LES-MOULINEAUX PTE VERSAILLES, bel appart. 2 PCES, cuis., s. de bns, w.c. séparés, cave. Très bon état, asc., 850000 F. 45-66-43-43.

600 m. gare de Colombes, 15 min. gare St-Lazare. Appt 45 m², très bien situé, vue dégagée, calme, 1er ét., chbre, cuis., living, s. de bns. Tél. (16) 59-47-10-36 ou (16) 59-47-39-93.

EXCEPTIONNEL
NEUILLY ST-JAMES
Appartement 115 m² JARDIN 500 m². EMBASSY : 45-62-16-40.

BOULOGNE (Roland-Garros), maison 1930 réception, 4 ch. + logt de service, gar., terrasses, charme, verdure. Tél. gérant : 42-33-04-30

94 Val-de-Marne

NOGENT-SUR-MARNE
Part. vend appt 115 m² dans maison Mansart. Très verdoyant, 3 chbres, 2 s.d.b., gde réception, parking. RER Nogent à 6 min. Prix : 2,5 M. Tél. pour r.-v. : soir 48-75-53-87 bureau 42-87-30-60.

Province

ANTIBES/COTE-D'AZUR
Appart. de luxe meublé dans résid. privée et calme avec accès à la mer et pisc. Surf. hab. 103 m², propriét. en direct, px à négocier : DM 850 000. S'adresser : GUNTER PUSCHMANN, résidence Iseran, 1, av. de Diane, 06600 Antibes. Tél. : 93-33-82-97 (M. Delmes).

appartements achats

Recherche 1 à 3 p. PARIS, préfère 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 9e, 12e, av. ou sans travx. Paie cpt chez notaire. 48-73-48-07 même soir.

URGENT POUR PIED-A-TERRE J'ACHÈTE STUDIO ou 2 PIÈCES PARIS R.D. M. STORK, 48-04-35-35.

Je rech. pr PIED-A-TERRE STUDIO OU 2 PIÈCES PAIEMENT COMPTANT DÉCISION RAPIDE M. DEVEY. 42-71-93-00.

Rech. 2 à 4 pces PARIS. Préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-48-07 même le soir.

J'ACH. URGENT POUR PIED-A-TERRE STUDIO ou 2 P. PARIS RIVE GAUCHE, Issy, Vanves, Boulogne. M. VALLAT, 45-66-91-91.

EMBASSY SERVICE
rech. pour CLIENTS ÉTRANGERS APPARTS à PARIS de 200 à 460 m². 40 000 F à 90 000 F le m².

EMBASSY BROKER
rech. pour INVESTISSEURS ÉTRANGERS et INSTITUTIONNELS IMMEUBLES en totalité Paris-province commerciaux et habitations.
TÉL. : (1) 45-62-16-40
ou FAX : 42-89-21-54.

PAIE COMPTANT CHEZ NOTAIRE APPARTEMENT à PARIS. Avec ou sans confort. M. ROGER 48-04-08-60.

ACHÈTE STUDIO ou 2 P. PARIS PROCHE BANLIEUE. DÉCISION IMMÉDIATE. Tél. à M. ROGER 42-71-94-34, hres bureau.

CABINET KESSLER
78, Champs-Élysées, 8e Recherche de toute urgence
BEAUX APPTS DE STANDING
petites et grandes surfaces
EVALUATION GRATUITE
sur demande 46-22-03-80 43-59-68-04 poste 22

Très urgent pour banque recherche appt standing 3 réceptions + 3 à 5 chbres 16e N, 8e, 7e, 5e, 17e. 46-22-03-80 43-59-68-04 p. 22

locations non meublées offres

Paris

AV. VERSAILLES 4P 85 m² env., imm. p. de t., chf. cent., dble liv., s.d.b. 8 000 F ch. comp.
3615 LOCAT
Tél. : 43-87-86-76

PORT-ROYAL 4P 90 m² env., ds voie privée, dble séj., box fermé, 8 500 F ch. comp.
3615 LOCAT
Tél. : 43-87-86-76

ANVERS
STUDIO 18 m² 3e étage refait à neuf 2 800 F + 180 F charges Tél. : 42-27-86-07

Région parisienne

SARTROUVILLE (78) 3 p., 67 m², calme, cuis. équip. bns box fermé. 2e ét., asc., 4000 F c.c. 47-57-09-24.

A LOUER : LEVALLOIS 92 part. à part. Appt. Imm. neuf, jamais occupé, 2 pces, cuis., s. de bns, 50 m², cave, park., pour célibataire ou couple sans enfant. Tél. ap. 19 h. 42-80-16-34

locations non meublées demandes

Paris

MASTER GROUP
recherche appts vides ou meublés de standing POUR CADRES ET DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS 47, rue Vaneau Paris-7e 42-22-14-61 – 42-22-24-66

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine 75008 PARIS recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS HOTEL PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-OUEST Tél. : (1) 45-62-78-99.

RÉSIDENCE CITY
URGENT rech. pour dirigeants étrangers d'importants groupes anglo-saxons LUXUEUX APPARTEMENTS QUARTIERS RÉSIDENTIELS et MAISONS OUEST-EST.
T. : (1) 45-27-12-19.

PARIS INTRA-MUROS
Etudiant au Celsa rech. studette, loyer maxi : 1 500 cc. Sérieuses réf. Tél. au journal : 45-55-91-82 poste 4335.

Journaliste *le Monde* cherche à louer 3 P., rive gauche ou 9e de préférence. Tél. 40-65-27-78 (h. b.)

URGENT : Dessinateur humour, collaborateur du *Monde*, cherche studio ou F2. Max. : 3 500 F cc. Paris 5e, 13e ou 14e Tél. : 45-81-04-18.

locations meublées offres

Paris

3 p., Passy, 16e (70 m²), cft, oct. 90-oct. 91, 7 600 F c.c. 40-50-81-69/42-33-07-94.

locations meublées demandes

Paris

BARBARA FRELING
24, 16, 6 PLACE VENDOME
40-20-96-00
recherche pour sa clientèle multinationale et internationale APPTS DE PRESTIGE vides ou meublés – URGENT PARIS RÉSIDENTIEL

RÉSIDENCE CITY
URGENT rech. pour dirigeants étrangers d'importants groupes anglo-saxons LUXUEUX APTS. DURÉE 1 à 2 ANS. LOYERS GARANTIS.
TÉL. : (1) 45-27-12-19

INTERNAT SERVICE
rech. pour BANQUES, STÉS MULTINAT. et DIPLOMATES GDS APPTS de standg. 5, 6, 7 pces. Tél. : 45-26-18-95.

MASTER GROUP
recherche appts vides ou meublés de standing POUR CADRES ET DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS 47, rue Vaneau Paris-7e 42-22-14-61 – 42-22-24-66

maisons individuelles

LAC D'ENGHIEN (près) rare, MAISON MANSART, 300 m² + jard. 1 000 m² + maison gardien, état exceptionnel. URGENT. Tél. : 34-17-36-28.

Particulier vend maison à Sciotot 50340 Les Pieux, face à la mer, 6 pièces, 90 m² et combles aménageables + dépendances. 380 000 F. Tél. 34-78-32-19.

AULNAY-SOUS-BOIS EXCEPT. CSE MUTATION Proche RER. BEAU PAVIL. 3 p., cuis. équipée. S. de bns wc. 339 000 CRED.TOTAL POSSIBLE – 48-04-85-85.

L'HAY-LES-ROSES AFFAIRE EXCEPTIONNELLE MAISON 5 PIÈCES Beau jardinclos. Surf. hab. 110 m². Terrain 225 m² Belle salle de bains, cuis. équipée. Véranda. 1 320 000 F – 45-66-43-43.

pavillons

CHELLES (77)
18 km Paris, pavillon 90 m², plein sud, sur 450 m² de ter., ss-sol tot., gar. 2 voit., atelier, buand., chaufferie, cuis. aménagée, séj., chem., 3 chbres, s.d.b., w.c., chauf. gaz récent, dble vitr., isolation, combles aménageables. 785 000 F. (1) 60-20-22-98.

16 km Rennes Nord Belle maison, 5 chbres, cuis. équipée, sous-sol total, jardin 700 m², dans village toutes commodités. URGENT CAUSE MUTATION Tél. : (16) 96-78-41-33 (16) 96-33-08-52

L'HAY-LES-ROSES AFFAIRE EXCEPTIONNELLE, MAISON 5 PIÈCES. Beau jard. clos, surf. habitat. 110 m², terr. 255 m², bel. s. de bns, cuis. équipée, véranda. 1 230 000 F. 45-66-43-43.

villas

NARBONNE VILLE quartier except., villa de 162 m² sur terrain 323 m² en parfait état, prestations de qualité. Prix : 1 680 000 F Tél. : (16) 68-65-21-05

FOS/MER (Provence). Superbe villa 5 pces, surf. hab. 90 m² + gar. + jard. clos. Résid. calme, 10 mn mer. Prix : 550 000 F. 42-05-11-94/42-06-34-12.

propriétés

80 KM PARIS
PAR AUTOROUTE PRÈS PIERREFONDS Belle maison romantique Style anglais Ravissant parc Réceptions - 6 chambres 3 terrasses Confort raffiné 45-44-26-30 45-44-28-13

PARTIC. vd cse départ 94 LE PERREUX près RER PROPRIÉTÉ de CARACTÈRE Expo sud. S/900 m² jard. paysagé 10 PCES 250 m² habitables. Séj. dble 50 m² cheminée. 6 chbres + 2 s. de bains + cab. toil. + 3 wc, cuis. équip. Gd s/sol. Prix : 4 250 000 F. Tél. : 40-36-30-06.

Belle maison 18e p. de taille, 8 p. princ., jard., garage, bon état. Port-Marly, bord de Seine. Tél. : 42-29-52-98.

Particulier cherche
DOMAINE VITICOLE
OU EXPLOITATION SIMILAIRE, bon rendement, France, Italie, Autriche. Offres à HAVAS Régies No 1263 4, rue des Iris 98000 Monaco

SINVIM
achète
PARIS ET PROCHE BANLIEUE
TERRAINS, IMMEUBLES, ENTREPOTS.
SINVIM COMPAGNIE BANCAIRE
5, avenue Kléber, PARIS 75016
tél. 40 67 34 51, fax. 40 67 50 12

maisons de campagne

BRETAGNE CENTRE
Belle maison en pierre en bord de rivière. Très grand séjour avec vue sur rivière, 4 chbres, tout confort. Idéal vacances. URGENT. A SAISIR. Tél. : (16) 96-28-00-38.

hôtels particuliers

17e PÉREIRE (proche) H. part. R + 3, petit jardin, terrasse, possibilité prof. libérale, surf env. 350 m², 3 récept. + 8/9 chbres 20 M. 46-22-03-80 43-59-68-04, p. 22

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ETOILE
16e CHAMPS-ELYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO Burx, secrét., tél., télex, fax. Domicil. : 170 à 390 F/M.
CIDES 47-23-84-21.

A PARTIR DE 60 F HT/mois. Votre ADRESSE COMMERCIALE PARIS 1er, 8e, 9e, 12e, 15e, 17e. LOCATION DE BUREAUX. CREADOM 42-67-05-89.

BUREAUX ÉQUIPÉS
Salles de réunions Tres durées, ts services Adresse commerciale
ACTE
BOULOGNE 46-03-38-32
MARNE-LA-VALLÉE 60-17-55-00
LA BOÉTIE 43-59-77-56
FBG-ST-HONORÉ 43-59-77-56

DOMICILIATION BUREAUX, TÉLEX, TÉLÉCOPIE.
AGECO, 42-94-95-28.

MADELEINE imm. de burx 635 m², très bon standing, bail neuf, 3 480 F HT/m² Tél. : 47-42-07-43 libre de suite

PARMENTIER 15 burx sur 270 m² env. ttes activités sauf école, ss reprise. 1 800 F HT/m²/an
3615 BURCOM
Tél. : 43-87-89-29

RÉPUBLIQUE burx sur 500 m² env., bail ccial nf, ss cession. 1 606 F HT/m²/an
3615 BURCOM
Tél. : 43-87-89-29

MONCEAU 250 m²
TRÈS BON STANDING 2 500 le m² H.T. + parks EMBASSY – 45-62-62-14.

fonds de commerce

Ventes

Mo POISSONNIÈRE proche rue La Fayette Hôtel 2 étoiles Superficie env. 850 m² + ss-sol, R + 4 avec asc., 32 chbres avec s.d.b. 46-22-03-80 43-59-68-04, p. 22

deux-roues

Vends 1100 GSX/ES SUZUKI. Modèle 84. Très bon état. 53 000 km. Bleu/blanc. 1 800 000 [illegible] Visible à Brie-Comte-Robert (77) Tél. h.b. 16-64-44-72-93

capitaux propositions commerciales

REPRÉSENTANT POUR LA FRANCE
Pour la réorganisation d'un réseau de vente et la promotion d'un produit suisse (secteur éclairage) déjà introduit en France, nous cherchons Agence de vente reconnue, disposant, si possible, de collaborateurs sur l'ensemble du pays. Veuillez contacter : Tél. No 1941 1/918-07-25. FAX No 1941 1/918-10-53.

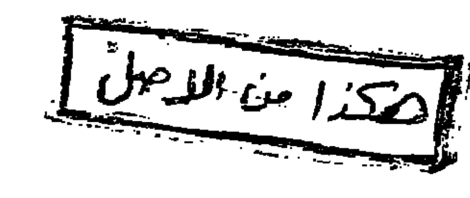
AGENDA IMMOBILIER

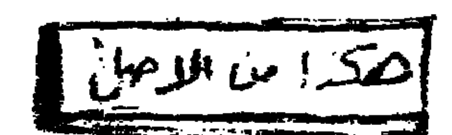
Le Monde
CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi
VOS RENDEZ-VOUS
IMMOBILIER
LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens, 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Ile-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.





LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS		
3ᵉ ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 64 m², 5ᵉ étage. Terrasse + balc.	7-7 *bis*, rue St-Gilles SEMIMEG – 43-21-63-21	8 752 + 709
9ᵉ ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 109 m², 1ᵉʳ étage	2, square Trudaine GCI – 40-16-28-71	9 000 + 2 025
10ᵉ ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES Parking 68 m², 1ᵉʳ étage	41/43, quai de Valmy SAGGEL – 42-66-61-05	5 200 + 786
11ᵉ ARRONDISSEMENT		
STUDIO MEUBLÉ 20 m² sur jard.	HOME PLAZZA NATION HOME PLAZZA – 40-09-40-00	5 500 + 825
2 PIÈCES MEUB. 50 m² sur jard.	HOME PLAZZA BASTILLE HOME PLAZZA – 40-21-22-23	8 500 + 1 275
12ᵉ ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES Park., 52 m² 2ᵉ étage	12, rue de Rambouillet AGF – 42-44-00-44 Frais comm.	4 592 + 528 3 688
4 PIÈCES park.,80 m², 3ᵉ ét., balc. 10 m²	12, rue de Rambouillet AGF – 42-44-00-44 Frais comm.	7 380 + 648 5 623
13ᵉ ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES Park., 57 m², 2ᵉ ét.	21, *rue Vergniaud* SAGGEL – 47-42-44-44	4 550 + 747
3 PIÈCES park., 80 m², 1ᵉʳ ét.	21, *rue Vergniaud* SAGGEL – 47-42-44-44	5 400 + 1 085
16ᵉ ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 104 m², r.-de-ch.	8,10, rue Oswaldo-Cruz SAGGEL – 47-42-44-44	11 500 + 1 379
4 PIÈCES 70 m², 5ᵉ étage. sans ascenceur	7, rue Vital AGF – 42-44-00-44 Frais comm.	7 687 + 600 5 837
17ᵉ ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 70 m², 3ᵉ étage + ch. de service	9, rue des Dardanelles GCI – 40-16-28-71	7 159 + 1 223
19ᵉ ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES Park., 55 m² 1ᵉʳ étage	14, résid. Belleville AGF – 42-44-00-44 Frais comm.	3 290 + 677 2 784
2 PIÈCES NEUF 50 m², park., cave	139, rue Manin SEFIMEG – 45-65-37-02	4 060 + 455
2 PIÈCES NEUF 55 m² box, cave	139, rue Manin SEFIMEG – 45-65-37-02	4 720 + 497
3 PIÈCES NEUF Imm. neuf, 63 m² box, cave	139, rue Manin SEFIMEG – 45-65-37-02	5 030 + 566
3 PIÈCES NEUF 66 m² Balcon 14 m²	139, rue Manin SEFIMEG – 45-65-37-02	5 470 + 597
3 PIÈCES Park., 76 m²,3ᵉ ét. Immeuble neuf	48, rue de Mouzaïa SAGGEL – 42-66-61-05	6 650 + 859
4 PIÈCES Park., 92 m²,2ᵉ ét. Immeuble neuf	48, rue de Mouzaïa SAGGEL – 42-66-61-05	7 500 + 1 017
20ᵉ ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES Park., 82 m² 5ᵉ étage	19-21, rue d'Annam AGF – 42-44-00-44 Frais comm.	6 734 + 1 210 5 175
Faux 2 PIÈCES 49 m²,1ᵉʳ étage	18, rue Lisfranc *AGIFRANCE – 47-97-95-43*	3 430 + 758
78 – YVELINES		
5 PIÈCES Park., 125 m², 3ᵉ étage	BAILLY 28, allée de la Pépinière SOLVEG – 40-67-06-99	5 682 + 1 600
STUDIO Parking,38 m² Rez-de-chaussée	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40, rue des Ursulines AGF – 42-44-00-44 Frais comm.	3 490 + 340 2 923
3 PIÈCES Parking, 75 m² 3ᵉ étage	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40 *quater B*, rue des Ursulines AGF – 42-44-00-44 Frais comm.	5 596 + 670 4 385
4 PIÈCES Park., 92 m² 1ᵉʳ étage	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 42, rue des Ursulines AGF – 42-44-00-44 Frais comm.	7 029 + 770 5 380
2 PIÈCES Parking, 95 m² 4ᵉ étage	VERSAILLES 96, avenue de Paris SAGGEL – 46-08-80-36	3 800 + 631
3 PIÈCES Parking, 70 m² 5ᵉ étage	VERSAILLES 96, avenue de Paris SAGGEL – 46-08-80-36	4 870 + 813
2 PIÈCES Park., 45 m², r.-de-ch. Balcon, cave	VIROFLAY 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO – 48-00-89-89	2 911 + 450
3 PIÈCES Park., 75 m², 2ᵉ ét. Balcon, cave	VIROFLAY 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO – 48-00-89-89	5 480 + 1 060
91 – ESSONNE		
4 PIÈCES Parking., 75 m² 2ᵉ étage	GIF-SUR-YVETTE Résid. Les Grandes-Coudraies *GCI – 40-16-28-70*	3 450 + 876
92 – HAUTS-DE-SEINE		
2 PIÈCES Parking, 60 m² 1ᵉʳ étage	ASNIÈRES 44, rue du Bac SAGGEL – 47-78-15-85	3 220 + 508
3 PIÈCES Parking, 69 m² Rez-de-chaussée	ASNIÈRES 73, rue de Colombes SAGGEL – 47-78-15-85	4 000 + 633
4/5 PIÈCES 2 park., 105 m², 3ᵉ ét. Immeuble neuf	ASNIÈRES 25, rue d'Argenteuil SAGGEL – 47-78-15-85	7 300 + 1 238
3 PIÈCES Park., 70 m² r.-de-ch.	CLAMART 1, rue de Bièvres SAGGEL – 46-03-30-36	5 000 + 636
2/3 PIÈCES Parking, 70 m² 9ᵉ étage	BOULOGNE 791, av. du Général-Leclerc *SAGGEL – 46-78-15-85*	4 685 + 898
2 PIÈCES Park., 53 m², 2ᵉ ét. Immeuble neuf	CLAMART 1, rue de Bièvres SAGGEL – 46-08-80-36	4 000 + 532
3/4 PIÈCES 95 m², r.-de-chaussée Terrasse	COURBEVOIE 179, rue J.-B.-Charcot *CIGIMO – 48-00-89-89*	6 200 + 1 005
2/3 PIÈCES Parking, 78 m² Rez-de-chaussée	GARCHES *19, rue des Quatre-Vents* SAGGEL – 46-08-80-36	3 765 + 1 058
3/4 PIÈCES Park., *95 m², 2ᵉét.* Balcon	GARCHES *13, rue des Suisses* CIGIMO – 48-00-89-89	6 100 + 860
3 PIÈCES Park., 71 m² 3ᵉ étage	ISSY-LES-MOULINEAUX 12, rue Diderot AGF – 42-44-00-44 Frais comm.	6 047 + 750 4 898
3 PIÈCES Park., 69 m², 6ᵉ ét.	*LEVALLOIS-PERRET* 22, rue Camille-Pelletan SOLVEG – 40-67-06-99	6 173 + 784
3 PIÈCES Park., 70 m², 2ᵉ ét. Immeuble neuf	MEUDON 2, *rue des Capucins* SAGGEL 46-08-80-36	6 100 + 928
2 PIÈCES 55 m², r.-de-ch.	*NEUILLLY* 5-7 av. Ste-Foy AGF – 42-44-00-44 Frais comm.	5 842 + 550 4 556
5 PIÈCES 110 m², 2ᵉ étage	NEUILLY 2, rue de Bagatelle AGIFRANCE – 47-42-17-61	11 809 + 1 586
4 PIÈCES Park. 107 m², 1ᵉʳ étage	SÈVRES 33, Grande-Rue SOLVEG – 40-67-06-99	7 950 + 1 170
4 PIÈCES 93 m², 2ᵉ étage Immeuble neuf	SURESNES 29, av. Georges-Pompidou SAGGEL – 47-78-15-85	6 600 + 1 373
5 PIÈCES Park., 109 m² 2ᵉ étage	VANVES 114, av. Victor-Hugo SAGGEL – 47-42-44-44	6 318 + 1 277
93 – SEINE-SAINT-DENIS		
STUDIO Parking 26 m², 9ᵉ ét.	PANTIN 19, av. Jean-Lolive LOC INTER – 47-45-19-97	2 026 + 273
94 – VAL-DE-MARNE		
4 PIÈCES Park., 90 m², 2ᵉ ét. 1 *cave, ch. indivi.*	BRY-SUR-MARNE Av., du Général-Leclerc GFII – 45-22-24-24. Poste 414	4 600 + 1 100
STUDIO Park., 28 m² r-de-ch.	*CHARENTON* 158 *bis*, rue de Paris LOC INTER – 47-45-19-97	2 475 + 386
4 PIÈCES Park., 90 m² 1ᵉʳ étage	CHARENTON 158, rue de Paris LOC INTER – 47-45-19-97	6 525 + 1 116
5 PIÈCES Park., imm. neuf 106 m², 7ᵉ étage	JOINVILLE 4/12, rue Halifax SAGGEL – 47-42-44-44	7 800 + 835
4 PIÈCES Park., 85 m² 2ᵉ étage	NOGENT-SUR-MARNE 33, rue du Port SAGGEL – 47-42-44-44	4 855 + 808
3 PIÈCES Park., 74 m² 5ᵉ étage	SAINT-MANDÉ 31, av. Joffre LOC INTER – 47-45-19-97	5 876 + 837
3 PIÈCES Park., 71 m² 4ᵉ étage	SAINT-MANDÉ 31-33, av. Joffre LOC INTER – 47-45-19-97	6 252 + 837
4 PIÈCES Park., 89 m² 5ᵉ étage	SAINT-MANDÉ 31, av. Joffre LOC INTER – 47-45-19-97	6 788 + 980
4 PIÈCES Park., 86 m² 4ᵉ étage	SAINT-MANDÉ 7, rue Fays LOC INTER – 47-45-19-97	8 033 + 859
2 PIÈCES Park., 60 m² 3ᵉ étage	VINCENNES 21/35, rue du Petit-Parc AGF – 42-44-00-44 Frais comm.	5 432 + 600 4 271
3 PIÈCES Park., 74 m² 2ᵉ étage	VINCENNES 21-35, rue du *Petit-Parc* Frais comm. AGF – 42-44-00-44	7 072 + 800 5 410
4 PIÈCES Park., 90 m² 7ᵉ étage	VINCENNES 3, rue Charles-Pathé SOLVEG – 40-67-06-99	6 463 + 1 200

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE





















MARCHÉS FINANCIERS

Contestant l'une des conditions du tribunal

Cogespar et Altus Finance, choisis pour reprendre Tuffier, pourraient faire appel

Le tribunal de commerce de Paris a retenu mardi 4 septembre le plan de reprise de la société de Bourse Tuffier Ravier Py (TRP) élaboré par la Cogespar en association avec Altus Finance. Toutefois, l'obligation de dernière minute imposée aux repreneurs d'apurer les « suspens » de TRP, ces fameuses transactions boursières non dénouées, ne semble pas du tout leur convenir. Ils disposent de dix jours pour faire appel.

Après avoir reporté une première fois sa décision en fin de semaine dernière, le tribunal de commerce de Paris a finalement retenu mardi 4 septembre le plan de reprise de Tuffier Ravier Py déposé par la Cogespar, société dirigée par M. Francis Lagarde, en association avec Altus Finance, un holding financier présidé par M. Jean-François Hénin et dont les deux actionnaires sont Thomson CSF (49,99 %) et le Crédit lyonnais (50,01 %).

Des quatre repreneurs éventuels, la Cogespar associée à Altus était le seul à présenter une solution globale, les trois autres, la Banque Stern, la Banque internationale de placement et la Caisse centrale des banques populaires n'ayant évoqué que des reprises partielles d'activité de cette société de Bourse en dépôt de bilan depuis le 19 juillet dernier.

Après avoir rappelé que la Société des Bourses françaises (SBF) renonçait à 90 % du montant de sa créance sur TRP, la ramenant à 11 millions de francs (*le Monde* daté 2-3 septembre), et que la Caisse centrale des banques populaires la réduisait à son tour de 80 % à 28 millions de francs, le jugement du tribunal détaillait les modalités de la proposition. La Cogespar avec Altus Finance est autorisée à reprendre l'ensemble des actifs du groupe, à l'exception de la filiale Plus X finance, pour la somme de 156 millions de francs et à garder 129 emplois sur les 210 actuels. Les repreneurs mettront également à la disposition de la clientèle 135 millions de francs pour les sommes qui lui resteraient dues après l'indemnisation par le fonds de garantie de la Bourse . Ils recapitaliseront aussi le holding. Enfin, et c'est le point du différend, ils devront régler eux-mêmes les suspens existants, *« les boni ou mali étant à leur charge »*.

Or la facture à payer dans ce cas peut être très lourde. Les repreneurs vont devoir se livrer à un travail minutieux pour tenter de rétablir dans le détail les transactions effectuées principalement en juillet et mettre en face de chaque ordre d'achat ou de vente un vendeur ou un acquéreur pour réduire au maximum le montant des opérations non dénouées.

Selon Mᵉ Hubert Lafont, administrateur judiciaire, les suspens à moins de trois mois atteignent le milliard de francs et ceux à plus de trois mois 15 à 16 millions de francs. Ce travail de fourmi devrait nécessiter dix personnes à temps plein pendant un an. Pour M. Lagarde, président de Cogespar, cette responsabilité de prise en charge des pertes résultant des suspens n'est pas de son ressort. Elle incombe au Fonds de garantie de la Bourse, chargé de rembourser les espèces disparues de la clientèle mais aussi les titres manquants. Cette contestation pourrait amener les repreneurs à faire appel du jugement dans les dix jours.

DOMINIQUE GALLOIS

Cherchant à accroître leur autonomie

Les caisses d'épargne de Russie obtiennent l'assistance des caisses d'épargne françaises

Le président de la Sberbank de la République de Russie, M. Zhikoviev, a signé à Paris un accord de coopération avec le CENCEP, l'organe central des caisses d'épargne Ecureuil.

La Sberbank est l'une des nouvelles banques sectorielles mises en place depuis le 1ᵉʳ janvier 1988 et issues de l'éclatement de la Gosbank, un réseau de caisses d'épargne employant 200 000 personnes avec un bilan représentant l'équivalent de 548 milliards de dollars. La Sberbank de Russie représente environ 60 % de cet ensemble avec 40 agences, 130 000 employés, 110 millions d'épargnants et 26 milliards de roubles (2 600 milliards de francs) de dépôts.

Son problème est simple : sur les autres caisses d'épargne des différentes républiques soviétiques, elle a perdu le monopole des dépôts d'épargne à la suite des dernières réformes, et voudrait conserver ses acquis. Mais, comme l'indique son président, *« nous avons pris du retard. Nous ne voulons pas attendre les nouvelles lois bancaires qui vont instaurer une véritable concurrence, notamment avec les nouvelles banques commerciales créées depuis deux ans »*. Pour la Sberbank russe, dont les dépôts sont supérieurs à ceux de l'ensemble des caisses des autres républiques, l'étude de l'expérience française, notamment en matière de crédit au logement, permettrait de rattraper en partie ce retard.

Déjà, le 23 juin 1989, les caisses soviétiques avaient signé un accord cadre de coopération technique sur les échanges d'informations et de savoir-faire. L'accord signé ces jours-ci par la seule caisse d'épargne de Russie s'appliquera dans trois domaines : formation de personnel d'encadrement, diagnostic pour développer en URSS certains produits d'épargne et de crédit, comme l'épargne logement et, pourquoi pas, le plan d'épargne populaire, aide à l'organisation des agences pour une meilleure adaptation du réseau.

Le plus curieux dans cette affaire est que des points de similitude existent entre les caisses d'épargne soviétiques et françaises : même évolution vers l'autonomie, même processus de décentralisation, même développement des responsabilités, avec, naturellement, une forte avance pour la France, où les caisses d'épargne sont en pleine mutation et viennent de signer un accord avec la Caisse des dépôts pour mieux délimiter leurs domaines respectifs. Il leur faut tenir compte du fait que le livret A représente désormais moins de 50 % de leurs ressources. Mais, pour les dirigeants de la Sberbank de Russie, cette expérience est précieuse ; *« Nous allons connaître les mêmes changements que vous : on se comprend ! »*

F. R.

□ **La COB transmet deux affaires au parquet.** – La dernière livraison du bulletin mensuel de la COB (Commission des opérations de Bourse), signale la transmission par cette instance de deux enquêtes au parquet. La première vise un délit d'initié commis sur les titres de la Financière d'Angers par deux intervenants au cours de l'été 1988, avant la cession d'un bloc de contrôle dans le capital de cette firme. La seconde porte sur l'activité des sociétés Energie Services, Finainvest et des entités dont elles assurent la gestion. Les enquêteurs de la COB ont décelé de multiples irrégularités tant dans le démarchage que dans l'affectation des fonds collectés par ces entreprises commercialisant depuis 1982 par appel public à l'épargne, des parts de centrales hydroélectriques en construction.

□ **Prêt commercial au Chili.** – La NMB, banque des Pays-Bas, a accordé au Chili son premier prêt commercial depuis 1982. Ce prêt d'un montant de 10 milliards de dollars s'étalera sur huit ans, avec un délai de grâce de trois ans. Il est considéré dans les milieux financiers comme le symbole de la réhabilitation du Chili sur la scène internationale.

LONDRES, 4 septembre ⬇

Chute

La chute de Wall Street à son ouverture a accentué, mardi, les pertes de la Bourse de Londres qui a terminé la journée sur un recul de 0,80 %. L'indice Footsie a fini à 2 148 points en repli de 18,6 points. Malgré une amélioration par rapport à la veille, le volume d'activité est resté très étroit, avec seulement 286,2 millions d'actions échangées. Quelque 220,2 millions de titres avaient changé de mains lundi.

Les incertitudes relatives à la situation dans le Golfe, plusieurs mauvais résultats de sociétés et une série de prévisions de baisses de bénéfices pour certaines des compagnies les plus importantes, ont pesé sur la tendance. La plupart des secteurs se sont affaiblis, notamment les compagnies d'eau, les assurances, les industrielles et les chimiques. Les brasseries ont été sévèrement touchées notamment Bass et Grand Metropolitan. En revanche les pétrolières ont terminé sur une note ferme.

Le groupe électronique Thorn EMI a atteint son plus bas niveau de l'année, après l'échec, la veille, de la vente de sa division d'éclairage à la compagnie américaine GTE. En revanche, le conglomérat Polly Peck s'est redressé en fin de séance, tandis que des rumeurs d'OPA ont stimulé le titre du groupe électronique STC.

NEW-YORK, 4 septembre ⬇

Léger repli

Une demande sélective de dernière heure a quasiment sauvé la séance de la baisse, mardi, à la Bourse de New-York . Au lendemain du Labor Day (Fête du travail), l'indice Dow Jones, en retrait de plus de 30 points en cours de séance, a terminé à 2 613,36 en repli d'un point, soit 0,04 %.

Le marché était très calme avec seulement 93 millions d'actions échangées. Le nombre de valeurs en baisse a dépassé celui des hausses : 802 contre 656, 488 titres étant inchangés. Outre la crainte d'une relance de l'inflation soulevée par la hausse des prix pétroliers, les investisseurs ont, dans un premier temps, réagi négativement aux fortes pertes subies à la Bourse de Tokyo quelques heures auparavant. Par ailleurs, l'indice mensuel de l'Association nationale des directeurs d'achats est tombé à 47 % en août contre 47,4 % en juillet et 51,1 % en juin. Au-dessous de 50, cet indice traduit une décélération du secteur manufacturier.

De plus, le taux des bons du trésor à 30 ans est remonté à 9,2 % en cours d'après-midi contre 8,98 % à la clôture de vendredi dernier.

VALEURS	Cours du 31 août	Cours du 4 septembre
Alcoa	64 3/8	65 1/4
ATT	32 3/8	32
Boeing	48 3/8	48 5/8
Chase Manhattan Bank	17 3/4	17 3/4
Du Pont de Nemours	36	36 1/2
Eastman Kodak	40 1/2	40 3/4
Exxon	50	50 1/8
Ford	34 3/4	34 5/8
General Electric	62	61 1/4
General Motors	39 5/8	39
Goodyear	23 5/8	23 1/8
IBM	101 7/8	102 5/8
ITT	51 7/8	51 1/2
Mobil Oil	63 7/8	64 3/8
Pfizer	71	71 1/2
Schlumberger	64	64
Texaco	61 3/4	62
UAL Corp. ex-Allegis	92 1/4	91 3/4
Union Carbide	16 3/4	16 3/8
USX	32 1/8	32 7/8
Westinghouse	32 3/4	32 1/4
Xerox Corp.	41 1/8	41 1/8

PARIS, 5 septembre =

Mitigée

Après trois séances consécutives de vive baisse au terme desquelles l'indice CAC 40 a perdu 5,9 %, le marché a tenté de se ressaisir mercredi. Dès les premiers échanges, les valeurs s'appréciaient en moyenne de 0,69 %. Toutefois, la tendance s'effritait très rapidement au fil des minutes. En fin de matinée, l'indice devenait même négatif, perdant jusqu'à 0,3 % avant de se redresser. Il revenait à + 0,06 % en début d'après-midi. La nouvelle dégringolade de Tokyo (– 3,3 %) quelques heures auparavant n'aura pas trop impressionné les intervenants, qui ont plus été sensibles au calme de Wall Street la veille. La place new-yorkaise, après un long week-end de trois jours en raison du Labor Day, célébré lundi, n'a perdu que 0,04 %. Dire que la confiance est revenue serait aller un peu vite en besogne. Les marchés semblent plutôt rester dans l'expectative, sombrant facilement dans le pessimisme, car ils redoutent un enlisement dans la crise du Golfe. Les intervenants attendent donc les résultats du sommet Bush-Gorbatchev, prévu dimanche, sur la question du Moyen-Orient.

Par ailleurs, ils commencent à réagir fortement aux révisions de résultats annoncées par les entreprises et en anticipent d'autres avec les événements actuels. Parmi les plus fortes baisses de la séance mercredi, figurait Sanofi. Le groupe pharmaceutique, filiale d'Elf-Aquitaine, a publié un bénéfice semestriel en baisse de 15,4 % par rapport à la même période de 1989. Ces résultats ont été affectés particulièrement par l'effet devises. Le nouveau raffermissement du pétrole, le baril étant à nouveau passé au-dessus de 29 dollars mardi, a profité aux compagnies pétrolières Esso, Raffinage et BP France, qui ont emmenés les hausses. En revanche, le métal jaune continuait de se déprécier. Le lingot s'échangeait à 65 450 francs contre 65 760 la veille.

TOKYO, 5 septembre ⬇

Dégringolade

La Bourse de Tokyo a clôturé en forte baisse mercredi, l'indice Nikkei cédant ; 829,30 yens, soit –3,3 %, à 24 078,34 yen.

La crise dans le Golfe, la hausse des cours du pétrole, la perspective d'un nouveau resserrement du crédit ont encore une fois pesé sur la cote. Le faible montant des transactions n'a fait qu'accentuer le recul, déclaraient les opérateurs qui ne voient pour l'instant pas la fin de la baisse.

VALEURS	Cours du 4 septembre	Cours du 5 septembre
Akai	880	850
Bridgestone	1 190	1 180
Canon	1 620	1 610
Fuji Bank	2 280	2 250
Honda Motors	1 520	1 450
Matsushita Electric	1 770	1 750
Mitsubishi Heavy	785	775
Sony Corp.	7 220	7 090
Toyota Motors	1 960	1 930

FAITS ET RÉSULTATS

□ **J. P. Morgan vend la moitié de son futur siège londonien à Sumitomo.** – La banque américaine J. P. Morgan and Co. a annoncé, mardi 4 septembre, la vente pour 220 millions de livres (2,2 milliards de francs) d'une participation majoritaire dans le complexe de bureaux qui abritera son futur siège londonien, à la compagnie d'assurance japonaise Sumitomo Life Insurance Company. Sumitomo détiendra un intérêt de 52,5 % dans Morgan Place, le complexe que fait construire J. P. Morgan sur le Victoria Embankment, dans le centre de Londres. Morgan Place doit être achevé l'an prochain.

□ **Calberson s'associe avec l'allemand Dachser.** – Le transporteur routier Calberson (groupe SCETA-SNCF) a conclu avec l'allemand Dachser un accord de coopération aux termes duquel ils se reconnaissent mutuellement la qualité de correspondant exclusif pour leur pays d'origine. Cet accord n'implique aucune participation en capital avec réciprocité. Dachser a réalisé, en 1989, un chiffre d'affaires de 4,1 milliards de francs et Calberson, 18 milliards.

□ **Philip Morris contrôle 92 % des droits de vote de Jacobs Suchard.** – Le groupe américain Philip Morris a présenté, mardi 4 septembre, le résultat de son offre publique d'achat sur Jacobs Suchard. Il détient désormais 92 % des droits de vote et 85 % du capital du chocolatier suisse. Pour mener cette opération lancée le 22 juin dernier (*le Monde* du 23 juin), le leader mondial du tabac a mis sur la table près de 21 milliards de francs.

□ **Poliet : résultat net exceptionnel de 455 millions de francs.** – Le groupe Poliet enregistrera pour l'exercice 1990 un résultat net exceptionnel consolidé (part du groupe) de 455 millions de francs à la suite de la cession de la totalité de son secteur gypse et plâtre au groupe britannique BPB Industries. Cette opération, qui vient d'être concrétisée, a coûté à BPB Industries quelque 1,28 milliard de francs. Le résultat net exceptionnel dégagé ainsi par Poliet viendra s'ajouter au résultat consolidé du groupe qui sera en augmentation par rapport à celui de l'exercice précédent (703 millions de francs) a précisé Poliet. Cette cession permet en outre au groupe de renforcer ses moyens financiers avec un doublement, en deux ans, de ses capitaux propres consolidés. Poliet, qui est présent dans 5 pays, réalise un chiffre d'affaires annuel de 20 milliards de francs.

□ **Berchet devient le numéro deux du jouet français.** – Berchet, l'un des spécialistes français du jouet premier âge poursuit sa politique de croissance externe. Moins d'un an après le rachat de Dessoy, cette société familiale basée à Oyonnax se hisse au deuxième rang des industriels français du secteur en prenant le contrôle à 100 % de son concurrent jurassien Favre. L'apport de Favre – qui a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 85 millions de francs – devrait permettre à Berchet d'enregistrer des ventes consolidées comprises entre 380 et 390 millions de francs. Et de pénétrer deux créneaux sur lesquels la firme de l'Ain était jusqu'à présent absente, à savoir les véhicules porteurs pour enfants et les jeux de croquet. Berchet, qui a récemment ouvert son capital à des investisseurs extérieurs, prévoit de faire son entrée en Bourse sur le second marché à Lyon.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	407	400	IN2	280	280
Asystel	105	....	I.P.B.M.	129	128
B.A.C.	182	182	Loca investis.	305	298
Bque Tarneaud	170	....	Locamic	108	105
B.I.C.M.	830	800	Matra Comm.	137	163 90
Boiron (Ly)	373	373	Métall. Minière	186	181
Boisset (Lyon)	204	....	Molex	185	180
Câbles de Lyon	2848	2780	Navale-Delmas	900	884
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1149	....	Olivetti Logabax	590	599
Calberson	440	445	Om. Gest. Fin.	600	590
Cardif	610	600	Presbourg	90	90
C.E.E.	340	340	Présence Assur.	356	347
C.E.G.E.P.	263 90	264	Publ. Filipacchi	490	495
C.F.P.I.	257	254 10	Razel	557	557
Ciments d'Origny	541	550	Rhone-Alp. Ecu (Ly.)	319	319
C.N.I.M.	1100	....	St-H. Matignon	221	224
Codetour	283	280	S.C.G.P.M.	529	516
Comareg	300	309 50	Segin (Li)	286 20	280
Conforama	873	860	Select Invest (Ly)	103	103
Creeks	315	315	Serbo	455	440
Dafsa	210 50	....	S.M.T. Goupil	195	198
Dauphin	575	552	Sopra	190	....
Demachy Worms Cie	575	....	Supra	190	190
Desquenne et Giral	245	252	TF1	267 50	265 10
Devanlay	855	....	Thermador H. (Ly)	260	260
Deville	442	439	Unilog	169 80	165 10
Dolisos	160	161	Union Fin. de Fr.	400	410
Editions Belfond	255	258	Viel et Cie	141 70	140
Elysee Invest.	11 20	11 25	Y. St-Laurent Groupe	879	880
Europ. Propulsion	378 30	367 10			
Finacor	177	....			
Garonor	850	....			
GFF (group. fon. f.)	388	386 10			
Grand Livre	440	426 80			
Gravograph	175 90	178			
Guintoli	814	800			
I.C.C.	249 80	240			
IDIA	310	310			
Idianova	135	....			
I.M.S.	1100	1067			

Marché des options négociables le 4 sept. 1990

Nombre de contrats : 26 026

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Bouygues	520	4,50	–	35	–
CGE	600	2,65	15	68	–
Elf-Aquitaine	680	12	35	38	38
Eurotunnel SA-PLC	50	0,99	3,60	6,05	6,90
Euro Disneyland SC	60	–	–	–	1,60
Havas	562	2,50	14	–	–
Lafarge-Coppée	400	3,50	13	50	49
Michelin	80	2	5,80	8	10
Midi	920	15	–	–	61
Paribas	520	–	19	–	–
Pernod-Ricard	1 000	–	–	–	55
Peugeot SA	600	10,01	35,50	73	75
Rhône-Poulenc CI	280	–	–	15,50	–
Saint-Gobain	380	24	45	9	21
Source Perrier	1 500	–	20	–	–
Société générale	480	6,10	–	33	
Suez Financière	360	5	13	38	35
Thomson-CSF	90	–	10,50	5,45	5,50

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 4 sept. 1990
Nombre de contrats : 92 609.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Septembre 90	Décembre 90	Mars 91
Dernier	97,40	97,42	97,34
Précédent	97,70	97,72	97,70

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 90	Mars 91	Déc. 90	Mars 91
97	1,80	–	1,53	1,93

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,2420 F ⬇

Le dollar s'échangeait nettement en baisse mercredi 5 septembre à Paris, à 5,2420 F contre 5,2820 F mardi à la cotation officielle (et non 5,5340 comme une erreur de transmission nous l'a fait écrire dans nos premières éditions du 5 septembre). A Tokyo, la devise américaine est tombée mercredi à ses plus bas niveaux depuis le début de l'année.

FRANCFORT	4 septembre	5 septembre
Dollar (en DM)	1,5765	1,5672

TOKYO	4 septembre	5 septembre
Dollar (en yens)	144,05	142,30

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)

Paris (5 septembre) ...... 10 1/16 - 10 3/16 %
New-York (4 septembre) ...... 8 1/8 - 8 3/16 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	3 sept.	4 sept.
Valeurs françaises	78,80	77,50
Valeurs étrangères	86,20	85

(SBF, *base 100 : 31-12-81*)

Indice général CAC	455,85	444,73

(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)

Indice CAC 40	1 644,01	1 620,93

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	3 sept.	4 sept.
Industrielles	Clos	2 613,37

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	3 sept.	4 sept.
Industrielles	1 687,40	1 670,90
Mines d'or	198,20	196,30
Fonds d'Etat	78,33	78,40

TOKYO

	4 sept.	5 sept.
Nikkei Dow Jones	25 076,95	24 078,34
Indice général	1 918,38	1 860,08

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. +	ou dép. –	Rep. +	ou dép. –	Rep. +	ou dép. –
$ E.-U.	5,2470	5,2490	+ 95	+ 115	+ 190	+ 228	+ 625	+ 685
$ can.	4,5409	4,5466	– 125	– 77	– 215	– 143	– 447	– 283
Yen (100)	3,6925	3,6965	+ 56	+ 78	+ 110	+ 142	+ 338	+ 396
DM	3,3501	3,3529	+ 41	+ 69	+ 85	+ 119	+ 244	+ 312
Florin	2,9720	2,9748	+ 40	+ 58	+ 81	+ 104	+ 235	+ 284
FB (100)	16,2950	16,3114	+ 42	+ 256	+ 185	+ 455	+ 772	+ 1311
FS	4,0408	4,0455	+ 54	+ 86	+ 106	+ 145	+ 334	+ 418
L (1 000)	4,4846	4,4902	+ 5	+ 52	– 18	+ 38	– 183	– 89
£	9,9641	9,9731	– 419	– 360	– 756	– 678	– 1919	– 1756

TAUX DES EUROMONNAIES

$E.-U.	7 15/16	8 3/16	7 15/16	8 1/16	7 15/16	8 1/16	8	8 1/8
Yen	7 1/2	7 3/4	8 3/16	8 5/16	8 3/16	8 5/16	8 7/16	8 9/16
DM	8 3/16	8 7/16	8 1/4	8 3/8	8 3/8	8 1/2	8 3/4	8 7/8
Florin	8 1/16	8 5/16	8 1/4	8 3/8	8 3/8	8 1/2	8 11/16	8 13/16
F.B.(100)	8 7/8	9 1/8	8 15/16	9 3/16	9 1/16	9 5/16	9 3/8	9 5/8
F.S.	7 3/8	7 5/8	8 3/16	8 5/16	8 5/16	8 7/16	8 5/8	8 3/4
L(1000)	1 1/2	3 1/2	9 1/4	10 1/4	10	10 1/2	11	11 1/2
£	14 3/4	15	14 7/8	15	14 7/8	15	14 11/16	14 13/16
Franc.	10 1/16	10 5/16	10 1/16	10 3/16	10 3/16	10 5/16	10 1/2	10 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 5 SEPTEMBRE

Cours relevés à 13 h 48

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3760	C.N.E 3%	3785	3740	3745	- 0 53
980	B.N.P. T.P.	990	980	990	....
1140	C.C.F. T.P.	1180	1180	1180	....
1100	Cr.Lyon. T.P.	1093	1090	1090	- 0 27
1750	Renault T.P.	1701	1701	1705	+ 0 24
1800	Rhone Poul. T.P.	1860	....	....	....
1080	Saint Gobain T.P.	1114	1100	1115	+ 0 09
1100	Thomson T.P.	1140	1120	1120	- 1 75
765	ACCOR	774	785	771	- 0 39
610	Air Liquide	674	673	665	- 1 34
1400	Ala.Superm.	1571	1599	1570	- 0 06
370	A L S P I	400	400	395 10	- 1 23
1570	Arjom. Prioux	1634	1695	1650	+ 0 98
860	AGF Sté Centrale	940	950	935	- 0 53
925	Aux. Entrepr.	940	930	935	- 0 53
270	Avenir H. Média	269 90	270	269 30	- 0 22
181	Axa Midi Ass.	170	172 10	176	+ 3 53
245	Bafip	249	245 10	249	....
179	Bail-Equipem.	209	205	208	- 0 48
885	Bail Investiss.	871	878	870	- 0 11
440	Bancaire	416 20	420	417	+ 0 19
550	Bazar H.-V.	585	585	585	....
710	Beghin-Say	769	768	777	+ 1 04
1030	Berger (M)	1080	1088	1060	- 1 85
480	Bic	577	558	568	- 1 56
760	B.I.P.	770	755	755	- 1 95
420	BIS	420	421	411	- 2 14
345	B N P (CI)	353	361	349 50	- 0 99
900	Bolloré Tech	959	945	960	+ 0 10
2760	Bongrain	2790	2850	2840	+ 1 79
760	Bon-Marché	740	740	746	+ 0 81
470	Bouygues	492	498 50	495	+ 0 61
104	BP France	114	115 50	117	+ 2 63
720	B S N	774	776	774	....
800	Canal Plus	836	850	845	+ 1 08
365	Cap Gem.S	420	391	393	- 6 43
3200	Carrefour	3259	3260	3301	+ 1 29
106	Casino	119 40	120	121 20	+ 1 51
96	Casino ADP	100	98 10	100	....
955	Castorama D.I.	995	980	975	- 2 01
151	C.C.F.	170	170	167 50	- 1 47
85	CCMC Ly.	89 80	89 50	85	- 5 35
340	C.D.M.E.	367	368	366	- 0 27
410	C.E.G.I.D.	450	449 70	440	- 2 22
250	Centrest (Ny)	245	240	239	- 2 45
495	C.E.P. Comm.	488	476	484	- 0 82
210	Cerus	220	220	221	+ 0 45
420	Cetelem	402	408	400	- 0 50
410	C F A O	440 10	449	445 50	+ 1 23
375	CF Int	385	391	380	- 1 30
480	C G E	531	534	530	- 0 19
315	CGI Info.	325	333	325	....
1000	C G I P	994	1000	992	- 0 20
485	CGP	519	516	515	- 0 77
750	Chargeurs S A	790	800	794	+ 0 51
675	C I C A (M)	660	661	661	+ 0 15
1300	Ciments franc.	1337	1350	1336	- 0 07
405	Club Méditer.	430	450	440	+ 2 33
120	CMB Packa.	129 70	130 20	129 90	+ 0 15
121	Codetel	118	119	118	....
540	Colas	543	530	527	- 2 95

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
245	Cpt. Entrep.	248 50	242 50	245	- 1 41
1030	Compt Mod.	1050	1040	1041	- 0 86
250	Concept S.A.	171 90	171	169	- 1 69
....	CPR (Paris Rée.)	361	345	356	- 1 39
980	Créd. Foncier	999	1000	997	- 0 20
600	Cr Lyon (CI)	700	700	700	....
1000	Crédit Nat.	1143	1150	1159	+ 1 40
285	CSEE	286	295	285	- 0 35
2650	Damart	2660	2699	2650	- 0 38
425	Dassault Aviation	528	520	520	- 1 52
265	Dassault Electr.	300	295	302	+ 0 67
1640	De Dietrich	1500	1450	1450	- 3 33
195	Dév.P.d.C.(Li)	205	204	204	- 0 49
250	Dév.R.Sud-Est	276	280	280	+ 1 45
375	D M C	396	400	399	+ 0 76
2800	Docks France	3410	3350	3360	- 1 47
550	Dumez	632	640	632	...
2050	Eaux (Gle)	2220	2236	2240	+ 0 90
375	Ecco	390	395	395	+ 1 28
645	Elf Aquitaine	660	684	656	- 0 61
450	- (Certific.)	490	485	480	- 2 04
925	Epeda B.-F.	940	980	935	- 0 53
360	Essilor	380	380	380	....
165	Essil.Int.(DP)	189	189	186	- 1 59
575	Esso	613	624	668	+ 8 97
1300	Eurafrance	1410	1390	1412	+ 0 14
1400	Eurocom	1560	1560	1559	- 0 06
84	Eurodisneyland	86 70	87 90	87 50	+ 0 92
3290	Euromarché	2982	2990	3010	+ 0 94
870	Europe 1	971	990	990	+ 1 96
43	Eurotunnel	44	44 50	44 40	+ 0 91
1300	Exor	1494	1454	1410	- 5 62
1140	Facom	1313	1300	1308	- 0 38
168	Finextel	167	166	166	- 0 60
215	Fives Lille	289	280 50	280 50	- 3 16
1700	Fromager. Bel	1910	1918	1914	+ 0 21
1580	Gal.Lafayette	1738	1719	1780	+ 2 42
1650	G.A.N.	1840	1820	1835	- 0 27
320	Gascogne (B)	346	349 90	347 50	+ 0 43
1300	Gaz et Eaux	1205	1240	1210	+ 0 41
1280	Géophysique	1300	1270	1280	- 1 54
435	Gerland Ly.	443	453	445	+ 0 45
710	Groupe Cité	742	735	730	- 1 62
1450	GTM-Entrep.	1500	1600	1482	- 1 20
860	Guyenne-Gas.	920	920	945	+ 2 72
205	Hachette	213	219	218	+ 2 35
460	Havas	493 40	495	501	+ 1 54
490	Hénin (La)	490	490	491	+ 0 20
820	Hutchinson	830	820	806	- 2 89
260	Imétal	269	268 50	262	- 2 60
87	Immob. Phénix	94	94	92 20	- 1 91
98	Ingénico	99	100	99 10	+ 0 10
3600	Inst. Mérieux	3630	3600	3600	- 0 83
415	Interbail	435	444	439	+ 0 92
1040	Intertechnique	1150	1154	1140	- 0 87
770	J. Lefebvre	780	808	795	+ 1 92
815	Labinal	855	851	890	+ 4 09
2100	Lab. Bellon	2350	2480	2310	- 1 70

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
355	Lafarge	355 80	354	351	- 1 35
940	Labon	1060	1098	1050	- 1 72
3530	Legrand	3550	3675	3660	+ 3 10
2000	Legrand (DP)	2180	2180	2180	..
535	Legris Industries	564	568	567	+ 0 53
800	Locabail Imm.	803	785	794	- 1 12
415	Locafrance	416	430	420	+ 0 95
760	Locindus	764	762	761	- 0 39
360	Luchaire	425	406	406	- 4 47
3200	L.V.M.H.	3385	3390	3415	+ 0 89
450	Lyonn. Eaux	486 50	489	487 50	+ 0 21
250	Majorette Ly	272	271	271	- 0 37
335	Mar. Wendel	336	340	347	+ 3 27
250	Matra	245 10	254	259	+ 5 67
490	Merlin-Gerin	493	514	503	+ 2 03
93	Metaleurop	98	99 10	98 30	+ 0 31
124	Métrologie In.	139 90	139 90	135	- 3 50
72	Michelin	72 20	72 50	72 05	- 0 21
870	Midi (Cie)	885	899	902	+ 1 92
92	Midl. Bk Sa *	106 80	105 10	106 50	- 0 28
405	Min. Salag (Ma)	356 20	369	351	- 1 46
103	MMB	107	108 80	108 80	+ 1 68
77	Moulinex	83	84 70	83 50	+ 0 60
1370	Navig. Mixte	1389	1384	1384	- 0 36
135	Nord-Est	137 20	144 90	140	+ 2 04
400	Nordon (Ny)	439	444	445	+ 1 28
580	Nouv Galeries	582	590	580	- 0 34
585	Occid. (Gle)	580	577	573	- 1 21
1400	Omn. F Paris	1330	1335	1340	+ 0 75
315	Olipar	315	318 50	315 10	+ 0 03
435	Oréal	480	490	487 50	+ 1 56
460	Paribas	473	482	477	+ 0 85
1350	Pechelbronn	1450	1441	1445	- 0 34
103	Pechiney Int.	121	120 10	119 60	- 1 16
245	Pechiney (CIP)	264	260	253	- 4 17
510	Penhoet	507	509	509	+ 0 39
915	Pernod Ricard	1003	1015	1012	+ 0 90
515	Peugeot	541	545	538	- 0 55
430	Pinault	441	459	445	+ 0 91
290	Plastic-Omn.	304	304	294	- 3 29
450	Poliet	476	480	486 50	+ 2 21
990	Présabail-Sic	1030	1030	1000	- 2 91
580	Primagaz	636	638	650	+ 2 20
495	Printemps	541	548	542	+ 0 18
1820	Promodès	1851	1854	1880	+ 1 57
480	Radiotechn.	480	472	485	+ 1 04
199	Raff. D.Total	248	250	258 50	+ 4 23
2510	Redoute (La)	2695	2650	2650	- 1 67
320	Rémy et Associés	299	298	295	- 1 34
280	R. Poulenc CIP	278	277 80	269	- 3 24
295	Robur Financ.	324	323	322	- 0 62
47	Rochette (La)	50 90	50 50	50 10	- 1 57
1740	Roussel Uclaf	2010	2005	1950	- 2 99
3700	R. Impé.Ly *	3640	3650	3655	+ 0 41
183	Sade (Ny)	185 10	185 10	185 10	...
1520	Sagem	1460	1480	1480	+ 1 37
375	Saint Gobain	397 50	400 20	395 50	- 0 25
1050	Saint Louis	1090	1150	1128	+ 3 49

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1240	Salomon Ly	1262	1300	1270	+ 0 63
230	Salvepar (Ny)	435	425	402	- 7 59
920	Sanofi	755	711	719	- 4 77
1700	S A T	1702	1765	1765	+ 3 70
235	Saul Chât.	240 80	243	243	+ 0 91
550	Saupiquet (Ns)	1100	1090	1090	- 0 91
730	Schneider	757	751	768	+ 1 45
15	SCOA	16 80	16 40	16 50	- 2 37
1060	S E B	1070	1095	1075	+ 0 47
420	Sefimeg	437	437 80	434	- 0 69
545	Sextant A.	555	560	560	+ 0 90
1300	S F I M	1280	1250	1250	- 2 34
182	S.G.E.	196 10	192	198	+ 0 97
545	Simco	538	554	550	+ 2 23
960	Sk. Rossignol	950	940	940	- 1 05
900	Sligos	920	900	900	- 2 17
420	Société Géné.	451	459	450	- 0 22
111	Sodecco(E)	116 70	115	115	- 1 46
150	Sodero(Ns)	150	.		
520	Sodexho	460	480	470	+ 2 17
90	Sogerail(Ny)	93	91	93	.
470	Sogerap	434	408	426	- 1 84
1150	Som-Allib.	1180	1255	1235	+ 4 66
1250	Source Perrier	1310	1318	1309	- 0 15
570	Sovac	554	548	550	- 0 72
460	SPEP	470 10	480	482	+ 2 53
450	Spie-Batignol.	510	520	512	+ 0 39
1010	Strafor	1050	1025	1060	+ 0 95
310	Suez	330	330	327	- 0 91
495	Synthelabo	535	545	548	+ 2 43
95	Thomson	92	92 50	91 60	- 0 43
605	Total	633	645	647	+ 2 21
95	- (certif.)	102 50	103	104 10	+ 1 56
300	Truffaut Fin	290	290	280	- 3 45
465	U A P	475	482	469 10	- 1 24
290	U F B Locab	310 20	325	290	- 6 51
950	U I C	985	1029	1010	+ 2 54
560	U I F.	571	595	586	+ 2 63
820	U I S	825	829	826	+ 0 12
765	Unibail	806	816	823	+ 2 11
205	U.C.B.	205	200	200	- 2 44
370	Valéo	357	360	360	+ 0 84
198	Vallourec	249	249	258	+ 3 61
365	Via Banque	373	378	372	- 0 27
990	Zodiac	1010	1010	1035	+ 2 48
1820	Elf Gabon	1840	1834	1818	- 1 20
123	Amax	131	130	130	- 0 76
117	Amer. Express	125 50	126 20	128 20	+ 0 56
165	A.T.T.	168	167 30	167 30	- 0 42
150	Anglo Amer.C.	142 20	140	140	- 1 55
495	Amgold	437 90	438	438	+ 0 02
205	Banco Santander	235	228 20	228 20	- 2 89
755	B.A.S.F	775	762	762	- 1 68
785	Bayer	808	809	802	- 0 50
90	Buffelsfont.	90 40	88 50	88 50	- 2 10
89	Chase Manh.	92	94	94	+ 2 17
99	De Beers	106	104 90	105	- 0 94
2160	Deutsche Bank	2246	2215	2200	- 2 00

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1290	Dresdner Bank	1360	1358	1358	- 0 15
72	Driefontein	65	64	63 40	- 3 94
185	Du Pont-Nem.	188	192	192 90	+ 2 61
196	Eastman Kodak	215	215	215	
26	East Rand	24 70	23 40	23 40	- 5 26
80	Echo Bay	72	71 10	71 10	- 1 25
166	Electrolux	165 10	165	165 10	
970	Ericsson	1030	1050	1050	+ 1 94
270	Exxon Corp	267	266	266	- 0 37
179	Ford Motor	180 50	180 50	180 50	
62	Freegold	55 20	53 95	53 95	- 2 26
14	Gencor	13 45	13 30	13 30	- 1 12
305	Gén. Electr.	322	321	321	- 0 31
187	Gén. Motors	211	208 40	208 40	- 1 23
425	Gén. Belgique	420	425	425	+ 1 19
54	Gd. Métropol.	54 80	54 50	54 50	- 0 55
64	Guinness	70 10	70 40	70 50	+ 0 57
20	Hanson PLC	20 65	20 60	20 60	- 0 24
57	Harmony Gold	48 50	46 80	46 50	- 4 12
160	Hewlett Packard	181	186	186	+ 2 76
44	Hitachi	47 25	47	47	- 0 53
750	Hoechst	761	773	770	- 1 41
122	Homestake	107	106	105	- 1 87
90	Imp. Chemical	91	91 90	91 90	+ 0 99
510	I.B.M.	541	543	543	+ 0 37
255	I.T.T.	270	272	272	+ 0 74
111	Ito Yokado	125	124 80	124 80	- 0 16
67	Matsushita	63	65 10	65	+ 3 17
17	Maxwell	16 90	15 80	16 80	
139	Mc Donald's	147 10	147	147	- 0 07
400	Merck	428 50	431	431	+ 0 58
400	Minnesota M.	415	415	415	.
340	Mobil corp	342	341 50	341 50	- 0 15
184	Morgan J.P.	170	175 50	175 50	+ 3 24
29400	Nestlé	29900	30050	30050	+ 0 50
950	Nixdorf	975	960	960	- 1 54
200	Norsk Hydro	200 30	202	202	+ 0 85
144	OFSL	125 60	121	121	- 3 65
1630	Pétrofina	1733	1709	1709	- 1 39
215	Philip Morris	235 50	237	237	+ 0 21
70	Philips	70 30	70 50	70 50	+ 0 28
101	Placer Dome	93	92 15	92 15	- 0 91
240	Quilmès	274	275	275	+ 0 36
34	Randfontein	23 65	23 55	23 35	- 1 07
425	Royal Dutch	430	434	433 50	+ 0 81
46	R.T.Z.	46 05	45 75	45 75	- 0 65
5 50	Saat & Saatch.	6 65	6 50	6 50	- 2 26
59	St Helena	54 15	52 90	52 90	- 2 31
325	Schlumberger	342	339 20	339 20	- 0 82
47	Shell transp.	48 05	48 40	48 40	+ 0 73
1930	Siemens	2035	2012	2015	- 0 98
245	Sony	266	264	264 10	- 0 71
64	Sumitomo Bank	70	69 20	69 20	- 1 14
205	T.D.K.	215	209	209	- 2 79
43	Telefonica	43 60	43 30	43 30	- 0 69
31	Toshiba	34 30	34 30	34 30	..
415	Unilever	417	420	421	+ 0 96
245	Unit.Techn.	257	256 80	256 80	- 0 08
480	Vaal Reefs	410	411	409	- 0 24
280	Volvo	289	287	287	- 0 69
215	West. Deep	196	194	194	- 1 02
199	Xerox Corp	219 50	218	217 50	- 0 91
81	Yamanouchi	90 50	90	90	- 0 55
2 50	Zambia Cop.	2 04	2	2	- 1 96

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	117 50	2 53
Emp.Etat 9,8%78	98 50	1 47
10,80% 79/94	100 36	0 03
Emp.Etat 13,25%80	100	13 17
Emp.Etat 16%82	100 01	15 95
Emp Etat 14,6% 83	101 69	7 84
Emp.Etat 13,4%83	107 85	9 47
Emp.Etat 12.2% 84	103 25	11 09
Emp.Etat 11% 85	103 20	5 90
10,25% mars 86	99 22	4 97
OAT 10%-5/2000	97 65	2 76
OAT 9,9% 12/1997	98 57	7 21
OAT 9,8% 1/1996	97 85	5 85
PTT 11,2% 85	101 65	7 84
CFF 10,30% 86	95 20	5 79
CNB Bques 5000F	99 83	1 75
CNB Paribas 5000F	100 15	1 75
CNB Suez 5000F	100 15	1 75
CNE 11,5% 85	101 80	2 66
CNI 1/82 5000F	99 83	1 75
CNT 9 % 86	90	3 35
CRH 10,90% déc.85	100 65	8 69
CHARB FCE 3% 100	144	....
CNCA	1035	....
Cons.	....	....
CGE 6 janv. 89/99	531	....
Drouot Ass.8%86cv	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (sté fin.)	1164	1130
Applications Hydr.	1358	....
Arbel	829	806
Astorg	285	....
Bains C.Monaco	978	955
B.Hypoth.Europ.	340	350
B.N.P. Intercont.	252 20	250
Beghin-Say (C I)	578	....
Bénédictine	3900	....
Blanzy Ouest	2998	2878
B T P	85	84 90
Cambodge	748	....
Carbone Lorraine	840	823
Case Poclain	22 40	21 50
C.E.G.F (Frigor.)	399	400
Centenaire Blanzy	549	550
Cerabati	119 50	119 40
Champex Ny	139	135
CIC (CIP)	191 10	190 20
C.I.M.	769	760
C.I.T.R.A.M. (B)	2170	....
Clause	525	....
Cofimeg	322	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Cofradel	1200	1200
Cogil	400	390
Comiphos	583	583
Cie Industrielle	6800	5145
Cpt Lyon Alemand	560	549
Concorde	830	825
Conste.Mét.Prov.	34 10	34 10
Crédit Gén.Ind.	400	412
Cr Universel (Cie)	605	614
Crédital	125 90	126
Darblay	720	705
Degremont	1345	1310
Delalande	2310	....
Delmas Vieljeux	4100	....
Didot Bottin	1300	1249
Eaux Bassin Vichy	2462	2363 o
Eaux Vittel	913	914
Ecia	255	237 50
Electro-Finan.	774	....
Electro-Banque	329	325
Elf Antargaz	1901	....
E.L.M. Leblanc	635	640
Esalfi Bretagne	519	501
Em.Mag. Paris	4050	4000
Etex (ex. Eternit)	1950	1900
Europ Soutres Ind.	54	....
Finalens	280	270
F.I.P.P.	163	163
F.N.A.C.	1990	2000
Foncière (Cie)	708	690
Fonc.Lyonnaise	880	875
Foncina	465	465
Fougerolle	680	680
France I.A.R.D.	900	910
France SA (Lé)	1600	1600
From. Paul-Renard	2374	2374
Gaumont	850	865
Genefim	295	290
Gévelot	490	500
G.F.C.	425	427
G.F.I.I.	302	301
Grds Moulins Paris	1450	1450
Groupe Victoire	1420	1425
G.T.I (Transport)	545	530
Immobail	376	373
Immobanque	773	....
Im.Marseillaise	6100	....
Imm. Plaine-Monceau	445 60	445 10
Immofice	480	475 10
Invest.(Ste Cle.)	3200	....
Jaeger	72 10	73 90
Lambert Frères	333 10	303 80o
Lille Bonnières	1590	1650
Loca-Expansion	292	290
Locafinancière	471	471 10
Locatel	305	....
Louis Vuitton	725	730
Louvre	3963	4069
Lucia	1880	1890
Machines Bull	46 05	45 50
Mag.Uniprix	168 10	172 70

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Magnant	634	....
Métal Déployé	510	....
Mors	149	152
Navigation (Nle)	266	264
Nozal	160	155 40
Optorg	331 20	338
Oréal (CI)	228	....
Origny-Desvroise	1300	1300
Palais Nouveauté	1080	1080
Paluel Marmont	648	630
Parfinance	197 50	195
Paribas (CIP)	650	648
Paris France	205	205
Paris Orléans	254	249
Parthena Invest	398	400
Pathé Cinéma	1014	....
Piper Heidsieck	2163	2160
P.L.M.	329	315 90
Porcher	605	601
Promodès (CI)	884	....
Publicis	740	740
Rochefortaise	150	144
Rosario	265	265
Rougier	438	420 50o
S.A.C.E.R.	448	448
S.A.F.A.A.	487	....
S.A.F.I.C Alcan	405	405
SAFT	1565	1525
Saga	204	205
Salins du Midi	598	595
Satam	113	....
Savoisienne M.	184 80	....
S.C.A.C.	790	780
Senelle Maubeuge	449	431 10
S.Etud.Part. (M)	174 80	....
Sfic	741	730
Sinvim	378	370
S.I.P.H.	399 50	....
Solal	895	892
Soffo	510	....
Sofical	1070	1110
Soficomi	590	614
S O F I P (M)	410	439 20d
Sofragi	1481	1450
Sophie-Bail	430	427
Sopagri	179 50	179 50
Soudure Autogène	807	829
Sovabail	518	518
Stami	728	....
Suez (CIP)	307	285 90o
Taittinger	4408	4530
Télémécanique Elect.	4464	4450
Testut-Aequitas	900	895
Tour Eiffel	299	298
Ufiner	940	950
U.T.A.	2150	2236 d
Vicat	381	382
Visiprix	1752	1772
Virax	170	....
Waterman	1500	1500
Maroc Sté Brasserie	288	281

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	820	902 d
Akzo Nv Sico	277 50	....
Alcan Aluminium	100	100
Algemene B.Ned.	103	...
American Brands	340	340
Arbed	630	....
Asturienne Mines	176	....
Banco Popular Espa.	450	441
Banque Ottomane	1890	1882
B.Reglements Int.	33500	31500 5
Can.Pacifique	83	83 20
Chrysler Corp.	84 50	....
C I R	16 05	....
Commerzbank	865	....
De Beers (port.)	137	....
Dow Chemical	218	....
GBL (Brux Lamb.)	540	...
Gevaert	1310	. ..
Glaxo Holdings Ltd	71 50	....
Goodyear Tire	130	130
Grace and Co (WR)	133	134
GTE Corp.	130	.. .
Honeywell Inc.	503	....
Johannesburg	1445	....
Kubota	29 10	..
Latonia	310	310
Midland Bank	26	....
Noranda Mines	80	80
Olivetti priv.	15	....
Pakhoed hold.	575	590
Pfizer Inc.	372 30	....
Procter Gamble	391	424
Ricoh	30	....
Robeco	283 80	....
Rodamco NV	220 90	220
Rolinco	258 40	....
Saipem	8 40	8 40
Sema Group	51 80	...
SKF Aktiebolaget	95	...
Tenneco Inc.	295	...
Thorn Electrical	63	63 50
Toray Ind.	27 50	24 70o
Vieille Montagne	3000	....
Wagons Lits	1580	....
West Rand Cons.	14 50	13 90
Whitman Corp.	115 10	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	300	....
Buitoni	815	..
Calciphos	200	198
C G H Cogedhor	103	...
C. Occid. Forestière	180	....
Chambourcy (M)	978	....
Cochery Bourdin	360	. ..
Coparex	749	.. .
Drouot Assurances	149	160 d
Europ. Accum.	64 20	....
Gechot S.A.	78 50	. ..
Guy Degrenne	400	....
Haribo Ricqles Zan	210	....
Hoogovens	297	....
Lecteurs du Monde	312	....
Merlin Imm.	240	....
Nicolas	960	...
Paternelle RD	902	805
Particip. Perrier	350	....
Rorento N.V.	173 90	174
St-Gobain-Emballage	1895	....
Sema Metra	310	310
S.E.P.R.	1522	....
Sidi	378	....
S.P.R. act. B	356 40	385 6
Ufinex	380	....
Wonder	968	755 o

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 5/9	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 282	5 242	....	....
Ecu	6 939	6 944	....	....
Allemagne (100 dm)	335 190	335 180	....	....
Belgique (100 F)	16 314	16 305	....	....
Pays-Bas (100 fl)	297 390	297 440	....	....
Italie (1000 lires)	4 499	4 494	....	....
Danemark (100 krd)	87 540	87 500	....	....
Gde-Bretagne (1 L)	9 929	....	4 050	4 050
Grèce (100 drachmes)	3 385	....	....	....
Suisse (100 f)	402 260	....	....	....
Suède (100 krs)	91 200	....	....	....
Norvège (100 k)	86 680	....	....	....
Autriche (100 sch)	47 645	....	....	....
Espagne (100 pes)	5 365	....	....	....
Portugal (100 esc)	3 793	....	....	....
Canada (1 $ can)	4 573	....	....	....
Japon (100 yens)	3 666	....	3 660	3 660

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 5/9
Or fin (kilo en barre)	65750	65200
Or fin (en lingot)	66750	65300
Napoléon (20f)	411	415
Pièce Fr (10 f)	390	.....
Pièce Suisse (20 f)	477	484
Pièce Latine (20 f)	381	389
Souverain	487	489
Pièce 20 dollars	2325	2340
Pièce 10 dollars	1350	1350
Pièce 5 dollars	825	.....
Pièce 50 pesos	2525	2520
Pièce 10 florins	400	395

SICAV (sélection) 4/9

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	991 82	987 63
Action	209 95	204 33
Agepargne	738 33	704 62
Ageplacement	6894 35	6894 35
Agepremière	104 99	104 68
AGF Actions ex CIP	1086 83	1040 81
A.G.F. 5000	618 35	601 32
AGF ECU	1008 32	998 34
AGF Foncier	115 89	113 06
AGF Invest Sicav	108 48	105 83
AGF Interfonds	406 31	396 40
AGF Oblig.	1067 87	1062 56
AGF Sécurité Sicav	10850 14	10850 14
A.G.F.I.M.O.	640 29	624 67
AMERI-GAN	5738 74	5518 02
Amplitude	595 57	578 22
Arbitrages Court T.	6129 90	6117 65
Associc	1110 94	1110 94
Atout Futur	339 22	330 95
Aurecic	1275 07	1237 93
Avenir Alizés	1540 80	1510 59
Avenir CIC	102 74	99 75
Axa Capital	139 82	133 80
Axa Europe	118 10	113 01
Axa Investissements	113 53	108 64
Axa NPI	101 87	97 48
Axa Valeurs PER	118 81	113 69
Capimonétaire	5424 62	5419 20
Capoblig.	5527 36	5445 67
Capitacic	1104 06	1087 74
Capital-Monde	359 27	350 51
Casden Pierre	31 20	30 44
Cosmos	1122 06	1094 69
Comptavalor	5994 42	5985 44
Convertimmo	378 71	364 14
Crediner	453 52	440 31
Credit Mutuel Capital	1095 77	1074 28
Diese	1138 95	1111 17
Drouot France	776 76	743 30
Drouot Investiss.	943 98	903 33
Drouot Sécurité	234 19	224 11
Drouot Sélection	136 24	130 37
Ecocic	1052 42	1036 87 •
Ecuper	120 28	115 10
Ecureuil Capitalisation	2154 26	2132 93
Ecureuil Invest.	380 49	369 41 •
Ecureuil Monepremière	56980 83	56980 83
Ecureuil Monétaire	33579 55	33579 55
Ecureuil Trésorerie	2083 82	2083 82
Ecureuil Trimestr.	1939 74	1919 54
Elicash	370714 88	370714 88
Energie	279 91	267 22
Eparcic	3064 13	3064 13
Eparcourt-Sicav	4272 19	4261 54
Epargne Associat.	24785 24	24748 12
Epargne Capital	8893 02	8804 97
Epargne Court Terme	578 66	578 66
Epargne Croissance	1522 41	1481 66
Epargne Industrie	88 85	86 47
Epargne J.	59667 04	59667 04
Epargne Long Terme	186 40	181 41
Epargne Monde	1185 15	1153 43
Epargne Oblig.	184 79	179 84
Epargne Première	12386 22	12294 01
Epargne Quatre	1089 45	1060 29
Epargne-Unie	1255 39	1224 77
Epargne Valeurs	419 01	407 80
Epsilon	1156 97	1145 51
Eufinvest	642 62	623 90 •
Eurocic Leaders	993 30	984 37
Eurodyn	1111 79	1084 67
Euro Gan	6876 98	6612 48
Euromaf	26 59	26 20
Fonsicav	12212 38	12212 38
FRANCE-GAN	8731 49	8395 66
France Garantie	258 80	258 28
France Investiss.	439 69	428 97 •
France Oblig.	448 18	443 72
Francic	421 91	409 62
Francic Pierre	108 54	105 38
Francic-Régions	1224 32	1188 66
Fructi-Association	30 47	30 47

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructi-Capi	35 26	34 74
Fructi Court	121208 27	121208 27
Fructidor	230 35	226 95
Fructi-Ecu	556 56	547 35
Fructi-Epargne	28 67	27 97
Fructifrance	810 44	790 67
Fructimmo	29 54	28 82
Fructi-Première	10225 75	10074 63
Fructivar	4655 21	4643 60
Futuroblig	1197 14	1167 94
Gestilion	12480 50	12449 38
Gest.Associations	151 34	148 01
Gest. F Sécur.	10225 84	10174 97
Horizon	1122 11	1089 43
Interépar.	101577 38	98618 82
Interoblig.	11744 16	11292 46
Intersélection Fce	503 70	489 03
Japacic	158 86	154 23
Jeunepargne	247 92	244 26
Laffitte Amérique	194 24	185 43
Laffitte Europe	263 32	251 38
Laffitte Expan.	255 40	243 82
Laffitte France	312 36	298 20
Laffitte Immobil.	239 06	228 22
Laffitte Japon	411 47	392 81
Laffitte Oblig.	134 49	128 39
Laffitte Rendement	177 71	169 65
Laffitte Tokyo	356	339 86
Latitude	5794 42	5785 74
Leumi C.T.	10806 79	10806 79
Leumi L.T.	5921 22	5748 76
Lion Association	11294 51	11294 51
Lion Institution	24626 32	24564 91
Lionplus	823 54	807 39
Lion Trésor	2084 47	2063 83
Lion 20 000	22602 80	22602 80
Livret Bourse Inv.	495 30	480 87
Livret Portefeuil.	648 90	630
Méditerranée	179 57	171 84
Mensuel CIC	10041 49	9941 08
Mondial Investissem.	395 02	377 11
Monecic	5384 17	5384 17
Monedien	57630 09	57630 09
Mone.J.	62230 42	62230 42
Monévalor	69999 30	69999 30
Mutualité dépôts	11543 77	11520 73
Mutuelle Unie Sel.	142 50	136 36
Natio Court Terme	241755 00	241755
Natio-Epargne	14918 18	14770 48
Natio-Ep. Ret.	113 84	110 79
Natio Epargne Trésor	6802 63	6590 45
Natio-Imm.	1171 87	1140 51
Natio-Inter	1154 70	1123 80
Natio-Monétaire	21797 66	21797 66
Natio Obligations	498 37	485 03
Natio-Patrimoine	1390 05	1352 85
Natio-Placements	65175 13	65175 13
Natio-Revenu	985 03	975 28
Natio Sécurité	12112 18	12112 18
Natio-Valeurs	773 57	752 87
Nippon-Gan	5570 27	5356 03
Nord Sud Dévelop.	1275 03	1272 49
Obli-Associations	123 68	122 46
Oblicic-Mondial	2302 90	2268 87
Oblicic-Régions	1003 39	983 56
Oblig. très court.	151 45	149 21
Obilion	1114 32	1103 29
Oblisécurité	10979 38	10979 38
Optimal	31584 13	30644 79
Oraction	1076 51	1050 25
Orvalor	6131	5909 40
Paribas Epargne	17713 42	17678 06
Paribas Opportunités	114 13	109 49
Paribas Patrimoine	517 30	496 21
Paribas Revenus	88 40	87 52
Patrimoine Retraite	188 53	184 83
Pervalor	623 35	605 19
Phénix Placement	283 10	274 85
Pierre Investissements	718 73	701 20
Placement A	1175 20	1152 16 •
Placements C T	7649 35	7634 08 •
Placement J.	6184 69	6152 38 •

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Placement Premier	5613 49	5602 28 •
Plénitude	117 50	114 36
Poste Gestion	55875 57	55875 57
Première Oblig.	10705 95	10595 15
Prév. Ecureuil	107 97	105 08
Privassociation	25137 96	25137 96
Proficius	1045 63	1020 13
Quarz	121 79	118 82
Réalvalor	884 55	858 79
Rentacic	158 34	156
Revenus Trimestr.	5207 82	5156 26
Revenu-Vert	1122 95	1106 35
St Honoré Bio-Alim.	851 74	813 12 •
St Honoré Global	243 98	232 92 •
St Honoré Mat Plac.	212 13	202 51 •
St Honoré Pacifique	576 45	550 31 •
St Honoré PME	503 95	481 10 •
St Honoré Réal	12815 06	12764 •
St Honoré Services	475 60	457 31 •
St Honoré Techno.	721 64	688 92 •
Sécuricic	1502 20	1502 20
Sécuri-Gan	13020 46	12765 16
Sécuri-Taux	1194 88	1194 88
Sicasden	688 30	678 13
Sicav Associations	1588 63	1586 25
S.F.I. fr. et étr	638 47	619 87
Sicav 5 000	390 54	380 09
Sicav C.T.A. Plus	....	.... •
S.I. Est	1358 88	1300 36
Silvafrance	636 25	619 22
Silvam	398 85	388 18
Silvarente	203 70	199 71
Silviner	409 75	398 78
S N I	1117 61	1085 06
Sogépargne	340 40	328 10
Sogéroc	53502 58	51944 25
Sogevar	1013 39	967 44
Sogenter	1223 94	1188 44
Soleil Investissements	497 54	478 40
Solstice	2056 08	2050 95
Stratégie Actions	901 04	866 38
Stratégie Rendements	1198 12	1160 41
Technocic	1014 92	985 36
Techno-Gan	5559 03	5345 22
Thesora	553 45	547 97
Transplus	131 04	125 40
Trésor Avenir	104 28	103 25
Trésor Plus	1094 68	1073 94
Trésor Réal	12270 69	12270 69
Tresoricic	110105 47	110105 47
Trilion	5100 88	5050 38
U.A.P.Investiss.	430 47	414 91
U.A.P. Act. F.	541 94	522 35
U.A.P. Act. Sél.	589 36	568 08
U.A.P. Aedifi.	614 92	592 69
U.A.P. Altefi	197 81	190 66
U.A.P. Alto	162 27	156 40
UAP Moyen Terme	117 40	113 16
Uni-Associations	116 95	116 95
Uni-Foncier	1344 28	1311 49
Unifrance	538 54	525 40
Uni-Garantie	1302 12	1279 10
Uni Régions	1475 33	1439 35
Unirente	2399 56	2341 03
Univar	205 05	205 05
Univers Actions	1214 30	1184 68
Univers-Obligations	1630 73	1590 98
Valorem	504 75	492 44
Valorg	1779 70	1777 92
Valreal	45613 24	45590 44
Vauban	24638 95	24664 26

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

Le soutien financier aux pays de la « ligne de front »

Les Etats-Unis proposent un programme d'aide financière pour la Turquie, l'Egypte et la Jordanie

Les Etats-Unis ne tiennent pas plus à supporter seuls l'aide aux pays de la « ligne de front » que le coût de leur intervention militaire dans le Golfe. Le secrétaire au Trésor M. Nicholas Brady se trouve actuellement en Europe et a rencontré M. Pierre Bérégovoy mardi 4 septembre pour discuter de ce sujet (lire page 4).

Trois pays se trouvent en ligne de mire. L'Egypte, la Jordanie et la Turquie, qui souffrent non seulement de pertes de recettes liées à l'embargo, mais également de l'afflux de réfugiés et de la flambée des prix du brut. Les Etats-Unis proposent, selon des sources françaises, un plan de soutien financier en deux étapes.

La première porte sur des aides bilatérales et inconditionnelles, et devrait démarrer dès ce mois-ci. Selon les calculs américains, cette aide devrait porter sur 3 milliards de dollars (16 milliards de francs environ), dont 1,4 milliard pour la Turquie, 900 millions pour l'Egypte et 600 millions pour la Jordanie. Dans une deuxième étape, les pays alliés des Etats-Unis, devraient mettre en place un plan de soutien coordonné, doté de 7 milliards de dollars environ, dont 2,7 milliards pour la Turquie, 2,1 milliards pour l'Egypte, et 1,5 milliard pour la Jordanie.

Par ailleurs, les pays industrialisés étudient la manière d'alléger le fardeau de la dette extérieure de la Jordanie et de l'Egypte (6 milliards de dollars et 50 milliards respectivement). Les Etats-Unis ont déjà proposé le 4 septembre l'annulation de la dette militaire de l'Egypte à leur l'égard (7 milliards de dollars).

Les conséquences de la sécheresse

Des céréales à bas prix seront distribuées aux éleveurs dans 44 départements

Le ministère de l'agriculture a publié, mardi 4 septembre, la liste des quarante-quatre départements où des céréales à bas prix seront mises à la disposition des éleveurs touchés par la sécheresse et la chute des cours de la viande. M. Henri Nallet a ainsi réparti la quasi-totalité de l'enveloppe de 670 millions de francs débloquée la semaine dernière par son ministère. Le reste de l'enveloppe (environ 21 millions de francs) sera réparti par la suite lors de derniers ajustements.

Trois zones ont été définies :

– Dans la zone 1 (Centre-Ouest), neuf départements recevront une enveloppe de quelque 251,14 millions de francs, soit une aide de l'Etat en moyenne de 190 kilos de fourrage par unité de gros bétail (UGB).

– Dans la zone 2 (Bretagne, Normandie et une partie du Centre-Ouest), seize départements se partageront 262,74 millions de francs, soit une aide de l'Etat en moyenne de 140 kilos de fourrage par UGB.

– Dans la zone 3 (Sud-Ouest, Centre), dix-neuf départements obtiendront 135,14 millions de francs, soit une aide de l'Etat de 90 kilos de fourrage par UGB.

Le nombre d'UGB (1 UGB = 1 vache ou 5 moutons) retenu par le ministère pour chaque département concerné est le nombre total des UGB bovines et ovines auquel a été retranché l'effectif des vaches laitières du département.

Le système décentralisé permettra aux départements de répartir les aides entre les éleveurs selon les critères définis au niveau national.

(Lire page 10 l'article d'Eric Fottorino.)

A Saint-Marcellin (Isère)

Un mort et quatre-vingt-un blessés dans une collision ferroviaire

Le service ferroviaire devait être rétabli sur la ligne à voie unique entre Valence et Grenoble dans la journée de mercredi 5 septembre. Il avait été interrompu, la veille, vers 17 heures, après une collision entre le Talgo Barcelone-Genève et le train Corail Saint-Gervais-Marseille-Nice, survenue à Saint-Marcellin (Isère). Dans cet accident, le conducteur du train Corail, Jacques Lemal, quarante et un ans, a trouvé la mort tandis que quatre-vingt-un passagers, souffrant surtout de contusions, étaient blessés légèrement.

Les enquêtes judiciaire et administrative qui seront ouvertes essaieront de déterminer pourquoi le conducteur du train Corail a engagé son convoi sur la voie unique où survenait le Talgo, alors qu'un feu rouge lui en interdisait l'accès. En effet, selon les premières constatations, il semble que la signalisation ait fonctionné normalement. Une première hypothèse est avancée pour expliquer le comportement aberrant du mécanicien. Le chef de gare de Saint-Marcellin lui aurait fait le signal d'avancer son train dont l'arrière gênait le fonctionnement d'un passage à niveau. Il aurait interprété cet ordre comme une autorisation de départ, oubliant de s'assurer que le feu était au vert.

Le système de sécurité sur cette ligne n'est pas le plus sophistiqué qui existe puisqu'il n'interdit pas l'erreur humaine. Le « contrôle de vitesse », qui empêche une manœuvre en contradiction avec les signaux, n'est systématiquement installé que sur les TGV ; depuis les catastrophes ferroviaires des étés 1985 et 1988, il a été décidé de l'étendre au réseau classique, mais à un rythme ralenti par les contraintes budgétaires et en commençant par les voies les plus fréquentées et les plus exposées. La voie Valence-Grenoble n'entrait pas dans ces catégories.

AL. F.

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 5 septembre 1990 a été tiré à 581 111 exemplaires.

Charles Dutoit à l'Orchestre national de France

Charles Dutoit a été nommé directeur musical de l'Orchestre national de France a annoncé, mardi 4 septembre, la présidence de Radio-France. Il succède à Lorin Maazel. Charles Dutoit prendra ses fonctions le 1er janvier 1991, mais n'aura une collaboration régulière avec l'ONF qu'à partir de septembre 1992 en raison de ses engagements avec l'orchestre symphonique de Montréal qu'il dirige depuis treize ans.

[Né à Lausanne, en Suisse, en 1936, il a été formé aux conservatoires de sa ville natale et de Genève. Directeur artistique des orchestres de Berne, Göteborg et Mexico avant de prendre la direction de celui de Montréal en 1977, il a dirigé en tant que chef invité plus de cent cinquante orchestres. C'est à ce titre qu'il ouvrira dans quelques jours la saison musicale de l'ONF.]

□ **Décès de l'actrice Irène Dunne.** – – L'actrice américaine Irène Dunne est morte le 4 septembre dans sa propriété de Los Angeles. Elle avait quatre-vingt-huit ans. Entre 1930 et 1952, elle avait interprété quarante-deux films, sous la direction de réalisateurs tels que John Stahl, Mervin LeRoy, Ruben Mamoulian, Leo McCarey ou George Stevens, qui lui valurent cinq nominations aux oscars. Egalement chanteuse et danseuse, elle mena parallèlement une carrière à Broadway.

Claudio Abbado succède à Karajan à la tête de la Philharmonie de Berlin

Le chef d'orchestre italien Claudio Abbado succède officiellement à Herbert von Karajan à la tête de la Philharmonie de Berlin : il a signé le mardi 4 septembre un contrat pour diriger la formation pendant les sept prochaines années. Le contrat sera automatiquement prolongé de cinq ans s'il n'est pas dénoncé d'ici là. Abbado avait été choisi le 8 octobre 1989 par les cent vingt musiciens de la Philharmonie – l'un des seuls orchestres au monde à élire son dirigeant – à la suite d'un vote à bulletin secret.

[Né le 26 juin 1933 à Milan, Claudio Abbado a étudié au conservatoire Giuseppe Verdi de sa ville natale avant de suivre des cours à l'Académie de musique de Vienne. En 1968, il est nommé chef d'orchestre, puis directeur artistique à Milan. Il prend ensuite la tête de l'Orchestre philharmonique de Londres (1983), puis celle de l'Opéra de Vienne. La collaboration entre Claudio Abbado et l'Orchestre philharmonique de Berlin remonte à la fin des années 60. Il a notamment enregistré avec lui – pour Deutsche Grammophon – de nombreux disques.]

EN BREF

□ **M. Le Pen affirme que les *« bombardements américains »* sont un *« grand danger »* pour les otages.** – Invité de RTL, mercredi 5 septembre, M. Jean-Marie Le Pen a indiqué, parlant des otages occidentaux retenus en Irak et au Koweït, que *« le grand danger qu'ils courent, c'est celui des bombardements américains »*. Le président du Front national a cependant affirmé qu'*« il faudrait montrer que les gens ne peuvent pas rentrer »*, car, selon lui, *« certaines entreprises ont donné l'ordre à leur personnel de rester sur place »*.

□ **Ouverture d'une information judiciaire et avertissement à la presse après la disparition d'un enfant à Sedan.** – Le procureur de la République de Charleville-Mézières (Ardennes), M. Bruno Gestermann, a annoncé mardi 4 septembre l'ouverture d'une information judiciaire pour enlèvement de mineur dans l'affaire du jeune Vincent Decours, un garçon de douze ans qui a disparu le 27 août dans la banlieue de Sedan (*le Monde* du 4 septembre) et qui n'a toujours pas été retrouvé. Le magistrat a mis en garde la presse contre tout dérapage en insistant sur *« la nécessité qui s'attache, en matière d'information, à la sauvegarde des grands principes protégés par la loi dans une affaire aussi particulière »*, notamment *« le respect de la vie privée, de la présomption d'innocence qui doit empêcher de jeter la suspicion inconsidérément sur toute personne pour la seule satisfaction de l'imagination, voire des fantasmes »*.

□ **Remise en liberté « technique » pour deux membres d'Action directe qui restent incarcérés.** – La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a remis en liberté, mardi 4 septembre, Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani, deux membres du « noyau dur » d'Action directe, dans deux dossiers en cours d'instruction. Cette décision, qui concerne l'attentat contre le siège d'Interpol à Paris, le 16 mai 1986, et l'installation du quartier général d'Action directe dans la ferme de Vitry-aux-Loges (Loiret), est une *« mesure technique »* destinée, selon le parquet général, à limiter *« les risques provoqués par la multiplication des déplacements de gens dangereux »* lors des nombreuses demandes de mise en liberté déposées par les membres d'Action directe dans les divers dossiers d'instruction les concernant. Les deux hommes, condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une peine de sûreté de dix-huit ans pour l'assassinat du PDG de la régie Renault, Georges Besse, restent en prison.

TENNIS : Internationaux des Etats-Unis

Sabatini et Fernandez en demi-finales

En quarts de finale des Internationaux des Etats-Unis, disputés à Flushing-Meadow, deux sets (7-5, 6-4) ont suffi à l'Argentine Gabriela Sabatini pour éliminer la Soviétique Leila Meskhi, vingt et unième joueuse mondiale. L'Américaine Mary Joe Fernandez a dû, elle, batailler trois sets (6-2, 2-6, 6-1) pour écarter la Suissesse Manuela Maleeva, tombeuse de Martina Navratilova au tour précédent.

Des prix stables pour la rentrée scolaire

Apprendre aux enfants à acheter

L'équipement des écoliers et des collégiens n'a que peu varié par rapport à l'an dernier. Selon les services de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation, le prix moyen de vingt-cinq familles de produits a progressé de 1,6 %. Du côté des associations de consommateurs, les résultats sont variables : pour la Fédération des familles de France (FFF), cela baisse légèrement ; pour la Confédération syndicale des familles (CSF), le rapport qualité/prix reste inconnu ; pour la Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV), ça monte, mais il est vrai que les livres sont pris en compte. A vrai dire, tout dépend des articles retenus dans ces relevés de prix.

Les fournitures scolaires (+ 6 %, selon Mme Neiertz) sont indéniablement le terrain de tous les débordements possibles, avec tous les phénomènes de mode, de gadgets, de couleurs sur les classeurs, les cartables, les agendas, les stylos feutres... La gamme des articles offerts à la convoitise des enfants est de plus en plus large, et le prix d'un même article peut varier du simple au décuple, selon sa présentation, mais aussi selon le point de vente.

Alors revient la vieille idée d'apprendre aux enfants à ne céder au désir de frimer et d'épater les copains qu'en toute connaissance de cause, et sans dépasser un budget raisonnable. Mme Neiertz a préparé avec le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, une circulaire qui va être diffusée prochainement dans tous les établissements scolaires pour encourager les enseignants à ne pas oublier la *« consommation »* dans leurs projets d'action éducative, ce sujet transversal pouvant nourrir d'exemples à peu près toutes les disciplines. Des conventions sont signées avec les rectorats (en Auvergne et en Bretagne, et en préparation en Provence-Alpes-Côte d'Azur) pour faciliter financièrement ces actions. Des expériences ont déjà été menées, comme à Rennes (où les élèves d'un lycée-collège ont réalisé une vidéo).

Des associations s'en mêlent, comme la FFF, à Bordeaux et à Strasbourg, qui a préparé la rentrée dans des centres aérés. On a constaté à cette occasion que des enfants de dix-onze ans étaient parfaitement capables de faire la part de la fantaisie en se laissant aller au plaisir du gadget sur un ou deux articles et de se montrer férocement économes sur le reste, pour respecter le budget imposé.

Mais qui formera les parents à ne céder qu'à bon escient aux supplications des chers petits, encore inconscients des exigences d'un budget toujours trop serré ?...

JOSÉE DOYÈRE

